

SYNTHÈSE DES TROISIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE
**L'EUROPE : un HÉRITAGE,
QUELLES RESPONSABILITÉS ?**

STRASBOURG, 17 AVRIL 2010

ERGEBNISSE DES DRITTEN EUROPA-FORUMS
**EUROPA – EIN ERBE,
WELCHE VERANTWORTUNG?**

STRASBURG, 17. APRIL 2010



*Synthèse coordonnée par Ergebnisbericht koordiniert von Nadège Chambon
avec / mit Ute Guder pour la version germanophone / für die deutsche Version
Traduit vers l'Allemand par / Deutsche Übersetzung von Jutta Hergenhan*

Co-organisateurs des
États Généraux de l'Europe
Organisatoren
des 3. Europa-Forums

COLLECTIF
EUROPA NOVA



Mouvement Européen
France



MOT DES ORGANISATEURS

L'EUROPE EST AUJOURD'HUI À UN MOMENT CLÉ DE SON HISTOIRE. L'ÉCHIQUIER MONDIAL EST MARQUÉ PAR DES CHANGEMENTS DURABLES. UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE SANS PRÉCÉDENT S'AJOUTE À DES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX, ALIMENTAIRES ET DÉMOGRAPHIQUES CROISSANTS. CE N'EST RIEN MOINS QUE NOTRE CAPACITÉ À AGIR SUR LE MONDE QUI EST EN JEU. EN TANT QU'EUROPÉENS, IL EST DE NOTRE RESPONSABILITÉ DE RÉFLÉCHIR À UN AVENIR COMMUN.

Qu'allons-nous faire de l'héritage que nous ont légué les Pères fondateurs, Schuman, Monnet, Adenauer, De Gasperi, Spaak ? Souhaitons-nous être les acteurs d'un « monde meilleur », pour reprendre le mot de Jean Monnet ?

L'objectif des États Généraux de l'Europe, rendez-vous majeur de la société civile européenne, est de contribuer à ce que des solutions à ces enjeux soient mises en œuvre. Avant d'être une journée de débats, il s'agit d'abord d'une dynamique collective. À travers elle, nous initiions un mouvement citoyen, qui résulte d'une année de travail sur les thèmes, l'organisation et la mobilisation. L'aboutissement de ce processus est un certain esprit, marqué par la volonté de contribuer à l'intérêt général des Européens.

Après Lille en 2007 et Lyon en 2008, c'est Strasbourg qui a accueilli la troisième édition des États Généraux de l'Europe. Le choix de cette ville frontalière a donné sens au fait de mettre l'Allemagne à l'honneur et de célébrer, avec les Européens des deux rives du Rhin, les soixante ans de la Déclaration du 9 mai 1950, prononcée par Robert Schuman, inspirée par Jean Monnet et préparée en étroite coopération avec Konrad Adenauer.

La présence du Président Barroso est un signal fort, qui montre l'importance que les États Généraux de l'Europe et une société civile active revêtent aux yeux des institutions. Celle de plus de cent intervenants, venus échanger avec un public de trois mille personnes, de tous âges et de tous horizons, confirme la vocation de forum des États Généraux, décliné sur deux séances plénières et dix-huit ateliers.

Parce que l'Europe doit se vivre concrètement, cette journée a été également l'occasion de multiples rencontres autour du village européen, du café littéraire, des expositions, d'une projection de film et des nombreuses activités destinées à tous : simulation du Parlement européen pour les jeunes, concours de slam et jeux.

Sans la mobilisation de plus d'une centaine d'organisations et institutions locales, nationales et européennes, ainsi que de nos partenaires coorganisateur qui ont apporté un supplément d'âme à la journée, ce succès n'aurait pas eu lieu. Que soient ici chaleureusement remerciés Arte, EADS, la CFDT, Confrontations Europe, le MEDEF et l'ensemble de nos sponsors (Conseil général du Bas-Rhin, Comité économique et social européen, La Maison de Robert Schuman et le Département de la Moselle, Fondation Charles Léopold Mayer, Fondation Entente Franco-Allemande, Fondation Hippocrène, Fondation Jean Monnet pour l'Europe-Lausanne, MACIF, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Programme « L'Europe pour les citoyens », DG Éducation et culture – Commission européenne, Région Alsace, Ville de Strasbourg) ainsi que l'Ambassade d'Allemagne

à Paris, la Représentation en France de la Commission européenne et le Bureau d'Information pour la France du Parlement européen qui nous ont accordé leur patronage.

La démocratie européenne a besoin de responsables politiques engagés, ainsi que de citoyens actifs. Les conclusions ambitieuses de ces États Généraux donneront lieu à un travail de suivi et d'influence. Les dix-huit propositions seront officiellement apportées notamment au Président Barroso, qui s'est engagé publiquement à les examiner et à mettre en œuvre certaines d'entre elles, qui relèvent de sa compétence. Elles sont plusieurs à mériter d'être portées plus avant, en tant qu'initiatives citoyennes.

Enfin, souhaitons pour les EGE qu'ils relèvent les défis qui les attendent à l'avenir. Que ce rendez-vous soit toujours plus européen, qu'il rassemble toutes les générations, afin qu'il ait un véritable impact sur un débat public toujours plus exigeant, avec au cœur, l'intérêt général des Européens.

Guillaume Klossa
Président
EUROPANOVA

Sylvie Goulard
Présidente (jusqu'en juin 2010)
MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE

Gaëtane Ricard-Nihoul
Secrétaire générale
NOTRE EUROPE

La Déclaration Schuman fut prononcée le 9 mai 1950 par Robert Schuman, Ministre des Affaires étrangères français, inspirée par Jean Monnet, alors Directeur de Cabinet du Ministre et réalisée en étroite coopération avec Konrad Adenauer. Elle est considérée comme l'acte fondateur de la Communauté européenne. Les 3^{es} États Généraux de l'Europe célébraient son 60^e anniversaire.

DÉCLARATION SCHUMAN

DU 9 mai 1950

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent.

La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques. En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d'une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre.

L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose immédiatement l'action sur un point limité mais décisif.

Le gouvernement français propose de placer l'ensemble de la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d'Europe.

La mise en commun des productions de charbon et d'acier assurera immédiatement l'établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifesterà que toute guerre entre la France et l'Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L'établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu'elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jettera les fondements réels de leur unification économique.

Cette production sera offerte à l'ensemble du monde sans distinction ni exclusion, pour contribuer au relèvement du niveau de vie et au développement des œuvres de paix. L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain.

Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d'intérêts indispensable à l'établissement d'une communauté économique qui introduit le ferment d'une communauté plus large et plus profonde entre des pays longtemps opposés par des divisions sanglantes.

Par la mise en commun de productions de base et l'institution d'une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l'Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d'une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix.

Pour poursuivre la réalisation des objectifs ainsi définis, le gouvernement français est prêt à ouvrir des négociations sur les bases suivantes.

La mission impartie à la Haute Autorité commune sera d'assurer dans les délais les plus rapides : la modernisation de la production et l'amélioration de sa qualité, la fourniture à des conditions identiques du charbon et de l'acier sur le marché français et sur le marché allemand, ainsi que sur ceux des pays adhérents, le développement de l'exportation commune vers les autres pays, l'égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main-d'œuvre de ces industries.

Pour atteindre ces objectifs à partir des conditions très disparates dans lesquelles sont placées actuellement les productions des pays adhérents, à titre transitoire, certaines dispositions devront être mises en œuvre, comportant l'application d'un plan de production et d'investissements, l'institution de mécanismes de péréquation des prix, la création d'un fonds de reconversion facilitant la rationalisation de la production. La circulation du charbon et de l'acier entre les pays adhérents sera immédiatement affranchie de tout droit de douane et ne pourra être affectée par des tarifs de transport différentiels. Progressivement se dégageront les conditions assurant spontanément la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé.

À l'opposé d'un cartel international tendant à la répartition et à l'exploitation des marchés nationaux par des pratiques restrictives et le maintien de profits élevés, l'organisation projetée assurera la fusion des marchés et l'expansion de la production.

Les principes et les engagements essentiels ci-dessus définis feront l'objet d'un traité signé entre les États et soumis à la ratification des parlements. Les négociations indispensables pour préciser les mesures d'application seront poursuivies avec l'assistance d'un arbitre désigné d'un commun accord ; celui-ci aura charge de veiller à ce que les accords soient conformes aux principes et, en cas d'opposition irréductible, fixera la solution qui sera adoptée.

La Haute Autorité commune chargée du fonctionnement de tout le régime sera composée de personnalités indépendantes désignées sur une base paritaire par les gouvernements ; un président sera choisi d'un commun accord par les gouvernements ; ses décisions seront exécutoires en France, en Allemagne et dans les autres pays adhérents. Des dispositions appropriées assureront les voies de recours nécessaires contre les décisions de la Haute Autorité.

Un représentant des Nations Unies auprès de cette autorité sera chargé de faire deux fois par an un rapport public à l'ONU, rendant compte du fonctionnement de l'organisme nouveau, notamment en ce qui concerne la sauvegarde de ses fins pacifiques. L'institution de la Haute Autorité ne préjuge en rien du régime de propriété des entreprises. Dans l'exercice de sa mission, la Haute Autorité commune tiendra compte des pouvoirs conférés à l'Autorité internationale de la Ruhr et des obligations de toute nature imposées à l'Allemagne, tant que celles-ci subsisteront.



sommaire

accueil

Roland Ries Maire de Strasbourg • **Pierre Bertrand** Vice-président du Conseil général du Bas-Rhin • **André Reichardt** Premier vice-président du Conseil régional d'Alsace.

3 DÉCLARATION SCHUMAN DU 9 MAI 1950

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

PAS D'AVENIR SANS MÉMOIRE : QUEL HÉRITAGE

8 NOUS ONT LÉGUÉ LES PÈRES FONDATEURS ?

Débat animé par **Sylvie Goulard** Députée européenne, Présidente du Mouvement Européen – France et co-fondatrice des EGE. Avec **Paul Collowald** ancien Directeur de l'information à la Commission européenne et au Parlement européen, journaliste • **Lukas Macek** Directeur du cycle Europe Centrale et Orientale de Sciences Po à Dijon • **Mario Sepi** Président du Comité économique et social européen • **Catherine Trautmann** Députée européenne.

10 ALLOCUTIONS

Pierre Lellouche Secrétaire d'État chargé des affaires européennes • **José Manuel Barroso** Président de la commission européenne

DÉBATS I NOS RESPONSABILITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

17 UNE UNION PLUS JUSTE

19 EMPLOI, PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

23 L'AVENIR DES SERVICES PUBLICS

25 PROTECTION SOCIALE ET CITOYENS

DÉBATS II NOS RESPONSABILITÉS POUR DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES DURABLES

29 LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

32 LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

36 GOUVERNANCE FINANCIÈRE ET NOUVELLES RÉGULATIONS

40 L'EUROPE ET L'ÉNERGIE

DÉBATS III NOS RESPONSABILITÉS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES

43 CULTURES ET VALEURS EUROPÉENNES

45 UNE ÉDUCATION À L'EUROPE POUR TOUS

48 L'EUROPE DANS LES MÉDIAS

DÉBATS IV NOS RESPONSABILITÉS DÉMOCRATIQUES

51 CITOYENS EUROPÉENS, PARTICIPEZ !

54 LE TRAITÉ DE LISBONNE ET APRÈS

56 L'UNION IGNORE LES FRONTIÈRES

59 LA RÉGION MÉTROPOLITAINE TRINATIONALE DU RHIN SUPÉRIEUR

DÉBATS V NOS RESPONSABILITÉS DANS LE MONDE

61 VERS UNE ARMÉE EUROPÉENNE ?

63 L'UNION EUROPÉENNE ET SES VOISINS

66 L'EUROPE, LE MAGHREB ET L'AFRIQUE

PLÉNIÈRE DE CLOTURE

RÉNOVER LE PROJET EUROPÉEN : DANS UN MONDE EN CRISE,

69 QUELLES RESPONSABILITÉS POUR LES EUROPÉENS ?

Débat animé par **Guillaume Klossa** Président d'EuropaNova et fondateur des États Généraux de l'Europe. Avec **Isabelle Durant** Vice-présidente du Parlement européen, ancienne Vice-première ministre belge • **Marcel Grignard** Secrétaire général adjoint de la CFDT • **Tommaso Padoa-Schioppa** Président de Notre Europe, ancien Ministre de l'Économie et des Finances d'Italie • **Andreas Schwab** Député européen • **Ulrike Steinhorst** Directeur du cabinet de Louis Gallois, président d'EADS.

74 ACTIVITÉS

CAFÉ LITTÉRAIRE, SIMULATION DU PARLEMENT EUROPÉEN, LES ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES, LE VILLAGE EUROPÉEN

79 DÉCLARATION FRANCO-ALLEMANDE

Par les présidents du groupe d'amitié France-Allemagne à l'Assemblée Nationale et au Bundestag **Yves Bur** et **Andreas Schockenhoff**, lue par Yves Bur et Andreas Schwab le 17 avril 2010.

81 PRÉSENTATION DES ORGANISATEURS ET REMERCIEMENTS

PLÉNIÈRE D'OUVERTURE

PAS D'AVENIR sans mémoire

QUEL HÉRITAGE NOUS ONT LÉGUÉ LES PÈRES FONDATEURS ?

Paul Collovald ouvre la conférence plénière par la lecture de la *Déclaration Schuman*, en souhaitant que la vision et la volonté politiques de ce texte inspirent les débats des États Généraux. Il rappelle la portée révolutionnaire de ce texte qui proposait au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale la *Gleichberechtigung*, c'est-à-dire l'égalité des droits entre vainqueurs et vaincus. Ce concept avait alors surpris le chancelier Adenauer et les journalistes qui l'avaient qualifié de « bombe de Robert Schuman ». Si aujourd'hui nous n'avons peut-être plus conscience de cela, il s'agissait pour la France et l'Allemagne, alors divisée en zones d'occupation, de former ensemble une communauté.

Sylvie Goulard salue la portée moderne de la *Déclaration Schuman* et interroge Lukas Macek, directeur de Sciences Po Dijon et Tchèque, sur sa perception de l'héritage des Pères fondateurs.

Lukas Macek souligne le caractère politique de la construction européenne des années 1950 alors qu'elle est trop souvent perçue comme technique et intergouvernementale. Les Pères fondateurs, qui étaient des élus, ont fait preuve d'un grand courage politique et porté une vision d'avenir. Leur objectif ne se limitait pas à créer une Europe des Six mais la grande Europe – aujourd'hui celle des Vingt-sept – afin de réconcilier l'Allemagne, non seulement avec la France, mais également avec l'ensemble de ses voisins. La *Déclaration Schuman* nous rappelle également que les Pères fondateurs considéraient la construction non pas en opposition aux États-Unis mais qu'à contrario Jean Monnet était partisan d'une communauté de destin et de valeurs entre les deux rives de l'Atlantique. Il évoque ainsi le non-sens du choix parfois demandé aux proeuropéens de l'Est entre leur sentiment européen et leur inclination atlantiste. À l'heure où les jeunes générations d'Européens ne connaissent pas la guerre, le Directeur de Sciences Po Dijon estime nécessaire de donner à la construction européenne d'autres sources de



Débat animé par :

Sylvie Goulard

DÉPUTÉE EUROPÉENNE,
PRÉSIDENTE DU MOUVEMENT
EUROPÉEN – FRANCE ET
CO-FONDATRICE DES EGE

Avec :

Paul Collovald

ANCIEN DIRECTEUR
DE L'INFORMATION AU
PARLEMENT EUROPÉEN,
JOURNALISTE

Lukas Macek

DIRECTEUR DU CYCLE EUROPE
CENTRALE ET ORIENTALE DE
SCIENCES PO À DIJON

Mario Sepi

PRÉSIDENT DU COMITÉ
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
EUROPÉEN

Catherine Trautmann

DÉPUTÉE EUROPÉENNE

Compte rendu rédigé par :

Bénédicte Martin

MOUVEMENT EUROPÉEN –
FRANCE

légitimité que l'établissement de la paix sur le continent car ce discours tend à devenir abstrait. Il est désormais important de politiser l'Europe, ce qui ne doit pas être confondu avec la « démocratisation » de l'Union européenne. En effet il s'agit d'un objet démocratique mais apolitique, donc d'une démocratie incomplète. Le fondement de la démocratie se trouve en effet dans des propositions politiques alternatives entre lesquelles le citoyen doit arbitrer. C'est l'absence de politisation qui conduit à une absence d'identification aux institutions et au manque d'intérêt des citoyens, non le manque de compréhension du fonctionnement des institutions européennes. On peut illustrer ce manque de politisation par l'absence d'un candidat de la gauche européenne face à la Commission Barroso II.

« L'absence de politisation conduit au manque d'intérêt des citoyens »

Catherine Trautmann évoque les nouveaux droits apportés par la construction européenne et insiste sur la nécessité de les pérenniser. Le projet des Pères fondateurs allait en effet plus loin que la simple réconciliation franco-allemande. À l'origine du projet il y a un drame moral et humain : la solution finale. Dès lors, il ne s'agit pas seulement d'établir la paix, mais d'empêcher qu'un tel drame se reproduise. Cette ambition s'accompagne chez les Pères fondateurs de l'objectif d'étendre le projet européen à un espace élargi fonctionnant selon la méthode fédérale, afin que les Hommes construisent enfin une Histoire commune et partagent un sentiment d'appartenance à un espace citoyen qui constitue l'Europe sociale.

Elle expose les reproches qui sont faits à l'Union européenne. Tout d'abord, son inefficacité : l'Europe économique, dans laquelle il est possible de circuler et travailler librement, souffre des insuffisances du gouvernement économique européen. On lui reproche ensuite de ne pas être suffisamment protectrice sur la scène internationale. Pour cette raison, le Parlement européen s'est saisi de la question de la constitution du Service européen d'action extérieure. Enfin, on lui reproche d'être insuffisamment démocratique. La distance se creuse entre le sens du projet européen et ses réalisations, causant toujours plus d'abstention. Or le Traité de Lisbonne, en consacrant le principe de codécision, qui implique davantage le Parlement dans les décisions, apporte une réponse nouvelle à ce problème. Pour la députée européenne, seule la nécessité peut justifier les transferts de souveraineté à l'Union européenne. Cependant, elle ne doit pas imposer des choix aux citoyens. Il faut politiser les décisions du Parlement européen, faire accepter le principe du compromis, proposer des programmes politiques et des alternatives et permettre aux citoyens de demander des comptes aux responsables européens. L'Europe, c'est cela : l'équilibre entre l'ambition, la volonté politique, l'espoir d'un côté et la nécessité de l'autre côté. C'est aussi la promesse d'un mieux-être individuel et celle de la réussite collective d'une grande œuvre.

« La construction européenne, c'est un équilibre entre l'espoir et la nécessité »

Mario Sepi salue l'ambition des États Généraux de l'Europe et rappelle que, dans l'Histoire du continent, ils marquent le début d'un processus démocratique dans lequel la société civile fait irruption dans le politique. Aujourd'hui, l'opinion publique ressent le besoin d'être représentée de façon démocratique par les institutions européennes. Il faudrait l'impulsion d'une nouvelle *Déclaration Schuman*, qui ne s'adresserait pas seulement à la raison mais aussi au cœur des Européens et donner à la société civile les moyens de participer à la construction européenne et aux décisions législatives. De plus, la politique intergouvernementale actuelle donne lieu à des heurts entre les égoïsmes nationaux et les institutions ne progressent guère. Le Traité de Lisbonne insiste sur la démocratie participative, qui peut être utilisée pour combler le déficit démocratique dont souffre l'Union européenne. Telle est l'ambition du Comité économique et social européen, qui est à disposition des citoyens pour organiser la consultation de la société civile.

L'Union européenne n'a plus seulement pour carte d'identité le marché unique, mais également, depuis 2000, la Charte des droits fondamentaux. Si les citoyens européens ressentent que l'Union a pour but la promotion des droits de l'Homme et de la démocratie, ils se reconnaîtront mieux en elle et se mobiliseront davantage qu'en faveur d'un projet uniquement perçu comme un amalgame de compromis économiques et sociaux. Le moyen de rapprocher l'Union des citoyens, c'est de trouver une solution sociale à la crise et de maintenir le modèle social européen. L'Europe doit s'inscrire dans la mondialisation comme un acteur global, avec ses valeurs et son pouvoir politique.

ALLOCUTIONS

PIERRE LELLOUCHE

SECRÉTAIRE D'ÉTAT FRANÇAIS EN CHARGE DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Pierre Lellouche exprime sa satisfaction devant la tenue des États Généraux de l'Europe à Strasbourg, car les gouvernements et la Commission ont besoin de la société civile en ce moment crucial de l'histoire européenne. Il rappelle que la ville abrite également le Conseil de l'Europe, institution où se fabriquent les libertés et qui représente l'espoir pour de nombreux ressortissants de pays non-membres de l'Union européenne. Il exprime son inquiétude pour la place de l'Europe dans le monde, face à l'immensité des problèmes qui se posent aujourd'hui. Si l'idée européenne est plus fondamentale que jamais, le monde autour d'elle a radicalement changé. Il y a soixante ans, cinq ans après la fin du conflit le plus meurtrier de l'Histoire, un ministre

appartenant au camp des vainqueurs – Robert Schuman – tendait la main à l'ennemi vaincu pour lui proposer de former, à égalité, une communauté de droits. C'est ce geste incroyable qui a donné naissance à l'idée de la construction européenne.

Le cinquantième anniversaire du jumelage de Suresnes — une ville d'Ile-de-France — avec une ville allemande rappelle que le maire de l'époque était venu signer la convention de jumelage sous les huées de la foule. La France et l'Allemagne ont construit depuis une intimité politique, économique et humaine sans égale dans le monde, qui se retrouve notamment au sein des cabinets ministériels dont les membres rédigent par exemple des programmes de travail franco-allemands pour une durée de dix ans. Dans les Balkans, on a malheureusement constaté ce qu'il advenait quand la France et l'Allemagne n'étaient pas d'accord : il y a eu 250 000 morts. Le moteur franco-allemand reste donc essentiel à la construction européenne.

Si l'idée européenne reste fondamentale, le monde n'en a pas moins connu une révolution des rapports de force sans précédent. Face à l'émergence de pôles économiques et stratégiques majeurs, l'Union européenne risque le déclassement. Jacques Delors mentionnait « la survie ou le déclin » : ce moment est crucial pour les valeurs de l'Europe. Nous assistons à la fin de cinq siècles de domination de l'Europe sur la planète : dans trente ans, les 500 millions d'Européens ne représenteront plus que 6 % de la population mondiale et ne produiront plus que 12 % du PNB mondial. L'Europe aura du mal à rester dans la compétition ; pour cela, on ne peut pas conserver la même idée de l'Europe qu'il y a soixante ans. Le monde bouge et l'Europe discute : les Européens doivent la hisser à hauteur des défis qu'il lui faut relever. Cependant, l'opinion publique tend à dériver vers l'indifférence, voire parfois le nationalisme. L'Europe est jugée trop lointaine, elle ne protège pas assez, elle ne pèse pas assez. C'est pour cette raison que la présence des citoyens lors de ces États Généraux est importante : les Européens passent en général trop de temps dans les débats institutionnels. Pour aboutir au Traité de Lisbonne, il a fallu une quinzaine d'années de discussions, durant lesquelles le monde a évolué. Il y a une tendance exagérée à s'occuper d'institutions plutôt que des sujets de fond, tels que la création du Service européen d'action extérieure, l'aide à la Grèce ou la protection des Roms. De même, l'Europe n'est pas assez unie, ce qui a été démontré lors de la conférence de Copenhague en décembre 2009. Nous avons des institutions, certes, mais nous avons aussi d'immenses défis à relever et si tout ne va pas très bien, le volontarisme politique permet de faire face aux crises. En 2005, quand 55 % des Français avaient répondu « non » au référendum sur le traité constitutionnel, la France était isolée. M. Sarkozy a proposé un texte simplifié et l'a soumis à une ratification parlementaire lorsque d'autres réclamaient un nouveau référendum. Ce volontarisme politique est primordial et permet d'aller plus avant. Il ne faut pas se contenter de proclamer ou de déclamer. Les changements du monde sont tels qu'il faut passer de l'incantation à l'action et c'est ce que nous faisons.

JOSÉ MANUEL BARROSO

PRÉSIDENT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

*Monsieur le Ministre,
Monsieur le Maire de Strasbourg,
Monsieur le Président, Cher Tommaso Padoa-Schioppa,
Messieurs les Présidents du Conseil régional et du Conseil général,
Mesdames et Messieurs,*

Merci, cher Tommaso Padoa-Schioppa, pour ces mots d'introduction. Je suis heureux de participer avec vous tous à ces États généraux de l'Europe à Strasbourg. C'est avec grand plaisir que j'ai répondu positivement à l'invitation de Jacques Delors et de vous-même.

Vous m'avez proposé de vous parler de « l'Europe : quel héritage, quelles responsabilités ? ». En ajoutant un sous-titre : « pas d'avenir sans mémoire ». Vous avez d'ailleurs placé cette rencontre sous le signe de l'amitié franco-allemande. Cette amitié est sans doute, depuis plus de cinquante ans, l'une des grandes réussites de la construction européenne.

Notre héritage, c'est la réconciliation des peuples de notre continent, voulue par quelques hommes d'exception visionnaires. La *Déclaration Schuman* aura soixante ans le 9 mai prochain. C'est notre texte fondateur. Il traduit bien l'essence du projet européen : un rêve, un idéal, que l'on se propose de réaliser par une démarche pragmatique, par des solidarités concrètes.

Parler d'Europe unie, cinq ans seulement après le conflit le plus meurtrier de tous les temps, c'est alors d'une audace inouïe. Quant à fusionner des intérêts dans une Communauté européenne du charbon et de l'acier avant de construire une communauté plus large, c'est, en 1950, dans la grille de lecture des États-nations, de la pure témérité politique et intellectuelle !

Notre héritage, c'est le projet politique des pères fondateurs. C'est-à-dire le plus grand projet d'intégration supranationale qui ait jamais existé. L'Europe, c'est bien plus qu'un simple marché ! C'est le plus grand ensemble d'intégration politique et économique du monde. C'est une communauté de droit et de valeurs. C'est un espace de solidarité et de coopération.

Notre héritage, c'est aussi la méthode communautaire. C'est-à-dire la règle du jeu européen, avec des institutions solides et des processus décisionnels qui ont fait leur preuve. Cette méthode permet de dégager un intérêt général européen, qui exprime nos valeurs communes et nous renforce mutuellement.

Nous sommes aujourd'hui les dépositaires et les acteurs de ce projet politique. Et nous avons, à ce titre, d'immenses responsabilités. La plus importante d'entre elles, c'est de préserver et d'approfondir cet héritage. C'est de continuer à bâtir une Europe forte dans le monde. D'autant que nous sommes dans un contexte nouveau, qui exige de l'Europe qu'elle mobilise toute son énergie, sa volonté politique et son ambition, pour relever les défis de la mondialisation.

Mais sommes-nous bien en train de préserver notre héritage ? N'y a-t-il pas un risque de le voir se défaire ?

Le Traité de Lisbonne renforce le projet européen. Il renforce les institutions européennes. Toutes les institutions. Il donne plus de cohérence, d'efficacité et de légitimité à nos décisions. Grâce à plus de compétence pour le Parlement européen. Grâce à l'extension du vote à la majorité qualifiée au Conseil, qui facilite les accords. Grâce à des pouvoirs accrus accordés à la Commission, notamment dans les domaines de l'union économique et monétaire, et dans les relations extérieures. Grâce à la création d'un Haut Représentant des relations extérieures, qui est aussi Vice-président de la Commission.

Toutes ces innovations sont de véritables avancées. Elles ont un sens politique : plus d'ambition communautaire pour plus d'actions en commun. En fait, la méthode communautaire a été renforcée de façon significative par le Traité de Lisbonne : d'abord par la généralisation de la « procédure législative ordinaire », qui comporte le droit d'initiative de la Commission, le vote du Conseil à la majorité qualifiée et la codécision du Parlement européen. Ensuite, par la suppression des piliers et la pleine communautarisation de l'espace de justice, liberté et sécurité (ex : le 3^e pilier).

Mais au moment même où nous avons un instrument qui renforce un élément de notre héritage — la méthode communautaire — que se passe-t-il ?

Il semblerait que certains fassent une lecture plutôt intergouvernementale de ces changements. Je crois qu'il y a là, vous le reconnaîtrez avec moi, pour le moins un paradoxe.

Bien sûr, je comprends que la mondialisation puisse effrayer certains. Je suis conscient de l'attitude un peu défensive que suscite la perception de l'interdépendance mondiale. Tout cela peut se traduire par des tendances au repli sur soi et par la tentation de revenir au chacun pour soi national.

D'autres raisons encore expliquent sans doute ce phénomène.

Mais comment se fait-il que certains voient dans le Traité de Lisbonne le contraire de ce qu'il instaure ?

Il faut que le Traité de Lisbonne soit appliqué pour ce qu'il est : un traité qui prévoit plus d'ambition pour plus d'Europe.

Le Conseil européen a maintenant un Président permanent, ce qui accroît la possibilité de cohérence et de continuité dans l'action des États membres au niveau européen. Il faut qu'il contribue plus que jamais au renforcement de l'Union, dans le respect de la méthode communautaire.

Il faut que notre service diplomatique, qui est en cours de création, contribue à rapprocher les diplomaties nationales, à renforcer la place de l'Europe dans le monde, sous l'autorité du Haut Représentant et Vice-président de la

Commission, en appuyant la Commission et le Conseil dans l'ensemble de l'action extérieure.

Il faut surtout que l'on comprenne que l'Union européenne, ce n'est pas seulement Bruxelles et Strasbourg. Il faut que les États membres, y incluent la société civile, soutiennent le projet européen, en coopération avec les institutions européennes, notamment le Parlement européen et la Commission.

C'est quand nous suivons une approche communautaire que nous pouvons aller plus loin. Lorsque nous sommes divisés, nous échouons. Si je partage avec vous un peu de mes préoccupations, c'est parce que je veux vous dire, à vous qui avez foi dans l'Europe, que nous, Européens, nous devons nous mobiliser à ce moment important de la construction de l'Europe.

Le cas de la Grèce est un exemple parlant. Quand les difficultés sont apparues, il a fallu agir. Tout d'abord en Grèce, et par la Grèce elle-même, à travers le lancement d'une action d'assainissement sérieuse et ambitieuse. La Grèce a répondu à ce défi. C'est alors que j'ai plaidé avec vigueur pour un soutien européen et pour la solidarité européenne. Finalement, et après pas mal d'hésitations, la raison l'a emporté. Nous avons fini par trouver une réponse que je qualifierais de créative.

Une lecture intergouvernementale, de la frilosité, des doutes: ce n'est pas mon idée de l'Europe. Ce n'est pas l'idée de l'Europe que nous avons reçue en héritage de Jean Monnet et de Robert Schuman!

Alors il y a des moments où il faut choisir. Il y a des moments où il faut dire les choses clairement. Qu'est-ce que nous voulons faire en Europe? Est-ce que nous voulons aller de l'avant, avec ambition et ensemble? Ou est-ce que c'est chacun dans son coin, au risque du déclin?

Ma réponse est très claire.

Nous avons des défis immenses à relever. D'abord, sortir de la crise. Le pire de la tempête est peut-être derrière nous, mais la reprise est encore fragile, avec un chômage beaucoup trop élevé. Ensuite, nous engager dans une nouvelle stratégie économique et sociale. Et continuer à nous armer pour être compétitifs face à la mondialisation.

Jean Monnet avait déjà écrit en 1954 cette réflexion qui pourrait être d'aujourd'hui: « Nos pays sont devenus trop petits pour le monde actuel à l'échelle des moyens techniques modernes, à la mesure de l'Amérique et de la Russie aujourd'hui, de la Chine et de l'Inde demain ».

Alors quand il faut prendre à bras-le-corps la concurrence mondiale, le changement climatique, l'insécurité énergétique, le vieillissement démographique, les flux migratoires, l'heure n'est certainement pas aux hésitations. Pour l'Union, c'est une heure de vérité.

Devant tous ces défis, notre meilleure chance de réussir, c'est la dimension européenne! C'est d'aller plus loin dans la coordination. C'est d'affirmer la place de l'Europe dans le monde. C'est de définir l'intérêt européen et de

dégager un consensus. C'est de défendre, de façon déterminée et stratégique, les valeurs et les intérêts de l'Union sur la scène internationale.

La Commission a proposé une nouvelle stratégie économique, la Stratégie Europe 2020. C'est un nouveau modèle de croissance pour l'Europe. Il ouvre un grand chantier de rénovation pour une Europe de la connaissance et de l'innovation, une Europe de l'emploi et de la cohésion sociale, une Europe plus verte et compétitive. C'est ce qui nous permettra de préserver notre économie sociale de marché et notre modèle de société européen.

Nous sommes interdépendants à l'intérieur de l'Union. Les mesures prises dans un État membre ont des répercussions sur les autres. C'est d'ailleurs pourquoi j'ai évoqué avec les États membres l'idée d'une « déclaration d'interdépendance », qui doit se traduire par plus de coopération et de solidarité. L'idée de la Stratégie Europe 2020, c'est de coordonner les efforts, c'est d'aller de l'avant ensemble.

Déjà, certains ont des réticences lorsqu'on parle d'objectifs dans le domaine absolument prioritaire de l'éducation. L'éducation serait une compétence exclusive des États membres. Or, le Traité de Lisbonne dit que c'est une politique dans laquelle l'Union a une compétence de coordination. Autrement dit, elle peut coordonner ou compléter par ses actions celles des États membres. Comment peut-on parler de politique économique pour l'Europe et donc de compétitivité, sans parler de compétences et de qualifications professionnelles? Sans parler d'éducation et de formation? L'Union doit accompagner les efforts des États membres pour améliorer la qualité de nos systèmes d'enseignement et de formation. Ce qui compte, c'est d'améliorer la situation des jeunes face à l'emploi!

Il y a aussi des réticences lorsque la Commission propose comme objectif européen la lutte contre la pauvreté. C'est bien une compétence essentiellement nationale. Mais le Traité de Lisbonne dit aussi que la cohésion sociale est un objectif de l'Union, et la lutte contre l'exclusion sociale une compétence partagée entre Union et États membres. Alors il faut que l'Europe fasse jouer ses instruments et sa dimension pour atténuer la précarité sociale et la détresse humaine que la crise accentue.

Il y a en Europe une demande de plus de coordination économique. Dans mes orientations politiques pour la nouvelle Commission, que j'ai présentées devant le Parlement européen en septembre 2009, j'appelais déjà à une coordination renforcée des politiques économiques.

Il y a aussi une demande de gouvernance économique. La Commission va examiner plusieurs pistes d'action pour renforcer le pacte de stabilité et de croissance, approfondir la coordination des politiques économiques et mettre en place un mécanisme permanent de règlement des crises. Elle présentera une communication à la mi-mai. Cette communication sera très claire. Aux voix qui pourraient s'élever pour que la gouvernance se développe en dehors de la méthode communautaire, elle répondra: cela doit se faire dans le cadre des traités. Nous sommes une communauté de droit!

Cette communauté de droit doit d'ailleurs être au service de l'Europe des citoyens. Il y a en Europe une demande de moyens pour faire valoir plus efficacement les droits des citoyens. Aussi, la Commission présentera la semaine prochaine un programme d'actions concrètes qui compléteront l'espace commun de justice, de liberté, et de sécurité.

Il est temps que chacun prenne ses responsabilités. La Commission prend les siennes : assumer pleinement son pouvoir d'initiative et maintenir le cap de l'intérêt général européen. Pour être dignes de notre héritage, il faut traduire nos principes en décisions politiques. Il faut reconnaître aux institutions européennes – en particulier à la Commission et au Parlement européen – leur pleine capacité à porter ce projet politique !

Nous avons parfois souffert d'un manque d'unité. Il faut le dire franchement. Des divisions idéologiques entre Proeuropéens ont parfois nourri le camp des Eurosceptiques. Certains n'ont peut-être pas très bien compris le sens historique du grand élargissement de 2004, par exemple, ou n'ont pas bien perçu tout le bénéfice que cette Europe élargie nous apporte collectivement. D'autres aiment mieux l'Europe du marché que l'Europe politique. D'autres encore préconisent une Europe plus politique, mais ne souhaitent pas un approfondissement du marché intérieur. Ces divisions doivent être surmontées. Pour pouvoir contribuer à façonner la mondialisation, l'Europe a besoin de tous ses atouts – de la dimension donnée par l'élargissement, de la force économique donnée par le marché intérieur, de la capacité d'action renforcée donnée par l'intégration politique. C'est autour de tous ces éléments que les Proeuropéens – tous les Proeuropéens – doivent s'unir dans une véritable coalition pour l'Europe !

Il faut une vraie coalition entre tous les États membres – petits et grands, nouveaux et anciens –, entre nos institutions, entre toutes les forces proeuropéennes de l'échiquier politique, notamment au sein du Parlement européen.

Il faut une alliance de tous ceux qui aiment l'Europe et ont une ambition européenne. Nous amorçons une nouvelle période. Il faut maintenant que la volonté politique soit au rendez-vous. Dans quelques années, nous verrons que nous avons fait un saut qualitatif considérable.

Je lance cet appel à tous ceux qui ressentent cette responsabilité de poursuivre l'héritage européen. C'est notre devoir à l'égard des pères fondateurs. Mais ce n'est pas qu'une responsabilité à l'égard du passé, c'est aussi et surtout une responsabilité pour l'avenir.

C'est en étant unie que l'Europe est forte. C'est dans la cohésion et la solidarité qu'elle avance. C'est lorsqu'elle poursuit son idéal qu'elle est capable du meilleur. Alors soyons à la hauteur de notre héritage. Mobilisons l'esprit de nos institutions. Et prenons nos responsabilités. C'est notre meilleure chance de gagner ! Merci.

NOS RESPONSABILITÉS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La question de la responsabilité est au cœur du projet européen et se décline à plusieurs niveaux. Les troisièmes États Généraux de l'Europe proposaient une journée de débats articulée autour des différents niveaux de responsabilité. La crise générant une nouvelle source d'inquiétudes tant économiques que sociales, l'attention des participants a particulièrement été retenue par ces débats. Au-delà de la crise, la construction européenne, et les mutations socio-économiques et juridiques qu'elle a enclenchées, créent de nouveaux problèmes. Mais elle engendre également de nouvelles responsabilités et de nouvelles opportunités permettant aux Européens de se mobiliser collectivement face à ces défis. Les partenaires des États Généraux ont consacré quatre débats à ces thèmes, traitant de la convergence sociale, de la pauvreté et de la lutte contre l'exclusion sociale, des services publics ou encore de la protection sociale.



Atelier organisé par :
CFDT

En partenariat avec :
DGB / UNSA / Europe et Société

Débat animé par :
Marcel Grignard
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT DE LA CFDT EN
CHARGE DES QUESTIONS
EUROPÉENNES

Avec :
Michel Guerlavais
RESPONSABLE EUROPE ET
INTERNATIONAL À L'UNSA
Olivier Klotz
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
HEUFT FRANCE
Ioannis Poupkos
SYNDICALISTE GREC,
MEMBRE DU COMITÉ JEUNES
DE LA CONFÉDÉRATION
EUROPÉENNE DES SYNDICATS
Jutta Steinruck
DÉPUTÉE EUROPÉENNE,
MEMBRE DE LA COMMISSION
AFFAIRES SOCIALES

Compte rendu rédigé par :
Mariano Fandos
CFDT

UNE UNION PLUS JUSTE

VERS UNE CONVERGENCE SOCIALE DES PAYS EUROPÉENS ?

Des caractéristiques communes aux États membres montrent qu'il existe une spécificité européenne, notamment en matière de protection sociale et de dialogue social. Toutefois, la « réunion toujours plus étroite des peuples » que veut être l'Union européenne se heurte pour l'heure à une réalité sociale très hétérogène. D'un État membre à l'autre, on constate des situations très variables sur le niveau et les modalités de protection sociale, la place du dialogue social (domaines abordés, force des acteurs, articulation loi-négociation, etc.), le coût du travail, les modalités de représentation des salariés, etc. La mise en place du marché unique, qui franchit un nouveau pas important avec la transposition de la directive services, se traduit par des concurrences avivées entre États membres, tant au niveau social que fiscal, alors que

ces domaines restent essentiellement de compétence nationale. Par ailleurs, dans certains pays, les arrêts de la Cour de Justice européenne soulèvent un débat sur l'articulation des droits des travailleurs mobiles par rapport à ceux du pays qui les accueille.

Pour que cette mise en concurrence ne se traduise pas par une prime au moins-disant social et fiscal, il faut développer un vrai marché du travail européen, dans lequel un socle minimum de droits serait défini afin de garantir une convergence européenne de ces droits. Cet atelier proposait d'en débattre pour tracer des pistes visant à organiser cette convergence.

L'état des lieux que Marcel Grignard a demandé de faire aux intervenants, chacun à partir de la vision liée à leur fonction, a montré les difficultés que rencontre l'Union européenne pour mener une action commune face à la crise et à des situations très diverses selon les États membres. Ce sont les populations les plus fragilisées qui en souffrent, avec des taux élevés de chômage et de précarité. C'est notamment le cas des jeunes, en particulier dans les pays où la situation est la plus difficile, comme actuellement la Grèce, où le taux de chômage des moins de 25 ans devrait atteindre 28 % cette année, voire plus avec le plan d'austérité qui va leur être imposé. En Irlande et en Espagne, ce taux dépasse désormais les 30 %. Il était de 21,5 % sur l'ensemble de l'UE fin décembre.

Par ailleurs, les PME sont également confrontées à des difficultés dans l'application d'une législation complexe, alors qu'elles n'ont pas les moyens des grandes entreprises pour s'organiser et exercer du lobbying.

Une meilleure régulation apparaît cependant indispensable pour éviter de laisser jouer la loi du plus fort et du moins disant social. Plusieurs interventions ont appelé à un renforcement de l'action communautaire sur le plan social. Jacques Moreau, Président d'Europe et Société, regrette que le syndicalisme européen n'ait pas dressé un bilan de la Stratégie de Lisbonne, ce qui aurait démontré la nécessité de renforcer cette action. Pervenche Bérès, Députée européenne, évoque plusieurs leviers d'action que pourrait mobiliser l'UE pour contribuer à un meilleur traitement de la question sociale : le revenu minimum, les services d'intérêt général (SIG), la clause sociale contenue dans le Traité de Lisbonne. Elle considère que l'Europe doit se défendre sur la scène internationale, en agissant en faveur d'une régulation internationale permettant d'intégrer des normes sociales et environnementales aux échanges mondiaux, ainsi qu'un contrôle de la finance permettant de lutter contre la spéculation.

En conclusion, Marcel Grignard souligne la nécessité de trouver des compromis intégrant l'économique et le social, en se rappelant qu'il ne suffit pas de prolonger le passé pour préparer l'avenir. C'est d'ailleurs une des leçons de l'histoire. Il faut tenir compte des défis d'aujourd'hui : la place de l'Europe dans le monde face à la montée des pays émergents, la solidarité générationnelle dans une dynamique démographique affaiblie, la pauvreté et l'exclusion sociale, les défis environnementaux, l'économie de la connaissance, etc.

PISTES ÉVOQUÉES POUR AMÉLIORER LA CONVERGENCE SOCIALE

- Améliorer la participation des jeunes à la société ;
- Nécessité d'aller vers une convergence fiscale des pays européens, en utilisant, au moins dans un premier temps, les coopérations renforcées ;
- Améliorer la prise en compte globale du social dans les politiques de l'Union. À cette fin, l'adjonction d'un protocole de progrès social aux traités serait un moyen de garantir ce dernier point. Ce texte, tel que revendiqué par la Confédération Européenne des Syndicats, devrait garantir une légitimité égale du droit social européen par rapport aux libertés du marché (libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes), définies dans les traités ;
- Trouver des compromis sur les directives relatives au temps de travail ou aux travailleurs détachés.

PROPOSITION PRINCIPALE

Les compromis économiques et sociaux en matière de salaire minimum, de fiscalité, de services d'intérêt général (SIG), les directives sur le temps de travail ou sur le détachement des travailleurs etc., pourraient être établis par le biais d'une coopération renforcée spécifique en matière sociale, ou d'un protocole de progrès social.



Atelier organisé par :
Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA)

En partenariat avec :
UNIOPSS / Fonda-Cafecs / ATD Quart Monde

Débat animé par :
Sébastien Maillard
JOURNALISTE RESPONSABLE
DU SERVICE EUROPE DE
LA CROIX

À partir des témoignages
de terrain de :

Patrick Valentin
RESPONSABLE DU RÉSEAU
WRÉSINSKI « EMPLOI-
FORMATION » AU SEIN DU
MOUVEMENT ATD QUART-
MONDE

Pierre Hoerter
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
« LA MAIN VERTE »

Avec :
Sylvie Goulard
PRÉSIDENTE DU ME-F,
DÉPUTÉE EUROPÉENNE,
VICE-PRÉSIDENTE
DE L'INTERGROUPE
PARLEMENTAIRE « EXTRÊME
PAUVRETÉ ET DROITS DE
L'HOMME — COMITÉ QUART
MONDE »

Wolfgang Müller
DIRECTEUR DE LA
REPRÉSENTATION DE LA
BUNDESAGENTUR FÜR
ARBEIT À BRUXELLES

Chantal Richard
SECRÉTAIRE CONFÉDÉRALE
CHARGÉE DU DOSSIER « LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ » À
LA CFDT, EN CHARGE DU
SUIVI DE LA NÉGOCIATION
SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL
INCLUSIF

Compte rendu rédigé par :
Jérémie Cazeneuve
CCMSA

EMPLOI, PAUVRETÉ ET EXCLUSION SOCIALE

L'ACTION DE TERRAIN AU-DELÀ DE L'ANNÉE EUROPÉENNE 2010 DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

L'Union européenne est l'une des régions les plus riches du monde. Pourtant, près d'un citoyen européen sur cinq vit en dessous du seuil de pauvreté, fixé à 60 % du revenu national médian. D'autres chiffres peuvent inquiéter : un Européen sur dix vit au sein d'un ménage où personne ne travaille. Pour autant, le travail ne prémunit pas contre la pauvreté : 8 % des Européens ayant un emploi vivent sous le seuil de pauvreté.

Or, qui oserait contester que la pauvreté et l'exclusion sociale contredisent les valeurs de solidarité et de justice sociale de l'UE ? Sans attendre la crise, 2010 a été déclarée « Année européenne » de cette cause. Cela oblige les États membres à décliner dans des programmes nationaux la reconnaissance du droit fondamental des personnes à vivre dans la dignité et à prendre

une part active dans la société, ainsi que la promotion d'une plus grande cohésion sociale. Mais au moment du bilan de la Stratégie de Lisbonne, et en amont de la Stratégie EU-2020, la question du lien entre l'Europe, les politiques de l'emploi et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale se pose.

Dans ce cadre, d'un côté, les acteurs institutionnels disent depuis dix ans vouloir coordonner au plus haut niveau les politiques de l'emploi (sans forcément les lier aux questions de pauvreté). Mais les politiques européennes demeurent globalement sous-évaluées en termes de retombées sur l'emploi. De l'autre, les acteurs sociaux de terrain, pour lesquels l'Europe est lointaine et abstraite, expérimentent et innovent, souvent en parfaite adéquation avec les orientations communautaires, voire au-delà. Comment ces deux mondes coexistent-ils et se perçoivent-ils l'un l'autre ?

Le dialogue entre intervenants d'horizons variés a permis de rapprocher ces deux sphères, en confrontant leurs différences de perception des priorités et de l'interaction entre emploi et lutte contre la pauvreté. Il est apparu que ces questions représentent un moyen de relégitimer la construction européenne aux yeux d'opinions publiques, apeurées par la mondialisation économique, et de permettre à l'Union d'appuyer les initiatives locales si elle s'en donne les moyens...

L'association alsacienne « La Main Verte » a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle durable de personnes handicapées mentales en milieu ordinaire de travail, en formant et employant une trentaine de handicapés mentaux et physiques, pour effectuer des travaux agricoles en contrats à durée indéterminée. L'entreprise « Travailler et apprendre ensemble », menée à Noisy-le-Grand, a, quant à elle, été créée par le mouvement ATD-Quart Monde pour expérimenter les conditions qui permettent l'intégration de tous dans l'emploi et particulièrement de ceux que l'on dit très éloignés de l'emploi, ou plutôt de ceux dont « l'emploi s'est éloigné ». Ces bonnes pratiques illustrent le fait que personne n'est inemployable. Agir sur le taux d'emploi pour lutter contre la pauvreté ne saurait suffire, la pauvreté prenant plusieurs formes et notamment culturelle. Voilà en tout cas un premier message de terrain qui peut servir d'exemple. Autre message délivré, les citoyens européens demandent tous de l'emploi, et celui-ci demeure la demande centrale dans l'accès aux droits fondamentaux.

Reste qu'au niveau communautaire, on le sait, les questions de méthode sont importantes. Les différents panélistes se sont alors accordés sur le fait que la Méthode Ouverte de Coordination, telle qu'elle était appliquée actuellement, ne suffisait pas pour répondre aux enjeux. De même, attention à ne pas tomber dans une approche purement statistique face aux 80 millions d'Européens qui vivent sous le seuil de pauvreté. La proposition de la Commission, contenue dans sa récente stratégie EU-2020 de réduire le nombre de pauvres de 20 millions d'ici dix ans, est certes positive, mais insuffisante, voire choquante, car incantatoire et discriminante : même si la pauvreté ne peut être

éradiquée du jour au lendemain, quel message envoyons-nous aux 60 millions restant ? Que l'on coupe la pauvreté en quatre ? Sur ce sujet, le Parlement européen est actuellement mobilisé.

Autre problème de dimension européenne pointé par le débat, celui des travailleurs pauvres, dont le nombre augmente partout en Europe. Là-dessus, plusieurs voix se sont fait entendre pour regretter que l'Europe ne s'empare pas davantage des questions de bas salaires, d'emplois précaires et atypiques ou de qualifications, notamment pour éviter aux États membres de mettre en place trop de dispositifs facilitant les effets d'aubaine et les trappes à pauvreté – contrat de travail à temps partiel, cumul de contrat de travail à durée déterminée... – ne permettant pas de vivre dignement, d'autant qu'à côté de cela, la plupart des minima sociaux se situent en dessous du seuil de pauvreté.

L'emploi n'est en tout cas pas l'alpha et l'oméga des politiques d'inclusion sociale : même s'il structure une vie, ce n'est pas suffisant. Il y a aussi l'éducation, la culture, l'accès aux services... En même temps, pour ceux qui sont privés d'emploi à long terme, de manière souvent insupportable, l'emploi est le bien le plus précieux, car il est le passage obligé pour l'accès à tous les autres droits. Ne faudrait-il pas donc, quelque part, sortir d'une gestion parfois trop technocratique et réhabiliter la notion de parcours ? Bien sûr, de nombreuses actions de terrain sont conduites dans cet esprit de défense d'un droit au travail, qui permet revenu, repères et reconnaissance financière et sociale. Cependant cette idée de la dignité gagnée au travail et par le positionnement de chacun dans la société autour du travail n'est pas forcément antonymique du constat selon lequel une notion de nouvelle pauvreté s'installe presque insidieusement... Cette pauvreté culturelle qui empêche de s'exprimer, génère des violences et empêche le progrès. Au plus haut niveau européen, l'enjeu n'est pas de les dissocier, mais d'en noter la complémentarité, notamment en terme de parcours pour les personnes qui se trouvent dans les structures d'inclusion sociale.

Attention néanmoins à ne pas trop attendre de l'Europe en la matière. Sous bien des aspects, les responsabilités sont nationales, voire locales. En la matière, la marge de manœuvre publique la plus grande reste au niveau des États et des collectivités locales, il est important de le souligner. En outre, on aura beau multiplier les dispositifs juridiques, contraignants ou incitatifs, aucun texte, *a fortiori* communautaire, ne pourra légiférer sur les mentalités. De son côté, même le dialogue social européen trouve ses limites, puisqu'il doit le plus souvent être décliné au niveau national : ainsi, le récent accord sur le marché du travail inclusif est une recommandation – certes forte – européenne qu'il faudra faire vivre ensuite au niveau national. Cet accord européen est un premier pas, aux partenaires sociaux et États membres de s'en saisir pour le faire appliquer et ainsi rapprocher les sphères économique et sociale.

L'Europe devrait en tout cas mettre encore davantage en valeur les politiques nationales les plus innovantes. À cet égard, la situation allemande constitue un cas particulièrement éclairant pour tous. En matière de politique d'emploi, il n'y existe pas de notion formelle de « qualification » au sens français du terme : ce qui importe, c'est la compétence de base sous-jacente. Prenons l'exemple d'un boulanger, qui peinerait à trouver du travail dans son secteur d'activité d'origine : plutôt que de l'y cantonner infructueusement, et sans pour autant lui demander de changer complètement de métier, on l'aidera à prendre un poste de pâtissier, au besoin en lui permettant d'avoir accès à une formation complémentaire.

Autre piste d'action concrète et immédiate : les expérimentations sociales et innovations de type PROGRESS que propose la Commission européenne en direct. Les acteurs locaux – sur appel à projet – peuvent expérimenter et évaluer des pratiques innovantes et novatrices, et tout ceci bénéficie d'un financement communautaire. L'enjeu serait d'utiliser, à l'avenir, ces dispositifs pour produire de nouvelles directives ou textes d'orientation dont l'objet serait d'orienter de nouvelles politiques publiques nationales : voilà aussi un sujet qui permettrait de rapprocher l'Europe des citoyens, et notamment des plus fragilisés.

PROPOSITIONS

La pauvreté et l'exclusion sociale étant en contradiction avec les valeurs communes de solidarité et de justice sociale de l'UE, le débat citoyen qui a eu lieu lors de l'atelier a permis de dégager quelques préconisations à faire remonter auprès de cette dernière :

- **Que la Commission européenne ne réduise pas dans sa stratégie UE-2020 la lutte contre la pauvreté et l'exclusion au seul taux d'emploi ;**
- **Que l'Union européenne lance des initiatives spécifiques aux « travailleurs pauvres », car leur nombre augmente dans plusieurs pays et ils illustrent le fait que l'emploi seul ne suffit pas, encore faut-il qu'il soit « de qualité », c'est-à-dire correctement rémunéré, et accompagné d'un ensemble de « conditions du travail » soucieuses de la dignité des personnes et adapté aux possibilités de chacun ;**
- **Que la Commission européenne systématise les études d'impact sur l'emploi de ses autres politiques sectorielles ;**
- **Que les outils concrets comme le programme PROGRESS soient utilisés à l'avenir dans de nouvelles directives ou textes d'orientation dont l'objet sera d'orienter de nouvelles politiques publiques nationales.**

Sur tous ces points, dans la limite de leurs compétences certes, mais dans une optique volontariste toujours, le Parlement européen et son intergroupe « Extrême pauvreté et droits de l'homme – Comité Quart Monde » doivent être fers de lance en la matière.

L'AVENIR DES SERVICES PUBLICS

AU-DELÀ DES DIFFÉRENTES VISIONS DU SERVICE PUBLIC EN EUROPE, QUELLES INITIATIVES COMMUNES ENVISAGEABLES AUJOURD'HUI ?

L'ensemble des citoyens européens est attaché aux services publics, même si ces derniers recouvrent des notions et réalités extrêmement diverses à l'échelle européenne. Les questionnements de la part des citoyens et des élus locaux et régionaux sont de plus en plus aigus face à ce qui est regardé comme un « détricotage » des services publics. En dépit d'une reconnaissance croissante, entamée avec le Traité d'Amsterdam et prolongée par le Traité de Lisbonne, les services publics continuent d'être appréhendés sous l'angle économique.

L'APPROCHE ADOPTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE

L'approche, qui a jusqu'à présent primé, est liée à l'objectif de création d'un marché intérieur, ce qui a entraîné l'adoption de plusieurs directives sectorielles en matière de transport, d'énergie ou encore de services postaux. Ces secteurs relevaient pour la plupart de monopoles nationaux qui ont été libéralisés. La dernière directive adoptée est la directive « services », initialement baptisée Directive Bolkestein selon le nom de l'ancien Commissaire au marché intérieur. Elle constitue un élément essentiel à l'achèvement du marché intérieur mais elle vise des services dont la dimension « humaine » est beaucoup plus forte que les secteurs concernés jusqu'à présent. Elle recouvre, par ailleurs, des services que les collectivités territoriales considèrent comme non-marchands et auxquels les règles européennes de la concurrence ne devraient pas s'appliquer. La difficulté majeure réside dans l'appréciation des services et secteurs qui devraient être ou non considérés comme marchands.

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne concomitante à l'adoption de cette dernière directive, apporte des éléments nouveaux : les nouvelles dispositions du Traité de Lisbonne affirment que les conditions économiques et financières nécessaires au fonctionnement des services publics doivent être garanties ; elles offrent également une base légale pour permettre à l'Union d'agir dans ce domaine.

Les travaux de l'intergroupe « services publics » du Parlement européen s'inscrivent dans cet environnement juridique renouvelé. La nomination même de l'intergroupe vise à dépasser le flou entretenu par la Commission européenne qui emploie tantôt les termes de SIG, SIEG, SSIG, SNEIG etc. L'intergroupe est composé de membres du Parlement européen issus de l'ensemble des groupes politiques qui souhaitent clarifier l'environnement juridique et financier des services publics et promouvoir un débat politique sur ces questions.



Atelier organisé par :
Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE)

Débat animé par :
Christophe Chaillou
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DU CONSEIL DES COMMUNES ET RÉGIONS D'EUROPE (AFCCRE)

Avec :
Françoise Castex
DÉPUTÉE EUROPÉENNE, PRÉSIDENTE DE L'INTERGROUPE SERVICES PUBLICS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Laurent Ghekière
REPRÉSENTANT DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT AUPRÈS DE L'UE, MEMBRE DU COLLECTIF SSIG FRANCE

Jérémy Smith
DIRECTEUR D'ADVOCACY INTERNATIONAL, ANCIEN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU CONSEIL DES COMMUNES ET RÉGIONS D'EUROPE

Compte rendu rédigé par :
Sabine Martorell
AFCCRE

CONCEPTIONS DIFFÉRENTES ET POINTS DE CONVERGENCE

Au-delà des conceptions, traditions et organisations propres à chaque pays, le modèle européen de société se fonde sur les services publics. Une étude récente du Centre européen des entreprises publiques a démontré que les services publics représentent 26 % du PIB communautaire et qu'ils emploient 64 millions de personnes. Face à ce poids considérable, aussi bien dans l'économie que pour le modèle de société européenne, on pourrait s'étonner de l'absence de mentions plus explicites dans les traités communautaires et le droit dérivé (législations adoptées sur la base des traités). Cette remarque vaut également pour le Traité de Lisbonne qui permet des avancées mais reste évasif sur cette question.

Ce silence est en réalité plutôt logique, car le Traité de Rome ne poursuivait pas du tout cet objectif. Il abordait les services comme des activités assurées par des prestataires privés auxquels pouvaient être imposées, de façon dérogatoire, des obligations de service public. L'approche adoptée par la Commission européenne et la Cour de Justice voit dans toute activité, ou presque, une dimension économique, même si elle est mise en œuvre dans un objectif d'intérêt général par les pouvoirs publics. Dans ce cadre, l'intervention publique ne pourrait se justifier que de façon très marginale lorsque le marché est défaillant.

Cette approche doit évoluer et le droit applicable doit être amendé afin de reconnaître la spécificité de l'action publique. Par exemple, pour les marchés publics, le droit doit reconnaître l'exception consacrée par la jurisprudence communautaire en matière de coopération entre entités publiques. C'est notamment ce que défend la Charte européenne des services publics locaux et régionaux adoptée en 2009 par le Conseil des Communes et Régions d'Europe.

LE DÉCALAGE ENTRE LES PRATIQUES NATIONALES ET L'APPROCHE DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

Dans le secteur du logement social par exemple, certaines politiques actuellement mises en œuvre par les États membres et les collectivités territoriales sont contraires à la réglementation européenne applicable en matière d'aide d'État. Le droit européen s'appliquant pour toute activité économique dès qu'une prestation donne lieu à un paiement, quel que soit son prix et son lien avec le coût réel du service, cette définition très large, englobe nombre de secteurs. Ainsi la conception néerlandaise qui privilégie une définition large des services de logements sociaux, accessibles à l'ensemble de la population, fait l'objet d'une investigation de la Commission qui considère que le service ne peut être sollicité que par les populations les plus fragiles.

La question de l'impact sur le marché intérieur doit être posée dans la mesure où pour bon nombre de ces services, il est inexistant. Il y a un problème de proportionnalité entre le droit applicable (essentiellement développé pour les grandes industries de réseaux) et des services souvent mis en œuvre à l'échelle locale. Le droit communautaire doit reconnaître ces spécificités et

s'y adapter, éventuellement en définissant des seuils. Ces questions complexes ne font toutefois pas l'objet d'un consensus, notamment au sein du Parlement européen.

PROPOSITIONS

- **Il faut réaffirmer le rôle majeur des services publics en Europe. Ils ont démontré leur intérêt lors de la crise en assurant la cohésion économique, sociale et territoriale européenne;**
- **Il est nécessaire d'adapter le droit européen à cette réalité afin de trouver un meilleur équilibre entre marché intérieur et mise en œuvre des services publics;**
- **Les services publics ne sont pas uniquement mis en œuvre dans l'objectif de pallier les défaillances du marché. Ils sont partenaires dans un modèle européen de société;**
- **Les institutions européennes, les États et les collectivités territoriales doivent être conscients des responsabilités qui leur incombent dans la construction d'un espace européen des services publics au bénéfice des citoyens, et doivent identifier leurs responsabilités. L'échelon européen n'est pas toujours à blâmer dans la mesure où la législation nationale et les choix opérés par les États peuvent être parfois plus restrictifs, plus contraignants.**



Atelier organisé par:
MACIF

En partenariat avec:
IPSE / L'Europe à la Une

Table ronde animée par:
Marie-José Fleury
L'EUROPE À LA UNE

Avec:
Nathalie Chaze
CHEF D'UNITÉ DG SANTÉ
CONSOMMATION, COMMISSION
EUROPÉENNE

Daniel Fabre
ADMINISTRATEUR MACIF
MUTUALITÉ, PRÉSIDENT
DE LA CAISSE PRIMAIRE
D'ASSURANCE-MALADIE
(CPAM) DU VAL DE MARNE

Otto Kaufmann
CHERCHEUR À L'INSTITUT
MAX-PLANCK DE MUNICH,
VICE-PRÉSIDENT DE L'IPSE

Pierre Lepetit
INSPECTEUR GÉNÉRAL DES
FINANCES, VICE-PRÉSIDENT
DE NOTRE EUROPE

Compte rendu réalisé
par les organisateurs de
l'atelier.

PROTECTION SOCIALE ET CITOYENS

BIEN VIVRE EN EUROPE DEMAIN

Cet atelier proposait de revenir sur les compétences de l'UE en matière de santé et de sécurité sociale. Les discussions ont permis de voir quelles solutions se présagent en Europe pour sécuriser nos parcours de vie et notre santé dans un contexte économique, social et démographique en plein bouleversement.

L'action de l'Union européenne dans le domaine de la santé est récente et peu connue, sa place a évolué depuis la création de la Communauté économique européenne (CEE) en 1957. Aujourd'hui dans le Traité de Lisbonne, la santé figure à la fois dans les compétences « partagées » entre les États et les institutions communautaires (ex. : les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique) et dans les compétences dites « d'appui » (ex. : protection et amélioration de la santé humaine).

LA COORDINATION DES RÉGIMES DE SÉCURITÉ SOCIALE

En matière de coordination des régimes de sécurité sociale, ce sont les États membres et non l'Union européenne qui sont compétents. Toutefois la

libre circulation des personnes, un principe au cœur de l'intégration européenne, est inconcevable sans l'accompagnement d'une sécurité sociale. C'est pourquoi, dès le début de la construction européenne, des règles européennes de coordination des systèmes de sécurité sociale ont été mises en place. Les salariés et les ayants droit ont été les premiers à en bénéficier, puis ces règles ont été élargies à tous les travailleurs. Le règlement (CE) n° 883/2004, portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, vise à présent tous les citoyens de l'Union européenne. Grâce au principe de maintien des droits d'un État à un autre, l'accès aux prestations sociales est garanti au sein de l'UE.

La Cour de Justice des Communautés européennes (devenue avec le Traité de Lisbonne la Cour de Justice de l'Union européenne ou « CJUE ») a, elle aussi, produit une importante jurisprudence sur ces questions ces dernières années (par exemple : l'arrêt Kohll et Decker etc.).

Sur la question des demandes d'autorisations pour des soins à l'étranger, sa jurisprudence diverge cependant du cadre juridique donné par le règlement (CE) 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leurs familles qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté. Ce règlement rend obligatoire une autorisation préalable pour effectuer des soins à l'étranger. À l'inverse, la Cour de Justice des Communautés européennes, via divers arrêts rendus depuis 1995, a jugé qu'une autorisation n'était pas obligatoire pour certains soins. Le nouveau règlement (CE) n° 883/2004 (qui remplace le règlement (CE) 1408/71 à partir du 1^{er} mai 2010) ne tient pas compte de cette jurisprudence et maintient les autorisations. À l'avenir, la question se pose de savoir si la CJUE continuera à rendre des décisions divergentes du règlement existant.

LES SOINS TRANSFRONTALIERS

La liberté de circulation a créé une situation inédite pour les systèmes de santé transfrontaliers puisqu'elle donne la possibilité aux habitants des zones transfrontalières de se faire soigner facilement dans l'État voisin. En raison des spécificités liées à ce secteur, les services de santé ont été retirés du champ d'application de la directive Services, élaborée par la Direction Générale « Marché intérieur ». Une directive spécifique aux services de santé, définissant des règles communes aux États membres, a donc été mise en place par la Direction Générale « Santé et Consommateurs » de la Commission européenne. Une proposition de directive sur l'application des droits des patients dans les soins transfrontaliers a été adoptée par la Commission le 2 juillet 2008. Elle s'inscrit dans le cadre de la stratégie pour la santé 2008-2013 baptisée « Ensemble pour la santé : une approche stratégique pour l'UE 2008-2013 ». À ce jour la directive n'est cependant toujours pas adoptée et pourrait l'être fin 2010.

La proposition de directive a trois objectifs qui constituent trois piliers :

1. Aider les citoyens à exercer leurs droits et à être remboursés pour des soins de santé dans un autre État membre ;
 2. Garantir à tous des soins de santé sûrs et de qualité ;
 3. Promouvoir la coopération du système de santé au sein des États membres pour de meilleurs soins pour tous ;
- Enfin, cette directive doit améliorer le droit du patient, en lui donnant accès à une information plus claire et utile sur ses droits, les remboursements et les soins de santé dans d'autres États membres notamment.

RÔLE DES ASSURANCES MALADIES COMPLÉMENTAIRES FACE À LA MOBILITÉ CROISSANTE DES ADHÉRENTS

Dans le système de protection sociale français, organisé autour de la Sécurité sociale, la reconnaissance du niveau complémentaire, assuré par la Mutualité et la protection sociale complémentaire, favorise une égalité d'accès aux soins pour tous. L'action et le fonctionnement de ces niveaux complémentaires sont basés sur le respect des valeurs de solidarité, d'équité et reposent sur des principes de démocratie, de liberté et de non-lucrativité. Le rapport du Parlement européen sur l'assurance-maladie complémentaire (Rapporteur Michel Rocard) a notamment reconnu le rôle que jouent les organismes d'assurance à but non lucratif dans un contexte de désengagement progressif des États dans la prise en charge financière.

Or la carte européenne d'assurance-maladie a créé une situation inédite avec l'accroissement du nombre de bénéficiaires des organismes financeurs se déplaçant pour des soins. Ce phénomène soulève une préoccupation fondamentale, à savoir : comment éviter qu'un système à deux vitesses se développe, créant des différences d'accès, de qualité et de montant de remboursement entre les patients en fonction de leur niveau d'information notamment, de leur niveau de vie ou de leur origine sociale. Cela pose également la question du rôle de l'information des patients : doit-on encourager les pratiques de mobilité ? Qui doit assurer ce rôle d'information ?

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Enfin, le domaine de la santé est lié à la question des services sociaux d'intérêt général. Dans ces deux cas se pose la question suivante pour définir le cadre réglementaire : faut-il avoir un espace ouvert et concurrentiel ou avoir des activités sociales de service public qui expriment un certain nombre de valeurs (comme la solidarité, l'universalité... etc.) ?

Depuis quelque temps, un débat naît sur la menace que pourrait représenter l'intégration européenne sur les services d'intérêt général. En France en particulier, l'idée d'une supériorité de l'État pour exercer les missions d'intérêt général est très répandue. Or aujourd'hui apparaît le besoin d'autres acteurs pour assumer ces missions. Le cadre européen a été donné par le Traité de Lisbonne et le paquet « Monti-Kroes » qui permet d'exercer des Services sociaux d'intérêt général (SSIG). Ce cadre pour monter des SSIG est difficile

et complexe, mais suffisant. Il est donc urgent de bâtir des services d'intérêt général en adoptant une approche différente, notamment par des partenariats entre des collectivités publiques et des organismes privés qui seraient capables de rendre le même service sans être subventionnés.

PROPOSITION

Pour bien vivre en Europe demain, notamment en matière de santé et protection sociale, une clause transversale sur la santé pourrait être créée dans le Traité de Lisbonne afin que ces aspects soient pris en compte dans toutes les politiques de l'UE. Cette clause pourrait se calquer sur le modèle de la clause sociale transversale.

NOS RESPONSABILITÉS POUR DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES DURABLES

Soixante ans après la Déclaration Schuman, un défi tout à fait nouveau s'impose comme une priorité à relever pour les sociétés et les économies européennes : le développement durable. Si la construction européenne est une solution politique durable pour pacifier le continent, le défi de la durabilité aujourd'hui est global et multiforme. Il s'agit pour les Européens de rétablir les déséquilibres qui les menacent à moyen et long termes : la gestion des ressources naturelles et des ressources alimentaires – intimement liées à la PAC – la régulation financière qui depuis 2008 fait traverser à l'UE une crise économique et monétaire sans précédent, le maintien de son industrie à l'heure de la concurrence mondiale ou encore la sûreté et la durabilité de ses ressources énergétiques.

La POLITIQUE agricole commune

QUELLES IDÉES POUR RÉNOVER CET HÉRITAGE ESSENTIEL ?

La Politique agricole commune (PAC) est au cœur de l'intégration européenne. Créée en 1962, elle a été la première politique pour laquelle les États membres ont mis en commun leur souveraineté et leur budget. Des choix cruciaux se présentent en 2010 et 2011 pour réformer cette politique agricole commune et son budget. Ils détermineront l'avenir de l'agriculture européenne. Dès lors, de nombreuses questions se posent aux Européens : quelle alimentation l'UE veut-elle ? Comment encourager les pratiques positives pour l'environnement et les ressources naturelles ? Est-il souhaitable de maintenir l'agriculture et les



Atelier organisé par :
**Les Jeunes
Agriculteurs – France
/ Bund der Deutschen
Landjugend**

Débat modéré par :
Julien Valentin
VICE-PRÉSIDENT DES JEUNES
AGRICULTEURS – FRANCE

Avec :
Gunther Hiestand
PRÉSIDENT DES JEUNES
AGRICULTEURS – ALLEMAGNE
Jean-François Quéré
DIRECTEUR RÉGIONAL DE
L'AGRI ET FORÊT, ALSACE

Compte rendu rédigé par :
Nadège Chambon
NOTRE EUROPE

agriculteurs sur nos territoires ruraux ? Quelles ambitions peuvent être envisagées pour l'agriculture en Europe, cinquante ans après la création de la PAC par les Pères fondateurs ?

DES FONDEMENTS HISTORIQUES QUI GARDENT LEUR ACTUALITÉ

Au lendemain des guerres mondiales, le but de la PAC était d'assurer l'autonomie alimentaire des Européens. En tant que principale politique intégrée, la PAC a longtemps représenté le premier budget de la Communauté européenne. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. En revanche, les objectifs qui lui ont été assignés par le Traité de Rome sont restés intacts (article 39 du Traité de Lisbonne) : elle vise à accroître la productivité de l'agriculture en assurant une utilisation optimale des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre ; à assurer un niveau de vie équitable à la population agricole ; à stabiliser les marchés ; à garantir la sécurité des approvisionnements alimentaires et à assurer des prix raisonnables aux consommateurs.

Du fait de la rigidité de la demande, c'est sur l'offre que la PAC a agi. Le premier pilier de la PAC assure la sécurisation des marchés. Cette politique a permis à l'Europe d'atteindre ses objectifs quantitatifs : la nourriture y est suffisante, l'UE est une zone de production moderne et exportatrice. En revanche, du point de vue des objectifs de prix raisonnables pour les consommateurs et rémunérateurs pour les agriculteurs, le bilan est plus terne. En effet la baisse des prix agricoles à la production a atteint 60 % de la valeur mais cet écart n'a pas totalement profité aux consommateurs puisqu'il ne s'est pas retrouvé dans les prix finaux. Les inquiétudes pour le revenu agricole sont d'autant plus fortes depuis les années 1990 puisque l'instabilité des prix s'est accrue tandis que les instruments de régulation ont été affaiblis par les réformes successives. L'objectif historique qui prévoit que la PAC permette aux agriculteurs d'avoir le même revenu moyen que le reste de la population se trouve donc sous tension.

UNE MENACE NON RÉPERTORIÉE SUR L'AGRICULTURE EUROPÉENNE : LE RENOUVELLEMENT DES GÉNÉRATIONS

La perte de revenu disponible pour les agriculteurs se répercute aujourd'hui sur la faiblesse du renouvellement des générations d'agriculteurs, dont 7 % seulement ont moins de 35 ans en France. Inciter les jeunes passe en premier lieu par l'assurance d'un revenu conséquent et des perspectives de stabilité pour l'exploitation car sans elles il n'est pas envisageable d'investir au niveau requis pour s'installer. Face à la contrainte d'investissements de départ, souvent massifs, et à l'existence de nombreux aléas (climatiques et économiques) auxquels l'entreprise agricole doit faire face, il est essentiel que la PAC aide à l'installation pour ne pas « envoyer les jeunes dans le mur ». Le jeu en vaut la chandelle puisque plus de 95 % des jeunes qui s'installent dépassent les cinq premières années, un chiffre beaucoup plus élevé que dans d'autres secteurs.

De plus, l'agriculture est sans doute le secteur d'activité dans lequel les chefs d'entreprise ont le niveau de formation le plus élevé. La société exige en effet d'eux qu'ils connaissent la situation des marchés, des dispositifs de financement, des techniques agricoles, des normes sanitaires et autres règlements qui évoluent souvent, de la commercialisation, etc. Il est donc nécessaire d'accompagner les jeunes à un niveau exigeant, en matière de formation notamment. Ces deux caractéristiques (formation et assurance des risques) doivent être au cœur de la politique européenne d'installation, de manière à assurer la stabilité économique et territoriale des entreprises agricoles.

QUE VOULONS-NOUS POUR NOTRE AGRICULTURE ?

La réforme de la PAC exige de s'interroger sur ce que les Européens souhaitent pour l'agriculture, l'alimentation, les territoires et sur les moyens qu'ils sont prêts à mettre en œuvre pour y parvenir. La PAC découle d'un marché commun et d'une aspiration commune visant à assurer une alimentation suffisante à tous les Européens mais qu'en sera-t-il de cette aspiration commune après 2013 ? Plusieurs États membres ont fait valoir lors des dernières négociations que d'autres défis majeurs méritaient d'être financés par le budget commun, notamment le défi énergétique, de retour sur le devant de la scène 60 ans après la création de la CECA. La position de ces États exerce une pression à la baisse sur le budget agricole qui représente actuellement 40 % du budget commun. La PAC coûte à l'heure actuelle 100 euros par an et par Européen pour relever plusieurs défis qui restent d'actualité au sein de l'UE à 27.

- **LE PREMIER DÉFI** est tout d'abord celui de la sécurité alimentaire de l'UE au plan quantitatif, qualitatif et sanitaire. Si sur le plan interne cette sécurité est atteinte, cet équilibre peut se trouver par définition sous tension et des questions se posent sur l'équilibre alimentaire mondial des prochaines décennies ;
- **LE SECOND DÉFI** pour l'agriculture consiste à préserver les équilibres des territoires ruraux dans un contexte où la concurrence économique favorise les effets de concentration territoriale que seules les politiques publiques sont en mesure de contrebalancer (ex : pour les territoires de handicap structurel) ;
- **LE TROISIÈME DÉFI** concerne la participation de l'agriculture à la lutte contre le changement climatique et à la protection de l'environnement. Ce défi implique que la future PAC concilie impérativement la performance économique et l'efficacité écologique.

Nos préférences nécessitent des outils pour gérer l'offre, donc un budget pour les financer et des contribuables prêts à payer. Or, on constate que les Européens, de plus en plus attirés par l'alimentation à prix discount, consacrent une part de plus en plus faible de leur budget à l'alimentation (11 % en Allemagne contre 17 % en France). Il est donc nécessaire de rappeler aux consommateurs que la nourriture de bonne qualité a un coût. En outre, on

peut s'interroger sur la volonté de l'Europe à se nourrir par elle-même ou par le commerce. Si les consommateurs ne sont pas prêts à rééquilibrer les effets de concentration des productions, l'UE pourrait tout à fait envisager la concentration et la mise en place de systèmes très productifs (ex. : la viticulture). Se pose alors la question des espaces de montagne ou intermédiaires où par exemple « la vocation herbagère n'aura plus de sens puisqu'il n'y aura plus d'élevage ».

PROPOSITIONS

La PAC après 2013 devra :

- Assurer le renouvellement des générations et une activité agricole créatrice d'emplois;
- Fournir une alimentation aux citoyens européens en garantissant la stabilité des marchés agricoles;
- Préserver les ressources naturelles et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.



Atelier organisé par:
Confrontations Europe

En partenariat avec:
MEDEF

Débat animé par:
Ursula Serafin
CONFRONTATIONS EUROPE,
BUREAU DE BRUXELLES

Avec:
Jean-Marc Barki
GÉRANT DE SEALOCK,
MEMBRE DU BUREAU DE
LA COMMISSION EUROPE
DU MEDEF, CONSEILLER DE
L'ALTERNANCE AUPRÈS DU
HAUT-COMMISSAIRE HIRSCH

Dr Rolf Kroker
MEMBRE DU BUREAU DE
L'INSTITUT DES DEUTSCHEN
WIRTSCHAFT DE COLOGNE

Franck Huiban
CONSEILLER DU PDG D'EADS

Dominique Olivier
ANCIEN CONSEILLER DE
MARCEL GRIGNARD, CFDT,
CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE

Compte rendu rédigé par:
Camille Chautard
EUROPA NOVA

La POLITIQUE INDUSTRIELLE

UNE ISSUE POUR L'ÉCONOMIE VERTE,
L'EMPLOI ET LA COMPÉTITIVITÉ EUROPÉENNE ?

UNE INDISPENSABLE POLITIQUE COMMUNE

Les États-Unis sont leader dans le secteur des hautes technologies, et grâce au plan de relance de 800 milliards de dollars et à la fluctuation de leur monnaie, ils sortent dignement de la crise. La Chine s'impose sur la scène économique mondiale : sa croissance annuelle est à deux chiffres, elle a doublé l'Allemagne pour les exportations, son PIB rattrape celui du Japon, ses réserves de change fin 2009 atteignaient le niveau considérable de 2400 milliards de dollars. Avec le troisième effort de recherche-développement, qui s'appuie sur la formation en masse de scientifiques, d'ingénieurs et de techniciens et d'importants investissements dans les technologies vertes et les transports, la Chine, déjà « atelier du monde », devient son laboratoire. Ce modèle comporte des fragilités, mais symbolise la réussite des pays émergents, qui assurent maintenant 52 % de la production industrielle mondiale.

Entre ces deux pôles, le panorama européen semble assez pessimiste. On constate un déclin démographique avec le vieillissement de la population, mais également un déclin industriel : l'UE représentait 20 % de la production industrielle mondiale en 2000, contre 15 % aujourd'hui ; elle a

perdu 3,5 millions d'emplois industriels en 2009. La situation est toutefois contrastée. Tandis que l'Espagne, spécialisée dans le bâtiment, est très touchée, la situation française est très mitigée, avec 16 % de PIB assurés par l'industrie, soit le même niveau qu'en Grande-Bretagne dont on aime indiquer qu'elle a perdu son industrie au profit des services. En Allemagne, en revanche, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée s'est renforcée ces dix dernières années, et représente plus du tiers du PIB. On explique cette spécificité par le tissu d'entreprises de taille intermédiaire dense et efficace, l'effort d'innovation et la qualité des produits, la douloureuse mais efficace politique de compétitivité par les coûts, le pacte pour l'emploi et la modération salariale, enfin, le transfert du financement de la protection sociale par les entreprises à la fiscalité. Près de 80 % des exportations allemandes sont d'origine industrielle et l'emploi d'un salarié sur cinq dépend des exportations car l'Allemagne a une position assez forte dans la compétition internationale, avec 16 % des exportations mondiales. Enfin, la recherche et développement est financée par l'industrie à hauteur de 90 %.

Alors que l'Europe fait face à un environnement de plus en plus concurrentiel, en externe et en interne à travers les règles du marché unique, les États doivent coopérer pour mener une politique industrielle commune. La concurrence doit avoir lieu entre les entreprises, pas entre les États, comme cela a été le cas pour la CECA, la politique agricole commune et dans l'aéronautique. Une politique industrielle commune permettrait à la fois de traiter des problèmes internes et d'agir sur le plan mondial.

LE CLIMAT ET L'ENVIRONNEMENT : ENJEUX ET CONTRAINTES INDUSTRIELS

La concurrence commerciale impose à l'Europe de s'affirmer avec force à l'échelle mondiale, au risque de perdre sa place en tant que première puissance économique. Or, les questions de l'énergie, des transports durables, de la chimie verte, des biotechnologies et des nanotechnologies, qui sont des secteurs d'avenir, sont des champs où la coopération fait défaut. Une politique commune permettrait d'influencer une politique mondiale du climat, en développant une politique industrielle verte. L'exemplarité est une nécessité, comme l'a montré le règlement Reach, elle permet d'influencer la production de normes et de règles à l'échelle mondiale. Cela doit être généralisé, alors que nos entreprises sont soumises à des contraintes plus strictes que leurs concurrents.

PAS D'ÉCONOMIE PROSPÈRE SANS INDUSTRIE, PAS D'INDUSTRIE SANS SOUTIEN PUBLIC

L'industrie peut représenter une fraction minoritaire de l'emploi et du PIB, mais reste fondamentale pour une économie prospère, dans la mesure où elle dynamise la recherche-développement, les exportations, les services. En France, par exemple, l'industrie représente 85 % de l'effort de

recherche-développement et 80 % des exportations de biens et de services. De plus, il n'y a pas d'industrie sans usine, c'est-à-dire sans production en Europe, et sans soutien public. Aux États-Unis, 15 à 20 % des dépenses de recherche-développement sont financées par des fonds publics. L'État soutient massivement les grandes entreprises, surtout dans l'aéronautique et la défense, grâce à la complémentarité entre industrie civile et programmes militaires. Ces agences soutiennent aussi les universités, où la recherche est orientée vers l'efficacité et la compétitivité. Les fonds publics sont consacrés en abondance aux biotechnologies, aux nanotechnologies et aux technologies clés, qui attirent dans les universités américaines les talents du monde entier.

En Europe, l'aéronautique et le spatial sont deux domaines où le marché était incapable d'assumer seul son développement. Il a fallu une intervention forte des pouvoirs publics pour créer le lanceur Ariane et Airbus. L'Union Européenne, le premier marché unifié du monde, ne peut donc pas se passer d'une politique industrielle intégrée et forte, développée dans un souci de compétitivité et de productivité. Chacun des pays membres est désormais trop petit pour mener la sienne ; même l'Allemagne, qui représente seulement 1 % de la population mondiale.

FORMATION, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT : DOMAINES STRATÉGIQUES POUR UNE POLITIQUE INDUSTRIELLE

La politique de formation est un élément critique de la réussite d'une politique industrielle. Une industrie, pour être forte, a besoin de diplômés en sciences naturelles, de jeunes ingénieurs, de mathématiciens – et il n'y en a pas, si bien qu'il n'y aura pas de relève au moment des départs en retraite. En aéronautique et dans les industries de défense par exemple, les besoins se portent à 12 500 ingénieurs par an, quand seulement 9 000 diplômés sortent des écoles. C'est donc vers l'Inde et la Chine que l'on se tourne pour recruter, au risque de mener la recherche directement dans ces pays. Un second problème s'ajoute à cela : la faiblesse des connaissances en langues étrangères. Le développement de l'Europe économique doit donc passer par une révision de l'enseignement des langues aussi.

Une autre politique de recherche et développement est indispensable. Il serait souhaitable d'appliquer des mesures fiscales incitatives (crédits d'impôt par exemple) afin qu'un grand nombre de PME, ne pouvant faire de recherche et développement faute de moyens, puisse en faire. En effet, on oublie trop souvent qu'en moyenne, en Europe, entre 85 % et 90 % des entreprises comptent moins de 250 salariés.

QUELLE POLITIQUE COMMUNE POUR UNE INDUSTRIE EUROPÉENNE HÉTÉROGÈNE ?

Une politique industrielle au sens strict ne suffit pas. L'industrie ne peut en effet se développer fortement que si l'on intègre cette dimension dans

l'ensemble des politiques publiques, fiscalité, politique sociale, politique de recherche, formation. En second lieu, il faut opérer des inflexions majeures dans le comportement des institutions européennes en ce qui concerne la monnaie, le commerce et le libre-échange. Aujourd'hui, l'euro devient la variable d'ajustement du système monétaire international, nuisant à nos entreprises exportatrices. Il y a là une source de distorsion de concurrence évidente face aux pays émergents et aux États-Unis. Aucune enceinte internationale ne permet d'en débattre, pourtant l'Europe aurait tout intérêt à un *new deal* monétaire.

Enfin, il faut donner un contenu à la politique industrielle européenne, à travers de grands projets technologiques innovants et fédérateurs. L'idée première étant de regrouper ressources et compétences pour tenir tête aux États continents qui nous font face. Quelques grands projets européens existent : Galileo, mais aussi Sesar, le projet de Ciel unique européen. Ce dernier est un programme de 35 milliards d'euros, d'une importance vitale pour réduire les émissions du transport aérien, améliorer la sécurité des transports et être plus compétitif. Or, Sesar n'apparaît pas dans les priorités énoncées par le Commissaire européen chargé des transports. De même, la surveillance spatiale est un enjeu capital en termes de développement durable et de défense.

L'Europe doit donc adopter une approche dite horizontale : il faut miser sur l'industrie et créer les conditions cadres permettant de produire et ainsi de sauvegarder des emplois, en agissant ensemble et non les uns contre les autres.

PROPOSITIONS POUR UNE FUTURE POLITIQUE INDUSTRIELLE EUROPÉENNE

- **Créer une dynamique sociale autour de la politique industrielle : les partenaires sociaux, syndicaux et patronaux ont leur responsabilité à assumer dans le renouvellement du dialogue social et de la négociation collective. Une politique industrielle a besoin de structures pérennes et de dialogue social.**
- **Créer de grands projets technologiques structurants : dans la Stratégie Europe 2020, la politique industrielle ne doit pas seulement avoir des objectifs chiffrés mais doit avoir un contenu, c'est-à-dire inclure des projets technologiques structurants et mobilisateurs.**
- **Instituer une clause industrielle pour chaque mesure prise par l'Union européenne, c'est-à-dire dans chaque cas, examiner quelles seront les répercussions pour l'industrie et sa position concurrentielle.**
- **Mettre en place une meilleure régulation, c'est-à-dire fonder les programmes sur la confiance, donc sur la qualité du dialogue entre la population et les entreprises. Ce dialogue pourrait être favorisé et encadré au niveau européen.**

Gouvernance financière et nouvelles réglementations

QUELLES STRUCTURES EUROPÉENNES ET MONDIALES POUR PRÉVENIR LES CRISES À L'AVENIR ?

La crise financière qui a frappé l'Europe et le monde entier depuis 2009 est en partie due à des faiblesses et des lacunes des systèmes de contrôle des marchés financiers. Il convient de tirer les leçons de cette crise et d'en faire un bilan pour éviter tout autre dérapage à l'avenir.

FAIRE UN BILAN DE LA CRISE POUR EN TIRER DES LEÇONS

Il est important de poser un regard sur le passé et de se demander quelle est la responsabilité de la régulation, ou de l'absence de régulation, dans la crise qui a eu lieu.

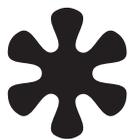
Depuis les années 1980, sous l'impulsion de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, le courant néolibéral s'est imposé dans le monde occidental. La finance s'est peu à peu décollée de l'économie réelle et l'État a laissé de plus en plus de place à la régulation de l'économie par le marché. Cependant, la responsabilité de la crise retombe davantage sur l'insuffisance du respect des règles que sur les règles elles-mêmes. Il faut ainsi distinguer la régulation, qui consiste à faire des règles, de la surveillance qui consiste à les faire respecter. De fait si la régulation qui existait avait été dotée d'une surveillance plus efficace, le scénario de crise aurait sans doute été tout autre.

De plus, la crise s'enracine non seulement dans la régulation et la supervision mais aussi dans le modèle de croissance économique de plusieurs pays développés : un modèle fondé sur la dette et la consommation. Ce modèle est insoutenable à terme et l'existence d'une forme particulière de mondialisation a permis de retarder la révélation de ce modèle non durable. Le dollar, en tant que monnaie mondiale, a été l'instrument qui a permis aux États-Unis de s'endetter rapidement. Le rôle de la monnaie est donc à prendre sérieusement en considération dans les causes de la crise. Il serait ainsi juste de parler de crise financière et monétaire.

La crise financière nous a enseigné de douloureuses leçons. Si cette crise a de multiples causes, il est également clair qu'elle nous contraint à reconsidérer notre manière de réguler et de superviser le système financier.

LE BESOIN CONSTATÉ D'UNE RÉFORME PROFONDE

L'Union européenne fait aujourd'hui face à une alternative financière à trois dimensions : Nous voulons avoir au sein du marché unique une libre circulation des services et des produits financiers, tout en garantissant la stabilité du système financier, mais cela doit se faire avec une régulation et une surveillance des banques plus nationale qu'europpéenne. La porte est donc



Atelier organisé par :
La Ligue européenne de coopération économique (LECE)

En partenariat avec :
Fondation Robert Schuman / EUROFI

Débat animé par :
Philippe Jurgensen
PRÉSIDENT DE LA LIGUE EUROPÉENNE DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE (LECE)

Avec :
Onno Ruding
DIRECTEUR DU CENTER FOR EUROPEAN POLICY STUDIES (CEPS) ET ANCIEN MINISTRE DES FINANCES DES PAYS-BAS

Pervenche Béres
DÉPUTÉE EUROPÉENNE PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION AFFAIRES SOCIALES ET EMPLOI

Tommaso Padoa Schioppa
ANCIEN MINISTRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES ITALIEN, MEMBRE DU DIRECTOIRE DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE ET PRÉSIDENT DE NOTRE EUROPE

Compte rendu rédigé par :
Sofia Fernandes
NOTRE EUROPE

avec l'aide de :
Larissa Dolcimasclo
MOUVEMENT EUROPÉEN - FRANCE

ouverte à divers types de tensions au sein des marchés financiers de l'UE. Il faut changer cette approche, encore trop imprégnée d'un mode de pensée national. Pour éviter une répétition de la crise financière actuelle et pour renforcer le marché européen il est essentiel de créer un vrai marché unique pour les produits financiers et l'activité bancaire, à travers la création d'éléments suffisants de surveillance et de régulation financière au niveau européen. La réforme de la régulation financière doit avoir pour objectif la stabilité des marchés mais aussi l'optimisation du financement à long terme de l'économie et la redistribution.

Sur la supervision elle-même, un élément important à mettre en œuvre serait d'améliorer le contrôle des produits financiers, notamment faire des tests de sécurité, autoriser des prototypes, les tester, surveiller leur comportement sur les marchés financiers et pouvoir les retirer en cas de dérapage.

Le Rapport de Larosière a proposé, entre autres, deux changements essentiels et nécessaires pour l'Europe dans les domaines de la surveillance microprudentielle, dont le principal objectif est de prévenir la défaillance d'établissements isolés pour protéger les déposants, et de la surveillance macroprudentielle, qui vise la protection du système financier dans son ensemble. Le rapport de Larosière propose également la création d'un Comité européen du risque systémique (CERS) qui sera chargé de surveiller et d'analyser les risques qui menacent la stabilité du système financier dans son ensemble (surveillance macroprudentielle). Les banques centrales joueront un rôle important au sein du CERS. Dans la plupart des États membres, elles sont en effet responsables, sous diverses formes, de la surveillance macroprudentielle du secteur financier et sont donc bien placées pour aider à analyser l'impact sur la stabilité financière des interdépendances entre ce secteur et son environnement macroéconomique.

En ce qui concerne la surveillance microprudentielle, le rapport défend la mise en place d'un Système européen de surveillance financière (SESF). Il serait chargé de l'harmonisation des normes et pratiques de surveillance, composé d'un réseau d'autorités nationales de surveillance financière travaillant en coordination avec les trois nouvelles autorités européennes de surveillance. Ces institutions seraient créées à partir de la transformation des actuels comités de surveillance européens (contrôleurs bancaires, contrôleurs des assurances et des pensions professionnelles, régulateurs des marchés de valeurs mobilières).

PROMOUVOIR UNE ACTION PRÉVENTIVE DES RÉGULATEURS

Le rapport de Larosière apporte de bonnes solutions mais ne suffit pas pour créer un système effectif et gérer le problème de fond. Des accords européens permettant de résoudre les problèmes d'une banque transnationale traversant une crise financière individuelle font défaut. Ces accords européens devraient prévoir premièrement une décision commune européenne pour décider si l'on sauve la banque en difficulté ou si on la laisse faire faillite. Deuxièmement, il y

aurait aussi besoin d'un arrangement pré-accordé de répartition des charges financières entre les gouvernements nationaux et in fine les contribuables des différents pays, pour un tel sauvetage. Un tel accord de financement est délicat car il réduit l'autonomie nationale de tous les États membres.

Pour disposer des ressources financières nécessaires à la concrétisation des réformes structurelles et aux sauvetages des banques européennes, il serait judicieux d'avoir un fonds bancaire européen comprenant un système mixte. Ce système comprendrait d'abord une contribution obligatoire annuelle de toutes les banques transnationales et, dans le cas où le financement nécessaire dépasserait le financement disponible, des contributions *ad hoc* des budgets nationaux des États membres sur base d'une répartition pré-accordée.

Une modification des systèmes juridiques nationaux serait également nécessaire, avec la création d'un système spécifique de faillite des banques.

Aujourd'hui, les Gouvernements disposent de deux solutions alternatives pour décider du sort d'une banque en crise :

– Soit ils n'accordent pas de soutien et acceptent donc la faillite de la banque. Cela implique des pertes considérables non seulement pour les actionnaires mais aussi et surtout pour les déposants et les autres créanciers de la banque et risque aussi fortement de créer un chaos dans les marchés financiers ;

– Soit ils décident d'un soutien *ad hoc* à travers l'injection de moyens financiers pour sauver cette banque. Cette solution coûte cependant très cher pour les trésors nationaux et les contribuables et entraîne aussi un risque d'ala moral.

Il faut envisager une troisième voie, dont le but serait de laisser une banque faire faillite en évitant que le chaos s'installe et en réduisant les dommages sur les marchés financiers. Le problème des pertes pour les actionnaires et les créanciers demeure, mais ce qui est essentiel est de créer une situation nouvelle entre les deux possibilités aujourd'hui existantes. Ceci implique la création d'instruments juridiques nationaux, lorsqu'ils n'existent pas, afin que l'État ou l'autorité de surveillance reçoive le mandat d'intervenir à temps, avant que le point de non-retour ne soit atteint, pour réorganiser et éventuellement vendre une partie des actifs de la banque, par exemple.

VERS UNE SORTIE DE CRISE

Il y a bien une réforme financière européenne qui se met en place, mais la crise grecque a ralenti et mis en avant d'autres problèmes à régler. Même si l'on se mettait d'accord aujourd'hui, l'entrée en vigueur de cet accord aurait lieu dans plusieurs années à cause de la lenteur des procédures de transposition en droit interne. Ainsi, la sortie de cette crise ne se fera pas sous les nouvelles règles mais sous les anciennes bien que l'on débâte actuellement des nouvelles règles à mettre en place.

On ne sait pas encore quel sera le résultat final de la réforme issue du rapport de Jacques de Larosière, qui souhaitait plus d'ambitions tout en acceptant la contrainte d'un rapport devant rassembler l'unanimité. De ce fait certaines idées permettent d'ouvrir des portes, mais d'autres se ferment. Le rapport a

été allégé relativement à sa première version, démontrant ainsi la difficulté de trouver un consensus entre tous les acteurs de l'Union.

La réforme européenne est un dossier très vaste et qui va bien au-delà de la régulation. Or l'Europe est un microcosme des problèmes mondiaux, car ils ont exactement la même nature : les solutions aux problèmes dépassent la capacité des pouvoirs nationaux existants ; la clé est de trouver l'élément de partage, ou de redéfinition de la souveraineté. C'est cet élément clé qui décidera du succès ou de l'échec de la réforme.

GOVERNANCE FINANCIÈRE MONDIALE

Même si l'on se concentre sur l'Europe, il est important de noter que nous avons besoin d'une régulation financière mondiale (notamment entre l'Europe et les États-Unis). En effet, pour que les réformes soient effectives et réalistes, et de manière à éviter les distorsions de concurrence entre les banques, il faut agir à l'échelle mondiale.

À ce niveau, on remarque que certains progrès ont été faits depuis le début de la crise. Le G20 a permis d'intégrer les pays émergents en dépassant certains blocages (par exemple le conseil de sécurité de l'ONU où il n'y a que 5 membres permanents ; le G8 qui exclut les pays émergents).

Depuis le sommet de Washington de novembre 2008, le G20 a décidé des mesures fortes pour étendre le champ et renforcer l'intensité du contrôle des acteurs, des marchés et des produits financiers. Ces mesures, déclinées au niveau international, européen ou national, concernent notamment la lutte contre les paradis fiscaux, l'encadrement des rémunérations des opérateurs de marchés, la régulation des agences de notation et le renforcement des exigences de capital et de liquidité des banques. Nous sommes sur le bon chemin mais il faut aller plus loin afin de parvenir à une véritable gouvernance financière mondiale.

PROPOSITIONS PRINCIPALES

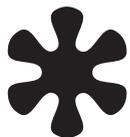
- **Avant la crise, le discours était complètement différent, tout le système était dans une logique de « light touch » de la régulation, et donc d'une intervention très tempérée des systèmes de contrôle. Il apparaît nécessaire de créer de nouvelles structures et organes de régulation, de modifier les systèmes juridiques et d'améliorer la cohésion et l'harmonisation des collaborations entre États membres.**
- **Le Parlement européen doit imposer la réintroduction des éléments concrets de coordination européenne figurant dans les conclusions du Rapport de Larosière sur la supervision financière, mais supprimés depuis par le Conseil des ministres. C'est le cas, en particulier, de la possibilité pour les trois agences européennes de supervision des banques, des assurances et des marchés financiers d'arbitrer de manière contraignante entre superviseurs nationaux en cas de divergence d'interprétation.**

L'EUROPE ET L'ÉNERGIE

60 ans après la CECA, une nouvelle communauté européenne de l'énergie ?

La *Déclaration Schuman* proposait à six États européens de mettre en commun leurs intérêts dans deux secteurs clés de l'économie afin de créer une Communauté du charbon et de l'acier. L'objectif était de remplacer le conflit par la paix et l'animosité par la solidarité entre États membres. Soixante ans plus tard, l'énergie, qui était l'un des deux secteurs clés par lesquels la construction européenne s'enclenchait, demeure une priorité politique et économique majeure. Mais les règles qui garantissaient jadis un accès équitable aux ressources communes n'existent plus. Malgré une augmentation spectaculaire de l'activité réglementaire, l'Europe a perdu sa capacité à mener une véritable politique commune.

Pour ce faire, elle devrait viser trois objectifs clés de toute politique énergétique actuelle : l'accès à l'énergie à un prix abordable ; le développement durable de la production, du transport et de la consommation d'énergie ; la sécurité d'approvisionnement. Dès lors, il est devenu urgent de réfléchir aux différentes options qui s'offrent à l'Union, pour à nouveau « faire communauté » autour de l'énergie.



Atelier organisé par :
Notre Europe

Débat modéré par :

Sami Andoura
CHARGÉ D'ÉTUDES À
NOTRE EUROPE

Keynote speaker :

Günter Oettinger
COMMISSAIRE EUROPÉEN À
L'ÉNERGIE

Avec :

Michel Derdevet
DIRECTEUR DE LA
COMMUNICATION ET DES
AFFAIRES PUBLIQUES, RTE,
MAÎTRE DE CONFÉRENCES
À L'INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES DE PARIS

Denis Simonneau
DIRECTEUR DES AFFAIRES
INTERNATIONALES DU
GROUPE GDF-SUEZ, ANCIEN
DIRECTEUR DE CABINET
DE JEAN-PIERRE JOUYET,
ANCIEN SECRÉTAIRE D'ÉTAT
AUX AFFAIRES EUROPÉENNES

Christian Stoffaës
PRÉSIDENT DU CEPPI,
CO-PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ANALYSE ÉCONOMIQUE
FRANCO-ALLEMAND

Compte rendu rédigé par :

Csilla Vegh
NOTRE EUROPE

L'ÉNERGIE, UN BIEN PARTICULIER

Aujourd'hui, l'Union européenne importe à l'extérieur de ses frontières plus de 50 % de ses besoins pour produire de l'énergie. Ce chiffre ne cessera pas de croître et passera à 70 % d'ici 2020. S'il était question d'un tel niveau de dépendance aux importations des denrées alimentaires ou de l'eau potable, nous commencerions à constituer des réserves en urgence. Or, l'énergie est un bien de caractère particulier : il n'est pas conservable. Par conséquent, la qualité et les capacités des infrastructures énergétiques (interconnexions, lignes de transport, réseaux électriques, etc.) sont des installations stratégiques pour chaque État.

Cette forte dépendance aux importations des ressources énergétiques nécessite des mesures économiques indispensables, qui demandent des investissements financiers conséquents. La sécurité énergétique est une question majeure pour l'Europe et les interrogations sont nombreuses. Davantage d'intégration européenne serait-elle bénéfique ? Devrait-on aller vers un fédéralisme énergétique et créer une Haute Autorité en énergie ? Comment équilibrer la dépendance et diversifier l'approvisionnement du gaz naturel ?

LA NÉCESSITÉ DE L'ACTION EUROPÉENNE

L'Europe a une responsabilité envers ses États membres de développer une politique énergétique commune, fondée sur le principe de solidarité. L'article 194 du Traité de Lisbonne offre désormais une base juridique pour développer

une telle politique. Mais que doit contenir cette politique ? Comment concilier les intérêts divergents des États membres, qui reflètent une grande diversité de la production d'énergie, du choix de leurs bouquets énergétiques et de leur attitude vis-à-vis de l'énergie nucléaire, par exemple ?

La politique énergétique européenne n'est pourtant pas inexistante. Dans les années 1950, l'énergie a été l'un des enjeux politiques et économiques majeurs, avec le charbon et l'acier (CECA), puis avec l'énergie nucléaire (Euratom), perçue comme l'espoir du XX^e siècle à l'époque, mais provoquant de l'hostilité ensuite. Pendant les années 1990, le développement de la politique énergétique a été poursuivi à travers le processus de libéralisation des marchés d'électricité et du gaz. Le Traité de Lisbonne a conforté cette politique. Mais la référence à la souveraineté des États membres reste très claire. Ainsi, comment trouver un équilibre entre l'objectif de libéralisation et le principe de solidarité ? La crise de gaz entre la Russie et l'Ukraine en 2009 a révélé, qu'en cas de crise, tous les États membres n'étaient pas affectés de la même façon. Dans les pays, notamment la France, l'Allemagne et l'Italie, où les 3 principaux opérateurs (GDF, ENI, E-ON) se sont concertés, la crise a été atténuée. Dans ce contexte, on constate que l'Europe a besoin de concilier le marché et la régulation pour avancer vers une intégration plus approfondie dans le domaine de l'énergie, mais la mise en place de règles communes demande une vraie volonté politique. La création d'une Direction générale pour l'énergie, au sein de la Commission européenne dotée de 600 salariés, est un signe d'affirmation de cette volonté d'agir au niveau européen.

LE CONTENU D'UNE POLITIQUE ÉNERGETIQUE COMMUNE

L'Europe a besoin d'une politique énergétique efficace pour garantir à tous l'accès à l'énergie, pour réduire sa dépendance aux importations et pour établir un cadre communautaire.

Au cœur de la Stratégie Europe 2020, l'énergie est liée aux questions de protection du climat et de croissance économique. Le secteur est créateur d'emplois mais également de coûts supplémentaires, dans la mesure où il doit intégrer les contraintes de respect de l'environnement. Cependant, l'investissement dans les énergies renouvelables est insuffisant en soi. Ainsi, la construction des réseaux énergétiques européens efficaces pour transporter et échanger les énergies renouvelables est incontournable si l'on souhaite les rendre compétitives.

L'élaboration d'une feuille de route 2020-2025 incluant les composants d'une politique énergétique efficace est nécessaire. Elle devrait comprendre les principes de protection des consommateurs et d'équité sociale ; la compétitivité ; l'efficacité et la sécurité énergétique ; une meilleure concertation entre les parties prenantes ; le partage d'information ; de nouvelles interconnexions (e.g. États baltes) ; des investissements publics et privés en R&D orientés selon des axes importants (e.g. CCS, stockage d'électricité, énergies renouvelables) ; la fiscalité (e.g. incitation aux énergies propres) ; la

collaboration étroite entre gazoducs « concurrents ». La sensibilisation des consommateurs doit aussi faire partie de la mise en place de cette politique afin de développer les instruments de mesure de la consommation et, *in fine*, de maîtriser les besoins et les prix de l'énergie.

La nouvelle politique énergétique doit comprendre une dimension extérieure pour permettre à l'Union de parler d'une seule voix avec les fournisseurs importants. Elle devra en particulier veiller à développer une approche partenariale avec la Russie dont elle continuera à dépendre fortement. Elle devra veiller spécifiquement à ce que la Russie ne se tourne pas trop fortement vers le marché asiatique et la Chine, grand importateur de matières premières.

PROPOSITION

Soixante ans après la Déclaration Schuman, l'Europe a de nouveau besoin d'un projet unificateur, donnant un stimulus politique à la construction européenne que la question énergétique peut apporter. Ainsi, la proposition politique de Jacques Delors de créer une Communauté européenne de l'énergie vise à remettre les États membres sur la voie que les pères fondateurs ont tracée en 1951, adaptée aux attentes technologiques et démocratiques d'aujourd'hui et conforme aux espérances de demain.

NOS RESPONSABILITÉS ÉDUCATIVES ET CULTURELLES

La Déclaration Schuman engageait la construction européenne par des réalisations concrètes visant des solidarités de fait. Cette méthode, qualifiée de « fonctionnaliste », visait la création d'intérêts communs entre les États européens par l'économie afin d'enclencher, progressivement et mécaniquement, un processus d'intégration politique visant à pacifier définitivement le continent. Soixante ans après la mise en place de cette méthode inédite, après la création d'un Parlement européen, désormais élu au suffrage universel direct, il devient nécessaire de renforcer les échanges entre Européens et leur identité commune.

Chaque nouveau stade d'intégration interpelle les Européens car il exige de rappeler le sens de la construction. Plusieurs ateliers se sont attachés à apporter des réponses aux questionnements culturels soulevés par le processus d'intégration : Quelles sont nos valeurs communes ? Quelle éducation donner aux Européens pour favoriser la compréhension mutuelle et le dialogue ? Comment susciter le sentiment d'appartenance à l'UE et la participation ? Les médias peuvent-ils y contribuer ?

CULTURES ET VALEURS EUROPÉENNES

QUELLES CONDITIONS POUR DES VALEURS EUROPÉENNES COMMUNES ?

À l'heure où l'on envisage de créer un institut culturel européen commun, les Européens se heurtent à une question de fond : Quelles sont les valeurs communes des Européens ? En ont-ils seulement ? Dans quelles valeurs les Européens sont-ils susceptibles de se reconnaître ? La démocratie, les Droits



Atelier organisé par :
ARTE

En partenariat avec :
A soul for Europe

Débat animé par :
Nathalie Georges
PRÉSIDENTRICE D'ARTE
REPORTAGE

Avec :
Jérôme Clément
PRÉSIDENT ARTE FRANCE
Cynthia Fleury
PHILOSOPHE, PRÉSIDENTE
DU COMITÉ D'ORIENTATION
D'EUROPANOVA

Rolands Lappuke
AMBASSADEUR DE LETTONIE
À MADRID ET MEMBRE DU
GROUPE DES SAGES

Prof. Dr von Barloewen
ANTHROPOLOGUE

Compte rendu rédigé par :
Vanina Vedel
NOTRE EUROPE

de l'Homme et une économie commune sont-ils des bases suffisantes pour construire une Europe des valeurs ? Peut-on promouvoir un socle culturel commun européen, sans pour autant perdre la spécificité de chaque nation ? Les Européens ne savent pas quelles sont leurs valeurs communes. Pourtant, l'histoire montre qu'un fond commun de valeurs existe bel et bien, grâce aux échanges d'idées qui ont eu lieu entre philosophes, écrivains ou artistes à l'intérieur de l'Europe. L'Europe n'est donc pas simplement géographique mais également philosophique. Toutefois, face aux 27 exceptions nationales qu'elle représente, l'Europe doit se placer dans une réflexion permanente sur ses propres valeurs. Dans ce cadre, il faut tenir l'exigence d'humanisme et mettre l'accent sur la culture de réconciliation qui s'est développée, suite aux traumatismes que l'Europe a vécus tout au long de son histoire.

En dépit du « fond d'humanité » qui rayonne de l'Europe et de son histoire, les Européens ont parfois du mal à l'appréhender et s'en rendent compte seulement en quittant le continent pour un pays totalement différent, tel que la Chine. Ainsi, il faut se placer dans une perspective de comparaison avec les autres continents pour comprendre et s'apercevoir qu'un fond de valeurs communes existe et que des liens particuliers rattachent les peuples européens les uns aux autres.

Toutefois, avant de pouvoir entamer la véritable création d'une culture européenne, il est nécessaire de réfléchir à la question de l'identité européenne. La question identitaire paraît angoissante au sein d'un même pays, elle l'est davantage lorsqu'on l'étend au niveau européen. À cela s'ajoute le questionnement provoqué par le progrès technologique à l'échelle mondiale, qui en transformant la vie quotidienne et parfois la structure sociale, remet en question l'identité culturelle des peuples.

Au-delà de ces interrogations, le processus de création de valeurs communes est un processus historique long qui ne se fait pas d'un jour à l'autre. Or, le projet européen a vu sa première concrétisation institutionnelle il y a seulement 60 ans avec la *Déclaration Schuman*. Il faudra donc du temps et de la volonté aux Européens pour que ce processus ait lieu. Afin de créer un sentiment d'appartenance commun, deux efforts majeurs sont particulièrement indispensables. Il s'agit, d'une part, de porter son regard sur les autres pays européens, en faisant preuve d'ouverture et d'apprentissage à leur égard ; d'autre part, de faire preuve d'une volonté politique forte, soutenue par les institutions européennes.

Une attention particulière doit être portée à l'histoire des Européens, croisée mais souvent faite d'affrontements, de conflits et de guerres mutuelles. Cette particularité doit inciter à porter une attention particulière à l'histoire telle quelle a été vécue par les différents peuples qui la composent. Cette compréhension de l'histoire de l'autre passe concrètement par un échange d'idées et d'expériences favorisé par la mobilité intra-européenne. Cette mobilité est particulièrement importante auprès des étudiants et des enseignants, par des programmes tels qu'Erasmus. Ce type d'échanges permet de développer

le multilinguisme qui permet de mieux identifier nos points communs et, par conséquent, ce qui doit être rapproché.

Le seul échange d'idées ne suffit cependant pas à créer une identité européenne. Il est nécessaire qu'interviennent les institutions européennes et la volonté politique de créer et de soutenir un tel sentiment. Pourquoi, par exemple, ne pas choisir des symboliques européennes pour commémorer un événement de l'histoire de l'Europe, et qui ferait preuve d'une vraie volonté politique de créer une identité européenne ?

PROPOSITIONS

- **Défendre la mobilité, en particulier des étudiants et des enseignants, comme cela existe avec Erasmus, et développer le plurilinguisme pour favoriser l'échange d'idées et une meilleure connaissance des Européens et de leur histoire.**
- **Les institutions européennes doivent manifester leur volonté de créer une identité européenne ou sentiment d'appartenance commun et soutenir les actions qui y contribuent.**
- **Privilégier la qualité de vie en Europe, fondement d'une valeur commune européenne.**
- **Créer des symboliques européennes plutôt que nationales pour les cérémonies intéressant l'Europe (ex.: la Commémoration de la chute du Mur le 9 novembre).**

UNE ÉDUCATION À L'EUROPE POUR TOUS

Les intervenants du panel ont souligné l'importance d'une éducation à l'Europe pour tous. Aujourd'hui, les jeunes forment la première génération n'ayant connu que l'Europe unifiée. Ils considèrent la paix comme un acquis, une évidence. Cette situation n'est pas sans risques : celui d'une moindre vigilance à l'égard de ces valeurs fondamentales de paix et de réconciliation ; celui d'une baisse de la prise de conscience des apports de l'Union européenne (UE) pour les Européens. Les jeunes se sentent naturellement Européens et s'inscrivent dans cet espace constitué par l'UE, mais ils ont peu de connaissances sur la construction européenne. Ils ne peuvent ainsi se l'approprier et en seront donc difficilement des acteurs.

En effet, on ne peut parler de démocratie européenne que si les citoyens ont conscience des objectifs et des principaux enjeux du projet européen et participent à son élaboration. À défaut, la vie démocratique de l'UE en est affaiblie et l'UE elle-même se trouve fragilisée, en particulier en période de crise. Les plus défavorisés sont les plus éloignés de la « chose » européenne. Le risque est de voir se creuser



Atelier organisé par :
Maison de l'Europe de Paris

Débat modéré par :
Babette Nieder
ANCIENNE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE

Avec :
Catherine Lalumière
PRÉSIDENTE DE LA MAISON DE L'EUROPE DE PARIS, ANCIENNE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU CONSEIL DE L'EUROPE

Christian Philip
RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE MONTPELLIER, CHANCELIER DES UNIVERSITÉS

Michel Troubetzkoy
VICE-PRÉSIDENT SENIOR, DIRECTEUR POUR LES AFFAIRES EUROPÉENNES ET L'OTAN, EADS

Compte rendu rédigé par :
Catherine Veglio-Boileau
MAISON DE L'EUROPE DE PARIS

le fossé social entre ceux qui ont la chance de recevoir une formation européenne (grandes écoles, universités...) et qui, de ce fait, évoluent à l'aise dans le cadre européen, et ceux qui n'ont pas cette chance, ne connaissent pas l'Europe et ses cultures, ne pratiquent pas les langues, ne voyagent guère et qui, finalement, se méfient de l'Europe, de l'« Autre », et se replient sur eux-mêmes.

Dans les entreprises, il manque une culture générale de l'ensemble des salariés sur l'Europe. Les entreprises prennent progressivement conscience qu'elles ont besoin de salariés ayant un minimum de connaissances sur l'UE à tous les niveaux de qualification. Même une entreprise européenne comme EADS en fait le constat. Certes, sa gouvernance a été réformée, avec une présidence unique, et le travail au sein d'équipes plurinationales s'enrichit des échanges interculturels. Mais trop peu de salariés connaissent les fondements de la construction européenne, ses institutions. Le groupe projette d'organiser un grand séminaire de formation européenne pour l'ensemble du personnel.

Le Groupe La Poste, par exemple, a organisé récemment plusieurs séminaires de formation sur l'Europe pour les postiers dans des régions, en partenariat avec la FFME (Fédération française des Maisons de l'Europe).

La communication faite par les institutions européennes n'est pas satisfaisante. La seule diffusion d'informations par divers supports n'est pas à la hauteur des enjeux d'une éducation à l'Europe. À la décharge de ces institutions, il faut rappeler que l'éducation est un domaine de subsidiarité dans lequel l'UE ne peut agir que depuis le Traité de Maastricht (Titre XII du Traité sur le fonctionnement de l'UE, « Éducation, formation professionnelle, jeunesse et sports »). À ce titre, elle ne peut qu'accompagner les politiques des États membres (par les programmes de mobilité notamment). De leur côté, les médias sont trop peu nombreux à parler de l'Europe de manière régulière, et quand ils en parlent, c'est le plus souvent de manière négative.

L'Éducation nationale en France prend progressivement conscience du problème des carences existantes et de ses responsabilités. L'enseignement des langues s'est amélioré, les échanges scolaires se multiplient, des échanges d'enseignants se mettent en place (programme Jules Verne), les sections européennes sont très demandées. Cependant, l'enseignement des questions européennes dans son contenu — le sens du projet européen, les objectifs de la construction européenne, ses politiques, son champ d'activités — n'est pas à la hauteur des besoins. Par ailleurs, le Programme Erasmus est une grande réussite mais il reste trop confidentiel, avec seulement 1 % des étudiants bénéficiaires en Europe.

PROPOSITIONS

Les membres du panel ont formulé plusieurs propositions, en soulignant la nécessité d'insister, dans le cadre d'une éducation à l'Europe, sur les fondements de la construction européenne, ses valeurs et son projet.

Élaborer « un socle commun de connaissances et de compétences pour une citoyenneté européenne ».

(depuis la mise en place du « socle commun de connaissances et de compétences » par décret du 11.07.2006, l'Europe figure dans trois des sept piliers des programmes de l'Éducation nationale : « pratique d'une langue vivante étrangère », « culture humaniste » et « compétences sociales et civiques ») définissant les connaissances essentielles sur l'Europe que chaque citoyen européen devrait posséder, quel que soit son niveau de formation. Ce « socle commun » structure les connaissances de base en trois volets :

1. Le premier volet est centré sur l'histoire de l'Europe et de la construction européenne et permet d'aborder les fondements de la construction européenne et le sens du projet européen.
2. Le deuxième volet concerne les valeurs communes européennes, qui forment le socle sur lequel est fondé le projet européen et qui sont contenues dans la Convention européenne des Droits de l'Homme de 1950 et reprises dans la Charte des droits fondamentaux de l'UE.
3. Le troisième volet, « vivre l'Europe au quotidien », est axé sur la connaissance des institutions, des programmes de mobilité, des moyens de participer activement à la vie publique européenne et des lieux d'information sur l'Europe.

Ce socle commun s'adresse aux enseignants et aux autres acteurs éducatifs et sociaux de l'éducation formelle et non formelle, capables de transmettre aux jeunes ces connaissances de base, à travers les disciplines enseignées et les activités proposées. Il ne s'agit pas d'interférer dans l'établissement des programmes des matières enseignées, ni dans le choix des méthodes pédagogiques.

Les membres du panel et les intervenants dans la salle ont particulièrement insisté sur l'importance de l'enseignement de l'histoire européenne et sur la nécessité de l'intégrer dans les programmes. Le manuel franco-allemand a été salué comme une initiative positive ; il faut s'en inspirer, pour proposer un manuel d'histoire européenne « à plusieurs voix », qui contribuerait à la prise de conscience de l'existence d'un patrimoine commun.

Ce socle de connaissances de base pourrait faire l'objet d'un kit numérique diffusé dans tous les établissements scolaires.

Conditionner la délivrance des Master à la maîtrise de deux langues étrangères et à une expérience de mobilité en Europe.

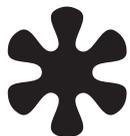
Plus globalement, l'accent a été mis sur la nécessité de renforcer l'enseignement des langues européennes, dans toute l'étendue de leur diversité.

**Intégrer des cours sur l'Europe et la construction européenne dans la formation initiale et continue des enseignants.
Faire référence à l'Europe de manière transversale, dans plusieurs matières de l'enseignement secondaire.
Organiser un concours national sur l'Europe sur le modèle du concours national sur la Résistance, auquel participeraient tous les établissements scolaires.**

Ce type de concours permet aux enseignants de mobiliser leurs classes sur un projet.

Systématiser les jumelages et les échanges scolaires.

Chaque établissement scolaire doit être jumelé avec un autre établissement scolaire en Europe.



Atelier organisé par:
Cafebabel.com

En partenariat avec:
**ARTE / La Croix /
Dernières Nouvelles
d'Alsace / Euractiv.fr
/ Le Taurillon / Toute
l'Europe.fr**

Débat animé par:
Alexandre Heully
DIRECTEUR DU MAGAZINE
EUROPÉEN CAFEBAABEL.COM

Et présidé par:
François Ernenwein
RÉDACTEUR EN CHEF DE
LA CROIX

Avec:

Pour la télévision
Sybille Müller
CORRESPONDANTE À
STRASBOURG POUR LA
CHAÎNE ARD

Pour la radio
Corinne Fugler
JOURNALISTE RESPONSABLE
DE LA CHRONIQUE TOUS
EUROPÉENS ET L'EUROPE AU
QUOTIDIEN, RADIO FRANCE

Pour la presse écrite
**Anne-Camille
Beckelincx**
SECRETAIRES DE RÉDACTION
ET REPORTER CHARGÉE DE
LA RUBRIQUE EUROPE, DNA

Pour Internet
Claire Poinignon
RESPONSABLE DE LA
RUBRIQUE EUROPE POUR
ARTE.TV

Emilie Louis
RÉDACTRICE EN CHEF
ADJOINTE DE
TOUTELEUROPE.FR

Compte rendu rédigé par:
Katharina Robohm
NOTRE EUROPE

L'EUROPE DANS LES MÉDIAS

LE DÉSINTÉRÊT DES CITOYENS: LA RESPONSABILITÉ DES MÉDIAS ?

La *Déclaration Schuman*, acte fondateur de la construction européenne, est présente dans nos livres d'histoire. Mais les progrès quotidiens de l'UE sont souvent absents de notre actualité. Dans les médias, l'Europe ne fait pas vraiment vendre. Trop institutionnelle, trop lointaine, l'Europe trouve difficilement sa place dans les médias grand public. L'information est pourtant essentielle à la vie démocratique. Parler d'Europe dans les médias, est-ce si compliqué ? Y a-t-il un problème entre l'Europe et les journalistes ? Faut-il parler d'Europe différemment ? Les médias Internet sauront-ils changer la donne ? Cet atelier proposait d'analyser les raisons d'une Europe toujours reléguée au second rôle de l'information.

LES MÉDIAS ONT-ILS UNE RESPONSABILITÉ MAJEURE DANS LA FORMATION DE L'OPINION SUR L'UE ?

Affirmer que les médias sont responsables du désintérêt des citoyens pour l'Europe est une manière simpliste d'expliquer les difficultés que rencontre l'UE. En effet, on peut se demander ce qu'a fait l'Europe de son histoire, des espoirs qu'elle avait suscités il y a 60 ans ? Par ailleurs, l'UE n'a-t-elle pas des moyens pour mieux communiquer de sa propre initiative ? À contre-courant de l'idée que les médias influencent notablement la perception des citoyens à l'UE, la campagne référendaire de 2005 en France a montré qu'ils ne peuvent pas forcément changer la donne. En effet, les médias se sont beaucoup investis pour le Traité constitutionnel, en ont expliqué les tenants et les aboutissants, ont appelé à voter « oui », en mettant de côté la déontologie journalistique traditionnelle. Ils ont réussi à amplifier un mouvement, mais n'ont pas pu inciter les électeurs à voter en faveur du Traité, et le réel engouement de la population pour la question européenne s'est évanoui tout de suite après le « non ».

UNE DIFFICULTÉ OU UN MANQUE DE VOLONTÉ POUR COUVRIR L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE ?

Beaucoup de sujets européens concernent directement le citoyen dans sa vie quotidienne mais sont techniques et arides. Il existe ainsi une difficulté

inhérente à la construction européenne pour évoquer son actualité. Le traitement de l'information butte sur la nature de l'activité communautaire : quand peut-on considérer qu'une directive est d'actualité, au moment de son adoption ou de son entrée en vigueur ? La difficulté dans la couverture de sujets européens consiste donc dans le traitement de l'information, qui doit les rendre attrayants et surtout compréhensibles. Chacun développe sa propre stratégie car il n'existe pas de « recette miracle » : l'un expliquera les enjeux du sujet, l'autre fera le lien avec l'actualité nationale ou insistera sur la présence d'une personnalité. Toutefois, dans l'effort de rendre les questions européennes moins complexes, les médias ont parfois tendance à recourir au terme général « Europe », un procédé qui ne facilite pas forcément la compréhension de l'« objet politique non identifié » qu'est l'UE.

Les médias ne sont pas sur un pied d'égalité face à la couverture insuffisante ou peu satisfaisante des sujets européens. Tout d'abord, il existe des différences nationales ; ainsi, en Allemagne on parle plus d'Europe qu'en France. La chaîne de télévision allemande ARD a par exemple des correspondants à Bruxelles et à Strasbourg, à l'instar des chaînes françaises. Les traditions journalistiques de ces deux pays traitent différemment de l'information sur l'Europe : la télévision allemande assure surtout la couverture des questions institutionnelles, ce qui est moins le cas de la télévision française. Ensuite, il existe des différences d'approche et de place accordée à l'UE d'un média à l'autre. Il existe ainsi des journaux, chaînes de radio et de télévision qui ont fait le choix de parler de l'Europe (ex : Euronews ou Arte). En dehors de ces médias, les journalistes doivent souvent accomplir un difficile travail de persuasion des rédacteurs en chef, qui considèrent que « l'Europe ne fait pas vendre ».

PROPOSITIONS POUR COUVRIR L'ACTUALITÉ EUROPÉENNE AUTREMENT

- Les sujets européens sont complexes mais la presse traditionnelle doit éviter la « pédagogie à tout prix », en éliminant la complexité lorsqu'elle n'est pas nécessaire à la compréhension.
- Pour avancer dans le sens d'une convergence européenne, il est nécessaire de comparer plus souvent un phénomène national à la situation dans d'autres pays.
- Il est nécessaire de donner au citoyen la capacité de comprendre la structure des institutions de l'UE. Pour cela, les médias Internet ont une plus grande marge d'innovation que la presse traditionnelle, en donnant la possibilité de mettre à disposition un stock d'information permanent, sans alourdir le traitement de l'actualité.
- Les citoyens cherchent plutôt dans les quotidiens traditionnels une approche historique et politique, tandis qu'ils privilégient sur Internet les signatures personnelles et les regards différents sur l'UE.

- Il faut oser ne pas vouloir s'adresser à tout le monde à la fois; Internet permet cette pluralité dans la déclinaison de l'information.
- De nouveaux outils en ligne peuvent permettre un dialogue direct entre citoyens et décideurs.
- Le citoyen a la possibilité d'accéder à des médias qui ont fait le choix de parler d'Europe s'il est insatisfait de la couverture du sujet par ses médias habituels. Toutes ces manières renouvelées et innovatrices de traiter les questions européennes dépendent de l'« euroexigence » des citoyens et des médias. Il serait donc nécessaire, plutôt que d'adopter une attitude eurosceptique ou de désintérêt pour l'UE, que les citoyens soient exigeants à l'égard des institutions européennes.

NOS RESPONSABILITÉS DÉMOCRATIQUES

Le projet européen a créé des institutions communes aux 500 millions de citoyens de l'UE : la Commission (nommée), le Conseil de l'Union européenne (réunion des Ministres nationaux) et le Parlement (élu au suffrage universel direct depuis 1979). Au-delà des gouvernements des États membres, il est primordial que les citoyens (le demos) prennent une part active à la construction européenne car sans leur implication, l'immense chantier du vivre-ensemble européen (le kratos) ne peut avancer. Mais si l'UE créait de nouvelles responsabilités démocratiques, les citoyens ne sont pas toujours au rendez-vous comme en atteste l'érosion de la participation aux élections législatives européennes. Les ateliers de cette thématique ont analysé les défis démocratiques que l'UE doit affronter et qui s'inscrivent dans une crise du politique affectant tous les niveaux de pouvoir des démocraties modernes (municipal, régional, national et mondial).



Atelier organisé par :
Comité économique et social européen

En partenariat avec :
Sport et Citoyenneté / CésAgora / Les Jeunes Européens – France

Débat animé et conclu par :
Béatrice Quin
MEMBRE DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN

Avec les témoignages de :
Sylvain Landa
CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT, SPORT ET CITOYENNETÉ
Pierre-Jean Verrando
JEUNES EUROPÉENS-FRANCE
(« INTERNET : UN OUTIL À EXPLORER POUR LA PARTICIPATION DES CITOYENS »)

Anne Sander
RAPPORTEUSE DE L'AVIS SUR LA SOCIÉTÉ CIVILE, CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'ALSACE
(« CÉSAGORA, L'EXPÉRIENCE DE CONSULTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN ALSACE »)

Compte rendu rédigé par :
Maxime Calligaro
MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE

CITOYENS EUROPÉENS, PARTICIPEZ!

L'UNION DÉPEND DE NOUS

« Nous ne coalisons pas des États, nous rassemblons les Hommes » déclarait Jean Monnet, inspirateur de la *Déclaration Schuman*. Soixante ans après le texte du Ministre des Affaires étrangères français d'alors, les citoyens ne participent pas ou peu au projet européen qui les rassemble. Après les années fastes de l'engouement pour le projet européen, les citoyens européens sont, depuis plusieurs décennies, davantage désintéressés de l'idée européenne qu'auparavant, alors que les compétences de l'UE ne cessent de s'élargir. Il convient de faire un bilan de la participation des citoyens et d'explorer les nouvelles formes qu'elle pourrait revêtir.

LE SPORT, UN MODÈLE DE RECONQUÊTE DE L'INTÉRÊT POUR AMENER À LA PARTICIPATION ?

Le sport est une activité dans laquelle le bénévolat est omniprésent. L'Europe ne compte pas moins de dix millions de bénévoles sportifs, qui

représentent 86 % des effectifs des 700 000 clubs sportifs européens. Figure emblématique de la participation, le bénévolat est une forme d'expression de citoyenneté active. Toutefois, de l'implication en club à la participation aux affaires de la cité, il reste encore un bel écart. Si le bénévolat sportif est une école de l'engagement, il ne fait que très rarement le lien avec l'implication citoyenne mais il a le mérite de remettre au centre la notion d'intérêt collectif qui mobilise.

INTERNET: UN OUTIL À EXPLORER POUR LA PARTICIPATION DES CITOYENS

La toile attire de plus en plus de citoyens et est un support de communication porteur. La campagne Internet extrêmement active du candidat Obama a montré qu'un succès sur le web pouvait se concrétiser en résultats électoraux. Les associations militantes utilisent Internet comme un instrument non seulement de communication mais de participation active, en particulier chez les jeunes. Pendant la campagne référendaire sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, ce sont les « nonistes » qui ont su tirer profit du web. Le nouvel enjeu au niveau européen est d'utiliser Internet pour mobiliser des citoyens qui, de plus en plus, boudent l'acte électoral et tenter de les ramener sur le chemin des urnes.

ASSOCIER LE CITOYEN À LA CRÉATION DE L'ESPACE PUBLIC: L'EXPÉRIENCE DE LA CONSULTATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE EN ALSACE

« *Citoyens rhénans, participez!* », tel fut le message lancé en 2008, lors de la création de la région métropolitaine du Rhin supérieur. L'objectif était d'associer étroitement le citoyen à la constitution d'un nouvel espace commun partagé entre la Suisse, l'Allemagne et la France. La problématique était, tout d'abord, de définir et d'identifier une société civile éclatée par des législations, des langues et des cultures différentes, puis, de se concentrer sur des valeurs et des intérêts communs. Les trois axes majeurs dégagés par l'avis du Conseil économique et social d'Alsace à l'origine étaient : Comprendre les citoyens de cultures différentes et faire comprendre le projet afin de donner envie au citoyen de participer ; réfléchir avec les citoyens à l'avenir du territoire ; impulser, en proposant des actions reprises ensuite par le citoyen. Le succès de cette initiative dans l'espace rhénan pourrait servir de modèle, à grande échelle, pour l'Union européenne.

LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE OUI, MAIS PAS SEULEMENT

Si le lien direct entre le peuple et la décision apparaît comme l'expression la plus pure de la démocratie, il convient toutefois de ne pas négliger sa facette représentative et le rôle central des élus. Les formes de démocratie

participative sont légions (Internet, pétition, consultation...) mais peuvent parfois déraiper, comme le démontre l'histoire, et particulièrement l'histoire européenne. Les représentants n'ont pas pour fonction d'entraver la parole citoyenne mais bien de la retransmettre, même si cela passe parfois par la modération. Il n'y a donc pas une démocratie véritable (participative) qui s'oppose à une démocratie dévoyée (représentative), mais bien deux moyens d'expression complémentaires de la participation du peuple à l'exercice du pouvoir. Il faut donc préserver notre modèle de démocratie en l'agréant d'options nouvelles, telles que l'initiative citoyenne mise en place par le Traité de Lisbonne.

DE L'IMPORTANCE ET DE LA COMPLEXITÉ DES QUESTIONS SOULEVÉES

Pourquoi s'engage-t-on en sport et non dans les affaires publiques? Comment susciter l'intérêt chez les citoyens au niveau européen, alors qu'il s'étirole au niveau national et parfois municipal? Comment organiser les nouveaux moyens de participation? Comment les concilier avec des formes démocratiques traditionnelles, éprouvées certes, mais usées par le temps? L'ensemble des pistes explorées lors de cet atelier montre à la fois les opportunités mais aussi les limites de la participation citoyenne.

PISTES POUR RENFORCER LA PARTICIPATION DES CITOYENS À LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

- Prolonger le débat des États Généraux de l'Europe en participant d'une réflexion sur le thème de l'abstentionnisme qui réapparaît à chaque élection, puis, aussitôt passée, tombe dans l'oubli.
- Écouter davantage les citoyens par le biais d'une plus grande disponibilité des élus lorsque ce n'est pas déjà le cas.
- Donner du crédit au Parlement européen, institution montante portant le dessein européen à l'heure actuelle, en mobilisant autour des élections européennes. Pour ce faire, présenter des programmes communs aux grandes familles politiques européennes et établir des listes transnationales.
- Responsabiliser des citoyens européens en demande croissante d'accès au processus décisionnel mais qui se mobilisent trop peu lors des moments aménagés à cet effet.
- N'exclure personne de la participation. Ni les seniors, ni les Européens « inattendus », prétendument désintéressés de l'Europe de part leur appartenance sociale.

PROPOSITION PRINCIPALE

Avoir des partis politiques européens pour les élections européennes, avec des programmes transnationaux.

LE TRAITÉ DE LISBONNE ET APRÈS

VERS UNE UNION RENFORCÉE ET PLUS COMPRÉHENSIBLE ?

Le Traité de Lisbonne a été adopté dans la douleur, suite à trois référendums négatifs survenus entre 2005 et 2009 en France, aux Pays-Bas et en Irlande. À l'issue de ce processus, il convient d'effectuer un bilan critique du Traité de Lisbonne, de ses possibilités et du futur qu'il promet à l'Union européenne.

LA RELATIVE MODESTIE DU TRAITÉ DE LISBONNE

Le Traité de Lisbonne se situe dans le droit fil des traités communautaires mais il est moins ambitieux que le Traité Constitutionnel Européen (dit « TCE »), dans la mesure où les éléments qui le rapprochaient d'une constitution classique ont été ôtés. Il ne vient pas bouleverser la construction européenne : dans 50 ans, on s'apercevra probablement qu'il ne constituait qu'une étape, importante malgré tout. Le Traité refuse d'apporter une réponse à certains défis structurels, par exemple pour la dette des pays de la zone euro il ne propose qu'une vague coordination. De même, il refuse d'opérer un choix entre modèle supranational et intergouvernemental. Il faut donc faire progresser l'Europe en marge du Traité, comme cela a été le cas pour l'Union économique et monétaire. Ainsi l'Europe est face à un tournant de son Histoire : saura-t-elle répondre aux défis qui se présentent à elle ? Face aux insuffisances du Traité de Lisbonne, une nouvelle *Déclaration Schuman* serait nécessaire.

LA CONSÉCRATION DU PARLEMENT EUROPÉEN, GARDIEN DES DROITS FONDAMENTAUX

Le Traité de Lisbonne confère de nouvelles prérogatives au Parlement européen, ce qui permet de réduire à la fois le poids de l'intergouvernemental et le fossé entre l'Union européenne et ses citoyens. Le Parlement est en train de gagner sa crédibilité. En particulier, ses positions affirmées dans les débats sur la directive service et sur les produits chimiques (Directive REACH) l'ont fait progresser politiquement. Il a également pour tâche d'empêcher toute violation des Droits fondamentaux, non seulement par les règlements ou les directives adoptés par les institutions, mais aussi par les initiatives qui pourraient être lancées par certains mouvements populistes. Conformément au traité, le Parlement pourrait également surveiller la progression des partis populistes en Europe et alerter le Conseil en cas de risque de violation grave des Droits fondamentaux par l'un des États membres. Enfin, il pourrait procéder à une harmonisation des mesures de protection des citoyens, notamment en ce qui concerne le droit des Roms en Europe.

LE BESOIN CONSTATÉ D'UNE NOUVELLE IMPULSION

L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne ne signifie pas la fin de l'intégration européenne : il reste beaucoup à faire, en particulier pour l'Europe des citoyens. Le taux d'abstention lors des élections européennes, constaté en



Atelier co-organisé par :
**Sauvons l'Europe /
Union des fédéralistes
européens (UEF)**

Débat animé par :
Gaétane Ricard-Nihoul
SECÉTAIRE GÉNÉRALE DE
NOTRE EUROPE

Avec :
Renaud Dehousse
PROFESSEUR JEAN MONNET
À L'INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES DE PARIS

André Landesman
MEMBRE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE
SAUVONS L'EUROPE

Jean-Baptiste Mathieu
MEMBRE DU BUREAU
NATIONAL ET DU COMITÉ
FÉDÉRAL DE L'UEF EUROPE

Marta Semplici
JEUNES EUROPÉENS
FÉDÉRALISTES

Compte rendu rédigé par :
Bénédictine Martin
MOUVEMENT EUROPÉEN -
FRANCE

particulier chez les électeurs jeunes, montre que l'Europe n'intéresse pas assez et surtout qu'elle n'est pas assez comprise. Il crée également un grave problème de légitimité pour le Parlement européen, qui est ainsi moins à même de s'acquitter de sa tâche. Cependant, la question du déficit démocratique est générale, comme le montre l'abstention aux élections cantonales alors que l'échelon du département est très important. Expliquer l'Europe risque de ne pas suffire, il est nécessaire d'incarner une politique. L'intégration européenne doit se poursuivre, notamment au renforcement de listes et de partis politiques européens. De même, une politique commune avec un contrôle du Parlement européen serait nécessaire pour chaque domaine important pour les Européens (énergie, défense, écologie, etc.). Le Traité de Lisbonne produit des avancées insuffisantes en matière internationale, dans laquelle les citoyens doivent pouvoir se projeter.

L'ALTERNATIVE : UNE APPROCHE FÉDÉRALISTE

Aujourd'hui, l'Union européenne n'est plus un acteur politique fort. Les fédéralistes condamnent le directoire des grands pays et regrettent le manque de participation aux élections européennes, qu'ils pensent lié à un affaiblissement de la Commission européenne. La crise, notamment, appelle un gouvernement économique que le Traité de Lisbonne ne fournit pas. Pour faire face aux enjeux de la construction européenne, une Europe fédérale serait un atout nécessaire. Pour que l'Union européenne soit véritablement démocratique, le Parlement européen doit être amené au même niveau de pouvoir que le Conseil. Dans l'état actuel des choses, le Traité de Lisbonne ne permet pas une telle évolution, même si certains leviers comme l'initiative citoyenne permettent de s'en rapprocher. Cependant, le problème provient plus des États membres que du Traité, qui dépasse largement l'objectif du marché intérieur et permet d'agir si la volonté existe. Les limites du Traité de Lisbonne tiennent sans doute à la gouvernance mais, s'il faut nécessairement parler d'une seule voix pour l'Europe, faut-il un seul numéro de téléphone, un seul chef ? L'Europe cultive la culture du compromis, et la pluralité des organes représentés n'interdit jamais d'aboutir à une position commune.

LE BESOIN D'AFFIRMER UNE VRAIE IDENTITÉ EUROPÉENNE

L'identité européenne n'est pas un concept flou : elle a été clairement définie par les philosophes, mais n'est bien connue que de l'élite. L'Histoire, telle qu'enseignée dans les États membres, est souvent présentée d'un point de vue nationaliste. Il faut promouvoir l'enseignement d'une Histoire européenne, sur le modèle du livre d'Histoire franco-allemand par exemple. D'autres pays pourraient également le faire avec un ou plusieurs voisins. L'exemple des *tea parties* de Boston rappelle un des principes fondateurs du parlementarisme : *no taxation without representation*. La levée d'un impôt européen, qui remplacerait un impôt national, pourrait donc contribuer à renforcer un sentiment d'appartenance à l'Europe.

PROPOSITIONS

- **Créer des listes transnationales pour les élections européennes et proposer des bulletins de vote comprenant une colonne pour les listes nationales et une pour des listes transnationales.**
- **Dégager tout le potentiel du Traité de Lisbonne.**
- **Mieux informer les électeurs, a fortiori les jeunes, en rendant le scrutin intelligible et intéressant afin de lutter contre l'abstention lors des élections européennes.**
- **Renforcer les programmes de mobilité y compris pour les apprentis.**

PROPOSITION PRINCIPALE

- **Prolonger les États Généraux de l'Europe par la création d'un groupe de réflexion comprenant des acteurs de la société civile, des partis politiques et des médias en appui des travaux du Parlement européen, afin de réfléchir dès maintenant à la manière d'intéresser le public aux élections européennes.**

L'UNION IGNORE LES FRONTIÈRES

L'INTÉGRATION EUROPÉENNE SUR LE TERRAIN :
ENTRE SOLIDARITÉ RÉGIONALE ET
COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Les grands textes fondateurs tels que la *Déclaration Schuman* ont engagé les premières réalisations de la construction d'une communauté européenne. Aujourd'hui au-delà des politiques orchestrées au niveau communautaire, les collaborations sont largement étoffées et mises en œuvre à plusieurs niveaux : communautaire, national, régional et local. Autour du Rhin, où les territoires nationaux se fondent, de nombreux projets de coopération sont initiés par les collectivités des deux rives. Ces projets incarnent et illustrent l'ambition de la Déclaration du 9 mai 1950 : en tissant des liens par des réalisations concrètes, ils font agir communément les citoyens de différentes nationalités.

DES OUTILS INSTITUTIONNELS POUR FACILITER LE
QUOTIDIEN DES CITOYENS TRANSFRONTALIERS

Le cas des Eurodistricts tels que Regio-Pamina ou le plus récent Strasbourg-Ortenau prouvent la contribution majeure des territoires à l'unité des peuples européens. Autour du Rhin, ces territoires pilotes de la construction européenne intègrent, au moyen de projets concrets touchant à la vie quotidienne, un ensemble de domaines qui relèvent ou non des compétences propres des collectivités territoriales. S'il est désormais possible, grâce à l'Eurodistrict,

pour un Français vivant à Kehl de refaire ses papiers d'identité à Strasbourg au lieu de se rendre à l'ambassade à Munich, c'est-à-dire faire 9 km au lieu de 360 km, de telles initiatives dépassent les compétences des collectivités membres ce qui complique l'aboutissement de la coopération transfrontalière pour atteindre des résultats utiles aux citoyens.

Pour effacer cet obstacle, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau s'est doté d'un nouveau statut juridique, le Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT). Le GECT est un nouvel instrument juridique européen qui doit permettre de réaliser et de gérer plus facilement des actions de coopération transfrontalière. Il permet aux partenaires de former une entité juridique unique s'appuyant sur un ensemble de règles uniques pour mener des actions communes dans plusieurs États membres de l'Union. Il dispose d'une personnalité et d'une capacité juridique. Il peut donc se doter d'une organisation et disposer d'un budget propre.

RÉPONDRE AUX BESOINS ET AUX ATTENTES DES CITOYENS

L'expérience de coopération transfrontalière est ancienne à Strasbourg, née du besoin de faire la paix avec l'ennemi allemand. Aujourd'hui il faut faire un bond qualitatif dans la coopération transfrontalière, plus qu'un moment symbolique, elle doit être utile. Dans les régions frontalières, les citoyens ressentent plus que dans d'autres régions la réalité des frontières et un besoin d'intégration européenne mais l'intégration européenne reste une notion difficile à saisir. Pour capter et convaincre le citoyen il faut donc répondre à des attentes et des besoins concrets. Un projet concret est un bateau pom-pier européen qui assure la sécurité sur le Rhin, financé à moitié par l'UE et à moitié par les États riverains : il remplacerait deux bateaux nationaux pour éviter un dédoublement inutile.

IMPLIQUER LA SOCIÉTÉ CIVILE

Lors de la création de nouvelles institutions la question de leur légitimité se pose. Dans ce contexte la consultation des citoyens et leur association à la réflexion sur la coopération transfrontalière sont utiles. Un moyen lointain qui accroîtrait la légitimité démocratique des institutions transfrontalières serait l'élection du président de l'Eurodistrict par tous les résidents. Mais la mise en place d'ateliers citoyens et de consultations publiques à grande échelle serait souhaitable car les consultations en place donnent le sentiment aux citoyens d'être négligés par les institutions. Ceci sera cependant difficile à réaliser puisqu'il y a des divergences juridiques entre l'Allemagne et la France à ce sujet.

LABORATOIRE DE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE

Souvent, les régions frontalières sont qualifiées de « territoire test » ou « laboratoire » de l'intégration européenne. Par la coopération transfrontalière, on y vit l'expérimentation de la construction européenne au quotidien et au niveau local. Même s'il reste toujours des « frontières » dans certains



Débat animé par :

Patrice Harster
DIRECTEUR DE
L'EURODISTRICT REGIO
PAMINA

Avec :

Louis Becker
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL
RÉGIONAL DU BAS-RHIN

Nawel Rafik-Elmrini
ADJOINTE AU MAIRE DE
STRASBOURG, CHARGÉE DES
AFFAIRES INTERNATIONALES
ET EUROPÉENNES

Gianluca Spinaci
COMITÉ DES RÉGIONS

Pascal Mangin
CONSEILLER RÉGIONAL
D'ALSACE

Compte rendu rédigé par :

Katharina Robohm
NOTRE EUROPE

domaines comme la sécurité sociale ou le droit de la famille, la coopération dans les régions transfrontalières dépasse généralement de loin le niveau de coopération au niveau européen.

L'UE s'engage depuis longtemps dans la coopération transfrontalière par l'intermédiaire des financements de projets INTERREG par exemple. Elle finance des microprojets qui font coopérer des citoyens sur des petits aspects concrets dans l'esprit de la *Déclaration Schuman*. Ces microprojets sont aussi le principal outil de l'Eurodistrict à travers lequel il souhaite faire rencontrer les citoyens. Cependant, cela implique l'initiative des citoyens qui sont ensuite soutenus par le financement. Mais il reste plusieurs questions auxquelles on n'a pas encore de réponse définitive. La coopération transfrontalière est-elle un plus pour l'Europe ou l'Europe est-elle un plus pour la coopération transfrontalière? Est-ce que le transfrontalier est un sujet européen, local, international? Quelle est la bonne échelle si l'on tient compte que dans la région du Bas Rhin il y a une coopération entre trois États dont un n'est pas État-membre de l'UE?

Ce qui manque dans la plupart des régions transfrontalières comme dans l'UE en général est un espace public commun. La région transfrontalière entre la France et le Luxembourg représente une exception avec des journaux transfrontaliers comme « L'essentiel », un journal gratuit. Au-delà du volontarisme de l'UE, la prochaine étape dans la procédure d'« expérimentation d'intégration européenne » dans les régions transfrontalières est la contractualisation de ces territoires laboratoires avec les institutions européennes. Un contrat avec obligation de résultat permettrait d'envisager de véritables projets pilotes liés à certaines priorités européennes comme la Stratégie Europe 2020.

L'UNION IGNORE LES FRONTIÈRES?

Des frontières persistent en Europe. L'isolation de certaines régions et les difficultés de mobilité qui en résultent peuvent représenter une frontière. Les caractéristiques de territoires transfrontaliers sont transposables sur d'autres territoires qui ne bénéficient pas encore de la même attention : dans les grandes villes, des frontières existent entre quartiers. Mais l'UE peut devenir une bourse d'échange de savoir-faire en matière de coopération transfrontalière quelle qu'elle soit.

PROPOSITIONS

- **Renforcer et valoriser les territoires transfrontaliers dans leur dimension politique, économique, sociale et éducative en particulier.**
- **Répondre à des besoins et des attentes des citoyens, seul vrai levier de rapprochement entre les entités territoriales.**
- **Développer la contribution des citoyens à la coopération transfrontalière (ex. : l'élection du président de l'Eurodistrict par les résidents de la région).**

- **En sus des collectivités, impliquer les États dans la coopération transfrontalière, en matière de gouvernance et de financement.**
- **Contractualiser le rapport des territoires « laboratoires » avec les institutions européennes afin d'envisager des véritables projets pilotes.**
- **Créer des espaces publics transfrontaliers.**
- **Favoriser l'échange de savoir-faire au niveau européen en matière de coopération transfrontalière.**

La région métropolitaine TRINATIONALE DU RHIN SUPÉRIEUR

UN MODÈLE POUR L'EUROPE

Avec une superficie de 21 518 km², une population de près de 6 millions de personnes, dont 2,8 millions d'actifs, un PIB d'environ 164 milliards d'euros en 2007, l'espace franco-germano-suisse du Rhin Supérieur constitue l'un des territoires les plus denses, les plus actifs et les plus prospères d'Europe. Cette région qui réunit l'Alsace, le Pays de Bade, le Sud du Palatinat et le Nord-Ouest de la Suisse montre comment, très concrètement, l'Europe se bâtit sur les territoires, grâce aux acteurs locaux. Ce territoire dispose d'atouts et d'avantages concurrentiels notamment par ses potentialités scientifiques, universitaires, économiques, environnementales, culturelles et touristiques. Les acteurs français, allemands et suisses de la coopération au sein du Rhin Supérieur ont décidé de se positionner en tant que région transfrontalière modèle, la Région Métropolitaine européenne du Rhin Supérieur. Au sein de cet espace, plus de 300 projets transfrontaliers ont émergé dont trois ont été présentés lors de l'atelier, en matière de tourisme, de consultation citoyenne et de formation universitaire.

PROMOTION TOURISTIQUE COMMUNE

Le Tourisme Upper Rhine est un projet de promotion touristique commune, financé par les crédits européens à hauteur de 900 000 euros. Les partenaires de ce projet ont trouvé un moyen d'augmenter l'attractivité du territoire et, conséquemment, le nombre de nuitées : ils ont fait le constat de l'intérêt à mettre en commun l'excellence des différentes composantes de l'espace rhénan (restaurants étoilés, viticulture, culture, etc.) sur des marchés lointains, en l'occurrence six pays cibles. Le souhait des porteurs de ce projet est que chacun des partenaires parvienne après trois ans de mise en œuvre, à trouver les moyens nécessaires à la poursuite de l'action.



Atelier co-organisé par :
**Région Alsace /
Conseil Général du
Bas-Rhin / Eurodistrict
Regio Pamina /
Landesregierung
Rheinland-Pfalz /
Landesregierung
Baden-Württemberg**

Débat animé par :
Patrice Harster
DIRECTEUR DE
L'EURODISTRICT REGIO
PAMINA

Avec :
Dr Frank Heuberger
RESPONSABLE DES
QUESTIONS DE SOCIÉTÉ
CIVILE À LA CHANCELLERIE
DE RHÉNANIE-PALATINAT
POUR LE PROJET « FORUM
CITOYEN (BÜRGERFORUM) »

Serge Neunlist
DIRECTEUR DE L'ENSCM
ET PRÉSIDENT D'ALSACE
TECH, TÉMOIN DU PILIER DE
COOPÉRATION « RECHERCHE »
POUR LE PROJET DE LICENCE
TRANSFRONTALIÈRE « REGIO
CHIMICA »

Philippe Choukroun
DIRECTEUR DU COMITÉ
RÉGIONAL DU TOURISME,
TÉMOIN DU PROJET DE
COOPÉRATION « TOURISM
UPPER RHINE VALLEY »

Compte rendu rédigé par :
Véra Nette
CONSEIL RÉGIONAL D'ALSACE

CONSULTATION CITOYENNE TRANSFRONTALIÈRE

Le Land allemand de la Rhénanie Palatinat a monté un projet de consultation citoyenne. Il organise trois forums transfrontaliers de 2010 à 2011, le premier étant prévu le 16 octobre 2010 à Strasbourg. Ce projet est unique et son montage a permis de constater que la notion de « société civile » ne recouvre pas les mêmes conceptions de part et d'autre du Rhin. Le but est d'associer les citoyens à la construction transfrontalière et d'accompagner les projets concrets qui pourraient ressortir des forums. Une question toutefois reste en suspens pour le succès de la mobilisation : le terme de « Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur » est-il mobilisateur ?

DOUBLE DIPLÔME UNIVERSITAIRE TRILINGUE

La Regio Chimica est un projet de création d'une licence transfrontalière en Chimie permettant aux étudiants d'obtenir un double diplôme (trilingue) : la Licence de chimie de l'Université de Haute-Alsace et le Bachelor of Science de l'Université de Freiburg. Financé par INTERREG à hauteur de 600 000 euros, ce projet vise à répondre au besoin des entreprises de recruter des ingénieurs trilingues, mais aussi formés au multiculturalisme. Dans ce cas il apparaît nécessaire que ce type de formation se déroule de la première année jusqu'au Doctorat, dans le cadre d'une démarche bottom up.

Le développement de ce type de projets, lourds à mettre en œuvre, fait apparaître une constante : l'importance des relations humaines entre les interlocuteurs de trois pays différents.

PROPOSITION

Il est souhaitable d'utiliser des expériences d'intégration entre territoires comme modèle d'implication des citoyens dans la construction européenne.

NOS RESPONSABILITÉS DANS LE MONDE

La Déclaration Schuman inscrivait la pacification du continent dans une perspective plus large de paix mondiale. Les Pères fondateurs plaçaient ainsi d'emblée la construction européenne dans un projet dépassant les seuls États membres. Aujourd'hui l'UE est une entité politique représentative de plus de 500 millions de citoyens, ayant une richesse moyenne par habitant parmi les plus élevées du monde. Ouverte, elle prend part aux affaires globales au titre du commerce, de la sécurité, du développement ou encore du changement climatique. Les ateliers proposaient un panorama de trois questions interrogeant l'action contemporaine de l'UE au-delà de ses frontières.

vers une armée européenne ?

L'avenir de l'Union européenne est lié à la question de la défense commune, une idée qui était déjà au cœur des aspirations des pères fondateurs de l'Europe. La défense étant un intérêt national, elle reste donc une prérogative des États. C'est pour cela qu'il faut faire la distinction entre les deux défenses : l'Europe de la défense et la défense européenne. L'Europe de la défense ne peut exister que grâce à la décision des États membres de l'Union Européenne. Il est important de noter que la défense en Europe s'est construite en partenariat avec l'OTAN.

Ces deux concepts sont étroitement liés au rôle des États membres, à leur politique étrangère et de défense. C'est pourquoi les deux intervenants sont d'avis qu'une vraie politique de défense commune, comprenant une armée européenne ne pourra se faire sans que l'UE se renforce politiquement.

LE RÔLE DES ÉTATS MEMBRES DANS L'EUROPE DE LA DÉFENSE

L'Europe de la défense implique une défense autonome de l'UE, une entité supranationale avec à sa tête la Commission. Cependant, les questions de politique étrangère et de défense sont discutées par le Conseil européen. Les décisions sont prises de manière intergouvernementale et l'intérêt national des pays membres reste prioritaire puisque la défense reste une prérogative



Atelier organisé par :
Association nationale des auditeurs jeunes de l'Institut des hautes études de défense nationale (ANAJ-IHEDN)

En partenariat avec :
EADS

Débat animé par :
Patricia Golfier
MEMBRE DE L'ANAJ-IHEDN

Avec :
Amiral Alain Coldefy
CONSEILLER DÉFENSE DU PRÉSIDENT D'EADS, CHARGÉ DES QUESTIONS ESPACE ET DISSUASION AUPRÈS DU PRÉSIDENT EXÉCUTIF D'EADS
Jean-Paul Perruche
ANCIEN DIRECTEUR DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'UE

Compte rendu rédigé par :
Patricia Golfier
ANAJ-IHEDN

des États. L'Europe de la défense ne peut donc exister sans que les États membres de l'UE ne le décident.

Les compétences d'une Europe de la défense restent limitées. Le nouveau Traité de Lisbonne n'étend que légèrement ses compétences par rapport au Traité de Nice. Cependant l'UE se dote des compétences nécessaires en matière de gestion de crises en dehors du territoire des États membres (intervention pour éviter un conflit ou pour maintenir, voire restaurer, la paix) mais la question de la mise en œuvre de cette compétence dépend encore des États membres, qui décident alors des moyens mobilisables.

Aujourd'hui, le plafond de moyens mobilisables donné par les États membres — il s'élève à 60 000 militaires, mais il s'avère difficile de mobiliser plus de 10 000 militaires — reflète le compromis formé entre les États membres en faveur d'une Europe de la défense autonome et les États favorables à une défense européenne en partenariat avec l'OTAN. Actuellement on constate que les opérations militaires significatives se font sous l'égide de l'OTAN — grâce à la puissance militaire des États-Unis — et que les opérations de l'UE sont volontairement limitées, tant au niveau des moyens que des objectifs. Selon le Général Perruche, la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) — devenue PESC (Coopération) avec le Traité de Lisbonne — recèle cependant un vrai potentiel d'évolution. L'UE mène aujourd'hui vingt-quatre opérations sur quatre continents dont six qui sont purement militaires. Cela démontrerait une réelle capacité d'action renforcée par la création du service européen pour l'action extérieure (SEAE).

PAS DE LEADERSHIP MILITAIRE SANS LEADERSHIP POLITIQUE

Le principe d'une armée européenne autonome est concevable à condition qu'il soit porté par une vraie stratégie de défense commune, appuyée sur un renforcement politique de l'UE. En effet l'évaluation des menaces et la perception des risques appartiennent en principe à la sphère politique qui définit les intérêts vitaux et stratégiques. Les menaces transversales telles que le terrorisme et la prolifération nucléaire sont à prendre en compte, ainsi que les menaces géopolitiques potentielles telles que l'accès aux ressources, aux énergies fossiles, aux conséquences du changement climatique et la gestion de crise dans les États défaillants (ex. : Afghanistan).

Les politiques doivent définir ce qui protège les intérêts vitaux et décider de préserver ou non l'autonomie de la décision, or au sein de l'UE la décision appartient aux États membres. De plus elle n'agit que sur la décision ou sous le mandat de l'ONU ou en vertu du paragraphe 51 du chapitre VII de la charte des Nations Unies.

Compte tenu de ces spécificités européennes, quelle politique d'équipement faut-il à l'UE autonome, dépendante ou interdépendante ? Quels devraient être les budgets mis à disposition par les États membres pour la défense ? Alors que les États-Unis dépensent pour la défense 1 532 euros par an et par habitant, les États membres dépensent environ 400 euros par an et par

habitant à l'exception de la France, du Royaume-Uni et de la Grèce, soit 1,4 à 1,5 % du PIB. En revanche, en matière de recherche et de développement dans le domaine militaire, l'UE dépense six fois plus que les États-Unis.

Le développement d'une stratégie de défense est soumis à la volonté politique des États membres. D'autant plus que selon l'Amiral Coldefy, il n'y pas de défense sans industrie de défense, une industrie d'État, liée à la souveraineté. Il existe une forte dépendance au sein de l'UE vis-à-vis des États-Unis comme cela est le cas pour le Royaume-Uni depuis 1962. De plus, alors que les États-Unis ont, dès la fin de la guerre froide, formé des géants industriels de l'armement (ex. : Boeing), l'UE a seulement passé des « alliances d'opportunités ». Il faudrait également que l'Europe soit unie ou qu'un partenariat renforcé avec la Russie soit noué car, selon l'Amiral Coldefy : « *groupés nous sommes invincibles* ». Mais pour cela, les intérêts stratégiques des États membres doivent converger afin de créer une réelle interopérabilité des Hommes et des matériaux.

PROPOSITIONS

- **L'UE doit développer son leadership politique pour que l'Europe puisse développer un leadership militaire.**
- **Des programmes d'armement et d'équipement des armées devraient être développés au niveau de l'Union européenne pour permettre une plus grande interopérabilité et une diminution des coûts.**
- **Il faut renforcer la culture militaire européenne par la création d'une doctrine militaire commune, une standardisation des matériels et un rapprochement des formations militaires (interopérabilité des Hommes et du matériel)**
- **Il faudrait exploiter les complémentarités entre les États membres, aller vers une mise en réseau des centres de formation militaire et faire disparaître les duplications inutiles entre les armées des États membres.**
- **La construction d'une industrie européenne de défense est nécessaire pour construire l'Europe de la défense.**

L'UNION EUROPÉENNE ET SES VOISINS

La POLITIQUE DE VOISINAGE :

QUELLE POLITIQUE AUX FRONTIÈRES DE L'UE ?

Dès la *Déclaration Schuman*, le projet européen se présentait ouvert « à tous les pays qui voudront y participer ». Pourtant, à partir de l'intégration de dix nouveaux membres en 2004, l'élargissement de l'UE semble s'essouffler. Cette année-là, l'Union met en place une « politique européenne de voisinage »



Partenaires de l'atelier:
Conseil de l'Europe
/ **Fondation Robert Schuman / Nouvelle Europe**

Débat animé par:
Kamila Wacieg
POLONAISE, DIPLÔMÉE DE SCIENCES PO ET DE LONDON SCHOOL OF ECONOMICS, DOCTORANTE AU CENTRE CERT — SCIENCES PO, MEMBRE DE NOUVELLE EUROPE

Avec:
Michel Foucher
GÉOGRAPHE ET DIPLOMATE. PROFESSEUR À L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE, DIRECTEUR DE LA FORMATION À L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE, MEMBRE DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DE LA FONDATION ROBERT SCHUMAN

Lukas Macek
DIRECTEUR DU CYCLE EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DE SCIENCES PO À DIJON

Klaus Schumann
MEMBRE DU SECÉTARIAT GÉNÉRAL AU CONSEIL DE L'EUROPE (1974-2005) ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DES AFFAIRES POLITIQUES AU CONSEIL DE L'EUROPE (2000-2005)

Compte rendu rédigé par:
Sara Pini
FONDATION ROBERT SCHUMAN

(PEV) destinée aux pays voisins pour lesquels l'adhésion n'est pas envisagée. La PEV concerne à ce jour 16 pays : au Sud de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Territoires palestiniens occupés, Syrie, Tunisie) et situés à l'Est de l'UE (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine).

L'objectif initial de cette politique était de délimiter après les élargissements de 2004 et 2007 au moins provisoirement, les frontières de l'UE et de créer autour d'elle un « anneau de paix, de stabilité et de prospérité », en offrant aux pays concernés une intégration économique et un resserrement des liens politiques en échange de réformes structurelles de leur part. Pour Romano Prodi, alors Président de la Commission européenne, il s'agissait d'offrir à ces États « tout sauf les institutions ». La PEV repose sur deux principes :

1. Un cadre unique, qui vise à étendre le plus de politiques communautaires aux États du voisinage afin de promouvoir leur évolution économique et démocratique ;
2. Une approche différenciée par pays mais aussi par région (Sud ou Est), grâce à la signature de plans d'action nationaux énumérant les diverses réformes à adopter.

QUELLES FRONTIÈRES POUR QUELS ÉLARGISSEMENTS ?

L'Europe comprend l'UE et plus largement, les 47 États membres du Conseil de l'Europe, rassemblés autour d'un système commun de protection des droits de l'homme. Il est nécessaire de garder à l'esprit cette dimension du projet européen, ouvert et inclusif par nature, qui vise à éviter l'émergence de nouvelles fractures. Le partage géopolitique du monde après-guerre a limité l'expansion de ce projet mais depuis la chute du Mur, l'Europe a retrouvé sa dimension continentale avec l'élargissement du Conseil de l'Europe, de la Hongrie (1990) jusqu'à l'Ukraine (1995), ainsi qu'à la Russie (1996) et aux trois Caucasiens, Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan (de 1999 à 2001). Les États avaient été acceptés dès la chute du Mur et la dissolution de l'Union soviétique, contrairement aux Républiques d'Asie centrale, qui partageaient l'appartenance au même bloc géopolitique mais n'étaient pas considérées comme membres de la famille européenne. La dimension continentale du Conseil de l'Europe avait été donnée dès août 1949, avec l'adhésion de la Turquie.

Le Conseil de l'Europe est la seule institution qui se soit posé ouvertement la question de son périmètre : la Russie a été considérée comme un État européen car sur la voie de la démocratisation et avec une population résidant essentiellement en Europe, le Maghreb est au contraire vu comme appartenant à un autre espace géopolitique, l'Asie centrale ne pouvait pas être considérée européenne car non tournée vers l'Europe, tandis que l'ouverture ostensible des pays du Caucase à l'Europe a fait pencher la balance en leur faveur. Il s'est posé la question de la méthode de l'élargissement : fallait-il attendre que ces États soient complètement démocratiques ou alors concevoir le Conseil comme un « sas de décontamination » pour des pays ayant encore

des problèmes de démocratie et d'État de droit ? C'est finalement la deuxième option qui a été retenue.

L'UE, le principal acteur d'organisation du continent, y compris pour le grand voisin russe, devait définir sa politique vis-à-vis de ses marges et notamment du continent rassemblé au sein du Conseil de l'Europe. Mais cette clarification était compliquée par la diversité des situations économiques, de l'histoire, des frontières, stables ou mouvantes (Turquie, Balkans) ou en question (Ukraine). Ainsi l'Ukraine est considérée comme un pays européen mais non comme un État européen : cela délimite la vocation à adhérer ou non d'un État.

LES LIMITES DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE

L'élargissement de 2004 a été perçu comme une fuite en avant, justifiée par un choix politique. Il a donc été suivi d'une remise en question sur l'étendue de l'élargissement, craignant que l'Union s'affaiblisse et que ses objectifs fondamentaux soient mis en cause. L'idée est donc née de devoir réussir l'approfondissement avant de poursuivre un nouvel élargissement sur la scène politique européenne. La PEV a donc été mise en place pour offrir un cadre à des relations de voisinage renforcées avec des pays avec lesquels l'Union souhaite des rapports proches mais a priori sans perspective d'adhésion. Certains considèrent qu'il s'agit d'une exclusion arbitraire du projet européen, et accusent par exemple, en l'absence d'une perspective claire d'adhésion pour l'Ukraine, l'impossibilité pour ce pays d'évoluer vers un véritable État de droit.

Les conséquences sont très importantes notamment d'un point de vue financier : il existe un très fort écart entre les aides que reçoivent les pays candidats et celles destinées aux pays du voisinage ; les nouveaux adhérents sont bénéficiaires de la politique agricole commune et des fonds structurels. Dans ce contexte, l'adhésion devient l'objectif ultime des pays concernés et la PEV est vue comme un Ersatz insatisfaisant. Certains proposent d'être moins généreux envers les nouveaux membres, qui ont même parfois du mal à absorber la totalité des fonds européens, et plus généreux envers les pays qui en ont besoin maintenant : Ukraine, Biélorussie, Serbie, Moldavie. Sachant que la viabilité d'un État de droit, de la lutte contre la criminalité ou la corruption ne peut être que régionale, aider les voisins de l'UE serait stratégique.

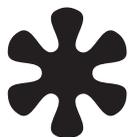
LE PARTENARIAT ORIENTAL

L'insatisfaction des pays de l'Est vis-à-vis de la PEV originelle était liée à la proposition d'un seul outil pour des pays dont l'avenir européen était fort différent. Le Partenariat oriental issu d'une initiative polono-suédoise a été lancé par la Présidence tchèque de l'Union. Il est basé sur le principe de concertation entre États pour les questions ayant un impact sur la vie quotidienne des citoyens (les routes, l'eau, l'électricité, etc.). Également présent dans le groupe de Visegrad, il fait encore défaut dans les Balkans. Après les inquiétudes des voisins de l'Est, nées de la focalisation des pays concernés

par l'Union pour la Méditerranée en 2008, le partenariat oriental a permis de créer un instrument spécifique pour ces pays. La création de deux instruments correspondant à deux blocs géographiques séparés a permis de clarifier les choses sur les intentions de l'UE vis-à-vis de ses voisins et rassuré certains pays.

PROPOSITIONS

- Il serait souhaitable d'équilibrer les aides financières entre les pays de la PEV, les États en « pré-adhésion » et les récents adhérents à l'UE. Pour encourager les avancées positives des États voisins, il faudrait augmenter en particulier les ressources allouées à la politique de voisinage dans le prochain budget de l'UE.
- L'Union devrait trouver le courage de sortir de son ambiguïté sur les priorités envers son voisinage et diversifier l'offre de la Politique européenne de voisinage.



Atelier organisé par:
Institut Thomas Moore

En partenariat avec:
ARRI

Débat animé par:
Jean-Thomas Lesueur
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE
L'INSTITUT THOMAS MORE

Avec:
Denis Badré
SÉNATEUR DES HAUTS-DE-
SEINE, VICE-PRÉSIDENT
DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES EUROPÉENNES,
MEMBRE DE L'ASSEMBLÉE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL
DE L'EUROPE

Dr Assia Bensalah Alaoui
AMBASSADEUR ITINÉRANT
DU ROYAUME DU MAROC
Bernard Ribiollet
MISSION UNION POUR LA
MÉDITERRANÉE, PÔLE
SÉCURITÉ, PRÉSIDENT DE
LA RÉPUBLIQUE

Compte rendu rédigé par:
Caroline Ducarme
INSTITUT THOMAS MORE

L'EUROPE, LE MAGHREB ET L'AFRIQUE

AU-DELÀ DES ENJEUX MIGRATOIRES ET DE SÉCURITÉ, QUELLES RESPONSABILITÉS COMMUNES ?

Dans un contexte marqué par la Présidence espagnole de l'UE, la prégnance des problématiques de sécurité dans le Sahel et au Maghreb, le sommet de l'Union pour la Méditerranée prévu pour juin 2010 à Barcelone (NDLR: ce sommet n'a finalement pas eu lieu) et le cinquantenaire des indépendances africaines, cet atelier s'interrogeait sur :

1. l'état des relations entre l'UE et les pays de son flanc sud (Maghreb et Afrique subsaharienne) ;
2. les voies et moyens du renforcement de leurs coopérations en matière de sécurité et d'immigration ;
3. Les enjeux d'avenir commun sur lesquels une coopération renforcée paraît le plus souhaitable.

La dimension euroméditerranéenne de notre problématique a donc été privilégiée, même si les autres intervenants ont, à plusieurs reprises, souligné l'importance de la prise en compte de ces pays subsahariens.

UN PARTENARIAT PRIVILÉGIÉ AUTOUR DE LA MARE NOSTRUM

L'interdépendance de l'Europe et de la région méditerranéenne, ainsi que sur les « liens historiques, culturels, économiques et humains » étroits existant entre ces deux entités, explique l'implication des Européens au Maghreb

pour agir et soutenir des projets. Les défis communs de la *Mare Nostrum* incitent à rechercher et à y instaurer une « paix démocratique ». Compte tenu du mandat du Conseil de l'Europe, qui place la démocratie, les droits de l'homme et la prééminence du droit au centre de son action, celui-ci devrait jouer un rôle beaucoup plus important dans la zone et mettre son expertise dans ces domaines au service du partenariat euroméditerranéen.

Alors que les objectifs, indissociables, de paix, de sécurité, de stabilité, de prééminence du droit et de démocratie, prévalent dans la zone, il convient d'adopter un partenariat alliant le développement économique et social de la région méditerranéenne à la sauvegarde de ces valeurs et principes fondamentaux. Toutefois l'UE doit agir avec prudence avant de se poser en donneuse de leçons et faire preuve de la même exigence envers eux qu'envers elle-même dans l'application de ces principes de Droit de l'Homme et de démocratie.

RESTAURER LA CONFIANCE NORD-SUD, POUR AFFRONTER LES DÉFIS COMMUNS

En matière d'immigration par exemple, le Maroc est un pays de transit vers l'UE pour les migrants d'Afrique subsaharienne. Or ce phénomène est appelé à s'accroître dans les prochaines années. Quant au terrorisme et à l'augmentation des trafics, la porosité des frontières et le manque de coopération contribuent à faire du Sahel et de ses frontières avec le Maghreb une véritable « zone de chaos » potentielle. On peut interroger le bien fondé de la gestion presque uniquement sécuritaire de ces phénomènes par l'UE.

Comme les États-Unis, l'UE échoue actuellement dans la lutte contre le terrorisme car elle oublie la dimension multiple de ces défis. On assiste à une véritable « criminalisation de l'immigration » notamment en Europe, où les migrants sont bien souvent traités et régulés à l'aide des instruments du *hard power*, là où une approche plus *soft security* devrait prévaloir. Au contraire, le respect des droits de l'homme et l'objectif de développement sont indissociables d'une prise en compte effective et efficace des problèmes auxquels doivent faire face les pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne. L'UE devrait donc plutôt prendre en compte les racines de l'immigration dans la gestion et la prévention de ces phénomènes migratoires, et leur rendre une dimension nécessairement plus humaine.

Dans cette nouvelle approche de l'aide et du partenariat Nord-Sud en général, l'UE comme les États-Unis doivent montrer l'exemple, à commencer par appliquer dans leurs démocraties les mesures qu'ils souhaitent voir appliquer ailleurs (ex. : Guantanamo). Alors si l'UE veut affirmer sa légitimité et continuer de demander aux pays du Maghreb de se « prendre en main », elle doit répondre aux accusations qui pèsent contre elle quant à l'application des droits de l'homme au sein de l'Union, qui pour l'instant appliquerait des doubles standards dans les pays membres pour les

ressortissants africains. Cette volonté démocratique égalitaire et indiscutable est un élément indispensable pour faire accepter les instruments de l'aide par ses receveurs et par exemple pour faire accepter Africom par les Africains.

Les questions de sécurité alimentaire préoccupent également de façon croissante le Maghreb. Ce troisième défi incite à mettre en place des formations d'ingénieurs agronomes et d'experts de l'environnement. Les potentialités de la coopération UE-Maghreb dans le domaine particulier du changement climatique et de ses conséquences existent. Plusieurs partenariats universitaires sont en déjà en place et doivent être renforcés à mesure que s'étendent les menaces environnementales, ces dernières déstabilisant la région, mais aussi, potentiellement, ses voisins.

VERS UN MEILLEUR PARTENARIAT EUROMÉDITERRANÉEN

L'interdépendance Nord-Sud quant aux questions d'immigration en fait un réel sujet de co-développement. Plusieurs exemples de coopération existent en matière de lutte contre le trafic de drogue, très présent au Maghreb et au Maroc en particulier; ou encore les tentatives de régulation des flux maritimes. Mais la gestion commune des problèmes implique une prise en compte des différences d'appréciation dans l'élaboration de coopérations entre ces régions dans ce domaine, comme dans le cas du terrorisme où l'on constate de part et d'autre de la Méditerranée en en Afrique Subsaharienne des définitions différentes.

RECOMMANDATIONS

- **L'UE a besoin de réinvestir ses relations avec le Maghreb et l'Afrique en raison d'enjeux communs. Les projets doivent être basés sur le co-développement, la coordination et doivent tenir compte des différents stades de développement des pays.**
- **L'Union européenne doit également favoriser l'intégration régionale maghrébine, pour soutenir le développement économique de la région, mais également lui assurer une certaine stabilité.**
- **L'UE doit enfin se souvenir que les défis auxquels fait face le Maghreb la concerne aussi. L'immigration et le terrorisme sont désormais des enjeux communs aux deux régions. L'UE doit en outre faire preuve d'une plus grande cohérence dans son agenda politique en rendant à ces enjeux leur dimension économique et sociale.**
- **Les défis climatique et environnemental pourraient causer de grandes sécheresses au Maghreb et en Afrique et consécutivement, accroître l'exode climatique en direction des pays de l'UE. L'Europe doit solliciter son expertise pour aider à former de jeunes africains aux technologies « vertes » afin de prévenir ces phénomènes potentiellement déstabilisateurs.**

PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

RÉNOVER LE PROJET EUROPÉEN

DANS UN MONDE EN CRISE, QUELLES RESPONSABILITÉS POUR LES EUROPÉENS ?

Dans le contexte d'une crise sans précédent qui change les rapports de force globaux, les intervenants proposent leur analyse des défis que l'Europe doit affronter et avancent des propositions pour la faire avancer.

Pour **Tommaso Padoa-Schioppa**, la crise a surpris l'Union dans un état semi-fini qui pouvait exister en temps normal, mais ne peut pas se le permettre en période de crise. On ne peut pas encore dire si l'Europe en sortira renforcée ou affaiblie. Actuellement, deux tendances luttent entre elles. L'une souhaite renforcer l'Europe; pendant le semestre de Présidence française des efforts ont été fournis en ce sens, mais ont souvent échoué car il n'y a pas eu d'instruments communs de réponse à la crise. Il y a aussi des forces de désagrégation. Le système bancaire est plus fragmenté et replié sur chaque nation qu'il ne l'était avant la crise. Les grandes industries frappées par la crise de façon très dure, comme l'automobile, n'ont pas été soutenues par une action européenne, mais par des moyens nationaux, qui l'ont fragmentée. Lors de la crise de l'acier, il y a trente ans, il y avait eu une réponse commune. Il est difficile de savoir laquelle de ces deux forces va prévaloir. Les réponses à la crise grecque sont plutôt encourageantes. Ce qui est certain c'est que cette Europe incomplète ne pourra rester en l'état: il y aura un progrès ou un retour en arrière. C'est le moment de se battre pour que l'Union européenne soit renforcée. Mais on constate une redécouverte des mérites du colbertisme national. La crise a pour effet de redéfinir la frontière entre l'action des pouvoirs publics et celle du secteur privé dans l'économie. Elle rend un rôle à l'action publique dans de grands projets tels qu'EADS. Mais cette voie ne s'avère constructive pour l'UE que s'il s'agit d'un colbertisme européen.



Débat animé par:
Guillaume Klossa
PRÉSIDENT D'EUROPANOVA,
FONDATEUR DES EGE

Avec:
Isabelle Durant
VICE-PRÉSIDENTE DU
PARLEMENT EUROPÉEN,
ANCIENNE VICE-PREMIÈRE
MINISTRE DE BELGIQUE

Marcel Grignard
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT DE LA CFDT

Tommaso Padoa-Schioppa
PRÉSIDENT DE NOTRE
EUROPE, ANCIEN MINISTRE
DE L'ÉCONOMIE ET DES
FINANCES D'ITALIE

Andreas Schwab
DÉPUTÉ EUROPÉEN POUR
L'ALLEMAGNE (CDU)

Ulrike Steinhorst
DIRECTEUR DE CABINET DE
LOUIS GALLOIS, PRÉSIDENT
D'EADS

Compte rendu rédigé par:
Katharina Robohm
NOTRE EUROPE

Les États se déclarent capables de résoudre des problèmes qui les dépassent et renforcent par ce discours la crise de la démocratie en Europe car ils lui refusent le pouvoir nécessaire à son action. Or le *demos* européen fonctionne selon un principe identique à la copropriété : les habitants ne se sont pas choisis et ne s'aiment pas forcément mais ils doivent résoudre ensemble des problèmes et pour cela organiser un *kratos*, un pouvoir commun, précisément parce qu'ils sont en désaccord, sinon hostiles les uns aux autres. Ce qui vaut pour une copropriété vaut pour l'Europe et pour toute collectivité humaine. Dire que pour former une union politique il faut s'aimer, c'est une idée complètement fautive : il faut avoir des problèmes communs et admettre que seule une forme d'union politique donc de pouvoir, permettra de les résoudre.

Un pouvoir européen devrait prendre le modèle de la copropriété. Toute unité est fondée sur trois éléments : les biens communs ; la capacité de prendre des

«*« Là où existe la règle de l'unanimité, il n'y a pas d'union »*

décisions pour les gérer – ce qui suppose l'application du principe majoritaire, et l'absence de veto ; les ressources permettant de mettre en œuvre les décisions prises. Pour ce qui concerne l'UE, les biens communs sont définis dans les traités, où figure clairement ce qui

lie le *demos*. La capacité de décider n'existe pas si l'on est incapable de prendre des décisions quand on est en désaccord. Autant dire que là où existe la règle de l'unanimité, il n'y a pas d'union. Le paradoxe de toute union est de savoir décider quand on est désuni et cela manque dans certains secteurs essentiels pour l'UE. Enfin, même lorsque cette capacité de décision existe, l'Europe n'ayant pas de budget sérieux, elle est dépourvue des ressources nécessaires à l'application des décisions prises. Il faut donc compléter l'Union, aussi bien pour ce qui concerne la capacité de décision que pour les ressources.

Concrètement, il faut être attentif à l'investissement économique et au social. On sortira difficilement de la crise en cherchant à renouer avec une croissance fondée sur la production et la vente de biens de consommation durables individuels. Pour la majorité des Européens, une consommation de biens de ce type consiste aujourd'hui en un renouvellement de leurs équipements qui consiste à remplacer une télévision qui peut encore servir par une neuve. Ce mode de consommation est fragile et relève du gaspillage. Il y a en revanche, un grand besoin d'investissements dans les nouvelles énergies et les infrastructures. Ils ne peuvent se faire sans une intervention accrue de la puissance publique, donc une sorte de colbertisme. Par ailleurs il faut renforcer la solidarité en Europe pour faire face aux conséquences sociales de ces restructurations que la crise a rendues nécessaires, par exemple sous forme d'un fonds de soutien social, ou d'un renforcement des fonds existants.

Insistant également sur l'importance du social, **Marcel Grignard** souligne que le rôle de tous les Européens convaincus comme le sont les syndicalistes est d'établir un lien entre les réalités sociales très hétérogènes qu'il faut s'efforcer de comprendre, et le sens d'une histoire commune. L'harmonisation

sociale européenne, c'est cela : il ne s'agit pas de se ressembler tous, mais de trouver l'intérêt commun qui donne du sens à la solidarité entre les pays dans une Europe qui a du mal à faire que son espace économique commun soit aussi un espace social commun.

Les syndicats et le patronat européens viennent de signer un accord sur l'inclusion par le travail des salariés les plus exclus. En cette année 2010 que l'Europe a décrétée « Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », les partenaires sociaux montrent qu'ils sont capables d'agir. Mais il est vrai que le syndicalisme en Europe partage le sort des institutions européennes et des États membres : le modèle qui a servi jusqu'à présent est à bout de souffle et il faut le réinventer. Le syndicalisme peine, comme les autres institutions, à penser un avenir qui ne soit pas le simple prolongement du passé, mais réponde aux nouveaux défis et redonne de l'espoir.

L'Europe doit retrouver ses valeurs fondamentales, qui ont été d'articuler, comme nulle part ailleurs dans le monde, l'économique et le social, afin que le social soit pris en compte dans la performance globale des entreprises. Ce qui vaut dans les entreprises doit valoir au sein des États et au niveau de l'UE. Si l'on veut réconcilier les gens avec l'idée que l'Europe peut construire l'avenir, il faut mettre un terme, par exemple, au fait qu'un employeur fasse du vagabondage d'un pays à l'autre parce qu'il y trouve un intérêt fiscal. De même, le travail n'a pas de sens quand son seul objectif est de distribuer des dividendes à des actionnaires financiers qui ignorent la vie dans l'entreprise. Comme énoncé dans une des propositions développées pendant les EGE 2010, il faut arrêter de créer des travailleurs pauvres car on ne saurait faire espérer en l'Europe si cette réalité persiste. Il y a là un élément important de la qualité de l'environnement social.

Isabelle Durant confirme que la Stratégie Europe 2020 dans l'état actuel n'est pas convaincante en ce qui concerne le traitement de la pauvreté des travailleurs. Ayant des conséquences éprouvantes sur la vie des gens qui estiment que l'Europe et leur propre pays ne répondent pas bien aux problèmes actuels, la crise économique favorise une montée de la démagogie et du populisme. Le populisme existe au Parlement européen et il ne se résume par seulement à des interventions telles que celle de Nigel Farage s'autorisant à invectiver M. Van Rompuy. On sent un repli frileux et un désenchantement. Il est paradoxal qu'au moment où le Parlement européen acquiert plus de pouvoirs, dont on espère qu'il se servira, des forces contraires jouent : la peur et la tentation de se recroqueviller à une échelle qui n'est pas pertinente pour répondre aux problèmes qui se posent.

Pour apporter des réponses satisfaisantes aux citoyens, on peut imaginer des grands projets industriels, dans les transports par exemple qui sont très structurants à divers titres. En termes de préservation de l'environnement bien sûr, mais aussi de développement régional. Les modes de vie des familles et les temps de travail ont changé et des décisions devront être prises quant

à l'évolution que nous voulons privilégier en matière de transports. Allons-nous construire de nouvelles lignes de chemins de fer? Voulons-nous une voiture électrique européenne, qui serait une solution partielle au besoin de transport en milieu urbain? Quels services publics de transport envisager en milieu rural, où l'on ferme les gares? Comment assurer la sécurité dans le secteur maritime, alors que le statut des marins conduit, entre autres abus, à des dégazages sauvages? Les transports sont au cœur de la vie des Européens et au croisement de tous les problèmes du temps. Il faut envisager la mobilité autrement. C'est un défi industriel, économique et écologique extraordinaire. Face à cette question éminemment politique il faudrait un « paquet transport » comme on a défini un « paquet énergie » plutôt qu'un traitement technique.

Il faut se mettre d'accord sur des technologies sensées plutôt que de soutenir celles qui ne le sont pas. On aurait tout intérêt à passer à la voiture partagée, à recourir au vélo ou au train. La question se pose de savoir si nous sommes prêts à admettre que la technologie doit servir à mettre au point les systèmes de facturation simple d'une mobilité partagée et non plus à fabriquer des véhicules qui servent les intérêts des constructeurs plutôt que la protection de l'environnement et la sécurité routière. Le même principe est valable pour l'industrie. Il faut une industrie européenne de grande qualité, dont EADS est un bon exemple, mais ce projet doit avoir du sens. Il nous faut donc construire l'industrie de demain, bonne pour les cinquante prochaines années, de manière à ce qu'elle réponde au changement climatique.

Ulrike Steinhorst souligne également le rôle des grands projets industriels, à condition qu'ils fassent sens. Le groupe EADS a souffert de la crise mais s'en est plutôt bien sorti sur le plan économique et financier. L'entreprise a été créée il y a exactement dix ans en raison de la volonté politique de réunir trois grands champions nationaux, l'Aérospatiale Matra, Tasa, et Casa l'espagnol. En dix ans, le résultat est extraordinaire : Ariane, Airbus, Eurocopter, la défense et la sécurité. EADS est très clairement une réussite. Le groupe a 120 000 salariés, essentiellement en France, Allemagne, Espagne et Grande-Bretagne. Il réalise 43 milliards d'euros de chiffre d'affaires et achète pour 30 milliards par an, essentiellement dans des pays européens. C'est une force énorme en Europe. Elle garantit la compétitivité d'un champion européen dans ce secteur et aussi l'existence d'un *level playing field* avec les Américains, donc à la fois compétitivité et sécurité. EADS est donc un grand facteur de stabilité.

Mais les États partenaires d'EADS, qui sont clients, actionnaires, ont tendance à se replier sur des problématiques nationales. Par exemple, dans les restructurations qui ont lieu actuellement, on ne recourt pas aux champions européens. Dans l'industrie navale, on n'a pas réussi à faire l'équivalent d'EADS. Évidemment, les caisses des États sont vides et ils réfléchissent avant de se lancer dans de grands programmes structurants à très long terme.

Pourtant, l'industrie est capitale pour la compétitivité européenne. Nous devons donc lui donner un cadre favorable. Les ateliers ont formulé des propositions très constructives, en appelant à une meilleure régulation et à une coopération européenne renforcée. Aucune mesure ne devrait être prise sans que l'on ait apprécié si elle favorise le renforcement de l'industrie européenne et le développement des PME, force d'innovation.

À la base, en comparant à la situation d'il y a vingt ans, il y a aujourd'hui une conscience très forte que l'échelle de l'Europe est la bonne pour affronter les changements économiques et sociaux ainsi que la marche rapide vers la mondialisation. En cette période actuelle de crise où l'on craint le repli sur soi, les industriels ont une double responsabilité : ils doivent créer la confiance en ces grands projets comme EADS et dans le progrès technologique, et faire que tous les citoyens soient parties prenantes. Pour conduire ensemble la mutation, un dialogue social de qualité est indispensable. Il ne faut pas se protéger, mais s'ouvrir à l'extérieur et rester curieux envers autrui. Il faut continuer à nourrir cette valeur européenne : la capacité de gérer cette diversité qui nous dérange et qui nous enrichit tout à la fois.

Faciliter les coopérations transfrontalières permet de traiter de problèmes très concrets qui se posent aux Européens, explique **Andreas Schwab**. Cela doit couvrir aussi, à ses yeux, la fiscalité. Lorsque l'on s'aperçoit qu'en traversant le Rhin, les règles qui s'appliquent à un collègue sont très différentes, cela ne donne pas vraiment un sentiment d'appartenance européen. Accroître la coopération transfrontalière, c'est se donner la possibilité de trouver des réponses concrètes aux problèmes, et celle de convaincre ensuite l'ensemble des Européens que ces mesures sont nécessaires.

Il y a quelques jours, M. Juncker, le président de l'Eurogroupe disait qu'on sous-estime ce que l'Europe a réussi à faire. Effectivement, on entend dire ici et là qu'elle est à bout de souffle. Mais regardons les statistiques de l'économie et la société européenne sur cinquante ans : les citoyens européens n'ont jamais été mieux protégés qu'aujourd'hui. Avec la crise financière, on a tendance à l'oublier. Mais il faut toujours commencer par rappeler que l'Europe et l'euro nous protègent plus que chaque État-membre n'aurait pu le faire et cela est la grande réussite du projet initié il y a 60 ans.

« Nous sous-estimons les réussites de l'Europe »

ACTIVITÉS

Plusieurs activités ont été proposées tout au long de la journée en plus des débats : simulation du Parlement européen, café littéraire, village européen, activités culturelles et sportives...



Activité pilotée par :
Le Mouvement Européen – France

Avec :

Paul Collowald, Pierre-Jean Verrando, Philippe Perchoc, Claire A. Poinignon, Cécile Boutelet, Jessica Chamba, Eric Maulin, Bernd Hatesuer, Alain Boos, Denis Badré, Laurent Hincker, René Vogel, Pascale Libert, Christian Philip, Ivaylo Ditchev, Florent Parmentier, Thomas Bouvier, Amélie Bon, Cynthia Fleury, François-Brice Hincker

LE CAFÉ LITTÉRAIRE

Le Café littéraire, au cours duquel plus de vingt intervenants ont pris la parole autour de 7 panels qui se sont succédé, a attiré plus de 300 participants.

Cette programmation de rendez-vous tout au long de la journée a alterné entre témoignages et présentations d'ouvrages européens. Une librairie a également offert la possibilité de découvrir les ouvrages présentés et de nombreux autres.

SIMULATION DU PARLEMENT EUROPÉEN

Une quarantaine de jeunes âgés de 15 à 23 ans ont participé à la simulation du Parlement européen.

Une Commission d'une dizaine de volontaires a préparé en amont de la session des constats et des propositions sur la formation et l'implication des jeunes citoyens dans la construction européenne. Cette proposition a été soumise à discussion lors de la simulation.

Le jour de la simulation, les participants se sont répartis en 12 commissions parlementaires présentes au Parlement européen et se sont vus attribuer une nationalité par tirage au sort.

Les participants ont débattu et proposé des amendements. La résolution, telle que modifiée par les amendements adoptés, a été soumise au vote de tous les jeunes participants puis présentée le soir même lors de la plénière de clôture des États Généraux de l'Europe.

RÉSOLUTION

Lors des élections du Parlement Européen en 2009, seuls 43 % des électeurs ont voté. 60 ans après la déclaration de Robert Schuman annonçant la création de la CECA, quelles mesures l'Union Européenne doit-elle prendre pour que les citoyens s'approprient leur citoyenneté européenne ?

L'Assemblée,

Constatant que la définition de la citoyenneté européenne, telle qu'elle est définie par les traités communautaires, est limitée au regard de la citoyenneté dans les États membres,

Constatant qu'elle définit davantage les droits que les devoirs du citoyen européen,

Relevant qu'il est difficile de s'informer sur la vie de l'Union Européenne dans les médias grand public,

Déplorant le désintérêt grandissant des citoyens pour l'Union Européenne dont le symptôme le plus alarmant est l'accroissement du taux d'abstention aux élections européennes depuis le 1^{er} scrutin en 1979,

Regrettant un manque de sensibilisation, d'éducation et de formation à la citoyenneté européenne, et ce dès le plus jeune âge et tout au long de la vie,

Notant avec regrets que le sentiment d'appartenance à l'Union Européenne n'est pas suffisamment partagé,

Constatant que le citoyen européen prend d'avantage conscience de son appartenance à l'Union Européenne en dépassant les frontières,

Déplorant le fait que peu d'Européens parlent d'autres langues européennes que la leur et que cela limite la communication entre eux,

Remarquant avec regret que les pères fondateurs de l'Europe ne sont pas suffisamment reconnus autant que les « héros nationaux »,

Condamnant l'utilisation des décisions européennes par les gouvernements des pays membres pour expliquer et se dédouaner des problèmes rencontrés dans leur pays ;

ÉDUCATION

Demande la création d'une nouvelle matière transversale qui concerne les affaires européennes à partir de l'école secondaire ;

Soutient une éducation civique et historique de l'Union Européenne dès l'école primaire, par l'intermédiaire d'un « Carnet du Citoyen Européen », qui permettrait :



Simulation
parlementaire organisée
par :

Le Parlement européen des Jeunes – France

Parrainée par :

Paul Collowald
JOURNALISTE, ANCIEN
DIRECTEUR DE
L'INFORMATION À LA
COMMISSION EUROPÉENNE,
PUIS AU PARLEMENT
EUROPÉEN

Présidée par :

Jonas Dreger

Membres de la
commission proposante :
Dan Beltzung, Caroline Chetrit, Alexandre Godon, Emmanuelle Grivel, Jeanne Mourre

Avec :

Marco Di Giusto
PRÉSIDENT DU PARLEMENT
EUROPÉEN DES JEUNES
Béatrice Angrand
SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE
L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND
POUR LA JEUNESSE (OFAJ)

- une meilleure compréhension de l'Union Européenne et de ses enjeux,
 - un plus grand intérêt des citoyens pour l'Union Européenne ;
- Encourage l'internationalisation des établissements scolaires, accessibles à tous par :
- la création de sections dans le plus grand nombre possible de langues européennes,
 - l'enseignement de matières en langue étrangère,
 - des échanges entre établissements européens, qu'ils soient entre des élèves ou des professeurs,
 - la titularisation de professeurs étrangers dans les cours de langue dès la maternelle ;
- Promouvoir des activités en binôme, favorisant la communication entre des étudiants de langues européennes différentes ;
- Encourage la mobilité des jeunes de tous milieux sociaux, en multipliant les possibilités d'échanges par le biais :
- de subventions et de bourses,
 - de la généralisation de bureaux d'aide au départ ;
- Recommande le développement et la diversification de centres de documentation européens ;

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Demande aux partis politiques de rendre publiques les listes des candidats aux élections européennes et de s'assurer de la diffusion de cette information dans un délai suffisant pour permettre aux citoyens européens de :

- prendre connaissance des programmes,
 - d'assister aux débats dont les dates auront été diffusées au préalable ;
- Propose une médiatisation plus importante des élections européennes, lors de la campagne officielle, en diffusant :
- des clips de campagne des partis européens,
 - des débats politiques européens publics ;
- Incite, lors des élections européennes, à la création de listes uniques par partis européens, composées dans le respect de la diversité géographique et du système juridique ;

MÉDIAS

Attire l'attention sur l'importance d'instaurer une rubrique d'information européenne au sein des différents médias et sur la nécessité de créer une chaîne généraliste européenne hertzienne ;

Félicite l'action associative européenne et insiste sur l'importance de son développement, notamment dans les zones les plus à l'écart des centres urbains ;

SYMBOLES

- Encourage les États membres à organiser des événements européens festifs et attrayants, pour favoriser l'échange et la découverte des différentes cultures européennes, tels que :
- la fête de l'Europe, le 9 mai,
 - des festivals culturels,
 - des rencontres sportives ;
- Propose la création d'une mascotte européenne ;
- Appelle à l'utilisation des symboles européens lors des compétitions sportives :
- la diffusion de l'hymne européen lors des compétitions présentant des concurrents des États membres,
 - le drapeau européen sur les maillots ;
- Invite à l'inscription d'un symbole commun à tous les États membres sur les cartes d'identité nationale.

LES ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES

Le public a également pu s'initier au slam ou à la gym suédoise, visiter des expositions ou encore visionner les films « Cooking History » et « La vie à 27 ». Basé sur le principe de la joute oratoire, le slam de poésie est un type d'expression populaire dans laquelle des poètes s'affrontent et reçoivent les notes d'un jury choisi au hasard parmi le public.

Les États Généraux de l'Europe ont proposé une initiation au slam ouvert à tous : des poètes de toutes générations y ont déclamé ainsi leur Europe. Plusieurs démonstrations de gym suédoise de 15 à 20 minutes ont été proposées. Cette discipline extrêmement populaire en Suède (plus de 500 000 membres), est arrivée il y a quelques années en France où elle rencontre le même succès. Les mouvements sont simples et accessibles à tous, indépendamment de l'âge ou de la condition physique. Ils se font en rythme et cette subtile alliance entre musique et exercice physique est source de joie, de bien-être et surtout de convivialité !

Les meilleures photos reçues dans le cadre du grand concours photos ouvert à tous de 14 à 30 ans et organisé dans le cadre des États Généraux étaient présentées le samedi 17 avril. Il en était de même pour les dessins récoltés dans le cadre du concours de dessin organisé auprès des collèges du Bas-Rhin par le Centre d'information des institutions européennes de Strasbourg (CIIE).



Activité pilotée par :
Le Mouvement Européen – France / Notre Europe

Avec :
Arte, Evropa film akt, le Centre d'information des institutions européennes de Strasbourg, la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, la Maison Robert Schuman, la CFDT, la Gym Suédoise

Enfin des expositions prêtées par le CIIE, la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, la Maison Robert Schuman ont présenté les 27 pays de l'Union, les Pères fondateurs, l'histoire de la construction européenne.

La CFDT, en lien avec son prochain congrès (début juin 2010 à Tours), a également inscrit dans les États Généraux son exposition artistique Régénération 2010 inspirée par la réunification européenne. Vingt ans après la chute du Mur de Berlin, cette exposition rassemble une dizaine de jeunes artistes d'Europe centrale et orientale. Ils ont entre 20 et 30 ans et touchent à différents modes d'expression (peinture, sculpture, photo, vidéo...). Ils représentent ces jeunes Européens de l'Est qui ont peu ou pas connu le système communiste, et qui se rencontrent au-delà de leur frontière nationale, souvent à Berlin (qui est devenue l'un des principaux foyers culturels européens), pour apporter, avec un regard neuf, leur contribution à la culture européenne d'aujourd'hui et de demain. En avant-première, trois de ces artistes étaient présents aux États généraux de l'Europe, pour créer à cette occasion une œuvre collective qui a ensuite fait partie de l'exposition. Il s'agit d'un Allemand, Moritz STUMM, d'un Polonais, Sebastian LIS, et d'un Roumain, Radu OREIAN. Les deux premiers ont été formés à l'Université des Arts de Berlin, le troisième à celle de Bucarest.



Activité pilotée par:
**Le Mouvement
Européen – France**

Avec:
**Tous les partenaires
associatifs ayant
collaboré à cette
édition des États
Généraux de l'Europe
cités en quatrième de
couverture**

Le VILLAGE européen

Le Village européen, visité par plus de 3 000 personnes tout au long de la journée, était composé d'une soixantaine de stands représentant structures associatives, think-tanks, médias, syndicats et entreprises.

Certains stands proposaient des animations pour les jeunes, notamment le jeu Euro-Culture. Une chasse au trésor a eu lieu durant toute la journée. Pour gagner des cadeaux, les participants devaient trouver les informations sur les stands du Village européen et dans les expositions qui étaient présentées.

UNE AVENTURE QUI SE POURSUIT

Les citoyens européens ont été invités à voter sur les propositions émises le 17 avril pour définir celles qui leur semblent les plus importantes, sur le stand des États Généraux de l'Europe du 7 au 9 mai 2010 sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris dans le cadre de la manifestation pilotée par la Maison de l'Europe de Paris. Deux conférences seront également organisées à l'automne dans le Bas-Rhin (à Haguenau et Sélestat) afin de présenter au public bas-rhinois les résultats des États Généraux de l'Europe et l'inviter à voter sur les propositions.

DÉCLARATION FRANCO-ALLEMANDE

DÉCLARATION COMMUNE DES PRÉSIDENTS DES GROUPES D'AMITIÉ PARLEMENTAIRES FRANCE-ALLEMAGNE

L'amitié entre l'Allemagne et la France scellée solennellement par le Général De Gaulle et le Chancelier Adenauer a permis à nos deux pays de dépasser à jamais l'antagonisme qui a si douloureusement marqué notre histoire et celle de l'Europe entière.

C'est la force de cette amitié dans le prolongement de la dynamique amorcée par les pères fondateurs de l'Europe qui a permis d'engager l'Europe sur le chemin de la paix et de l'union, attirant et rassemblant de plus en plus de peuples, qui de six, ont formé une Union à vingt-sept pays.

C'est la solidité de cette amitié qui, aux moments clés, a permis de forcer le destin et d'aller plus loin sur le chemin d'une Europe au service de la prospérité, de la solidarité et des droits des citoyens européens.

Pourtant, l'échec relatif sur le climat de Copenhague comme le débat très difficile sur l'aide à apporter à la Grèce sont l'illustration d'une Europe inaboutie, qui a du mal aussi bien à assumer un rôle à la dimension de son poids économique qu'à faire partager ses vues au monde. La crise financière a plutôt exacerbé les incompréhensions sinon les antagonismes au sein de l'Union européenne avec la tentation de chacun des États de se replier sur soi au nom d'intérêts particuliers au détriment d'une approche plus communautaire. La crise aura été à bien des égards une occasion manquée pour l'Europe, qui interpelle tout particulièrement la France et l'Allemagne en soulignant une fois de plus leur responsabilité particulière au sein de l'Europe.

C'est justement dans ces moments clés que les fondamentaux de la relation franco-allemande sont les plus utiles pour permettre à nos deux pays de dépasser leurs intérêts immédiats afin de retrouver une vision partagée de l'avenir. La vitalité de l'Europe en dépend et cela doit nous rappeler la mission historique de l'amitié franco-allemande d'être le moteur de l'Union européenne.

Seule une vision partagée de l'avenir par la France et l'Allemagne permettra de faire progresser l'Europe qui ne peut s'accommoder d'être un simple marché pour le reste du monde. Pour cela, il faut encore renforcer la compréhension mutuelle pour éviter que les bonnes intentions exprimées dans l'agenda 2020 ne perdent leur crédibilité quand le débat sur la sortie de crise, sur l'invention de nouveaux modes de croissance durable et la gestion budgétaire atteignent une telle violence et suscitent autant d'incompréhension.

Dans un tel contexte de doute, l'Allemagne et la France sont à nouveau en première ligne pour redonner du sens et un cap à une Union qui piétine. Nous en appelons à nos deux peuples si proches et à leurs responsables pour dessiner ensemble une vision partagée de notre avenir commun. « L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble, elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait » constatait déjà Robert Schuman le 9 mai 1950 dans sa fameuse déclaration inspirée par Jean Monnet qu'il a prononcée dans le salon de l'Horloge du Quai d'Orsay, l'acte fondateur de ce qui est devenu l'Union européenne.

Parce qu'au sein de cette Union européenne à vingt-sept, il est illusoire de croire que les problèmes qui se posent à notre communauté puissent ou doivent être abordés et traités en même temps et de la même manière pour tous les membres de l'Union, il est de notre responsabilité de rechercher les intérêts communs qui peuvent fédérer ceux qui veulent d'une Europe plus unie et plus forte pour nous confronter à un monde multipolaire et qui affirmeront mieux sa volonté de tourner le dos à l'impuissance européenne.

Les sujets ne manquent pas dans cette période de profondes mutations qui préfigurent un XXI^e siècle de tous les dangers : climat, énergie, sécurité et croissance, défis démographique, sanitaire et alimentaire...

Retrouvons le dynamisme de la volonté politique pour faire avancer l'Europe.

Rassemblons autour de cette volonté tous ceux qui partagent notre vision d'avenir. Remettons le moteur franco-allemand au service de nos peuples, au service d'une Europe qui avance à nouveau, pour affirmer nos valeurs comme nos exigences dans un monde globalisé.

Mettons ainsi le moteur franco-allemand au cœur d'une nouvelle dynamique ouverte à tous et qui fais prévaloir l'intérêt général européen au plus grand bénéfice de tous les citoyens de l'Union !

*Par Yves Bur, Député français président du groupe d'amitié franco-allemande à l'Assemblée nationale et Andreas Schockenhoff, Député allemand et président du même groupe au Bundestag.
Déclaration lue par Yves Bur et Andreas Schwab le 17 avril à Strasbourg.*

COLLECTIF EUROPANOVA

Créé en 2003, EuropaNova est un collectif de citoyens qui s'est donné pour mission de promouvoir une Europe politique, puissante et généreuse, en mobilisant les nouvelles générations. Dirigée par de jeunes actifs, elle entend stimuler le débat public sur l'Europe, informer les citoyens sur la construction européenne et mobiliser le public le plus large via des actions originales et pédagogiques pour promouvoir l'intérêt général européen.
www.europanova.eu



Mouvement Européen France

Un mouvement pluraliste et démocratique pour défendre la cause européenne. Le Mouvement Européen – France est une association qui regroupe, au-delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent contribuer à la réalisation d'une Union politique à caractère fédéral. Sa vocation est de développer dans le peuple français la prise de conscience de l'Europe.
www.mouvement-europeen.eu



Notre Europe est un laboratoire de pensée indépendant dédié à l'unité européenne. Sous l'impulsion de Jacques Delors, qui fonda Notre Europe en 1996, l'association à l'ambition de « penser l'unité de l'Europe ». Elle souhaite contribuer aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action en vue d'une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle a également comme objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.
www.notre-europe.eu

**LES TROISIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE ONT ÉTÉ CO-ORGANISÉS PAR EUROPA NOVA,
LE MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE ET NOTRE EUROPE****LA TROISIÈME ÉDITION DES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE A ÉTÉ PILOTÉE PAR :**

Sylvie Goulard, Guillaume Klossa, Gaëtane Ricard-Nihoul.

ET ORGANISÉE PAR :

Aymeric Bourdin, Nadège Chambon, Pauline Gessant.

AVEC L'AIDE PRÉCIEUSE DE :

Stéphanie Baz, Jean-Pierre Bobichon, Sara Cashman, Matthieu Facques, Nicole Fège, Rachel Flavigné, Cynthia Fleury, Ute Guder, Thomas Houdaille, Anna Hodor, Jennifer Hoff, Bénédicte Martin, Katharina Robohm, Dominika Rutkowska, Charles Secret-Mauduit, Alessia Smaniotto, Lorine Toumia, Christelle Vasseur, Vanina Vedel.

NOUS REMERCIONS :**LES MEMBRES DU COMITÉ DE PILOTAGE QUI NOUS ONT ÉPAULÉS PENDANT PLUS DE SIX MOIS**

Béatrice Demenet (ARTE), Mariano Fandos (CFDT), Thomas Platt et Victor Ferry (Confrontations Europe), François d'Harcourt (EADS), Jean-Marc Barki (MEDEF).

NOS SPONSORS ET PARRAINS

Arte, EADS, CFDT, Confrontations Europe, MEDEF, Conseil général du Bas-Rhin, Comité économique et social européen, La Maison de Robert Schuman et le Département de la Moselle, Fondation Charles Léopold Mayer, Fondation Entente Franco-Allemande, Fondation Hippocrène, Fondation Jean Monnet pour l'Europe-Lausanne, MACIF, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Programme « L'Europe pour les citoyens », DG Éducation et culture — Commission européenne, Région Alsace, Ville de Strasbourg, Ambassade d'Allemagne à Paris, Représentation en France de la Commission européenne, Bureau d'Information pour la France du Parlement européen.

AINSI QUE TOUS LES ORGANISMES PARTENAIRES

Voir en 4^e de couverture.

VORWORT DER ORGANISATOR/INNEN

EUROPA ERLEBT HEUTE EINEN SCHLÜSSELMOMENT SEINER GESCHICHTE. DIE WELT IST ZUM SCHAUPLATZ DAUERHAFTER VERÄNDERUNGEN GEWORDEN. ZU DEN STÄNDIG WACHSENDEN HERAUSFORDERUNGEN IN DEN BEREICHEN UMWELT, ERNÄHRUNG UND BEVÖLKERUNGSWACHSTUM KOMMT EINE WIRTSCHAFTLICHE UND FINANZIELLE KRISE IN BISLANG UNGEKANNTEM AUSMASS. HIER STEHT NICHT MEHR UND NICHT WENIGER AUF DEM SPIEL ALS UNSERE GLOBALE HANDLUNGSFÄHIGKEIT. ALS EUROPÄER/INNEN UND EUROPÄER STEHEN WIR IN DER VERANTWORTUNG, ÜBER EINE GEMEINSAME ZUKUNFT NACHZUDENKEN.

Wie gehen wir mit dem Erbe unserer Gründerväter Schuman, Monnet, Adenauer, De Gasperi und Spaak um? Wollen wir Handelnde für eine „bessere Welt“ sein, wie Jean Monnet es formulierte?

Das Ziel des Europa-Forums, einem wichtigen Zusammentreffen der europäischen Zivilgesellschaft, ist es, dafür zu sorgen, dass Lösungen für die bestehenden Probleme entwickelt und umgesetzt werden. Über einen gemeinsamen Tag mit vielerlei Diskussionen hinaus geht es vor allem um das Entstehen einer kollektiven Dynamik. Aus der inhaltlichen und organisatorischen Vorbereitungsarbeit eines ganzen Jahres soll der Anstoß zu einer Bewegung der Bürgerinnen und Bürger hervorgehen. Aus diesem Prozess soll eine geistige Haltung erwachsen, die vom Willen geprägt ist, im gemeinsamen Interesse der Europäerinnen und Europäer zu handeln.

Nach Lille 2007 und Lyon 2008 empfing Straßburg die dritte Ausgabe des Europa-Forums. Die Wahl fiel auf diese Grenzstadt einerseits Deutschland zu Ehren, andererseits um mit Europäerinnen und Europäern von beiden Seiten des Rheins den 60-jährigen Jahrestag der Erklärung vom 9. Mai 1950 zu feiern, die von Robert Schuman verkündet, von Jean Monnet inspiriert und in enger Zusammenarbeit mit Konrad Adenauer vorbereitet wurde.

Die Anwesenheit des Präsidenten der EU-Kommission, José Manuel Barroso, ist für uns ein wichtiges Signal. Es zeigt, dass das Europa-Forum und eine aktive Zivilgesellschaft für die europäischen Institutionen von Bedeutung sind. Über hundert Rednerinnen und Redner trafen mit einem Publikum von 3.000 Menschen zusammen. In zwei Plenumsitzungen und 18 Workshops diskutierten Menschen aller Altersgruppen mit ganz verschiedenen Hintergründen aus unterschiedlichsten Blickwinkeln miteinander.

Der Tag diente ebenfalls vielerlei Begegnungen rund um das Europa-Dorf, das Literatur-Café, Ausstellungen, Filmvorführungen und zahlreiche Veranstaltungen, die allen offen standen: eine Simulation des Europäischen Parlaments für Jugendliche, ein Slam Wettbewerb und andere Spiele – schließlich soll Europa konkret gelebt werden.

Ohne den Einsatz von über 100 lokalen, nationalen und europäischen Organisationen und Institutionen ebenso wie den Beitrag unserer Partnerorganisationen, die diesen Tag mit Leben erfüllt haben, hätte all dies nicht so erfolgreich stattfinden können. An dieser Stelle danken wir daher ganz besonders ARTE, EADS, der CFDT, Confrontations Europe, dem MEDEF, all unseren Sponsoren (dem Generalrat Niederrhein, dem Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschuss, der Maison Robert

Schuman und dem Département Mosel, der Stiftung Charles Léopold Mayer, der Stiftung Entente Franco-Allemande, der Hippocrène-Stiftung Jean Monnet pour l'Europe, MACIF, dem Ministerium für Außen- und Europapolitik, dem Programm „Ein Europa für die Bürger“, der Generaldirektion Bildung und Kultur der Europäischen Kommission, der Region Elsass, der Stadt Straßburg) ebenso wie der deutschen Botschaft in Paris und der Vertretung der Europäischen Kommission und des Europäischen Parlaments in Frankreich, die uns ihre Schirmherrschaft gewährten.

Die europäische Demokratie braucht engagierte politische Verantwortliche ebenso wie aktive Bürgerinnen und Bürger. Das Europa-Forum hat ehrgeizige Schlussfolgerungen verabschiedet, die Grundlage weiterführender Arbeit und Einflussnahme sein sollen. Insbesondere 18 Schlussfolgerungen werden dem Kommissionspräsidenten Barroso vorgelegt, der sich öffentlich verpflichtet hat, sie zu prüfen und einige davon umzusetzen, sofern sie sich in seinem Zuständigkeitsbereich befinden. Andere wiederum sind es wert, als Bürgerinitiativen weiterverfolgt zu werden.

Nicht zuletzt wünschen wir dem Europa-Forum, dass es sich auch zukünftigen Herausforderungen stellt. Möge diese Begegnung zunehmend europäischer werden, alle Generationen versammeln und wirklichen Einfluss auf die sich immer anspruchsvoller gestaltende öffentliche Debatte nehmen – zum gemeinsamen Nutzen aller Europäerinnen und Europäer.

Guillaume Klossa
Vorsitzender von
EUROPANOVA

Sylvie Goulard
Ehemalige Vorsitzende der
EUROPÄISCHEN BEWEGUNG
FRANKREICH (bis Juni 2010)

Gaëtane Ricard-Nihoul
Generalsekretärin von
NOTRE EUROPE

Die Schumann-Erklärung wurde am 9. Mai 1950 vom französischen Außenminister Robert Schuman der Öffentlichkeit vorgestellt. Sie wurde von Jean Monnet, dem Kabinettschef Schumans verfasst und entstand in enger Zusammenarbeit mit Konrad Adenauer. Sie wird als Gründungsdokument der Europäischen Union betrachtet. Das dritte Europa-Forum feierte ihren 60. Geburtstag.

SCHUMANN-ERKLÄRUNG

VOM 9. MAI 1950

Der Friede der Welt kann nicht gewahrt werden ohne schöpferische Anstrengungen, die der Größe der Bedrohung entsprechen.

Der Beitrag, den ein organisiertes und lebendiges Europa für die Zivilisation leisten kann, ist unerlässlich für die Aufrechterhaltung friedlicher Beziehungen. Frankreich, das sich seit mehr als zwanzig Jahren zum Vorkämpfer eines Vereinten Europas macht, hat immer als wesentliches Ziel gehabt, dem Frieden zu dienen. Europa ist nicht zustande gekommen, wir haben den Krieg gehabt.

Europa lässt sich nicht mit einem Schlage herstellen und auch nicht durch eine einfache Zusammenfassung: Es wird durch konkrete Tatsachen entstehen, die zunächst eine Solidarität der Tat schaffen. Die Vereinigung der europäischen Nationen erfordert, dass der Jahrhunderte alte Gegensatz zwischen Frankreich und Deutschland ausgelöscht wird. Das begonnene Werk muss in erster Linie Deutschland und Frankreich erfassen.

Zu diesem Zweck schlägt die französische Regierung vor, in einem begrenzten, doch entscheidenden Punkt sofort zur Tat zu schreiten.

Die französische Regierung schlägt vor, die Gesamtheit der französisch-deutschen Kohle- und Stahlproduktion einer gemeinsamen Hohen Behörde zu unterstellen, in einer Organisation, die den anderen europäischen Ländern zum Beitritt offensteht.

Die Zusammenlegung der Kohle- und Stahlproduktion wird sofort die Schaffung gemeinsamer Grundlagen für die wirtschaftliche Entwicklung sichern – die erste Etappe

der europäischen Föderation – und die Bestimmung jener Gebiete ändern, die lange Zeit der Herstellung von Waffen gewidmet waren, deren sicherste Opfer sie gewesen sind.

Die Solidarität der Produktion, die so geschaffen wird, wird bekunden, dass jeder Krieg zwischen Frankreich und Deutschland nicht nur undenkbar, sondern materiell unmöglich ist. Die Schaffung dieser mächtigen Produktionsgemeinschaft, die allen Ländern offensteht, die daran teilnehmen wollen, mit dem Zweck, allen Ländern, die sie umfasst, die notwendigen Grundstoffe für ihre industrielle Produktion zu gleichen Bedingungen zu liefern, wird die realen Fundamente zu ihrer wirtschaftlichen Vereinigung legen.

Diese Produktion wird der gesamten Welt ohne Unterschied und Ausnahme zur Verfügung gestellt werden, um zur Hebung des Lebensstandards und zur Förderung der Werke des Friedens beizutragen. Europa wird dann mit vermehrten Mitteln die Verwirklichung einer seiner wesentlichsten Aufgaben verfolgen können: die Entwicklung des afrikanischen Erdteils.

So wird einfach und rasch die Zusammenfassung der Interessen verwirklicht, die für die Schaffung einer Wirtschaftsgemeinschaft unerlässlich ist und das Ferment einer weiteren und tieferen Gemeinschaft der Länder einschließt, die lange Zeit durch blutige Fehden getrennt waren.

Durch die Zusammenlegung der Grundindustrien und die Errichtung einer neuen Hohen Behörde, deren Entscheidungen für Frankreich, Deutschland und die anderen teilnehmenden Länder bindend sein werden, wird dieser Vorschlag den ersten Grundstein einer europäischen Föderation bilden, die zur Bewahrung des Friedens unerlässlich ist.

Um die Verwirklichung der so umrissenen Ziele zu betreiben, ist die französische Regierung bereit, Verhandlungen auf den folgenden Grundlagen aufzunehmen.

Die der gemeinsamen Hohen Behörde übertragene Aufgabe wird sein, in kürzester Frist sicherzustellen: die Modernisierung der Produktion und die Verbesserung der Qualität, die Lieferung von Stahl und Kohle auf dem französischen und deutschen Markt sowie auf dem aller beteiligten Länder zu den gleichen Bedingungen, die Entwicklung der gemeinsamen Ausfuhr nach den anderen Ländern, den Ausgleich im Fortschritt der Lebensbedingungen der Arbeiterschaft dieser Industrien.

Um diese Ziele zu erreichen, müssen in Anbetracht der sehr verschiedenen Produktionsbedingungen, in denen sich die beteiligten Länder tatsächlich befinden, vorübergehend gewisse Vorkehrungen getroffen werden, und zwar: die Anwendung eines Produktions- und Investitionsplanes, die Einrichtung von Preisausgleichsmechanismen und die Bildung eines Konvertierbarkeits-Fonds, der die Rationalisierung der Produktion erleichtert. Die Ein- und Ausfuhr von Kohle und Stahl zwischen den Teilnehmerländern wird sofort von aller Zollpflicht befreit und darf nicht nach verschiedenen Frachttarifen behandelt werden. Nach und nach werden sich so die Bedingungen herausbilden, die dann von selbst die rationellste Verteilung der Produktion auf dem höchsten Leistungsniveau gewährleisten.

Im Gegensatz zu einem internationalen Kartell, das nach einer Aufteilung und Ausbeutung der nationalen Märkte durch einschränkende Praktiken und die Aufrechterhaltung hoher Profite strebt, wird die geplante Organisation die Verschmelzung der Märkte und die Ausdehnung der Produktion gewährleisten.

Die Grundsätze und wesentlichen Vertragspunkte, die hiermit umrissen sind, sollen Gegenstand eines Vertrages werden, der von den Staaten unterzeichnet und durch die Parlamente ratifiziert wird. Die Verhandlungen, die zur Ausarbeitung der Ausführungsbestimmungen unerlässlich sind, werden mit Hilfe eines Schiedsrichters geführt werden, der durch ein gemeinsames Abkommen ernannt wird. Dieser Schiedsrichter wird darüber zu wachen haben, dass die Abkommen den Grundsätzen entsprechen, und hat im Falle eines unausgleichbaren Gegensatzes die endgültige Lösung zu bestimmen, die dann angenommen werden wird.

Die gemeinsame Hohe Behörde, die mit der Funktion der ganzen Verwaltung betraut ist, wird sich aus unabhängigen Persönlichkeiten zusammensetzen, die auf paritätischer Grundlage von den Regierungen ernannt werden. Durch ein gemeinsames Abkommen wird von den Regierungen ein Präsident gewählt, dessen Entscheidungen in Frankreich, in Deutschland und den anderen Teilnehmerländern bindend sind. Geeignete Vorkehrungen werden Einspruchsmöglichkeiten gegen die Entscheidungen der Hohen Behörde gewährleisten.

Ein Vertreter der Vereinten Nationen bei dieser Behörde wird damit beauftragt, zweimal jährlich einen öffentlichen Bericht an die Organisation der Vereinten Nationen zu erstatten, der über die Tätigkeit des neuen Organismus, besonders was die Wahrung seiner friedlichen Ziele betrifft, Rechenschaft gibt. Die Einrichtung einer Hohen Behörde präjudiziert in keiner Weise die Frage des Eigentums an den Betrieben. In Erfüllung ihrer Aufgabe wird die gemeinsame Hohe Behörde die Vollmachten berücksichtigen, die der Internationalen Ruhrbehörde übertragen sind, ebenso wie die Verpflichtungen jeder Art, die Deutschland auferlegt sind, so lange diese bestehen.

INHALTSÜBERSICHT

BEGRÜßUNG

Roland Ries Bürgermeister von Straßburg • **Pierre Bertrand** Stellvertretender Vorsitzender des Generalrates Niederrhein • **André Reichardt** Erster stellvertretender Vorsitzender des Regionalrates Elsass.

- 85 Schumann-Erklärung vom 9. Mai 1950

ERÖFFNUNGSPLENUM

KEINE ZUKUNFT OHNE ERINNERUNG: WELCHES VERMÄCHTNIS HABEN UNS DIE GRÜNDERVÄTER HINTERLASSEN?

- 90 Diskussionsleitung: **Sylvie Goulard** Europaabgeordnete, ehemalige Vorsitzende der Europäischen Bewegung Frankreich, Mitbegründerin des Europa-Forums. Mit **Paul Collovald** ehemaliger Direktor für Information der Europäischen Kommission und des Europäischen Parlaments, Journalist • **Lukas Macek** Direktor des Studienzyklus Mittel- und Osteuropa an der Hochschule für Politikwissenschaften (IEP) in Dijon • **Mario Sepi** Präsident des Europäischen Wirtschafts- und Sozialausschusses • **Catherine Trautmann** Europaabgeordnete.

93 ANSPRACHEN

Pierre Lellouche Staatssekretär für Europaangelegenheiten • **José Manuel Barroso** Präsident der Europäischen Kommission

WORKSHOPS I unsere WIRTSCHAFTLICHE UND SOZIALE VERANTWORTUNG

- 101 EINE GERECHTERE UNION
104 BESCHÄFTIGUNG, ARMUT, SOZIALE AUSGRENZUNG
108 DIE ZUKUNFT DER ÖFFENTLICHEN DASEINSVORSORGE
111 EUROPA, SOZIALE SICHERUNG UND DIE BÜRGER/INNEN

WORKSHOPS II unsere VERANTWORTUNG FÜR NACHHALTIGE GEMEINSCHAFTSPOLITIKEN

- 115 GEMEINSAME AGRARPOLITIK
118 GEMEINSAME INDUSTRIEPOLITIK
122 STEUERUNG UND NEUREGULIERUNG DER FINANZMÄRKTE
127 EUROPA UND DIE ENERGIE

WORKSHOPS III unsere VERANTWORTUNG FÜR BILDUNG UND KULTUR

- 130 EUROPÄISCHE KULTUREN UND WERTE
132 BILDUNG MIT EUROPABEZUG FÜR ALLE
135 EUROPA IN DEN MEDIEN

WORKSHOPS IV unsere DEMOKRATISCHE VERANTWORTUNG

- 139 BÜRGERINNEN UND BÜRGER EUROPAS, BETEILIGT EUCH!
142 DER VERTRAG VON LISSABON UND DANACH
145 DIE UNION KENNT KEINE GRENZEN
148 DIE TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

WORKSHOPS V unsere VERANTWORTUNG IN DER WELT

- 151 HIN ZU EINER EUROPÄISCHEN ARMEE?
154 DIE EUROPÄISCHE UNION UND IHRE NACHBARN
157 EUROPA, DER MAGHREB UND AFRIKA

ABSCHLUSSPLENUM

Das europäische Projekt erneuern – WELCHE VERANTWORTUNG HABEN DIE EUROPÄER/INNEN IN EINER WELT IN KRISE?

Diskussionsleitung **Guillaume Klossa** Vorsitzender von EuropaNova und Begründer des Europa-Forums. Mit **Isabelle Durant** Stellvertretende Vorsitzende des Europäischen Parlaments, ehemalige stellvertretende Ministerpräsidentin Belgiens • **Marcel Grignard** Stellvertretender Generalsekretär der Gewerkschaft CFDT • **Tommaso Padoa-Schioppa** Vorsitzender von Notre Europe, ehemaliger italienischer Minister für Wirtschaft und Finanzen • **Andreas Schwab** Europaabgeordneter • **Ulrike Steinhorst** Büroleiterin von Louis Gallois, dem Vorsitzenden des Luft- und Raumfahrtkonzerns EADS.

166 AKTIVITÄTEN

LITERATUR-CAFÉ, SIMULATION DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTES, KULTURELLE UND SPORTLICHE VERANSTALTUNGEN, EUROPA-DORF

172 DEUTSCH-FRANZÖSISCHE ERKLÄRUNG

Der Vorsitzenden der deutsch-französischen Parlamentariergruppe der Nationalversammlung und des Bundestages, **Yves Bur** und **Andreas Schockenhoff**, verlesen von Yves Bur und Andreas Schwab am 17. April 2010.

175 VORSTELLUNG DER ORGANISATOREN UND DANKSAGUNG

ERÖFFNUNGSPLENUM

KEINE ZUKUNFT
OHNE ERINNERUNGWELCHES VERMÄCHTNIS HABEN UNS
DIE GRÜNDERVÄTER HINTERLASSEN?

Diskussionsleitung:

Sylvie GoulardEUROPAABGEORDNETE,
EHMALIGE VORSITZENDE
DER EUROPÄISCHEN
BEWEGUNG FRANKREICH,
MITBEGRÜNDERIN DES
EUROPA-FORUMS

Mit:

Paul CollowaldEHMALIGER DIREKTOR
FÜR INFORMATION DER
EUROPÄISCHEN KOMMISSION
UND DES EUROPÄISCHEN
PARLAMENTS, JOURNALIST**Lukas Macek**DIREKTOR DES
STUDIENZYKLUS
MITTEL- UND OSTEUROPA
AN DER HOCHSCHULE FÜR
POLITIKWISSENSCHAFTEN
(IEP) IN DIJON**Mario Sepi**PRÄSIDENT DES
EUROPÄISCHEN
WIRTSCHAFTS- UND
SOZIALAUSSCHUSSES
CATHERINE TRAUTMANN**Catherine Trautmann**
EUROPAABGEORDNETE

Zusammenfassung:

Bénédicte MartinMOUVEMENT EUROPÉEN –
FRANCE

Paul Collowald verliest zur Eröffnung der Plenumssitzung die Schuman-Erklärung und formuliert den Wunsch, dass ihre politische Vision und ihr politischer Wille die Debatten des Europa-Forums inspirieren mögen. Er ruft noch einmal die revolutionäre Tragweite dieses Textes in Erinnerung, der nur kurz nach dem Zweiten Weltkrieg – zum großen Erstaunen von Konrad Adenauer – die Gleichberechtigung zwischen Siegern und Besiegten vorschlug. Journalisten berichteten, der Text von Robert Schuman habe wie eine Bombe eingeschlagen. Auch wenn es uns heute vielleicht nicht mehr bewusst ist, bedeutete dies für Frankreich und das damals noch in Besatzungszonen aufgeteilte Deutschland, eine Gemeinschaft zu bilden.

Sylvie Goulard begrüßt die moderne Tragweite der Schuman-Erklärung und fragt den Tschechen Lukas Macek, Direktor der politikwissenschaftlichen Hochschule „Sciences Po“ in Dijon, wie er das Vermächtnis der Gründerväter heute wahrnimmt.

Lukas Macek unterstreicht den politischen Charakter der europäischen Einigung der 1950er Jahre, die viel zu häufig nur als technisch und intergovernmental wahrgenommen wird. Die Gründerväter waren jedoch vom Volk gewählt und zeigten, dass sie sowohl großen politischen Mut als auch eine Vision von der Zukunft besaßen. Ihr Ziel war nicht das ursprüngliche Europa der Sechs, sondern das *große* Europa – das heute aus 27 Mitgliedstaaten besteht – um Deutschland nicht nur mit Frankreich, sondern mit allen seinen Nachbarstaaten zu versöhnen. Die Schuman-Erklärung zeigt ebenfalls, dass die Gründerväter sich nicht in Konkurrenz zu den Vereinigten Staaten von Amerika sahen. Jean Monnet war, im Gegenteil, Befürworter einer Schicksals- und Wertegemeinschaft zwischen beiden Seiten des Atlantiks. Macek macht daran deutlich, wie unsinnig es ist, wenn von Pro-Europäern aus dem Osten heute verlangt wird, sich

zwischen ihrem Zugehörigkeitsgefühl zu Europa und ihrer Hinwendung zum Atlantik zu entscheiden. Heute, wo die jungen Generationen in Europa den Krieg nicht mehr kennen, ist es für den Leiter von Sciences-Po Dijon wichtig, der europäischen Einigung neue Legitimitätsquellen zu verleihen, denn die Sicherung des Friedens auf dem Kontinent ist zu etwas Abstraktem geworden. Von nun an ist es wichtig, Europa zu politisieren, was nicht mit der „Demokratisierung“ der Europäischen Union verwechselt werden sollte. Die EU ist demokratisch, aber „apolitisch“, eine unvollendete Demokratie. Die Grundlage von Demokratie besteht im Vorhandensein politischer Alternativen, zwischen denen die BürgerInnen entscheiden müssen. Wenn die Politisierung fehlt, führt das zu einer mangelnden Identifikation mit den Institutionen und mangelndem Interesse seitens der BürgerInnen. Dies bedeutet aber nicht, dass es an Verständnis für die Funktionsweise der europäischen Institutionen fehlt.

Das Fehlen dieser Politisierung wurde beispielsweise daran deutlich, dass es keine GegenkandidatIn der Linken zu Barroso gab, als es um seine zweite Amtszeit als Kommissionspräsident ging.

„Fehlende Politisierung führt zu Desinteresse seitens der BürgerInnen“

Catherine Trautmann macht darauf aufmerksam, dass wir der europäischen Einigung neue Rechte verdanken und es wichtig ist, deren Fortbestand zu sichern. Das Vorhaben der Gründerväter geht ihrer Ansicht nach viel weiter als die einfache Aussöhnung Frankreichs und Deutschlands. Ausgangspunkt war ein moralisches und menschliches Drama: die „Endlösung“. Seitdem geht es nicht nur darum, den Frieden sicherzustellen, sondern zu verhindern, dass so etwas noch einmal geschieht. Dieses Bestreben geht bei den Gründervätern mit dem Ziel einher, das europäische Projekt auf einen weiten Raum auszuweiten, der nach föderalen Prinzipien funktioniert. Es soll den Menschen die Möglichkeit geben, gemeinsam Geschichte zu machen und sich dem staatsbürgerlichen Raum zugehörig zu fühlen, den das soziale Europa darstellt.

Trautmann geht auch auf die Vorwürfe ein, mit denen sich die EU konfrontiert sieht. Allen voran seine Ineffizienz: Im Wirtschaftsraum Europa ist es möglich, sich freizubewegen und zu arbeiten, aber es fehlt ihm eine europäische Wirtschaftsregierung. Darüber hinaus wird der EU vorgeworfen, auf internationaler Ebene keinen ausreichenden Schutz zu bieten. Aus diesem Grund hat das Europäische Parlament sich der Frage des Aufbaus des Europäischen Auswärtigen Dienstes angenommen. Nicht zuletzt wird der EU vorgeworfen, nicht demokratisch genug zu sein. Die Kluft zwischen der Bedeutung des europäischen Projekts und seinen Verwirklichungen weitet sich und führt zu immer größerer Stimmenthaltung. Der Vertrag von Lissabon gibt neue Antworten auf dieses Problem, indem er das Prinzip der Mitentscheidung festigt und so das Europäische Parlament in immer mehr Entscheidungen einbindet.

„Die europäische Einigung ist ein Gleichgewicht zwischen Hoffnung und Notwendigkeit“

Für die Europaabgeordnete kann nur eine echte Notwendigkeit weitere Souveränitätstransfers an die EU rechtfertigen. Gleichzeitig darf die EU ihren BürgerInnen keine Entscheidungen aufzwingen. Die Entscheidungen des Europäischen Parlaments müssen politisiert, Kompromisse prinzipiell ermöglicht, politische Programme und Alternativen angeboten werden. Darüber hinaus müssen die BürgerInnen die Möglichkeit erhalten, von den Verantwortlichen der europäischen Politik Rechenschaft zu verlangen. Europa ist im Grunde Folgendes: ein Gleichgewicht zwischen ehrgeizigen Zielen, politischer Willenskraft und Hoffnung – auf der einen Seite – und konkreten Notwendigkeiten – auf der anderen Seite. Gleichzeitig birgt es auch das Versprechen, individuell zu höherem Wohlstand zu gelangen und gemeinsam ein großes Werk zum Erfolg zu bringen.

Mario Sepi begrüßt die ehrgeizigen Ziele des Europa-Forums und ruft in Erinnerung, dass es sich dabei in der Geschichte des Kontinents um den Beginn eines demokratischen Prozesses handelt, bei dem die Zivilgesellschaft in die Sphäre der Politik eindringt. Die öffentliche Meinung hat heutzutage das Bedürfnis, von den europäischen Institutionen demokratisch vertreten zu werden. Der Impuls einer neuen Schuman-Erklärung wäre nötig, die sich nicht nur an die Vernunft, sondern auch an die Herzen der EuropäerInnen richtet und der Zivilgesellschaft die Mittelgäbe, am europäischen Aufbauwerk und seinen gesetzgeberischen Entscheidungen teilzuhaben. Bei der aktuellen, intergouvernementalen Politik prallen hingegen nationale Egoismen aufeinander und die Institutionen können sich nicht weiterentwickeln. Der Lissabon-Vertrag unterstreicht die Bedeutung partizipativer Demokratie und könnte dazu genutzt werden, das Demokratiedefizit, an dem die EU leidet, zu überwinden. Dies strebt jedenfalls der Europäische Wirtschafts- und Sozialausschuss an. Er steht den BürgerInnen zu Diensten, wenn es darum geht, Befragungen der Zivilgesellschaft zu organisieren.

Seit dem Jahr 2000 kann sich die Europäische Union nicht mehr nur mit dem Binnenmarkt, sondern auch mit der Europäischen Grundrechtecharta ausweisen. Hätten die europäischen BürgerInnen das Gefühl, dass die Union Menschenrechte und Demokratie fördert, dann würden sie sich besser in ihr wiedererkennen und aktiver an ihr teilhaben als das bei einem Projekt der Fall ist, das vor allem als eine Verquickung wirtschaftlicher und sozialer Kompromisse wahrgenommen wird. Das richtige Mittel, die Union ihren BürgerInnen näher zu bringen, bestünde hingegen darin, soziale Lösungen für die Krise zu finden und das europäische Sozialstaatsmodell zu erhalten. Darüber hinaus sollte Europa mit seinen Werten und seiner politischen Macht als globaler Akteur an der Globalisierung teilnehmen.

REDE VON

PIERRE LELLOUCHE

FRANZÖSISCHER STAATSEKRETÄR FÜR EUROPAANGELEGENHEITEN

Pierre Lellouche bringt seine Zufriedenheit über die Veranstaltung des Europa-Forums in Straßburg zum Ausdruck, denn die Regierungen ebenso wie die Kommission brauchen seiner Ansicht nach die Zivilgesellschaft in diesem bedeutenden Moment der europäischen Geschichte. Er ruft in Erinnerung, dass die Stadt Straßburg auch Sitz des Europarates ist, einer Institution, die Freiheit fördert und die Hoffnungen zahlreicher BürgerInnen in Nicht-Mitgliedsländern der EU verkörpert. Gleichzeitig bringt er seine Besorgnis darüber zum Ausdruck, dass Europa angesichts der übergroßen Probleme in der Welt seine Rolle nicht wahrnimmt. Auch wenn die Idee der europäischen Einigung fundamentaler denn je ist; die Welt um sie herum hat sich radikal verändert. Vor sechzig Jahren – nur fünf Jahre nach dem blutigsten Konflikt der Weltgeschichte – reichte Robert Schuman, ein Minister, der zu den Siegern gehörte, dem besiegten Feind die Hand, mit dem Vorschlag, auf gleichberechtigter Basis eine rechtskräftige Gemeinschaft zu bilden. Aus dieser unglaublichen Geste heraus entstand die Idee der europäischen Einigung.

Der fünfzigste Geburtstag der Städtepartnerschaft von Suresnes, in der Nähe von Paris, mit einer deutschen Stadt, hat uns kürzlich ins Gedächtnis gerufen, dass der damalige Bürgermeister bei der Unterzeichnung des Freundschaftsvertrages noch von der Menge ausgebuht wurde. Seitdem haben Deutschland und Frankreich eine in der Welt einzigartige politische, wirtschaftliche und menschliche Annäherung und Vertrautheit erreicht. Sie zeigt sich nicht zuletzt in den Ministerialstäben, deren MitarbeiterInnen beispielsweise gemeinsame deutsch-französische Arbeitsprogramme für einen Zeitraum von zehn Jahren ausarbeiten. Auf dem Balkan hingegen wurde deutlich, was passiert, wenn Frankreich und Deutschland nicht an einem Strang ziehen: Es gab 250.000 Tote. Für die europäische Einigung bleibt der deutsch-französische Motor daher unabdingbar.

Die Idee eines geeinten Europas bleibt zweifelsohne fundamental. In der übrigen Welt hat jedoch eine Umwälzung der Kräfteverhältnisse in bislang unbekannter Weise stattgefunden. Angesichts der neu entstandenen wirtschaftlichen und strategischen Kraftzentren läuft Europa Gefahr, in der Bedeutungslosigkeit zu verschwinden. Jacques Delors hat einmal von „Überleben oder Niedergang“ gesprochen. Die aktuelle Situation ist in der Tat entscheidend für die Europa kennzeichnenden Werte. Wir erleben momentan das Ende der fünfhundertjährigen Vorherrschaft Europas über den Planeten. In dreißig Jahren werden die fünfhundert Millionen EuropäerInnen nur noch 6 % der Weltbevölkerungen ausmachen und nur noch 12 % des Weltbruttosozialprodukts erwirtschaften. Für Europa wird

es schwierig, angesichts dieser Konkurrenz mitzuhalten. Wir können daher nicht an der Vorstellung von Europa festhalten, die wir vor sechzig Jahren hatten. Die Welt verändert sich, während Europa nur diskutiert. Es ist unbedingt notwendig, Europa auf die Höhe seiner Herausforderungen zu bringen. Die öffentliche Meinung verfällt jedoch immer stärker in Gleichgültigkeit und teilweise sogar in Nationalismus. Europa erscheint zu weit entfernt, es bietet nicht ausreichend Schutz, es zählt nicht genug. Gerade aus diesem Grund ist die Anwesenheit der BürgerInnen auf diesem Europa-Forum so wichtig. Wir EuropäerInnen verbringen in aller Regel zu viel Zeit mit institutionellen Debatten. Um den Lissabon-Vertrag zum Abschluss zu bringen, haben wir fünfzehn Jahre gebraucht. In dieser Zeit hat sich die Welt weiterentwickelt. Wir neigen in übertriebenem Maße dazu, uns um institutionelle Belange zu kümmern statt um inhaltliche Fragen, wie etwa die Bildung eines europäischen Auswärtigen Dienstes, die Hilfe für Griechenland oder den Schutz der Roma. Wie die Konferenz von Kopenhagen im Dezember 2009 gezeigt hat, ist Europa sich nicht einig genug.

Natürlich verfügen wir über gemeinsame Institutionen, aber die Herausforderungen sind auch immens. Wenn die Dinge nicht besonders gut laufen, kann immer noch der politische Wille aus der Krise führen. Als im Jahr 2005 55 % der französischen Bevölkerung im Referendum zum europäischen Verfassungsvertrag mit „nein“ stimmten, war Frankreich isoliert. Nicolas Sarkozy stellte daraufhin einen vereinfachten Text vor und ließ ihn vom Parlament ratifizieren, während andere eine weitere Volksabstimmung forderten. Dieser politische Handlungswille ist wichtig, denn nur so kann es vorwärts gehen. Es reicht nicht, feierliche Erklärungen abzugeben oder sich zu beschweren. Die Welt hat sich so sehr verändert, dass wir handeln müssen statt uns in Beschwörungsformeln zu erschöpfen. Und das tun wir.

JOSÉ MANUEL BARROSO
PRÄSIDENTEN DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION

*Nicht offizielle
Übersetzung aus
dem Französischen*

*Sehr geehrter Herr Minister,
Sehr geehrter Herr Bürgermeister von Straßburg,
Geehrter Herr Vorsitzender, lieber Tommaso Padoa-Schioppa,
Meine Herren Vorsitzende des Regionalrates und des Generalrates,
Meine Damen und Herren,*

Danke, lieber Tommaso Padoa-Schioppa, für Deine einführenden Worte. Ich bin sehr glücklich darüber, gemeinsam mit Ihnen allen an diesem Europa-Forum in Straßburg teilnehmen zu dürfen. Mit großer Freude habe ich die Einladung Jacques Delors' und die Ihrige angenommen. Sie haben mir vorgeschlagen, zum Thema „Europa – welches Erbe, welche Verantwortung?“ zu sprechen. „Keine Zukunft ohne Erinnerung“ haben Sie als Untertitel hinzugefügt. Im Übrigen stellen Sie diese Begegnung unter das Zeichen der deutsch-französischen Freundschaft. Diese Freundschaft ist zweifelsohne seit über fünfzig Jahren einer der großen Erfolge der europäischen Einigung.

Unser Erbe, das ist die Versöhnung der Völker unseres Kontinents, durch den Willen einiger Menschen von außergewöhnlicher Weitsicht. Die Schuman-Erklärung wird am 9. Mai sechzig Jahre alt. Sie ist unser Gründungstext, der das Wesen des europäischen Projekts treffend zum Ausdruck bringt: ein Traum, ein Ideal, die durch pragmatisches Vorgehen und konkrete Solidarität verwirklicht werden sollen.

Nur fünf Jahre nach dem blutigsten Konflikt aller Zeiten von einem geeinten Europa zu sprechen war damals von unerhörter Kühnheit. Die Interessen in einer Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl zu fusionieren ohne vorher eine breitere Gemeinschaft aufzubauen war 1950, aus der damaligen nationalstaatlichen Sicht, politisch und intellektuell einfach nur tollkühn!

Unser Vermächtnis ist das politische Projekt der Gründerväter. Das größte supranationale Integrationsvorhaben, das jemals existierte. Europa ist viel mehr als nur einfach ein Markt! Es ist die größte existierende Einheit politischer und wirtschaftlicher Integration in der Welt. Es ist eine Gemeinschaft von Rechten und Werten, ein Raum der Solidarität und der Zusammenarbeit.

Unser Vermächtnis ist auch die „Gemeinschaftsmethode“; d. h. die Spielregel, nach der Europa funktioniert, mit soliden Institutionen und Entscheidungsprozessen, die ihre Tragfähigkeit unter Beweis gestellt haben. Mittels dieser Methode können wir das europäische Gemeinwohl bestimmen, das unsere Werte zum Ausdruck bringt und uns gegenseitig stärkt.

Heute sind wir die Träger und Akteure dieses politischen Vorhabens. Und in dieser Eigenschaft tragen wir eine ungeheure Verantwortung. Allem voran müssen wir dieses Erbe bewahren und vertiefen. Das bedeutet, ein

starkes Europa in der Welt zu schaffen. Vor allem deshalb, weil wir uns in einem neuen Kontext befinden, der es verlangt, dass Europa seine ganze Energie, seinen politischen Willen und seinen Ehrgeiz mobilisiert, um den Herausforderungen der Globalisierung zu begegnen.

Aber sind wir wirklich dabei, unser Erbe zu erhalten? Riskieren wir nicht, es zu verlieren?

Der Vertrag von Lissabon stärkt das Projekt der europäischen Einigung. Er stärkt die europäischen Institutionen. Alle europäischen Institutionen. Er verleiht unseren Entscheidungen stärkere Kohärenz, Effizienz und Legitimität. Dank erweiterter Kompetenzen für das Europäische Parlament. Dank der Ausweitung von Abstimmungen mit qualifizierter Mehrheit im Rat, die leichter zu Übereinkünften führt. Dank erweiterter Kompetenzen für die Kommission, vor allem im Bereich der Wirtschafts- und Währungsunion sowie in der Außenpolitik. Dank der Schaffung eines Hohen Repräsentanten bzw. einer Hohen Repräsentantin für Außenbeziehungen, die auch Vizepräsidentin der Kommission ist.

All diese Neuerungen sind echte Fortschritte. Sie haben eine politische Bedeutung: mehr gemeinsamer Ehrgeiz für mehr gemeinsames Handeln.

Die Gemeinschaftsmethode wurde durch den Lissabon-Vertrag in der Tat maßgeblich gestärkt: zunächst durch die verallgemeinerte Anwendung des „ordentlichen Gesetzgebungsverfahrens“, das auf dem Initiativrecht der Kommission, der Abstimmung mit qualifizierter Mehrheit im Rat und der Mitentscheidung des Europäischen Parlaments beruht. Und darüber hinaus auch durch die Abschaffung der sogenannten Säulen und der Vergemeinschaftung des Raumes für Justiz, Freiheit und Sicherheit (der ehemaligen dritten Säule).

Was passiert aber gerade in diesem Moment, in dem ein Element unseres Erbes – die Gemeinschaftsmethode – gestärkt wird?

Es sieht aus, als ob einige diese Veränderungen eher intergouvernemental auslegen wollten. Mir zumindest scheint es sich hier, und Sie stimmen mir hoffentlich zu, um ein Paradox zu handeln.

Ich verstehe gut, dass die Globalisierung einigen Angst einjagt. Mir ist auch bewusst, dass globale Interdependenzen zu einer defensiven Haltung führen können. All dies kann dazu verleiten, sich zurückzuziehen und zu einem nationalen Jeder-für-sich zurückzukehren.

Dieses Phänomen lässt sich darüber hinaus sicherlich auch noch mit anderen Gründen erklären.

Wie aber kommt es, dass manche im Lissabon-Vertrag genau das Gegenteil von dem sehen, was er darstellt?

Der Vertrag von Lissabon muss als das angewendet werden, was er ist: ein Vertrag, der mehr Ehrgeiz für mehr Europa vorsieht.

Der Europäische Rat hat jetzt einen ständigen Präsidenten. Dies erhöht die Möglichkeit der Mitgliedstaaten, auf europäischer Ebene kohärent und kontinuierlich zu handeln. Mehr denn je muss er nun dazu beitragen, die Union zu stärken und dabei die Gemeinschaftsmethode zu respektieren.

Unser diplomatischer Dienst, der sich im Aufbau befindet, muss dazu beitragen, die nationalen Diplomaten einander anzunähern und Europas Stellung in der Welt zu stärken. Er untersteht dabei der Hohen Repräsentantin und Vize-Präsidentin der Kommission und unterstützt das gesamte außenpolitische Handeln der Kommission und des Rates.

Vor allem aber sollte klar werden, dass Europa nicht nur aus Brüssel und Straßburg besteht. Die Mitgliedstaaten, inklusive der Zivilgesellschaft, müssen das europäische Projekt unterstützen, in Zusammenarbeit mit den europäischen Institutionen, insbesondere dem Europäischen Parlament und der Kommission.

Nur wenn wir gemeinsam vorgehen, können wir vorankommen. Wenn wir geteilt sind, werden wir scheitern. Wenn ich hier ein wenig meine Sorgen mit Ihnen teile, dann weil ich Ihnen, die an Europa glauben, sagen möchte, dass wir Europäer und Europäerinnen zu diesem wichtigen Zeitpunkt der europäischen Einigung aktiv werden müssen.

Der Fall Griechenlands spricht für sich. Als die Schwierigkeiten auftraten, musste gehandelt werden. Allem voran in Griechenland, durch Griechenland selbst, durch die Lancierung eines ernsthaften und ehrgeizigen Sanierungsprogramms. Griechenland hat diese Herausforderung angenommen. Erst dann habe ich, mit Nachdruck, für europäische Unterstützung und Solidarität plädiert. Nach langem Zögern siegte schließlich die Vernunft. Wir haben eine Lösung gefunden, die ich als kreativ bezeichnen würde.

Intergouvernementale Auslegungen, Zimperlichkeit, Zweifel – all das entspricht nicht meiner Vorstellung von Europa! Es entspricht nicht dem Vermächtnis von Jean Monnet und Robert Schuman!

Es gibt Momente, in denen man sich entscheiden muss. Es gibt Momente, in denen man die Dinge klar zur Sprache bringen muss. Was wollen wir in Europa machen? Wollen wir voran gehen, gemeinsam und mit Ehrgeiz? Oder zieht sich jeder in seine Ecke zurück und wir riskieren unterzugehen?

Meine Antwort darauf ist ganz klar.

Es liegen riesige Herausforderungen vor uns. Zu allererst heißt es, aus der Krise herauszukommen. Das Schlimmste haben wir vielleicht überstanden, aber der Aufschwung ist noch schwach und die Arbeitslosigkeit viel zu hoch. Danach müssen wir eine neue wirtschaftliche und soziale Strategie entwickeln. Und uns weiter rüsten, um angesichts der Globalisierung wettbewerbsfähig zu sein.

Jean Monnet schrieb schon 1954 einen Gedanken nieder, der von heute sein könnte: „Unsere Länder sind im Bereich der modernen Technik für die heutige Welt zu klein geworden – heute im Verhältnis zu Amerika und Russland, und morgen im Verhältnis zu China und Indien.“

Wenn wir uns also der globalen Konkurrenz, dem Klimawandel, der Unsicherheit im Bereich der Energieversorgung, der demographischen Alterung und den Migrationsströmen stellen wollen, dann heißt es jetzt sicher nicht zögern. Für die Union hat die Stunde der Wahrheit geschlagen. Wenn wir eine Chance haben wollen, all diese Herausforderungen zu meistern, dann geht das nur in der europäischen Dimension! Das bedeutet, die Koordination noch weiter zu treiben. Europas Stellung in der Welt zu behaupten. Das europäische Interesse zu definieren und einen Konsens zu finden. Das bedeutet, mit Entschlossenheit und Strategie die Interessen der Europäischen Union auf der internationalen Ebene zu vertreten.

Die Kommission hat eine neue Wirtschaftsstrategie vorgeschlagen: die „Strategie Europa 2020“. Es handelt sich dabei um ein neues Wachstumsmodell für Europa. Damit wird eine große Baustelle eröffnet, aus der ein Europa des Wissens und der Innovation, ein Europa der Beschäftigung und der sozialen Kohäsion, ein grüneres und wettbewerbsfähigeres Europa erwachsen soll. Auf diese Weise können wir sowohl unsere soziale Marktwirtschaft wie auch unser europäisches Gesellschaftsmodell erhalten.

Wir sind innerhalb der Union voneinander abhängig. Maßnahmen, die in einem Mitgliedstaat getroffen werden, wirken sich auch auf die anderen aus. Aus diesem Grund habe ich den Mitgliedstaaten gegenüber die Idee von einer „Gegenseitigen Abhängigkeitserklärung“ angesprochen. Sie soll zu stärkerer Zusammenarbeit und Solidarität führen. Die Idee der Strategie „Europa 2020“ besteht darin, die Bemühungen und Anstrengungen zu koordinieren und gemeinsam voran zu gehen.

Schon jetzt sind jedoch einige zurückhaltend, wenn es um gemeinsame Ziele im absolut vorrangigen Bereich der Bildung geht. Bildung liege ausschließlich in der Kompetenz der Mitgliedstaaten. Der Lissabon-Vertrag besagt aber, dass es sich dabei um eine Politik handelt, bei der die Union eine koordinierende Kompetenz besitzt. Das heißt doch, dass die Union durch ihr Handeln die Aktivitäten der Mitgliedstaaten koordinieren oder ergänzen kann. Wie kann man von einer Wirtschaftspolitik für Europa sprechen, und somit auch von Wettbewerbsfähigkeit, ohne von beruflichen Kompetenzen und Qualifikationen zu sprechen? Ganz zu schweigen von Bildung und Ausbildung. Die Union muss die Anstrengungen der Mitgliedstaaten begleiten, um die Qualität unserer Bildungs- und Ausbildungssysteme zu verbessern. Was letztendlich zählt, ist doch eine verbesserte Situation junger Menschen auf dem Arbeitsmarkt!

Auf Zurückhaltung stoße ich auch, wenn die Kommission die Bekämpfung von Armut zum europäischen Ziel erklärt. Es handelt sich dabei in der Tat

im Wesentlichen um einen nationalen Zuständigkeitsbereich. Der Vertrag von Lissabon sagt aber auch, dass soziale Kohäsion ein Ziel der Union ist, und dass die Bekämpfung sozialer Ausgrenzung eine Kompetenz ist, die sich Union und Mitgliedstaaten teilen. Das bedeutet, dass Europa seine Handlungsinstrumente und seine Reichweite nutzen muss, um soziale Prekarität und menschliche Not zu lindern, die durch die Krise noch verstärkt werden.

In Europa besteht eine Nachfrage nach stärkerer wirtschaftlicher Koordinierung. Schon in meinen politischen Orientierungen für die neue Kommission, die ich dem Europäischen Parlament im September 2009 vorgestellt habe, habe ich zu einer stärkeren Koordinierung der Wirtschaftspolitiken aufgerufen.

Auch eine gemeinsame Steuerung der Wirtschaft wird allenthalben gefordert. Die Kommission wird daher prüfen, in welcher Richtung der Wachstums- und Stabilitätspakt verstärkt, die Koordination der Wirtschaftspolitiken vertieft und ein ständiger Krisenbewältigungsmechanismus eingerichtet werden kann. Mitte Mai wird sie eine diesbezügliche Mitteilung vorlegen. Und diese Mitteilung wird eine deutliche Sprache sprechen. Stimmen, die eine solche Steuerung außerhalb der Gemeinschaftsmethode fordern, werden folgende Antwort erhalten: Diese Steuerung muss im Rahmen der Verträge erfolgen. Wir sind eine Rechtsgemeinschaft!

Und diese Rechtsgemeinschaft hat im Dienste des Europas der Bürgerinnen und Bürger zu handeln. In Europa wird gefordert, die notwendigen Mittel zur Verfügung zu stellen, um wirkungsvoller die Rechte der Bürgerinnen und Bürger zu gewährleisten. Daher wird die Kommission in der kommenden Woche auch ein Programm mit konkreten Aktionen vorstellen, das den gemeinsamen Raum der Justiz, der Freiheit und der Sicherheit voranbringen soll.

Es ist an der Zeit, dass jeder sich seiner Verantwortung stellt. Die Kommission stellt sich der ihrigen: Sie wird ihr Initiativrecht in vollem Maße ausüben und Kurs auf das gemeinsame europäische Interesse halten. Um uns unseres Erbes würdig zu erweisen, werden wir unsere Prinzipien in politische Entscheidungen umsetzen. Den europäischen Institutionen – insbesondere der Kommission und dem Europäischen Parlament – muss die Fähigkeit, dieses politische Projekt zu tragen, voll zuerkannt werden!

Manchmal hat es uns an Einigkeit gefehlt. Das muss klar gesagt werden. Spaltungen innerhalb der Europabefürworter kamen oft dem Lager der Euroskeptiker zugute. Manchen war vielleicht die historische Bedeutung der großen Erweiterung von 2004 nicht ganz klar oder sie begriffen nicht den kollektiven Nutzen dieses erweiterten Europas. Anderen ist das wirtschaftliche Europa lieber als das politische Europa. Wieder andere befürworten ein politischeres Europa, möchten aber keine weitere Vertiefung des Binnenmarktes. Diese Spaltungen können überwunden werden. Um die

Globalisierung mitgestalten zu können, benötigt Europa alle seine Trümpfe: die Größenordnung, die erst die Erweiterung schafft, die Wirtschaftskraft des Binnenmarktes und die Handlungsfähigkeit, die nur die politische Integration verleiht. Die Befürworterinnen und Befürworter Europas – und zwar alle! – müssen sich zu einer wirklichen Koalition für Europa zusammenschließen, zu der alle diese Bestandteile gehören.

Wir brauchen eine Koalition aller Mitgliedstaaten – große und kleine, neue und alte –, unserer Institutionen und aller pro-europäischen Kräfte auf dem europäischen Spielfeld, vor allem aber im Europäischen Parlament.

Wir brauchen eine Allianz all derer, die Europa lieben und ein ehrgeiziges Ziel für Europa vor Augen haben. Wir stehen am Beginn einer neuen Zeit. Politische Entschlossenheit ist jetzt von Nöten. In einigen Jahren werden wir dann sehen, dass wir einen großen qualitativen Sprung nach vorne geschafft haben.

Mein Appell richtet sich an alle, die sich dafür verantwortlich fühlen, das europäische Erbe fortzuführen. Das ist unsere Pflicht gegenüber den Gründervätern. Es ist aber nicht nur eine Verantwortung gegenüber der Vergangenheit, sondern vor allem eine Verantwortung gegenüber der Zukunft.

Nur geeint ist Europa stark. Nur durch Zusammenhalt und Solidarität wird es voranschreiten. Wenn es seinem Ideal folgt, ist es zum Besten fähig. Seien wir also auf der Höhe dieses Vermächtnisses. Lasst uns im Geiste unserer Institutionen aktiv werden. Tragen wir unsere Verantwortung. Das ist der beste Weg zum Erfolg! Danke.

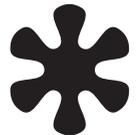
unsere WIRTSCHAFTLICHE UND SOZIALE VERANTWORTUNG

Die Frage der Verantwortung steht im Mittelpunkt des europäischen Projekts. Sie lässt sich auf verschiedenen Ebenen betrachten. Im Rahmen des dritten Europa-Forums wurden über einen ganzen Tag hinweg diese Verantwortungsebenen unter verschiedenen Aspekten diskutiert. Die Krise ruft sowohl im wirtschaftlichen als auch im sozialen Bereich Besorgnis hervor, und vor allem darauf richtete sich die Aufmerksamkeit der TeilnehmerInnen. Unabhängig von der Krise hat auch die europäische Einigung sozio-ökonomische und rechtliche Veränderungen ausgelöst, die neue Probleme hervorrufen. Sie bietet aber auch neue Verantwortlichkeiten und Möglichkeiten, diesen Herausforderungen als EuropäerInnen kollektiv entgegenzutreten. Die Partnerorganisationen des Europa-Forums widmeten diesen Themen vier Debatten. Sie reichten von sozialer Konvergenz über Armut und die Bekämpfung sozialer Ausgrenzung bis hin zur öffentlichen Daseinsvorsorge und sozialer Sicherung.

EINE GERECHTERE UNION

HIN ZU EINER SOZIALEN KONVERGENZ DER EUROPÄISCHEN LÄNDER?

Die EU-Mitgliedstaaten besitzen gemeinsame Charakteristika, anhand derer sichtbar wird, dass es eine europäische Besonderheit insbesondere im Bereich der sozialen Sicherung und des sozialen Dialogs gibt. Dennoch ist die „immer engere Union der Völker Europas“, als die die EU sich versteht, momentan noch mit sehr unterschiedlichen sozialen Realitäten konfrontiert. Von einem Mitgliedstaat zum anderen sind ganz verschiedene Situationen im Hinblick auf das Niveau und die Modalitäten der Sozialversicherung, die Stellung des sozialen Dialogs (Themenbereiche, Kräfteverhältnis der AkteurInnen, Zusammenspiel von gesetzlichen Regelungen und Verhandlungen etc.), Arbeitskosten, Formen der Arbeitnehmervertretung etc. zu verzeichnen.



Organisation
des Workshops:
CFDT

In Zusammenarbeit mit:
**dem DGB, der UNSA
sowie Europe et
Société**

Diskussionsleitung:
Marcel Grignard
STELLVERTRETENDER
GENERALSEKRETÄR
DER CFDT, ZUSTÄNDIG
FÜR EUROPÄISCHE FRAGEN

Mit:
Michel Guerlavais
VERANTWORTLICHER
DER UNSA FÜR EUROPA
UND INTERNATIONALES

Olivier Klotz
GENERALDIREKTOR DER
HEUFT FRANKREICH

Ioannis Poupkos
GRIECHISCHER
GEWERKSCHAFTER,
MITGLIED DES
JUGENDAUSSCHUSSES
DES EUROPÄISCHEN
GEWERKSCHAFTSBUNDES

Jutta Steinruck
EUROPAABGEORDNETE,
MITGLIED DES
SOZIALAUSSCHUSSES

Zusammenfassung:
Mariano Fandos
CFDT

Die Verwirklichung des gemeinsamen Marktes hat sowohl im sozialen wie auch im steuerlichen Bereich die Konkurrenz zwischen den Mitgliedstaaten angeregt. Dabei befinden sich diese Bereiche im Wesentlichen weiterhin in nationaler Zuständigkeit. Mit der Umsetzung der Dienstleistungsrichtlinie wurde diese Tendenz noch einmal verstärkt. Darüber hinaus haben die Entscheidungen des Europäischen Gerichtshofs in einigen Ländern auch zu Auseinandersetzungen über die Rechte mobiler ArbeitnehmerInnen im Verhältnis zu einheimischen ArbeitnehmerInnen geführt.

Damit diese Konkurrenz nicht zu einem Wettbewerbsvorteil für den sozial und steuerlich Niedrigstbietenden wird, muss ein echter europäischer Arbeitsmarkt entstehen, innerhalb dessen ein Mindestsockel an Rechten garantiert wird und folglich eine Konvergenz dieser Rechte stattfinden kann. Im Workshop wurden diese Fragen mit dem Ziel debattiert, geeignete Wege zum Erreichen dieser Konvergenz aufzuzeigen.

Marcel Grignard bat die RednerInnen, jeweils aus der Perspektive ihres Zuständigkeitsbereiches heraus die aktuelle Situation zu beschreiben. Dabei zeigte sich, auf welche Schwierigkeiten die Europäische Union stößt, wenn sie versucht angesichts der Krise und der jeweils sehr unterschiedlichen Lage in den Mitgliedsländern, gemeinschaftlich zu handeln. Die Leidtragenden sind dabei die schwächsten Bevölkerungsschichten. Sie sind von hoher Arbeitslosigkeit und prekären Lebensverhältnissen betroffen. Dies gilt vor allem für junge Menschen, und ganz besonders in den Ländern, in denen die Situation besonders schwierig ist. In Griechenland etwa wird aufgrund des Sparprogramms, das dem Land auferlegt wurde, die Arbeitslosenrate der unter 25-Jährigen in diesem Jahr auf 28 % steigen, wenn nicht gar höher. In Irland und Spanien liegt dieser Satz demnächst sogar bei 30 %. Für die gesamte EU betrug er Ende Dezember 21,5 %.

Darüber hinaus stoßen auch die kleinen und mittleren Unternehmen auf große Schwierigkeiten bei der Anwendung der äußerst komplexen Rechtsvorschriften. Gleichzeitig stehen ihnen aber nicht die gleichen Mittel zur Verfügung, eine Lobbytätigkeit auf die Beine zu stellen und auszuüben, wie den großen Unternehmen.

Um zu verhindern, dass sich das Recht des Stärkeren und des sozial Wenigstbietenden durchsetzt, erscheint eine bessere Regulierung unerlässlich. Schon mehrmals wurde darauf hingewirkt, das gemeinschaftliche Handeln im sozialen Bereich zu verstärken. Jacques Moreau, Vorsitzender von Europe et Société, findet es bedauerlich, dass die europäischen Gewerkschaften keine Bilanz der Lissabon-Strategie gezogen haben, denn dadurch wäre die Notwendigkeit für ein solches Handeln sicherlich deutlich geworden. Die Europaabgeordnete Pervenche Berès erwähnt mehrere Aktionshebel, die betätigt werden könnten, um die EU dazu zu bewegen, der sozialen Frage eine bessere Behandlung zukommen zu lassen: das Mindesteinkommen, gemeinwohlorientierte Leistungen oder die im Vertrag von Lissabon verankerte Sozialklausel. Berès findet, dass Europa

sich auf der internationalen Ebene verteidigen muss, und zwar indem es sich für eine internationale Regulierung stark macht, die den globalen Handel Sozial- und Umweltstandards unterwirft. Gleichzeitig müssen internationale Finanzgeschäfte kontrolliert werden um Spekulation zu bekämpfen. Marcel Grignard zieht daraus die Schlussfolgerung, dass es notwendig ist, Kompromisslösungen zu finden, die wirtschaftliche und soziale Interessen miteinander vereinbaren. Wie die Geschichte uns lehrt, reicht es dabei seiner Ansicht nach nicht, die Lösungen der Vergangenheit auf die Zukunft zu projizieren. Stattdessen müssen wir uns den heutigen Herausforderungen stellen: der Stellung Europas in der Welt angesichts aufstrebender Schwellenländer, der Solidarität zwischen den Generationen angesichts niedrigen Bevölkerungswachstums, Armut und sozialer Ausgrenzung, ökologischen Belangen, der Wissensgesellschaft etc.

WEGE ZUR FÖRDERUNG SOZIALER KONVERGENZ

- **die Teilhabe junger Menschen am gesellschaftlichen Geschehen verbessern,**
- **auf eine steuerliche Konvergenz der europäischen Länder mittels der Verstärkten Zusammenarbeit (zumindest in einer Anfangsphase) hinarbeiten,**
- **soziale Aspekte in alle Politiken der Union besser einbeziehen. Dies könnte mittels eines Protokolls zu sozialem Fortschritt im Anhang der Verträge erfolgen. Ein solcher Text wird vom Europäischen Gewerkschaftsbund gefordert. Er müsste garantieren, dass das europäische Sozialrecht zukünftig auf einer Legitimitätsebene mit den Freiheiten des Marktes (Freizügigkeit von Waren, Dienstleistungen, Kapital und Personen) steht, so wie die Verträge sie definieren.**
- **einen Kompromiss für die Arbeitszeit- und Entsenderichtlinien finden.**

HAUPTVORSCHLAG

Die wirtschaftlichen und sozialen Kompromisse im Bereich des Mindesteinkommens, der Besteuerung, bei den gemeinwohlorientierten Leistungen, den Richtlinien zur Regelung der Arbeitszeit oder der Entsendung von ArbeitnehmerInnen usw. könnten mittels einer speziell auf den Bereich des Sozialen ausgerichteten Verstärkten Zusammenarbeit oder mittels eines Protokolls zu sozialem Fortschritt hergestellt werden.

BESCHÄFTIGUNG, ARMUT UND SOZIALE AUSGRENZUNG

VOR-ORT-AKTIVITÄTEN ÜBER DAS EUROPÄISCHE JAHR 2010 ZUR BEKÄMPFUNG VON ARMUT UND SOZIALER AUSGRENZUNG HINAUS



Organisation
des Workshops:
**Caisse Centrale de
la Mutualité Sociale
Agricole (CCMSA)**

Diskussionsleitung:
Sébastien Maillard
JOURNALIST,
EUROPA-VERANTWORTLICHER
DER ZEITUNG LA CROIX

Vor-Ort-Berichte:
Patrick Valentin
VERANTWORTLICH FÜR
DAS NETZWERK WRESINSKI
„BESCHÄFTIGUNG-
AUSBILDUNG“ INNERHALB DER
BEWEGUNG
ATD QUART-MONDE
Pierre Hoerter
VORSITZENDER
DER VEREINIGUNG
„LA MAIN VERTE“

Mit:
Sylvie Goulard
VORSITZENDE DER
EUROPÄISCHEN BEWEGUNG
FRANKREICH UND
EUROPAABGEORDNETE,
STELLVERTRETENDE
VORSITZENDE DER
INTERPARLAMENTARISCHEN
GRUPPE „EXTREME ARMUT
UND MENSCHENRECHTE -
KOMITEE VIERTE WELT“

Wolfgang Müller
LEITER DER
EUROPAVERTRETUNG
DER BUNDESAGENTUR
FÜR ARBEIT IN BRÜSSEL

Chantal Richard
GEWERKSCHAFTSSEKRETÄRIN
FÜR DEN BEREICH
„ARMUTSBEKÄMPFUNG“
DER CFDT, FOLGT DEN
VERHANDLUNGEN ÜBER DEN
„INKLUSIVEN ARBEITSMARKT“

Zusammenfassung:
Jérémie Cazeneuve
CCMSA

Die Europäische Union ist eine der reichsten Regionen der Welt. Trotzdem lebt fast jede/r fünfte europäische BürgerIn unterhalb der Armutsgrenze, die bei 60 % des durchschnittlichen nationalen Einkommens liegt. Auch andere Zahlen geben Grund zur Beunruhigung: jede/r zehnte EuropäerIn lebt in einem Haushalt, in dem niemand arbeitet. Das heißt aber noch lange nicht, dass Arbeit vor der Armut bewahrt: 8 % der beschäftigten EuropäerInnen leben unterhalb der Armutsgrenze.

Gleichzeitig wird wohl niemand bestreiten wollen, dass Armut und soziale Ausgrenzung im Widerspruch zu den Werten der Solidarität und sozialen Gerechtigkeit stehen, die die EU vertritt. Noch vor der Krise wurde 2010 zum „Europäischen Jahr“ ausgerufen, das sich dieser Sache widmet. Die Mitgliedstaaten sind dadurch verpflichtet, nationale Programme zur Anerkennung des menschlichen Grundrechts, in Würde zu leben und aktiver Teil der Gesellschaft zu sein, sowie zur Förderung stärkeren sozialen Zusammenhalts aufzustellen. Wenn nun jedoch die Bilanz der Lissabon-Strategie gezogen und demnächst die „Strategie EU-2020“ verabschiedet werden sollen, stellt sich die Frage nach dem Zusammenhang zwischen Europa, den Beschäftigungspolitikern sowie der Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung.

Die institutionellen AkteurInnen sagen uns zu diesem Thema seit zehn Jahren, dass sie die Beschäftigungspolitikern auf höchster Ebene besser koordinieren wollen (ohne sie dabei notwendigerweise mit der Frage der Armut in Verbindung zu bringen). Die europäischen Politiken bleiben jedoch im Großen und Ganzen hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf Arbeit und Beschäftigung weiterhin unterbewertet. Unabhängig davon probieren soziale AkteurInnen vor Ort – für die Europa weit weg und abstrakt ist – neue, innovative Wege aus. Dabei befinden sie sich häufig in völliger Übereinstimmung mit dem politischen Kurs der Gemeinschaft. Wie ist es möglich, dass diese beiden Welten unabhängig voneinander existieren und sich gegenseitig nicht wahrnehmen?

Diese beiden Sphären konnten zu einem Dialog zusammengeführt werden. Die Teilnehmenden, mit völlig verschiedenen Hintergründen, wurden so mit ihren unterschiedlichen Wahrnehmungen zu Prioritäten und Wechselwirkungen von Arbeit und Armutsbekämpfung konfrontiert. Dabei wurde deutlich, dass diese Themen auch ein Mittel darstellen, der europäischen Einigung neue Legitimität gegenüber einer durch die

globalisierte Wirtschaft verängstigten öffentlichen Meinung zu verleihen. Die Union könnte lokale Initiativen unterstützen, wenn sie bereit wäre, die Mittel dafür zur Verfügung zu stellen.

Die elsässische Organisation „Die Grüne Hand“ setzt sich dafür ein, die dauerhafte Eingliederung von geistig behinderten Menschen in den Arbeitsprozess eines ganz normalen beruflichen Umfeldes zu erleichtern. Zu diesem Zweck bildet sie ungefähr dreißig körperlich und geistig behinderte Menschen aus und stellt sie mit unbefristeten Arbeitsverträgen für landwirtschaftliche Arbeiten ein. Das in Noisy-le-Grand ansässige Unternehmen „Gemeinsam arbeiten und lernen“ wiederum wurde von ATD-Quart Monde gegründet. Es erprobt, unter welchen Bedingungen es möglich ist, alle Menschen wieder in Beschäftigungsverhältnisse zu integrieren, vor allem aber diejenigen, die sich weit davon entfernt haben bzw. von denen sich „die Arbeit entfernt hat“. Diese bewährten Verfahren zeigen, dass letztendlich jede/r beschäftigungsfähig ist. Zur Bekämpfung von Armut reicht es jedoch nicht, die Beschäftigungsrate zu erhöhen, denn Armut tritt in vielerlei Formen auf. Vor allem kulturelle Armut sollte nicht unterschätzt werden. Dies ist eine erste Botschaft, die die Arbeit vor Ort vermitteln kann. Eine zweite Botschaft lautet, dass alle BürgerInnen Europas Arbeit wollen. Es ist die zentrale Forderung beim Zugang zu Grundrechten. Darüber hinaus ist auf europäischer Ebene bekanntermaßen immer die Frage nach der Methode von Bedeutung. Hier sind sich die RednerInnen auf dem Podium einig: Die Offene Koordinierungsmethode wird, so wie sie momentan angewandt wird, den Anforderungen nicht gerecht. Gleichzeitig warnen sie davor, angesichts von 80 Millionen unter der Armutsgrenze lebenden EuropäerInnen, in eine rein statistische Herangehensweise zu verfallen. Die Kommission schlägt in ihrer kürzlich vorgelegten Strategie EU-2020 vor, die Zahl der Armen innerhalb der nächsten zehn Jahre um 20 Millionen zu senken. Das ist sicherlich positiv, aber völlig unzureichend und sogar schockierend, denn im Grunde handelt es sich dabei um eine diskriminierende Beschworungsformel. Ganz sicher kann Armut nicht von heute auf morgen beseitigt werden; aber welches Signal senden wir denn mit diesem Vorschlag an die übrigen 60 Millionen? Betreiben wir hier nicht Haarspalterei auf Kosten der Armen? Das Europäische Parlament beschäftigt sich momentan mit diesem Thema.

Die Debatte warf noch eine weitere europäische Dimension des Problems auf, nämlich die der armen ArbeiterInnen, deren Zahl in Europa ständig ansteigt. Auch hier äußerten mehrere Stimmen ihr Bedauern darüber, dass sich Europa nicht stärker der Frage der Niedriglöhne sowie prekärer, atypischer und berufsqualifizierender Beschäftigungsverhältnisse annimmt. Denn damit könnte verhindert werden, dass die Mitgliedstaaten zu viele Maßnahmen schaffen, die Mitnahmeeffekte und Armutsfallen begünstigen, wie dies etwa bei Teilzeitarbeitsverträgen oder der Kumulierung von befristeten Arbeitsverträgen der Fall ist. Solche Beschäftigungsverhältnisse

ermöglichen kein Leben in Würde, zumal die sozialen Mindestnormen in diesen Bereichen meist unterhalb der Armutsgrenze liegen.

Beschäftigung allein ist aber auch keinesfalls das A und O der Politiken zur sozialen Eingliederung. Auch wenn Arbeit das Leben strukturiert, so reicht das nicht aus. Es bedarf auch der Bildung, Kultur und des Zugangs zu Dienstleistungen. Gleichzeitig ist natürlich für diejenigen, die lange Zeit von der Arbeitswelt ausgeschlossen waren, und dies häufig in unzumutbarer Weise, eine Beschäftigung das Wertvollste und Erstrebenswerteste, denn sie eröffnet überhaupt erst wieder den Zugang zu allen anderen Rechten. Wäre es angesichts dessen nicht besser, aus einer allzu technokratischen Verwaltung des Zugangs zur Arbeit auszusteigen und stattdessen den gesamten beruflichen Lebensweg eines Menschen zu würdigen und zugrunde zu legen? Viele Aktivitäten vor Ort werden verständlicherweise im Geiste dieses Rechts auf Arbeit geführt, denn Arbeit verspricht Einkommen, Zugehörigkeit, finanzielle und soziale Anerkennung. Trotz allem ist diese Vorstellung von Würde, die man durch Arbeit erlangt, und dass sich jeder einen Platz in der Gesellschaft durch seine Arbeit erwirbt, nicht notwendigerweise unvereinbar mit der Feststellung, dass sich eine neue Form der Armut fast unmerklich einschleicht und verfestigt. Diese kulturelle Armut hindert die Betroffenen daran, sich auszudrücken. Sie erzeugt Gewalt und verhindert sozialen Fortschritt. Es kann von daher auf höchster europäischer Ebene nicht darum gehen, diese Phänomene von einander zu trennen. Vielmehr müssen sie in ihrer Komplementarität betrachtet werden, vor allem wenn es um die Lebenswege von Personen geht, die sich in Strukturen sozialer Eingliederung befinden.

Andererseits sollten wir auf diesem Gebiet auch nicht allzu viel von Europa erwarten, denn die Verantwortung liegt in vielerlei Hinsicht auf nationaler oder sogar lokaler Ebene. Die Mitgliedstaaten und lokalen Gebietskörperschaften haben hier noch die größten Handlungsspielräume, dessen sollten wir uns immer bewusst sein. Auch wenn wir immer wieder die besten rechtlichen Instrumente schaffen – seien sie verpflichtend oder fördernd – so kann kein Text, und schon gar kein europäischer, die Mentalitäten per Gesetz ändern. Sogar der soziale Dialog stößt auf europäischer Ebene an seine Grenzen, denn er muss anschließend immer auf nationaler Ebene umgesetzt werden. So stellt auch das kürzlich verabschiedete Abkommen über den inklusiven Arbeitsmarkt nur eine Empfehlung dar. Sicherlich handelt es sich dabei um eine nachdrückliche Empfehlung, aber dennoch muss sie auf nationaler Ebene mit Leben erfüllt werden. Diese europäische Vereinbarung ist ein erster Schritt. Die Sozialpartner und Mitgliedstaaten müssen sie sich nun zu eigen machen und sie anwenden um die wirtschaftliche und soziale Sphäre einander anzunähern.

Europa sollte aber viel stärker noch als bisher innovativen Politiken auf nationaler Ebene Geltung verschaffen. Die Situation in Deutschland stellt in dieser Hinsicht einen besonders aufschlussreichen Fall für

uns dar. Auf beschäftigungspolitischer Ebene gibt es den Begriff der „Qualifikation“ formell, so wie in Frankreich, nicht. Was zählt, ist vielmehr die Grundkompetenz. Nehmen wir zum Beispiel einen Bäcker, der in seinem ursprünglichen Sektor keine Beschäftigung mehr findet. Statt ihn ohne Aussicht auf Erfolg auf diese Kategorie zu beschränken oder ihn komplett den Beruf wechseln zu lassen, wird man ihm dort helfen, eine Beschäftigung als Konditor zu finden. Falls es notwendig ist, erhält er dafür eine Zusatzausbildung.

Eine weitere konkrete und unmittelbare Handlungsausrichtung stellen auch die sozialen Innovationsmodelle vom Typ PROGRESS dar, die über die Kommission direkt zugänglich sind. Lokale AkteurInnen können darüber innovative Praktiken ausprobieren und evaluieren. Sie antworten auf Ausschreibungen der Kommission und können für ihre Projekte gegebenenfalls auf europäische Gelder zugreifen. Diese Instrumente sollen in der Zukunft dazu dienen, neue Richtlinien und Orientierungen auszuarbeiten, die dann für neue öffentliche Politiken auf nationaler Ebene richtungsweisend wirken würden. Auch dieser Bereich könnte dazu dienen, dass Europa sich seinen BürgerInnen annähert, allen voran den schwächsten.

VORSCHLÄGE

Ausgehend von der Tatsache, dass Armut und soziale Ausgrenzung im Widerspruch zu den gemeinschaftlichen Werten der Solidarität und sozialen Gerechtigkeit stehen, zeichnen sich aus der Debatte der BürgerInnen im Rahmen dieses Workshops einige Vorschläge ab, die sie der EU nahelegen:

- **Die Europäische Kommission sollte in ihrer Strategie EU-2020 die Bekämpfung von Armut und sozialer Ausgrenzung nicht auf die Beschäftigungsrate reduzieren.**
- **Angesichts der Tatsache, dass die Zahl „armer ArbeiterInnen“ in einigen Ländern steigt und dabei deutlich wird, dass Beschäftigung an sich, und sei sie noch so „hochwertig“ (d. h. korrekt bezahlt, im Rahmen guter „Arbeitsbedingungen“, um die Würde der Person bemüht und an die Fähigkeiten jedes/r Einzelnen angepasst), nicht alles ist, sollte die Europäische Union spezielle Initiativen für „arme ArbeiterInnen“ entwickeln.**
- **Die Europäische Kommission sollte systematisch Studien zur Auswirkung von Arbeitsmarkt- und anderer sektorieller Politiken ausarbeiten.**
- **Konkrete Instrumente wie das Programm PROGRESS sollten in Zukunft bei der Entwicklung neuer Richtlinien und Orientierungsdokumente zur Lenkung neuer öffentlicher Politiken auf nationaler Ebene herangezogen werden.**

In all diesen Punkten sollte das Europäische Parlament und seine interparlamentarische Arbeitsgruppe „Extreme Armut und Menschenrechte – Komitee Vierte Welt“ – selbstverständlich innerhalb seiner Kompetenzen, aber nichtsdestotrotz entschieden und zielbewusst – als Speerspitze auftreten.

DIE ZUKUNFT DER ÖFFENTLICHEN DASEINSVORSORGE

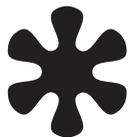
WELCHE GEMEINSAMEN INITIATIVEN SIND – ÜBER DIE UNTERSCHIEDLICHEN VORSTELLUNGEN VON ÖFFENTLICHER DASEINSVORSORGE HINAUS – IN EUROPA HEUTE DENKBAR?

Allen europäischen BürgerInnen liegt viel an der öffentlichen Daseinsvorsorge, auch wenn sich hinter diesem Begriff innerhalb Europas ganz unterschiedliche Realitäten verbergen. Allerdings stellen sich immer mehr BürgerInnen, aber auch lokale und regionale Abgeordnete, die dringende Frage, wie weit es mit dem Abbau dieser öffentlichen Dienstleistungen noch gehen soll. Trotz wachsender Anerkennung, die mit dem Vertrag von Amsterdam begann und die der Vertrag von Lissabon fortführt, wird die öffentliche Daseinsvorsorge immer stärker unter wirtschaftlichen Gesichtspunkten betrachtet.

DIE VORGEHENSWEISE DER EUROPÄISCHEN UNION

Bislang richtete sich die Vorgehensweise der EU am Ziel des gemeinsamen Binnenmarktes aus. Dies führte zur Verabschiedung mehrerer sektorieller Richtlinien in den Bereichen Transport, Energie und auch Postdienstleistungen. In diesen Sektoren bestanden meist nationale Monopole, die damit aufgelöst wurden. Die jüngste Direktive dieser Art ist die „Dienstleistungs-Richtlinie“, ursprünglich – nach dem ehemaligen Binnenmarkt-Kommissar – „Bolkestein-Richtlinie“ genannt. Diese Richtlinie bildet ein wesentliches Teilstück zur Vollendung des Binnenmarktes. Sie zielt auf Dienstleistungen ab, deren unmittelbar „menschbezogene“ Dimension viel stärker ist als die der bislang betroffenen Sektoren. Es geht dabei um diejenigen Dienstleistungen, die territoriale Körperschaften als nicht kommerziell betrachten und auf die sich folglich die europäischen Regeln der Konkurrenz nicht beziehen dürften. Die größte damit verbundene Schwierigkeit besteht daher in der Beurteilung, welche Dienstleistungen und Sektoren als kommerziell eingestuft werden dürfen und welche nicht.

Gleichzeitig mit dieser Richtlinie trat auch der Lissabon-Vertrag in Kraft, und das veränderte die Lage. Der Vertrag bestätigt, dass die wirtschaftlichen und finanziellen Voraussetzungen zum Funktionieren der öffentlichen Daseinsvorsorge garantiert werden müssen. Gleichzeitig bietet er der Union eine neue rechtliche Basis, um in diesem Bereich aktiv zu werden. Die Arbeit der fraktionsübergreifenden Arbeitsgruppe zu Fragen der öffentlichen Daseinsvorsorge des Europäischen Parlaments findet in diesem neuen rechtlichen Umfeld statt. Schon durch ihren Namen versucht die „Intergroup Public Services“, die terminologische Unklarheit



Organisation
des Workshops:
**Französische
Vereinigung des Rates
der Gemeinden und
Regionen Europas
(AFCCRE)**

Diskussionsleitung:
Christophe Chaillou
GENERALDIREKTOR
DER AFCCRE

Mit:
Françoise Castex
EUROPAABGEORDNETE,
VORSITZENDE DER
FRAKTIONSÜBERGREIFENDEN
ARBEITSGRUPPE „ÖFFENTLICHE
DASEINSVORSORGE“ DES
EUROPÄISCHEN PARLAMENTES

Laurent Ghekière
REPRÄSENTANT DER UNION
SOCIALE POUR L'HABITAT
GEGENÜBER DER EU,
MITGLIED DES KOLLEKTIVS
SSIG FRANKREICH

Jérémy Smith
LEITER VON ADVOCACY
INTERNATIONAL, EHEMALIGER
GENERALSEKRETÄR DES
RATES DER GEMEINDEN UND
REGIONEN EUROPAS (CCRE)

Zusammenfassung:
Sabine Martorell
AFCCRE

zu überwinden, welche die Europäische Kommission bislang pflegte. Sie besteht aus Mitgliedern aller politischen Fraktionen des Europäischen Parlaments, denen an der Klärung der rechtlichen und finanziellen Rahmenbedingungen der öffentlichen Daseinsvorsorge gelegen ist und die eine politische Debatte zu diesen Fragen anregen wollen.

UNTERSCHIEDLICHE AUFFASSUNGEN UND SCHNITTSTELLEN

Unabhängig von den unterschiedlichen Konzeptionen, Traditionen und Organisationen der einzelnen Mitgliedsländer, bleibt die öffentliche Daseinsvorsorge ein grundlegendes Element des europäischen Gesellschaftsmodells. Eine Studie des Europäischen Zentrums für öffentliche Unternehmen hat kürzlich gezeigt, dass Dienstleistungen der öffentlichen Daseinsvorsorge 26 % des Bruttoinlandsprodukts der EU ausmachen und 64 Millionen Menschen beschäftigen. Angesichts dieser sowohl für die Wirtschaft als auch für das europäische Gesellschaftsmodell hohen Bedeutung erstaunt es, dass sowohl in den Gemeinschaftsverträgen als auch dem daraus abgeleiteten Recht eindeutige Ausführungen fehlen. Dies gilt auch für den Lissabon-Vertrag, der zwar Fortschritte ermöglicht, einer klaren Definition jedoch ebenfalls ausweicht.

Andererseits ist dieses Schweigen auch nachvollziehbar, denn die Römischen Verträge verfolgten dieses Ziel überhaupt nicht. Sie betrachteten derartige Dienstleistungen als Aktivitäten privater Leistungserbringer, denen ausnahmsweise auch Verpflichtungen zur öffentlichen Daseinsvorsorge auferlegt werden konnten. Die Europäische Kommission und der Gerichtshof sehen daher in jeder, oder zumindest in fast jeder Aktivität eine wirtschaftliche Dimension, auch wenn sie im öffentlichen Interesse, zum Gemeinwohl und von der öffentlichen Hand ausgeführt wird. Diese Sichtweise erlaubt öffentliche Eingriffe nur in Randbereichen, in denen der Markt nicht funktioniert.

Diese Herangehensweise muss sich ändern und das anzuwendende Recht nachgebessert werden, damit die Besonderheit des Handelns der öffentlichen Hand anerkannt wird. Das bedeutet beispielsweise, dass das Recht im Bereich der öffentlichen Märkte es als Ausnahme anerkennt, dass öffentliche Einrichtungen miteinander kooperieren dürfen, so wie es ihnen auch die gemeinschaftliche Rechtsprechung zuerkannt hat. Genau das fordert im Übrigen auch die Europäische Charta der lokalen und regionalen öffentlichen Daseinsvorsorge, die 2009 vom Rat der Gemeinden und Regionen Europas verabschiedet wurde.

DIE KLUFT ZWISCHEN NATIONALEN PRAKTIKEN UND DER HERANGEHENSWEISE DER EUROPÄISCHEN KOMMISSION

Im Sozialwohnungssektor beispielsweise stehen einige Politiken, die von Mitgliedstaaten oder territorialen Gebietskörperschaften momentan umgesetzt werden, im Widerspruch zu den geltenden EU-Vorschriften zur

staatlichen Beihilfe. Da das europäische Recht sich auf jegliche wirtschaftliche Aktivität bezieht sobald für eine Leistung eine Zahlung erbracht wird – egal wie hoch sie ist und in welcher Beziehung sie zu den realen Kosten dieser Leistung steht –, handelt es sich dabei um eine sehr weite Definition, die zahlreiche Sektoren betrifft. Aus diesem Grund wurde beispielsweise die niederländische Auslegung, mit ihrer sehr weit gefassten Definition von sozialem Wohnungsbau (der der gesamten Bevölkerung zugänglich sein soll), Gegenstand einer Untersuchung der Kommission. Letztere ist nämlich der Auffassung, dass nur die schwächsten Bevölkerungsschichten einen Anspruch auf eine Sozialwohnung haben sollten.

Die Frage nach den Auswirkungen auf den Binnenmarkt muss auch deswegen gestellt werden, weil solche Auswirkungen für zahlreiche Sektoren gar nicht vorhanden sind. Es herrscht nämlich ein Proportionalitätsproblem zwischen dem anwendbaren Recht (das im Wesentlichen für die großen Verteilungsindustrien geschaffen wurde) und Dienstleistungen, die häufig auf lokaler Ebene erbracht werden. Das Gemeinschaftsrecht muss diese Besonderheiten anerkennen und daran angepasst werden, indem es gegebenenfalls Grenzwerte festlegt. Es handelt sich hierbei um sehr komplexe Fragen, zu denen keineswegs Konsens herrscht, insbesondere nicht im Europäischen Parlament.

VORSCHLÄGE

1. Die bedeutende Rolle der öffentlichen Daseinsvorsorge in Europa muss wieder gestärkt werden. Sie hat während der Krise ihren Nutzen bewiesen, indem sie die wirtschaftliche, soziale und territoriale Kohäsion innerhalb Europas sicherstellte.
2. Das europäische Recht muss dieser Realität angepasst werden, damit ein besseres Gleichgewicht zwischen Binnenmarkt und Umsetzung der öffentlichen Daseinsvorsorge gefunden werden kann.
3. Die öffentliche Daseinsvorsorge will nicht nur dazu dienen, die Unzulänglichkeiten des Marktes notdürftig abzufedern. Sie sieht sich vielmehr als Partnerin in einem europäischen Gesellschaftsmodell.
4. Die europäischen Institutionen, Mitgliedstaaten und territorialen Gebietskörperschaften müssen sich ihrer Verantwortung bei der Errichtung eines europäischen Raumes öffentlicher Daseinsvorsorge im Dienste der BürgerInnen bewusst werden und ihre jeweiligen Verantwortlichkeiten innerhalb dessen definieren. Dabei sollten Fehler nicht immer der europäischen Ebene zugeschoben werden, denn die nationale Gesetzgebung oder Entscheidungen einzelner Mitgliedstaaten fallen manchmal restriktiver aus oder erlegen strengere Verpflichtungen auf.

SOZIALE SICHERUNG UND BÜRGERINNEN

GUT LEBEN IM EUROPA VON MORGEN

Ziel des Workshops war es, über die Kompetenzen der EU im Bereich Gesundheit und soziale Sicherung zu sprechen. Die Diskussion zeigte Lösungen auf, wie sich unsere Lebenswege und unsere Gesundheit sich in einem Europa gestalten könnten, dessen wirtschaftlicher, sozialer und demographischer Kontext in tiefem Umbruch begriffen ist.

Die Aktivitäten der Europäischen Union im Gesundheitsbereich sind noch neu und wenig bekannt. Sie haben sich seit der Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft (EWG) 1957 stark verändert. Durch den Vertrag von Lissabon gehört Gesundheit heute zu den Kompetenzen, die sich EU-Institutionen und Mitgliedstaaten teilen, z. B. wenn es um gemeinsame Sicherheitsbelange im Bereich der öffentlichen Gesundheit geht. Gesundheit gehört auch zu den „unterstützenden“ Kompetenzen, z. B. wenn es um den Schutz und die Verbesserung der menschlichen Gesundheit geht.

DIE KOORDINIERUNG DER SOZIALEN SICHERUNGSSYSTEME

Die Koordinierung der sozialen Sicherungssysteme liegt in der Kompetenz der Mitgliedstaaten und nicht bei der EU. Gleichzeitig ist die Freizügigkeit von Personen ein zentrales Prinzip der europäischen Integration und nicht vorstellbar ohne Begleitung durch soziale Sicherheit. Daher wurden schon von Beginn der europäischen Einigung an europäische Regeln zur Koordinierung der Sozialversicherungssysteme erstellt. ArbeitnehmerInnen und andere Anspruchsberechtigte waren die Ersten, die davon profitierten. Später wurden diese Regelungen auf alle ArbeiterInnen ausgeweitet. Die Verordnung (CE) Nr. 883/2004 zur Koordinierung der sozialen Sicherungssysteme richtet sich heutzutage an alle BürgerInnen der Europäischen Union. Dank des Prinzips, dass Rechtsansprüche von einem Staat zum anderen erhalten bleiben, wird der Zugang zu Sozialleistungen innerhalb der EU gewährleistet.

Auch der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften (der mit dem Lissabon-Vertrag zum Gerichtshof der Europäischen Union wurde) hat im Laufe der vergangenen Jahre eine wichtige Rechtsprechung zu diesen Fragen hervorgebracht (zum Beispiel die Urteile Kohll & Decker).

In der Frage der Genehmigung von Behandlungen im Ausland weicht seine Rechtsprechung allerdings vom rechtlichen Rahmen der Verordnung (CE) 1408/71 ab, die die Anwendung der Systeme der sozialen Sicherheit auf ArbeitnehmerInnen und deren Familien, die innerhalb der Gemeinschaft zu- und abwandern, regelt. Diese Verordnung macht die vorherige Genehmigung von Behandlungen im Ausland obligatorisch. Der EuGH hingegen hat seit 1995 mehrmals entschieden, dass eine



Organisation
des Workshops:
MACIF

In Zusammenarbeit mit:
IPSE / L'Europe à la Une

Diskussionsleitung:
Marie-José Fleury
L'EUROPE À LA UNE

Mit:
Nathalie Chaze
BEREICHSLIEFERIN IN
DER GENERALDIREKTION
GESUNDHEIT UND
VERBRAUCHER DER
EUROPÄISCHEN KOMMISSION

Daniel Fabre
AUFSICHTSRATSMITGLIED
DER VERSICHERUNG MACIF
MUTUALITÉ, PRÄSIDENT
DER FRANZÖSISCHEN
KRANKENKASSE CAISSE
PRIMAIRE D'ASSURANCE
MALADIE (CPAM)
DES DÉPARTEMENTS
VAL DE MARNE

Otto Kaufmann
WISSENSCHAFTLER
AM MAX-PLANCK-
INSTITUT IN MÜNCHEN,
STELLVERTRETENDER
VORSITZENDER DES IPSE

Pierre Lepetit
STAATLICHER
FINANZINSPEKTOR,
STELLVERTRETENDER
VORSITZENDER VON
NOTRE EUROPE

Zusammenfassung:
OrganisatorInnen
des Workshops

solche Erlaubnis für einige Behandlungen nicht notwendig ist. Die neue Verordnung Nr. 883/2004 (die die Verordnung (CE) 1408/71 ab dem 1. Mai 2010 ersetzt) ignoriert wiederum diese Rechtsprechung und hält die Genehmigungspflicht aufrecht. Für die Zukunft stellt sich die Frage, ob der Europäische Gerichtshof weiterhin Urteile fällen wird, die von den bestehenden Verordnungen abweichen.

GRENZÜBERSCHREITENDE GESUNDHEITSVERSORGUNG

Das Recht auf Freizügigkeit schafft eine völlig neue Situation für grenzüberschreitende Gesundheitssysteme, denn es gibt BewohnerInnen von Grenzregionen die Möglichkeit, sich ohne größere Umstände in einem Nachbarland behandeln zu lassen. Aufgrund der besonderen Bedingungen in diesem Sektor wurden Gesundheitsdienstleistungen dem Anwendungsbereich der von der Generaldirektion „Binnenmarkt“ erarbeiteten Dienstleistungsrichtlinie entzogen. Stattdessen wurde eine speziell auf gesundheitliche Dienstleistungen zugeschnittene Richtlinie von der Generaldirektion „Gesundheit und Verbraucher“ der Europäischen Kommission erarbeitet, die gemeinsame Regeln für alle Mitgliedstaaten festlegt. Darüber hinaus wurde am 2. Juli 2008 von der Kommission ein Richtlinienvorschlag zur Ausübung von Patientenrechten bei der grenzüberschreitenden Gesundheitsversorgung angenommen. Sie steht im Rahmen der Gesundheitsstrategie 2008–2013 unter dem Namen „Gemeinsam für die Gesundheit – ein strategischer Ansatz der EU für 2008–2013“. Bislang wurde diese Richtlinie allerdings noch nicht verabschiedet. Dies könnte gegen Ende 2010 geschehen.

Dieser Richtlinienvorschlag beruht auf drei Pfeilern, denen drei Zielsetzungen zugrunde liegen:

1. Er soll den BürgerInnen helfen, ihre Rechte auszuüben und die Kosten für gesundheitliche Behandlungen in einem anderen Mitgliedstaat rückerstattet zu bekommen.
2. Er soll eine sichere und qualitativ hochwertige Gesundheitsversorgung garantieren.
3. Er soll die Zusammenarbeit der Gesundheitssysteme innerhalb der Mitgliedstaaten fördern, um eine bessere Versorgung für alle zu gewährleisten.

Nicht zuletzt soll diese Richtlinie die Rechte der PatientInnen verbessern, indem sie ihnen klarere und nützlichere Informationen über ihre Rechte zur Verfügung stellt, insbesondere hinsichtlich der Rückerstattung von Behandlungskosten in anderen Mitgliedstaaten.

ZUR ROLLE DER ZUSATZKRANKENVERSICHERUNGEN ANGESICHTS DER STEIGENDEN MOBILITÄT IHRER MITGLIEDER

Im französischen Sozialversicherungssystem, das entlang der staatlichen Sécurité sociale organisiert ist, fördert die Anerkennung einer

ergänzenden Ebene den gleichen Zugang zur Gesundheitsversorgung für alle. Der zusätzliche soziale Schutz wird von der genossenschaftlichen Versicherung Mutualité gewährleistet. Die Aktivitäten und Funktionsweise dieser komplementären Ebenen basieren auf der Respektierung von Werten wie Solidarität und ausgleichender Gerechtigkeit. Sie beruht auf den Prinzipien der Demokratie, der Freiheit und der Gemeinnützigkeit. Auch der Bericht des Europäischen Parlaments zur Zusatzkrankenversicherung (Berichterstatter: Michel Rocard) hat die besondere Rolle gemeinnütziger Versicherungsgesellschaften bei der Finanzierung der Krankenversicherung angesichts des stetigen Rückzugs des Staates unterstrichen.

Die Einführung der europäischen Krankenversicherungskarte hat zu einer bislang ungekannten Situation geführt, denn die Anzahl derer, die das Recht in Anspruch nehmen, für eine bestimmte Behandlung in ein anderes Land zu reisen, ist seitdem stark angestiegen. Dieses Phänomen hat zur grundsätzlichen Besorgnis geführt, es könne sich ein Zwei-Klassen-System entwickeln, das für PatientInnen Ungleichheit im Zugang, in der Qualität und bei der Rückerstattung der Kosten bedeutet und vom Informationsgrad, vom Lebensstandard und der sozialen Herkunft abhängt. In der Tat stellt sich die Frage nach der Information der PatientInnen: Soll Mobilität gefördert werden und wer soll gegebenenfalls die notwendige Aufklärung übernehmen?

GESUNDHEIT UND SOZIALE DIENSTLEISTUNGEN VON ALLGEMEINEM INTERESSE

Der Bereich der Gesundheit steht nicht zuletzt im Zusammenhang mit den Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse. In beiden Fällen stellt sich folgende Frage bei der Definition des verordnungsrechtlichen Rahmens: Brauchen wir einen offenen, wettbewerbsorientierten Raum oder soziale Aktivitäten der öffentlichen Daseinsvorsorge, die auf bestimmten Werten beruhen (wie etwa Solidarität, Allgemeingültigkeit etc.)?

Seit einiger Zeit steht eine Debatte über mögliche Gefahren im Raum, die die europäische Integration für die öffentliche Daseinsvorsorge darstellen könnte. In Frankreich ist die Auffassung stark verbreitet, der Staat sei für Aufgaben von allgemeinem Interesse prädestiniert. Gerade heute zeigt sich jedoch, dass auch andere Akteure gebraucht werden, um diese Aufgaben zu übernehmen. Der Lissabon-Vertrag und das „Monti-Kroes-Paket“ zeigen den Rahmen zur Ausübung von Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse (SDAI) auf. Dieser Rahmen ist schwierig und komplex, aber ausreichend. Es müssen daher dringend Sozialdienstleistungen von allgemeinem Interesse mit einer neuen Herangehensweise aufgebaut werden. Dazu sind vor allem Partnerschaften zwischen Körperschaften öffentlichen Rechts und privaten Einrichtungen notwendig, die in der Lage sind, die gleichen Dienstleistungen ohne Subventionen zu erbringen.

VORSCHLÄGE

Um im Europa von morgen insbesondere auf dem Gebiet der Gesundheit und sozialen Sicherung gut leben zu können, könnte eine Querschnittsklausel in den Vertrag von Lissabon aufgenommen werden, die sicherstellt, dass diese Aspekte zukünftig bei allen EU-Politiken berücksichtigt werden. Diese Klausel könnte nach dem Modell der sozialen Querschnittsklausel gestaltet werden.

Unsere Verantwortung Für nachhaltige Gemeinschafts- Politiken

60 Jahre nach der Schuman-Erklärung sind die europäischen Gesellschaften und Volkswirtschaften mit einer völlig neuen Herausforderung konfrontiert: der nachhaltigen Entwicklung. Das europäische Aufbauwerk stellt eine nachhaltige Lösung zur Sicherung des Friedens auf dem Kontinent dar, aber die Herausforderung einer nachhaltigen Entwicklung ist heutzutage global und vielgestaltig. Für die EuropäerInnen geht es darum, aus dem Lot geratene Gleichgewichte wiederherzustellen, die sonst mittel- und langfristig eine Gefahr darstellen. Es geht dabei um die Sicherung von natürlichen und Nahrungsmittel-Ressourcen, eng verbunden mit der Gemeinsamen Agrarpolitik; um die Regulierung der Finanzmärkte, die die EU seit 2008 in einer Wirtschafts- und Währungskrise bislang ungekannten Ausmaßes gefangen halten, ebenso wie um den Erhalt der europäischen Industrie angesichts globalen Wettbewerbs, und um die Sicherheit und Nachhaltigkeit von Energiequellen.

DIE GEMEINSAME AGRARPOLITIK

WIE KANN DIESES ZENTRALE VERMÄCHTNIS NEU GESTALTET WERDEN?

Die Gemeinsame Agrarpolitik (GAP) steht im Herzen der europäischen Einigung. Als sie 1962 gegründet wurde, war sie die erste Politik, für die die Mitgliedstaaten ihre Souveränität und ihr Budget zusammenlegten. In den Jahren 2010 und 2011 müssen wegweisende Entscheidungen zur Reform der Agrarpolitik und ihres Budgets getroffen werden. Sie werden die Zukunft



Organisation
des Workshops:
**Les Jeunes
Agriculteurs France
und der Bund der
Deutschen Landjugend**

Diskussionsleitung:
Julien Valentin
STELLVERTRETENDER
VORSITZENDER DER JEUNES
AGRICULTEURS FRANCE

Mit:
Gunther Hiestand
VORSITZENDER DES
BUNDES DER DEUTSCHEN
LANDJUGEND

Jean-François Quéré
REGIONALDIREKTOR VON
L'AGRI ET FORÊT, ELSASS

Zusammenfassung:
Nadège Chambon
NOTRE EUROPE

der europäischen Landwirtschaft bestimmen. Angesichts dessen stellen sich zahlreiche Fragen: Welche Art von Ernährung will die EU? Wie können positive Praktiken für die Umwelt und natürliche Ressourcen gefördert werden? Ist es wünschenswert, die Landwirtschaft und die LandwirtInnen in unseren ländlichen Gebieten zu halten? Welche Ziele sollten wir 50 Jahre nach der Schaffung der GAP durch die Gründerväter für die europäische Landwirtschaft vor Augen haben?

DIE HISTORISCHEN GRUNDLAGEN BEHALTEN IHRE AKTUALITÄT

Nach dem Zweiten Weltkrieg bestand das Ziel der GAP darin, die Autonomie der EuropäerInnen im Bereich der Ernährung sicherzustellen. Als Hauptintegrationspolitik hatte die GAP lange Zeit den größten Anteil am Budget der Europäischen Gemeinschaft. Heute ist das nicht mehr der Fall. Die in den Römischen Verträgen festgelegten Zielsetzungen behalten jedoch ihre Gültigkeit (Art. 39 des Lissabon-Vertrages): Die GAP ist dazu da, die Produktivität der Landwirtschaft zu steigern, indem sie eine optimale Nutzung der Produktionsfaktoren, insbesondere der Arbeitskraft, sicherstellt. Darüber hinaus soll sie der in der Landwirtschaft tätigen Bevölkerung ein angemessenes Lebensniveau gewährleisten, die Märkte stabilisieren, die Sicherheit der Lebensmittelversorgung garantieren und vernünftige Verbraucherpreise sichern.

Da die Nachfrage schwer zu beeinflussen ist, wirkt die GAP auf das Angebot ein. Die erste Säule der GAP sorgt für die Sicherung der Märkte. Mit dieser Politik ist es Europa gelungen, seine quantitativen Zielsetzungen zu erfüllen: Es gibt ausreichend Nahrungsmittel, und die EU ist ein modernes, exportierendes Produktionsgebiet. Was das Ziel vernünftiger Verbraucherpreise und guter Verdienste für die LandwirtInnen betrifft, fällt die Bilanz hingegen eher schlecht aus. Die Produktionskosten sind auf 60 % des Wertes gesunken, aber diese Spanne kam nicht vollständig den KonsumentInnen zugute, weil sie sich nicht in den Endpreisen niederschlug. Seit den 1990er Jahren ist die Besorgnis um die landwirtschaftlichen Einkünfte stark gestiegen, weil die Preise immer instabiler wurden, während gleichzeitig die aufeinanderfolgenden Reformen die Regulierungsinstrumente zunehmend schwächten. Das historische Ziel, dem gemäß die GAP den LandwirtInnen das gleiche Durchschnittseinkommen wie der restlichen Bevölkerung ermöglichen soll, ist daher gefährdet.

EINE UNBEKANNTE BEDROHUNG FÜR DIE EUROPÄISCHE LANDWIRTSCHAFT: DER GENERATIONENWECHSEL

Das schwindende Einkommen der LandwirtInnen schlägt sich im Ausbleiben eines Generationswechsels nieder: Nur 7 % der LandwirtInnen in Frankreich sind weniger als 35 Jahre alt. Um junge Leute zu motivieren, müssten zu allererst angemessene Einkünfte und stabile Bewirtschaftungsperspektiven zugesichert werden. Ohne sie ist es unmöglich, die notwendigen Investitionen

zu tätigen, um sich niederlassen zu können. Angesichts dieser häufig umfangreichen Anfangsinvestitionen und zahlreicher anderer Unwägbarkeiten klimatischer und wirtschaftlicher Natur, denen sich ein landwirtschaftliches Unternehmen ausgesetzt sieht, ist es unabdingbar, dass die GAP Niederlassungshilfen gewährt. Sonst lässt sie diese jungen Menschen im Stich. Abgesehen davon lohnt sich der Einsatz, denn 95 % der jungen LandwirtInnen, die einen Betrieb gründen, kommen über die ersten fünf Jahre hinaus. Mit diesem Wert sind sie anderen Branchen weit voraus.

Darüber hinaus ist die Landwirtschaft ein Sektor, in dem die BetriebsleiterInnen über eines der höchsten Ausbildungsniveaus verfügen. Die Gesellschaft verlangt von ihnen, dass sie die Marktlage kennen ebenso wie Finanzierungsinstrumente, landwirtschaftliche Techniken, Hygienevorgaben und andere sich ständig ändernde Vorschriften, aber auch Vermarktungstechniken etc. Es ist daher notwendig, diese jungen Menschen auf hohem Niveau zu begleiten, nicht zuletzt was Ausbildung anbelangt. Diese beiden Faktoren (Ausbildung und Risikosicherung) müssen im Zentrum europäischer Niederlassungspolitik stehen, damit die wirtschaftliche und territoriale Stabilität landwirtschaftlicher Unternehmen gewährleistet werden kann.

WAS WOLLEN WIR FÜR UNSERE LANDWIRTSCHAFT?

Bei der Reform der GAP stellt sich uns die Frage, welche Art von Landwirtschaft, Ernährung und landwirtschaftlichen Räumen die EuropäerInnen eigentlich wollen und wie viel sie bereit sind, dafür auszugeben. Die GAP geht aus einem gemeinsamen Markt und einer gemeinsamen Bestrebung hervor, ausreichende Nahrungsmittelversorgung für alle EuropäerInnen sicherzustellen. Was wird aus diesem Ziel nach 2013? Mehrere Mitgliedstaaten haben bei den letzten Haushaltsverhandlungen schon geltend gemacht, dass wichtigere Herausforderungen aus dem gemeinsamen Haushalt finanziert werden sollten. Dazu zählt insbesondere die Energieversorgung, die 60 Jahre nach Gründung der EGKS wieder zurück auf der Tagesordnung ist. Diese Staaten drängen auf eine Senkung des Agrarbudgets, das momentan 40 % des gemeinsamen Haushalts ausmacht. Die GAP kostet zum heutigen Zeitpunkt jede/n BürgerIn 100 Euro im Jahr. Damit wird mehreren Herausforderungen begegnet, die auch in der EU der 27 weiterhin aktuell sind:

- **DIE PRIMÄRE HERAUSFORDERUNG** besteht in der quantitativen, qualitativen und hygienischen Nahrungsmittelsicherheit. Auch wenn intern diese Sicherheit gewährleistet ist, so ist dieses Gleichgewicht per Definition permanent gefährdet, nicht zuletzt weil sich für die kommenden Jahrzehnte die Frage der weltweiten Nahrungsmittelverteilung stellt.
- **DIE ZWEITE HERAUSFORDERUNG** besteht darin, die Ausgewogenheit der ländlichen Räume in einem Kontext zu erhalten, in dem wirtschaftliche Konkurrenz Gebietszusammenlegungen begünstigt. Nur öffentliche

Politiken können dem entgegenwirken, z. B. in Gebieten mit strukturellen Benachteiligungen.

• **DIE DRITTE HERAUSFORDERUNG** betrifft die Beteiligung der Landwirtschaft an der Bekämpfung des Klimawandels und am Umweltschutz. Diese Herausforderung beinhaltet, dass die zukünftige GAP unbedingt wirtschaftliche Leistung und ökologische Effizienz vereinbar machen muss.

Unsere Prioritäten bedürfen der notwendigen Instrumente, um das Angebot zu steuern. Das beinhaltet ein Budget, um sie zu finanzieren und SteuerzahlerInnen, die bereit sind, dafür zu zahlen. Wir stellen jedoch fest, dass die EuropäerInnen sich immer mehr von Lebensmitteln zu Discounter-Preisen angesprochen fühlen und einen immer niedrigeren Anteil ihres Budgets für Ernährung ausgeben (11 % in Deutschland, 17 % in Frankreich). Die VerbraucherInnen sollten daher darauf hingewiesen werden, dass Nahrung von hoher Qualität auch ihren Preis hat. Darüber hinaus stellt sich die Frage, ob Europa sich überhaupt noch selbst ernähren oder sich über Handel versorgen will. Wenn die KonsumentInnen nicht bereit sind, die Auswirkungen von Produktionszusammenlegungen auszugleichen, dann könnte die EU hochproduktive Systeme durch Zusammenlegungen (z. B. im Weinanbau) schaffen. Bleibt noch die Frage der Berggebiete und anderer benachteiligter Zwischengebiete, wo beispielsweise „die Weidewirtschaft keinen Sinn mehr macht, weil es keine Viehzucht mehr gibt“.



Organisation
des Workshops:

Confrontations Europe

In Zusammenarbeit mit:

MEDEF

Diskussionsleitung:

Ursula Serafin

CONFRONTATIONS EUROPE,
BRÜSSELER BÜRO

Mit:

Jean-Marc Barki

GESCHÄFTSFÜHRER
VON SEALOCK, MITGLIED
DER EUROPA-ABTEILUNG
DER FRANZÖSISCHEN
ARBEITGEBERVEREINIGUNG
MEDEF, BERATER DES HOHEN
KOMMISSARS HIRSCH

Dr Rolf Kroker

VORSTANDSMITGLIED DES
INSTITUTS DER DEUTSCHEN
WIRTSCHAFT KÖLN

Franck Huiban

BERATER DES VORSITZEN
DEN VON EADS

Dominique Olivier

EHEMALIGER BERATER
VON MARCEL GRIGNARD,
GEWERKSCHAFT CFDT,
BEAUFTRAGTER FÜR
NACHHALTIGE ENTWICKLUNG

Zusammenfassung:

Camille Chautard

EUROPANOVA

VORSCHLÄGE

Nach 2013 sollte die GAP:

- **Den Generationswechsel und eine Arbeitsplätze schaffende landwirtschaftliche Aktivität gewährleisten.**
- **Die europäischen BürgerInnen mit Nahrungsmitteln versorgen, indem sie die Stabilität der landwirtschaftlichen Märkte sichern.**
- **Natürliche Ressourcen bewahren und zur Reduzierung von Treibhausgasen beitragen.**

INDUSTRIEPOLITIK

PERSPEKTIVEN FÜR GREEN ECONOMY, BESCHÄFTIGUNG UND EUROPÄISCHE WETTBEWERBSFÄHIGKEIT?

GEMEINSAME POLITIKEN SIND UNABDINGBAR

Die USA sind im Bereich der Hochtechnologien marktführend. Dank eines 800 Milliarden Dollar schweren Konjunkturprogramms und der Fluktuation ihrer Währung meistern sie die Krise ganz passabel. China

seinerseits drängt auf den globalen Markt. Seine jährliche Wachstumsrate ist zweistellig. Es hat Deutschland beim Export überholt, und mit seinem Bruttoinlandsprodukt zieht es bald mit Japan gleich. Seine Devisenrücklagen erreichten 2009 das beachtliche Niveau von 2.400 Milliarden Dollar. Mittels einer dritten Forschungs- und Entwicklungsinitiative, die sich vor allem auf die massenhafte Ausbildung von WissenschaftlerInnen, IngenieurInnen und TechnikerInnen sowie auf beträchtliche Investitionen in Umwelttechnologien und Transport stützt, wird China von der „Werkstatt der Welt“ zu ihrem Forschungslabor. Das chinesische Modell hat sicherlich Schwachpunkte. Es symbolisiert aber auch den Erfolg der wirtschaftlich aufsteigenden Länder, die mittlerweile 52 % der weltweiten Industrieproduktion bestreiten.

Zwischen diesen beiden Wirtschaftspolen gibt Europa eine ziemlich schlechte Figur ab. Wir konstatieren einen demographischen Verfall aufgrund der alternden Bevölkerung, ebenso wie einen industriellen Niedergang: Im Jahr 2000 betrug der Anteil der EU an der Weltindustrieproduktion 20 %, während es heute nur noch 15 % sind. Allein im Jahr 2009 gingen innerhalb der EU 3,5 Millionen Arbeitsplätze in der Industrie verloren. Die Situation muss jedoch differenziert betrachtet werden: Während das auf Bauindustrie spezialisierte Spanien stark betroffen ist, ist die Lage Frankreichs äußerst zwiespältig: 16 % des französischen Bruttoinlandsprodukts werden, genau wie in Großbritannien, von der Industrie erwirtschaftet. Dort betont man wiederum gerne, es habe seine Industrie zugunsten des Dienstleistungssektors verloren. In Deutschland hingegen hat der Anteil der Industrie an der Erwirtschaftung des Mehrwerts innerhalb der letzten zehn Jahre zugenommen. Er beträgt mittlerweile ein Drittel des Bruttoinlandsprodukts. Diese Besonderheit wird in der Regel mit dem dichten und effizienten Netz mittelständischer Unternehmen erklärt, mit Innovationsbestrebungen, hoher Produktqualität, der schmerzhaften aber wirksamen Politik des Wettbewerbs über die Kosten, dem Beschäftigungspakt und Lohnmäßigung sowie nicht zuletzt der Transferfinanzierung der Sozialversicherung über die Unternehmen an den Fiskus. Fast 80 % der deutschen Exporte stammen aus industrieller Produktion, und ein Fünftel der Arbeitsplätze hängt vom Export ab. Mit 16 % des weltweiten Exports nimmt Deutschland eine starke Stellung im internationalen Wettbewerb ein. Forschung und Entwicklung werden zu 90 % von der Industrie finanziert.

Angesichts dessen, dass Europa sich immer stärkerer Konkurrenz nach außen – und durch die Regeln des Binnenmarkts auch nach innen – stellen muss, sollten die Mitgliedstaaten stärker kooperieren, um eine gemeinsame Industriepolitik zu entwickeln. Der Wettbewerb sollte nicht zwischen den Staaten, sondern zwischen den Unternehmen stattfinden, wie es bei der EGKS, der Gemeinsamen Agrarpolitik oder im Bereich der Luftfahrt der Fall

war. Eine gemeinsame Industriepolitik hätte den Vorteil, sowohl interne Probleme anzugehen als auch auf globaler Ebene konzertiert zu handeln.

KLIMA UND UMWELT: MÖGLICHKEITEN UND GRENZEN DER INDUSTRIE

Die Handelskonkurrenz zwingt Europa, sich auf globaler Ebene kraftvoll zu behaupten. Dabei riskiert es, seinen Rang als erste Wirtschaftsmacht zu verlieren. In den Bereichen Energiewirtschaft, nachhaltiges Transportwesen, „grüne Chemie“, Bio- oder Nanotechnologien fehlt jedoch die notwendige Zusammenarbeit, obwohl es sich dabei um Zukunftssektoren handelt. Mit einer gemeinsamen Politik könnte Europa auf die Weltklimapolitik Einfluss nehmen, indem es eine grüne Industriepolitik entwickelt. Hier ist es notwendig, dass Europa ein Beispiel setzt. Die Reach-Verordnung hat gezeigt, dass Europa auf die Entwicklung globaler Normen und Regeln einwirken kann. Diese Praxis muss verallgemeinert werden, da unsere Unternehmen im Vergleich zu ihren Konkurrenten immer stärkeren Zwängen ausgesetzt sind.

KEINE WIRTSCHAFT OHNE FLORIERENDE INDUSTRIE, KEINE INDUSTRIE OHNE ÖFFENTLICHE UNTERSTÜTZUNG

Auch wenn die Industrie nur einen niedrigen Anteil an Arbeitsplätzen und dem Bruttoinlandsprodukt ausmacht, ist sie für eine funktionierende Wirtschaft fundamental, insofern als sie Forschung und Entwicklung, Export und Dienstleistungen in Schwung hält. In Frankreich beispielsweise leistet die Industrie 85 % des Aufwands an Forschung und Entwicklung und 80 % des Exports von Gütern und Dienstleistungen. Darüber hinaus gibt es keine Industrie ohne Fabrik, d. h. ohne Produktion innerhalb Europas, und damit auch nicht ohne Unterstützung durch die öffentliche Hand. In den USA werden 15 bis 20 % der Ausgaben für Forschung und Entwicklung durch öffentliche Gelder finanziert. Der Staat unterstützt große Unternehmen massiv, vor allem in der Luft- und Raumfahrt, wo eine starke Komplementarität zwischen ziviler Industrie und militärischen Programmen besteht. Auch die Universitäten werden finanziell stark gefördert, und ihre Forschung ist auf Effizienz und Wettbewerbsfähigkeit ausgerichtet. Öffentliche Gelder werden in großem Umfang für Biotechnologie, Nanotechnologie und andere Schlüsseltechnologien zur Verfügung gestellt und ziehen damit die Talente der ganzen Welt an amerikanische Universitäten. In Europa stellen Luft- und Raumfahrt zwei Bereiche dar, die durch den Markt allein nicht in der Lage waren sich zu entwickeln. Um Ariane und Airbus an den Start zu bringen, bedurfte es wirkungsvoller öffentlicher Eingriffe. Die Europäische Union darf sich als erster geeinter Markt der Welt einer starken integrierten Industriepolitik nicht verweigern. Sie muss vielmehr in der Sorge um ihre Wettbewerbsfähigkeit und Produktivität zu deren Entwicklung beitragen. Jedes einzelne Mitgliedsland ist mittlerweile zu klein, um eine eigene Industriepolitik zu unterhalten; auch Deutschland, das mittlerweile nur noch 1 % der Weltbevölkerung stellt.

BILDUNG, FORSCHUNG UND ENTWICKLUNG: STRATEGISCHE BEREICHE FÜR INDUSTRIEPOLITIK

Bildungspolitik ist ein kritischer Faktor für den Erfolg einer Industriepolitik. Um stark zu sein, braucht die Industrie naturwissenschaftliche Abschlüsse, junge IngenieurInnen, MathematikerInnen. Es gibt aber wenige, nicht einmal genug, um diejenigen zu ersetzen, die in Rente gehen. Im Bereich der Luftfahrt und der Verteidigungsindustrie besteht beispielsweise ein jährlicher Bedarf von 12.500 IngenieurInnen, während aber nur 9.000 Diplomierte die Hochschulen verlassen. Also wendet man sich an China oder Indien, mit dem Risiko, dass die Forschung dann dort direkt vor Ort betrieben wird. Hinzu kommt ein zweites Problem, nämlich unzureichende Fremdsprachenkenntnisse. Zur wirtschaftlichen Entwicklung Europas ist eine Verbesserung des Fremdsprachenunterrichts unerlässlich. Wir benötigen eine andere Politik der Forschung und Entwicklung. Wünschenswert wären steuerliche Anreize, damit eine große Anzahl kleiner und mittlerer Unternehmen, die sich bislang Forschung und Entwicklung nicht leisten können, dazu in die Lage versetzt werden. Vergessen wir nicht, dass in Europa durchschnittlich 85 bis 90 % der Unternehmen weniger als 250 Beschäftigte haben.

WELCHE GEMEINSAME POLITIK FÜR EINE HETEROGENE INDUSTRIE IN EUROPA?

Eine Industriepolitik im engeren Sinne reicht nicht aus. Die Industrie kann sich nur entwickeln, wenn sie in die Gesamtheit öffentlicher Politiken eingebettet ist. Dazu gehört Steuerpolitik, Sozialpolitik, Forschungs- und Bildungspolitik. Zweitens müssen die europäischen Institutionen ihre Verhaltensweise in den Bereichen Währung, Handel und Freihandel komplett umlenken. Der Euro wird heute zur abhängigen Variablen im internationalen Währungssystem und schadet somit unseren Ausfuhrunternehmen. Dies stellt eine klare Wettbewerbsverzerrung gegenüber den USA und den Schwellenländern dar. Da es momentan kein internationales Gremium gibt, innerhalb dessen diese Fragen besprochen werden könnten, besteht für Europa ein großes Interesse an einem „New Deal“ im Bereich der Währung.

Nicht zuletzt muss der europäischen Industriepolitik ein Inhalt gegeben werden. Dieser könnte in großen, innovativen Technologieprojekten und -zusammenschlüssen bestehen. Zunächst sollten Ressourcen und Kompetenzen so zusammengelegt werden, dass wir auf eine Höhe mit den Kontinentalstaaten gelangen, mit denen wir uns konfrontiert sehen. Einige große Vorhaben gibt es ja bereits: Galileo, aber auch Sesar, das Projekt des gemeinsamen europäischen Himmels. Letzteres ist ein mit 35 Milliarden Euro dotiertes Programm, das von vitaler Bedeutung für die Reduzierung von Emissionen im Flugtransportwesen ebenso wie für Sicherheit und Wettbewerbsfähigkeit in diesem Bereich ist. Sesar taucht allerdings

nicht unter den Prioritäten des EU-Kommissars für Transportwesen auf. Darüber hinaus stellt auch die Weltraumüberwachung ein Hauptanliegen im Hinblick auf nachhaltige Entwicklung und Verteidigung dar.

Europa sollte eine horizontale Herangehensweise wählen: Es sollte auf die Industrie setzen und die notwendigen Rahmenbedingungen schaffen, damit sie produzieren und somit Arbeitsplätze sichern kann. Dabei sollte gemeinschaftlich gehandelt werden und nicht gegeneinander.

VORSCHLÄGE FÜR EINE ZUKÜNFTIGE EUROPÄISCHE INDUSTRIEPOLITIK

- **Es muss eine soziale Dynamik um die Industriepolitik geschaffen werden. Die Sozialpartner, Gewerkschaften und ArbeitgeberInnen tragen die Verantwortung für die Erneuerung des sozialen Dialogs und für Tarifverhandlungen. Zur Industriepolitik gehören dauerhafte Strukturen und sozialer Dialog.**
- **Es müssen große Technologieprojekte geschaffen werden, die Strukturen aufbauen. In der Strategie Europa 2020 darf die Industriepolitik nicht auf quantitative Zielsetzungen beschränkt bleiben, sondern muss einen Inhalt in Form von strukturierenden und mobilisierenden Technologieprojekten erhalten.**
- **Die EU sollte sich eine industrielle Querschnittsklausel geben. Das würde bedeuten, dass in jedem Fall untersucht wird, welche Auswirkungen eine Maßnahme auf die Industrie und ihre Wettbewerbsfähigkeit besitzt.**
- **Es müsste eine bessere Regulierung stattfinden. Das würde bedeuten, dass Programme auf Vertrauen beruhen, d. h. auf der Qualität des Dialogs zwischen der Bevölkerung und den Unternehmen. Dieser Dialog könnte auf europäischer Ebene gefördert und begleitet werden.**



Organisation des
Workshops:

**La Ligue européenne
de coopération
économique (L.E.C.E.)**

In Zusammenarbeit mit:
**Robert-Schuman-
Stiftung / Eurofi**

Diskussionsleitung:

Philippe Jurgensen
VORSITZENDER DER L.E.C.E.

Mit:

Onno Ruding
LEITER DES CENTER FOR
EUROPEAN POLICY STUDIES
(CEPS), EHEMALIGER
NIEDERLÄNDISCHER
FINANZMINISTER

Pervenche Béres
EUROPAABGEORDNETE,
VORSITZENDE DES
AUSSCHUSSES FÜR SOZIALE
ANGELEGENHEITEN UND
BESCHÄFTIGUNG

**Tommaso Padoa
Schioppa**
EHEMALIGER ITALIENISCHER
MINISTER FÜR WIRTSCHAFT
UND FINANZEN,
DIREKTORIUMSMITGLIED
DER EUROPÄISCHEN
ZENTRALBANK,
VORSITZENDER VON
NOTRE EUROPE

Zusammenfassung:

Sofia Fernandes
NOTRE EUROPE

Larissa Dolcimascolo
EUROPÄISCHE BEWEGUNG
FRANKREICH

STEUERUNG UND NEUREGULIERUNG DER FINANZMÄRKTE

MIT WELCHEN EUROPÄISCHEN UND GLOBALEN STRUKTUREN
KÖNNEN KRISEN IN ZUKUNFT VERHINDERT WERDEN?

Die Finanzkrise, die Europa und die ganze Welt seit 2009 bewegt, ist zum Teil auf Schwachstellen und Lücken im System zur Kontrolle der Finanzmärkte zurückzuführen. Es ist daher notwendig, die Lehren aus dieser Krise ebenso wie eine Bilanz zu ziehen. Nur so kann in Zukunft verhindert werden, dass uns die Kontrolle noch einmal entgleitet.

EINE BILANZ DER KRISE ZIEHEN, UM DARAUS LEHREN ABZULEITEN

Zunächst ist es wichtig, einen Blick in die Vergangenheit zu werfen und sich zu fragen, inwiefern Regulierung bzw. das Fehlen von Regulierung für die aktuelle Krise verantwortlich ist.

Seit den 1980er Jahren hat sich der Neoliberalismus unter dem Einfluss von Margaret Thatcher und Ronald Reagan überall in der Welt durchgesetzt. Die Finanzwelt entkoppelte sich nach und nach von der Realwirtschaft, und der Staat überließ es immer mehr dem Markt, die Wirtschaft zu regulieren. Ungeachtet dessen ist die Verantwortung für die aktuelle Krise stärker in der mangelnden Beachtung existierender Regeln zu suchen als bei diesen Regeln selbst. Es muss hier zwischen der Regulierung unterschieden werden, deren Aufgabe es ist, Regeln zu erstellen, und der Aufsicht, deren Aufgabe es ist, ihnen Respekt zu verschaffen. Wäre die bestehende Regulierung effizienter beaufsichtigt worden, dann hätte das Krisenszenario sicherlich ganz anders ausgesehen.

Darüber hinaus wurzelt die Krise nicht nur in der Regulierung und ihrer Beaufsichtigung, sondern auch im wirtschaftlichen Wachstumsmodell einiger entwickelter Länder. Dieses Modell beruht auf Schulden und Konsum. Auf Dauer ist dieses Modell untragbar, und nur eine bestimmte Form der Globalisierung hat dafür gesorgt, dass die Unhaltbarkeit dieses Modells erst so spät ans Licht trat. Der Dollar als weltweite Währung ermöglichte es den USA, sich schnell zu verschulden. Die Rolle der Währung ist daher als Ursache der Krise überaus ernst zu nehmen. Aus diesem Grund sollte auch von einer Wirtschafts- und Finanzkrise gesprochen werden.

Die Lehren aus der Finanzkrise sind schmerzhaft. Auch wenn die Krise vielfältige Ursachen hat, so ist doch klar, dass sie uns zwingt, unsere Form der Regulierung und der Finanzaufsicht zu überdenken.

VON DER NOTWENDIGKEIT EINER TIEFGREIFENDEN REFORM

Die Europäische Union schlägt eine drei Dimensionen umfassende Alternative zum Finanzsystem vor: Wir wollen innerhalb des Binnenmarktes die Freizügigkeit von Finanzdienstleistungen und -produkten und gleichzeitig die Stabilität des Finanzsystems sicherstellen. Allerdings muss das mit einer Regulierung und Bankenaufsicht gewährleistet werden, die momentan mehr national als europäisch ist. Diese Situation führt zu verschiedenartigsten Spannungen innerhalb der europäischen Finanzmärkte. Diese Herangehensweise muss sich ändern, denn sie ist zu sehr von nationalem Denken geprägt. Um eine Wiederholung der aktuellen Finanzkrise zu verhindern und den europäischen Markt zu stärken, ist es unerlässlich, einen echten Binnenmarkt für Finanzprodukte und Bankaktivitäten zu schaffen. Dies kann durch die Einrichtung der notwendigen Finanzaufsichts- und -regulierungselemente auf europäischer Ebene erfolgen. Die Reform der Finanzregulierung muss dabei sowohl die Stabilität der Märkte als auch die langfristig optimale Finanzierung der Versorgungswirtschaft zum Ziel haben.

Ein wichtiges Element zur Stärkung der Finanzaufsicht bestünde in einer besseren Kontrolle von Finanzprodukten, insbesondere durch Sicherheitstests. So könnten Prototypen genehmigt, getestet, ihr Verhalten auf den Finanzmärkten beobachtet und sie im Falle von Entgleisungen wieder zurückgezogen werden.

Jacques de Larosière hat einen Bericht vorgelegt, in dem er unter anderem zwei wesentliche und notwendige Änderungen für Vorsorgemaßnahmen zur Finanzaufsicht in Europa vorschlägt. Auf der Mikroebene zielen sie darauf ab, den Zusammenbruch einzelner Finanzinstitute zu verhindern. Auf der Makroebene dienen sie dem Schutz des Finanzsystems im Ganzen. Der Larosière-Bericht schlägt ebenfalls die Schaffung eines Europäischen Rates für Systemrisiken (European Systemic Risk Council, ESRC) vor. Die Aufgabe dieses Gremiums bestünde darin, die Risiken zur Bedrohung der Stabilität des Finanzsystems in seiner Gesamtheit zu überwachen und zu analysieren (Aufsicht auf Makroebene). Den Zentralbanken käme eine wichtige Rolle im ESRC zu. In den meisten Mitgliedstaaten sind sie in der Tat, wenngleich in unterschiedlicher Weise, für die Beaufsichtigung des Finanzsektors auf der Makroebene zuständig. Dies erlaubt ihnen, die Auswirkungen von Interdependenzen zwischen dem Finanzsektor und seinem makroökonomischen Umfeld auf die finanzielle Stabilität von geeigneter Stelle aus analysieren zu helfen.

Zur Aufsicht auf der Mikroebene empfiehlt der Bericht die Einrichtung eines Europäischen Finanzaufsichtssystems (European System of Financial Supervisors, ESFS). Es wäre mit der Harmonisierung von Normen und Praktiken zur Finanzaufsicht betraut und würde sich aus einem Netzwerk von nationalen Finanzaufsichtsbehörden zusammensetzen, die mit den drei neuen europäischen Aufsichtsbehörden zusammenarbeiten. Diese Institutionen würden durch Umbildung der bestehenden europäischen Aufsichtsausschüsse (Bankenkontrolle, Kontrolle von Versicherungen und betrieblicher Altersversorgung, Regulierung der Wertpapiermärkte) entstehen.

PRÄVENTIVES HANDELN DURCH REGULIERENDE INSTANZEN FÖRDERN

Der Larosière-Bericht schlägt gute Lösungen vor. Sie reichen allerdings nicht aus, um ein wirksames System zu schaffen, durch das die grundlegenden Probleme in den Griff zu bekommen sind. Was fehlt, sind Abkommen auf europäischer Ebene, die einer grenzübergreifend tätigen Bank gegebenenfalls helfen, eine nur sie betreffende Krise zu überwinden. Diese Abkommen müssten zuallererst eine gemeinsame europäische Entscheidung vorsehen, ob die Bank gerettet werden oder ob man sie Konkurs gehen lassen soll. In einem zweiten Schritt müsste dann festgelegt werden, wie im Falle einer Rettung die finanzielle Last zwischen den nationalen Regierungen und damit letztendlich zwischen den SteuerzahlerInnen der verschiedenen Länder verteilt werden soll. Ein

solches Finanzierungsabkommen ist jedoch heikel, denn es schränkt die nationale Eigenständigkeit aller Mitgliedstaaten ein.

Um über die notwendigen finanziellen Ressourcen zur Konkretisierung der Strukturreformen und der Rettung europäischer Banken zu verfügen, wäre es sinnvoll, einen europäischen Bankenfonds mit einem Mischfinanzierungssystem zu haben. Dieses System könnte sich aus einem jährlichen Pflichtbeitrag aller transnationalen Banken speisen. Für den Fall, dass die notwendige Finanzierung die zur Verfügung stehenden Mittel überschritte, könnten zusätzlich ad hoc Beiträge aus den nationalen Budgets der Mitgliedstaaten auf der Grundlage eines vorher vereinbarten Schlüssels gewährt werden.

Gleichzeitig wäre eine Änderung der nationalen Rechtsordnungen im Hinblick auf die Schaffung eines spezifischen Konkursystems für Banken notwendig.

Momentan verfügen die Regierungen über zwei mögliche Lösungen, um einer Bank aus der Krise zu helfen:

– Sie greifen nicht ein und akzeptieren somit, dass die Bank pleite geht. Dies beinhaltet hohe Verluste, nicht nur bei den AktionärInnen, sondern vor allem auch bei den KontoinhaberInnen und anderen GläubigerInnen der Bank. Darüber hinaus besteht das Risiko, ein Chaos auf den Finanzmärkten zu verursachen.

– Sie beschließen eine ad hoc Unterstützung und schießen finanzielle Mittel in die Bank um sie zu retten. Diese Lösung ist für die Staatskassen und die SteuerzahlerInnen sehr teuer. Sie birgt darüber hinaus das Risiko eines Vertrauensverlustes.

Es muss daher eine dritte Lösung gefunden werden, durch die es möglich wäre, eine Bank pleite gehen zu lassen, ohne dass Chaos entsteht, und dabei gleichzeitig die Schäden für die Finanzmärkte möglichst gering zu halten. Das Problem der Verluste von AktionärInnen und EinlegerInnen bleibt zwar bestehen, wichtig ist jedoch, eine Alternative zu den beiden bislang bestehenden Möglichkeiten zu schaffen. Dies beinhaltet die Schaffung eines neuen rechtlichen Instrumentariums auf nationaler Ebene, wenn es dort noch nicht existiert. Der Staat bzw. die Aufsichtsbehörde erhielten somit das Mandat, rechtzeitig einzugreifen bevor es kein Zurück mehr gibt; zum Beispiel indem er/sie gegebenenfalls einen Teil der Aktivposten veräußert.

EIN AUSWEG AUS DER KRISE

Die Griechenland-Krise hat die schon im Gang befindliche Reform des europäischen Finanzwesens zunächst einmal verlangsamt und dringlichere Probleme in den Vordergrund gerückt. Auch wenn es heute zu einer Einigung käme, würde dieses Abkommen erst in einigen Jahren in Kraft treten, weil die Umsetzung in nationales Recht sehr langsam vonstatten geht. Die aktuelle Krise muss daher mit den bestehenden Regeln gemeistert werden, auch wenn wir schon über zukünftige Regeln diskutieren.

Noch wissen wir nicht, welche Reform aus dem Larosière-Bericht hervor- gehen wird. Zwar zeigt sich dieser Bericht ambitioniert, aber letztendlich musste er so formuliert werden, dass alle ihm zustimmen konnten. Einige Ideen zeigen daher neue Wege auf, andere versperren sie. Im Vergleich zur ersten Version ist die Endfassung des Berichts stark gekürzt, was darauf hindeutet, dass es nicht einfach war, einen Konsens aller AkteurInnen der Union zu finden.

Die europäische Finanzmarktreform ist eine große Baustelle und geht weit über Regulierungsfragen hinaus. Dabei ist Europa auch ein Mikrokosmos für globale Probleme, die hier in genau der gleichen Art und Weise auftreten. Problemlösungen müssen daher weitreichender ausfallen als es momentan den nationalen Fähigkeiten und Machtbefugnissen entspricht. Der Schlüssel zur Lösung liegt entweder darin, gemeinsame Elemente zu finden oder aber nationale Souveränität neu zu definieren. Dieses Schlüssелеlement wird über den Erfolg oder das Scheitern der Reform entscheiden.

EINE GLOBALE STEUERUNG DER FINANZMÄRKTE

Auch wenn Europa hier im Mittelpunkt steht, sollten wir nicht aus den Augen verlieren, dass eine global angelegte Regulierung der Finanzmärkte notwendig ist (insbesondere zwischen Europa und den Vereinigten Staaten). Um zu gewährleisten, dass diesbezügliche Reformen effizient und realistisch angelegt sind, und um Wettbewerbsverzerrungen zwischen den Banken zu vermeiden, muss auf globaler Ebene gehandelt werden.

Seit dem Beginn der Krise sind auf dieser Ebene schon Fortschritte zu verzeichnen. Der G20-Gipfel etwa hat die Schwellenländer einbezogen, auch wenn er dazu gewisse Blockaden überwinden musste (z. B. den UNO-Sicherheitsrat, der nur fünf permanente Mitglieder umfasst, und den G8-Gipfel, der die Schwellenländer außen vor lässt).

Seit dem Gipfel von Washington im November 2008 hat der G20 wichtige Maßnahmen ergriffen, um die Reichweite und Intensität der Kontrolle von AkteurInnen, Märkten und Finanzprodukten auszudehnen. Diese Maßnahmen umfassen, umgesetzt auf internationaler, europäischer und nationaler Ebene, den Kampf gegen Steuerparadiese, die Begrenzung der Vergütungen von BörsenhändlerInnen, die Regulierung von Rating-Agenturen, höhere Anforderungen an Kapitalstock und Liquidität von Banken. Wir sind also auf dem richtigen Weg, müssen aber noch viel weiter gehen, um zu einer echten Steuerung des globalen Finanzwesens zu gelangen.

HAUPTVORSCHLÄGE:

- **Vor der Krise wurde noch eine ganz andere Tonart angeschlagen als heute: Das Regulierungssystem basierte auf der Logik des „light touch“, was bedeutete, dass die Eingriffe des Kontrollsystems äußerst moderat blieben. Heute jedoch scheint es notwendig, neue**

Strukturen und Regulierungsorgane zu schaffen, die rechtlichen Grundlagen zu ändern sowie die Kohäsion und Harmonisierung der mitgliedstaatlichen Zusammenarbeit zu verbessern.

- **Die Schlussfolgerungen des Larosière-Berichts enthielten ursprünglich konkrete Elemente zur europäischen Koordinierung der Finanzaufsicht, die der Ministerrat streichen ließ. Wir fordern das Europäische Parlament auf, sich dafür einzusetzen, dass diese Elemente wieder eingefügt werden. Es handelt sich dabei insbesondere um die Möglichkeit der drei europäischen Agenturen zur Beaufsichtigung von Banken, Versicherungen und Finanzmärkten, im Falle divergierender Interpretationen zwischen nationalen Aufsichtsorganen verbindliche Schlichtungsentscheidungen herbeiführen zu können.**

EUROPA UND DIE ENERGIE

60 JAHRE NACH DER EGKS, EINE NEUE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT FÜR ENERGIE

Die Schuman-Erklärung schlug sechs europäischen Staaten vor, ihre Interessen in zwei wirtschaftlichen Schlüsselsektoren zu bündeln und eine Gemeinschaft für Kohle und Stahl zu gründen. Ziel war es, unter den Mitgliedstaaten dieser Gemeinschaft Konflikt durch Frieden zu ersetzen und Feindseligkeit durch Solidarität. Noch 60 Jahre später kommt der Energie, einem der beiden Schlüsselsektoren der europäischen Einigung, oberste wirtschaftliche und politische Priorität zu. Allerdings existieren die Regeln, die damals einen gerechten Zugang zu den gemeinsamen Ressourcen sicherstellten, heute nicht mehr. Trotz einer spektakulär gestiegenen Regulierungsaktivität hat Europa seine Fähigkeit, eine wirkliche Gemeinschaftspolitik zu führen, eingebüßt.

Eine gemeinsame Politik müsste die drei entscheidenden Zielsetzungen heutiger Energiepolitik verfolgen: Energieversorgung zu einem erschwinglichen Preis, nachhaltige Entwicklung bei Energieproduktion, -transport und -konsum sowie Versorgungssicherheit. Die Union sollte dringend über die verschiedenen sich ihr bietenden Optionen nachdenken, um im Energiebereich wieder zu einer Gemeinschaft zu werden.

ENERGIE – EIN BESONDERES GUT

Die Europäische Union importiert 50 % ihres zur Energieproduktion notwendigen Bedarfs von anderen Ländern. Diese Zahl wächst stetig und wird bis im Jahr 2020 auf 70 % ansteigen. Wäre beim Import von Nahrungsmitteln



Organisation
des Workshops:
Notre Europe

Diskussionsleitung:
Sami Andoura
STUDIENBEAUFTRAGTER
BEI NOTRE EUROPE

Hauptredner:
Günter Oettinger
EUROPÄISCHER
ENERGIEKOMMISSAR

Mit:
Michel Derdevet
DIREKTOR FÜR
KOMMUNIKATION
UND ÖFFENTLICHE
ANGELEGENHEITEN BEI RTE,
DOZENT AM IEP PARIS

Denis Simonneau
LEITER DER ABTEILUNG
FÜR INTERNATIONALE
ANGELEGENHEITEN DER
UNTERNEHMENSGRUPPE
GDF-SUEZ, EHEMALIGER
BÜROLEITER VON JEAN-
PIERRE JOUYET, DEM
EHEMALIGEN FRANZÖSISCHEN
STAATSEKRETÄR FÜR
EUROPAANGELEGENHEITEN

Christian Stoffaës
CHEF DES
WIRTSCHAFTSINSTITUTS
CEPII, CO-PRÄSIDENT DES
DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN
WIRTSCHAFTSFORUMS
CAEFA (CONSEIL D'ANALYSE
ECONOMIQUE FRANCO-
ALLEMAND)

Zusammenfassung:
Csilla Vegh
NOTRE EUROPE

oder Trinkwasser von einer so starken Abhängigkeit die Rede, würden wir umgehend Reserven anlegen. Energie ist in dieser Hinsicht jedoch ein besonderes Gut: Man kann sie nicht aufbewahren. Folglich ist die Qualität und Leistungsfähigkeit von Energie-Infrastrukturen (Verbundnetze, Übertragungsleitungen, Stromnetze etc.) für jedes Land von strategischer Bedeutung. Die hohe Importabhängigkeit bei Energieressourcen erfordert unverzichtbare wirtschaftliche Maßnahmen und entsprechende finanzielle Investitionen. Sicherheit in der Energieversorgung ist von zentralem Belang für Europa und zieht zahlreiche Fragen nach sich: Wäre eine stärkere Integration in diesem Bereich von Nutzen? Sollten wir uns auf föderale Strukturen im Energiebereich hinbewegen und eine Hohe Autorität für Energie schaffen? Wie kann die Erdgas-Abhängigkeit ausgeglichen und die Belieferung damit auf einer breitere Basis gestellt werden?

WARUM DIE UNION AKTIV WERDEN MUSS

Europa besitzt seinen Mitgliedstaaten gegenüber die Verantwortung, eine gemeinsame, auf dem Solidaritätsprinzip basierende Energiepolitik zu entwickeln. Der Artikel 194 des Lissabon-Vertrags bietet die rechtliche Grundlage für diese Politik. Was soll sie jedoch beinhalten? Wie sollen die unterschiedlichen Interessen der Mitgliedstaaten miteinander in Einklang gebracht werden, wenn es beispielsweise um die vielfältigen Arten der Energieproduktion, die Wahl der Energieversorgungsformen und die Einstellung zur Atomenergie geht? Andererseits ist es nicht so, dass es eine europäische Energiepolitik nicht gäbe. In den 1950er Jahren war Energie eines der wichtigsten wirtschaftlichen und politischen Themen, zunächst mit Kohle und Stahl (EGKS), dann mit der Atomenergie (Euratom). Letztere war damals die Hoffnung des 20. Jahrhunderts und erregte erst später Feindseligkeiten. In den 1990er Jahren wurde Energiepolitik durch die Liberalisierung der Strom- und Gasmärkte betrieben. Der Lissabon-Vertrag hat diese Politik noch einmal bestätigt. Aber der Verweis auf die Souveränität der Mitgliedstaaten ist ebenfalls deutlich. Wie soll angesichts dessen ein Ausgleich zwischen dem Ziel der Liberalisierung und dem Prinzip der Solidarität gefunden werden? Die Gaskrise zwischen Russland und der Ukraine 2009 hat gezeigt, dass im Krisenfall die Mitgliedstaaten auf unterschiedliche Art und Weise betroffen sind. In den Ländern, in denen sich die drei wichtigsten Versorgungsunternehmen (GDF, ENI, E-ON) abstimmten – vor allem in Frankreich, Deutschland und Italien – wurde die Krise abgedämpft. In diesem Kontext erscheint es notwendig, dass Europa Markt und Regulierung miteinander in Einklang bringt. Nur so kann eine vertiefte Integration im Energiebereich stattfinden. Allerdings erfordert die Verabschiedung gemeinsamer Regeln den notwendigen politischen Willen. Die Schaffung einer Generaldirektion für Energie innerhalb der Europäischen Kommission mit 600 Beschäftigten zeigt, dass dieser Handlungswille auf europäischer Ebene existiert.

DER INHALT EINER GEMEINSAMEN EUROPÄISCHEN ENERGIEPOLITIK

Um Energieversorgung für alle sicherzustellen, die Importabhängigkeit zu reduzieren und einen Gemeinschaftsrahmen zu schaffen, braucht Europa eine effiziente Energiepolitik. Energie steht im Zentrum der Strategie Europa 2020. Sie wird dort in Verbindung mit Klimafragen und Wirtschaftswachstum betrachtet. Der Sektor schafft Arbeitsplätze, bringt aber auch zusätzliche Kosten mit sich, insofern als er dem Umweltschutz verpflichtet ist. Gleichzeitig sind die Investitionen in erneuerbare Energien weiterhin unzureichend. Um erneuerbare Energien wettbewerbsfähig zu machen, sie transportieren und austauschen zu können, ist der Bau effizienter europäischer Energienetze unumgänglich.

Es bedarf der Ausarbeitung eines Planes für die Jahre 2020–2025 mit den Bestandteilen einer effizienten Energiepolitik. Dazu gehören: Verbraucherschutz und soziale Gerechtigkeit, Wettbewerbsfähigkeit, Energieeffizienz und -Sicherheit, eine bessere Abstimmung zwischen den Beteiligten, Informationsaustausch, neue Verbundnetze (z. B. in den baltischen Staaten), öffentliche und private Investitionen in Forschung und Entwicklung entlang wichtiger Achsen (z. B. CCS, Stromspeicherung, erneuerbare Energien), Besteuerung (z. B. Steueranreize für saubere Energien), enge Zusammenarbeit zwischen Ferngasleitungen, die miteinander in Konkurrenz stehen. Die Sensibilisierung der VerbraucherInnen muss ebenfalls zur Ausarbeitung dieser Politik gehören, damit Messinstrumente für Energiekonsum entwickelt und, nicht zuletzt, Bedarf und Preis von Energie gehandhabt werden können. Die neue Energiepolitik benötigt auch eine außenpolitische Dimension, sodass die Union gegenüber wichtigen Energielieferanten mit gemeinsamer Stimme sprechen kann. Vor allem muss sie dabei auf die Entwicklung partnerschaftlicher Beziehungen zu Russland bedacht sein, von dem sie weiterhin stark abhängig sein wird. Dabei ist es wichtig, darauf zu achten, dass Russland sich nicht zu stark dem asiatischen Markt und China zuwendet, die Rohstoffe in großem Maßstab importieren.

VORSCHLAG

60 Jahre nach der Schuman-Erklärung braucht Europa erneut ein einendes und politisch stimulierendes Projekt, das durch die Energiepolitik verkörpert werden kann. Die Frage der Energie kann das. In diesem Sinne sollte der Vorschlag Jacques Delors', eine Europäische Gemeinschaft für Energie zu gründen, die Mitgliedstaaten wieder auf den Weg führen, den die Gründungsväter 1951 eingeschlagen haben, allerdings angepasst an die technologischen und demokratischen Erwartungen von heute und die Hoffnungen von morgen.

unsere verantwortung für BILDUNG UND KULTUR

Die Schuman-Erklärung begann die europäische Einigung mit konkreten Verwirklichungen, die auf faktische Solidarität abzielten. Diese als „funktionalistisch“ bezeichnete Methode schuf über die Wirtschaft gemeinsame Interessen unter EuropäerInnen. Was mit Kohle und Stahl begann, sollte nach und nach automatisch einen viel breiteren politischen Integrationsprozess in Gang bringen und so definitiv zu Frieden auf dem Kontinent führen. 60 Jahre nachdem diese neuartige Methode in Gang gesetzt wurde und nach der Schaffung eines nunmehr direkt gewählten Europäischen Parlamentes, erscheint es notwendig, den Austausch unter EuropäerInnen zu fördern und ihre gemeinsame Identität zu stärken. Jedes weitere Stadium der Integration stellt die EuropäerInnen vor neue Fragen, denn es geht immer wieder darum, den Sinn der europäischen Einigung in Erinnerung zu rufen. Mehrere Arbeitsgruppen versuchten, Antworten auf die kulturellen Fragestellungen des europäischen Einigungsprozesses zu finden: Welche sind unsere gemeinsamen Werte? Wie muss Bildung für EuropäerInnen aussehen, wenn sie gegenseitiges Verständnis und Dialog fördern will? Wie können ein Zugehörigkeitsgefühl und Beteiligung an der Union hervorgerufen werden? Können die Medien dazu beitragen?



Organisation des
Workshops:

ARTE

In Zusammenarbeit mit:
A soul for Europe

Diskussionsleitung:

Nathalie Georges

MODERATORIN VON
ARTE REPORTAGE

Mit:

Jérôme Clément

VORSITZENDER VON
ARTE FRANKREICH

Cynthia Fleury

PHILOSOPHIN,
VORSITZENDE DES
ORIENTIERUNGSKOMITEES
VON EUROSPANOVA

Rolands Lappuke

LETTISCHER BOTSCHAFTER
IN MADRID, MITGLIED
DES RATES DER WEISEN

Prof. Dr von Barloewen

ANTHROPOLOGE

Zusammenfassung:

Vanina Vedel

NOTRE EUROPE

KULTUR UND EUROPÄISCHE WERTE

gemeinsame europäische werte unter welchen bedingungen?

Wo wir heute dabei sind, ein gemeinsames europäisches Kulturinstitut aufzubauen, stellt sich uns EuropäerInnen die Grundsatzfrage: Worin bestehen eigentlich die gemeinsamen Werte der EuropäerInnen? Gibt es

sie überhaupt? In welchen Werten erkennen EuropäerInnen sich wieder? Reichen Demokratie, Menschenrechte und eine gemeinsame wirtschaftliche Grundlage aus, um darauf ein Europa der Werte zu errichten? Kann ein gemeinsames kulturelles Fundament entstehen, ohne dass dabei die Besonderheiten jeder einzelnen Nation verloren gehen?

Die EuropäerInnen kennen ihre gemeinsamen Werte nicht. Die Geschichte hingegen zeigt, dass es dieses gemeinsame Wertefundament dank des Austauschs zwischen PhilosophInnen, SchriftstellerInnen und KünstlerInnen innerhalb Europas gibt. Europa existiert daher nicht nur geographisch, sondern auch philosophisch. Trotzdem muss Europa sich ständig die Frage nach seinen eigenen Werten stellen, weil es eben mit 27 nationalen Ausnahmen zu tun hat. Angesichts dessen ist es wichtig, den gemeinsamen humanistischen Anspruch aufrechtzuerhalten und die Kultur der Versöhnung zu unterstreichen, die sich aus den Traumatismen entwickelt hat, welche Europa im Laufe seiner Geschichte immer wieder erlebte.

Dennoch fällt es EuropäerInnen oft schwer, den humanistischen Hintergrund wahrzunehmen, den Europa und seine Geschichte ausstrahlt. Dies geschieht oft erst bei Reisen in ferne Länder und Kontinente, die völlig anders sind, wie etwa China. Erst wenn wir uns aus einer ganz anderen Perspektive betrachten und mit anderen Kontinenten vergleichen, bemerken und verstehen wir den gemeinsamen Wertehintergrund und die besonderen Bande, die die europäischen Völker eint.

Trotz alledem ist es notwendig, über die Frage der europäischen Identität nachzudenken bevor wir eine europäische Kultur schaffen wollen. Wenn schon innerhalb eines einzigen Landes die Frage nach der Identität oft beängstigend erscheint, um wie viel mehr ist dies dann auf europäischer Ebene der Fall? Hinzu kommt, dass der technologische Fortschritt das tägliche Leben und häufig auch soziale Strukturen so sehr verändert, dass die kulturelle Identität ganzer Völker in Frage gestellt wird.

Über all diese Fragestellungen hinaus ist das Entstehen gemeinsamer Werte ein so langer historischer Prozess, dass er nicht von einem Tag auf den anderen stattfindet. Das europäische Projekt hat seine ersten institutionellen Verwirklichungen vor nur 60 Jahren mit der Schuman-Erklärung erlebt. Daher braucht es Zeit und den Willen der EuropäerInnen, damit dieser Prozess überhaupt stattfinden kann. Um ein Zusammengehörigkeitsgefühl entstehen zu lassen, sind insbesondere zwei große Anstrengungen unabdingbar: Zum einen ist es notwendig, den Blick in die anderen europäischen Länder schweifen zu lassen, wirklich für sie offen zu sein und etwas von ihnen lernen zu wollen. Zum anderen muss ein starker politischer Wille vorhanden sein, gestützt von den europäischen Institutionen.

Besondere Aufmerksamkeit kommt dabei der Geschichte der EuropäerInnen zu, die eng miteinander verflochten ist, häufig jedoch durch Auseinandersetzungen, Konflikte und gegenseitige Kriege. Diese Eigenheit muss dazu anregen, die Geschichte so zu betrachten wie sie von

den europäischen Völkern erlebt wurde. Verständnis für die Geschichte *der anderen* entsteht ganz konkret über Ideenaustausch und Erfahrungen, wie innereuropäische Mobilität sie ermöglicht. Diese Mobilität ist vor allem für StudentInnen und Lehrende wichtig und wird von Programmen wie ERASMUS gefördert. Durch diese Art des Austauschs entwickelt sich Mehrsprachigkeit, welche es uns wiederum ermöglicht, Gemeinsamkeiten zu erkennen und uns in der Folge einander anzunähern.

Ideenaustausch allein reicht jedoch nicht, um europäische Identität herzustellen. Die europäischen Institutionen müssen ebenfalls aktiv werden und gemeinsam mit politischem Willen ein solches Gefühl schaffen und unterstützen. Warum nicht beispielsweise einmal mit europäischer Symbolik ein Ereignis europäischer Geschichte feiern? Dies könnte Zeichen echten politischen Willens sein und europäische Identität fördern.

VORSCHLÄGE

- **Die Mobilitätsangebote, insbesondere für StudentInnen und Lehrende, wie sie durch ERASMUS existieren, sollten ausgebaut werden. Mehrsprachigkeit sollte gefördert werden, damit ein Ideenaustausch stattfinden kann, der eine bessere Kenntnis der EuropäerInnen untereinander sowie ihrer Geschichte ermöglicht.**
- **Die europäischen Institutionen sollten zeigen, dass sie gewillt sind, eine europäische Identität oder ein Zusammengehörigkeitsgefühl zu schaffen und Aktivitäten fördern, die dazu beitragen können.**
- **Als Grundlage für gemeinsame europäische Werte sollte die Lebensqualität in Europa in den Vordergrund gestellt werden.**
- **Für historische Feierlichkeiten von europäischem Interesse sollten europäische statt nationale Symboliken verwendet werden (z. B. beim Gedenken an den Fall der Berliner Mauer am 9. November).**



Organisation
des Workshops:
**Maison de l'Europe,
Paris**

Diskussionsleitung:
Babette Nieder
EHEMALIGE
GENERALSEKRETÄRIN DES
DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN
JUGENDWERKS

Mit:
Catherine Lalumière
VORSITZENDE DES
MAISON DE L'EUROPE
IN PARIS, EHEMALIGE
GENERALSEKRETÄRIN
DES EUROPARATES

Christian Philip
REKTOR DER AKADEMIE
VON MONTPELLIER,
UNIVERSITÄTSKANZLER

Michel Troubetzkoy
SENIOR VIZE-PRÄSIDENT UND
DIREKTOR DER ABTEILUNG EU
UND NATO BEI EADS

Zusammenfassung:
**Catherine
Veglio-Boileau**
MAISON DE L'EUROPE, PARIS

EUROPÄISCHE BILDUNG FÜR ALLE

Alle RednerInnen unterstrichen die Bedeutung von europäischer Bildung für alle. Die Jugendlichen von heute sind die erste Generation, die nur das geeinte Europa kennt. Den Frieden betrachten sie als etwas Selbstverständliches. Aber diese Situation birgt auch Risiken: etwa dass die Wachsamkeit gegenüber grundlegenden Werten wie Frieden und Versöhnung nachlässt oder dass wir uns immer weniger bewusst sind, was die Errungenschaften der Europäischen Union für uns EuropäerInnen bedeuten.

Junge Menschen fühlen sich heute ganz natürlich als EuropäerInnen und Teil dessen, was die EU darstellt. Andererseits besitzen sie aber nur geringe Kenntnisse über das europäische Aufbauwerk. Daher können sie es sich nur schwer aneignen und selbst zu Handelnden werden.

Von europäischer Demokratie kann man aber nur sprechen, wenn die BürgerInnen sich der Ziele und wichtigen Themen des europäischen Projekts bewusst sind und an seiner Entwicklung teilhaben. Wenn dies nicht der Fall ist, schwächt das die EU, vor allem in Krisenperioden. Diejenigen, die am stärksten benachteiligt sind, sind am weitesten von der „europäischen Sache“ entfernt. Es besteht das Risiko, dass sich die soziale Kluft zwischen denen vertieft, die das Glück haben, eine europäische Ausbildung zu erhalten (an Hochschulen, Universitäten etc.) und sich damit im europäischen Rahmen mühelos bewegen; und denjenigen, denen dieses Privileg nicht zuteil wird, die Europa und seine Kulturen nicht kennen, keine Fremdsprachen sprechen, nie reisen. Letztere misstrauen Europa sowie allem „das anders ist“ und ziehen sich schließlich zurück.

In den Unternehmen fehlt Allgemeinwissen über Europa in der gesamten Arbeitnehmerschaft. Ihnen wird jedoch immer mehr bewusst, dass sie auf allen Qualifikationsebenen Beschäftigte brauchen, die über ein Minimum an Kenntnissen über die EU verfügen. Selbst ein europäisches Unternehmen wie die EADS muss das konstatieren. Auch wenn sein Management umorganisiert wurde und es jetzt nur noch einen Vorsitzenden gibt, die Arbeit in multinationalen Teams stattfindet und durch interkulturellen Austausch bereichert wird, kennen nur wenige Beschäftigte die Grundlagen der europäischen Integration und ihre Institutionen. Die Unternehmensgruppe plant daher ein großes Europa-Fortbildungsseminar für ihr gesamtes Personal.

Die Unternehmensgruppe der Post beispielsweise hat ebenfalls mehrere Fortbildungsseminare zu Europa für BriefträgerInnen in verschiedenen Regionen organisiert. Partnerorganisation war dabei die französische Sektion der Föderation der Europahäuser FFME (Fédération française des Maisons de l'Europe).

Die Kommunikation der europäischen Institutionen auf diesem Gebiet ist unzulänglich. Zur Förderung europabezogener Bildung reicht es nicht aus, mit unterschiedlichen Kommunikationsmitteln Informationen zu verbreiten. Zur Verteidigung dieser Institutionen muss gesagt werden, dass sie erst seit der Verabschiedung des Maastricht-Vertrages (Titel XII zur Funktionsweise der EU, „Bildung, berufliche Bildung, Jugend und Sport“) überhaupt im Bereich der Bildung aktiv werden dürfen, da er der Subsidiarität unterliegt. Auf dieser Grundlage dürfen sie lediglich die Politik der Mitgliedstaaten begleiten, etwa durch Programme zur Förderung der Mobilität im Bildungsbereich. Aber auch zu wenige Medien machen Europa regelmäßig zum Thema, und wenn, dann sprechen sie schlecht darüber.

Das französische Bildungssystem wird sich der bestehenden Unzulänglichkeiten bei der Vermittlung von Europakennnissen und seiner Verantwortung auf diesem Gebiet immer stärker bewusst. Der Fremdsprachenunterricht wurde verbessert, der Schüleraustausch gewinnt an Bedeutung, auch Lehreraustausch findet mittlerweile statt (Programm Jules Vernes) und europäische Klassen werden immer beliebter. Die Lerninhalte – wie etwa die Bedeutung des europäischen Projekts, die Zielsetzungen der europäischen Integration, ihre Politiken und Handlungsfelder – sind hingegen keineswegs auf der Höhe des Erforderlichen. Das ERASMUS-Programm ist zwar ein großer Erfolg, aber mit nur 1 % der Studierenden, die in Europa daran teilnehmen können, noch zu wenig bekannt.

VORSCHLÄGE

Die RednerInnen auf dem Podium haben verschiedene Vorschläge formuliert und dabei unterstrichen, dass bei einer europabezogenen Ausbildung vor allem die Grundlagen der europäischen Einigung, ihre Werte und das Vorhaben selbst im Zentrum stehen müssen.

„Ein gemeinsames Fundament an Kenntnissen und Fähigkeiten für eine europäische Staatsbürgerschaft“ erarbeiten:

Seit der staatlichen Verordnung zur Schaffung eines „gemeinsamen Fundaments an Kenntnissen und Fähigkeiten“ vom 11.07.2006, gehört Europa zu drei von sieben Säulen des Lehrplans des französischen Bildungssystems, und zwar zu: „eine lebende Fremdsprache beherrschen“, „humanistische Bildung“, „soziale und staatsbürgerliche Kompetenz“. Es sollte festgelegt werden, über welche grundlegenden Kenntnisse zu Europa jede/r Bürger/in verfügen sollte, egal welches Bildungsniveau er/sie besitzt. Dieses „gemeinsame Fundament“ teilt die Grundkenntnisse in drei Bereiche auf:

1. Im Mittelpunkt des ersten Teils steht die *Geschichte Europas und der europäischen Einigung*. Dort können Grundlagen der europäischen Einigung und die Bedeutung des europäischen Projekts erörtert werden.
2. Der zweite Teil betrifft die *gemeinsamen europäischen Werte*. Sie bilden das Fundament, auf dem das europäische Projekt ruht, so wie sie die Europäische Menschenrechtskonvention von 1950 formuliert und die Grundrechtecharta der EU sie aufgenommen hat.
3. Der dritte Bereich, *„Europa im Alltag leben“*, ist auf Kenntnisse der EU-Institutionen, Programme zur Mobilität in Europa und andere Möglichkeiten, aktiv am öffentlichen Leben in Europa teilzunehmen, ebenso wie auf Informationsstätten zu Europa ausgerichtet.

Dieses gemeinsame Fundament richtet sich an Lehrende und andere AkteurInnen des Bildungs- und Sozialwesens, sowohl auf dem Gebiet formeller als auch informeller Bildung. Sie sollen befähigt werden, jungen Menschen sowohl über Fachunterricht als auch über spezielle Angebote

Grundkenntnisse zu vermitteln. Dabei soll jedoch nicht in die Erstellung von Unterrichtslehrplänen für bestimmte Fächer oder die Wahl pädagogischer Methoden eingegriffen werden.

Die RednerInnen auf dem Podium wie auch im Saal betonten ausdrücklich, wie wichtig es ist, europäische Geschichte zu lehren und dies in die Unterrichtspläne aufzunehmen. Das deutsch-französische Lehrbuch wurde als positive Initiative begrüßt, die als Anregung für ein „mehrstimmiges“ europäisches Geschichtslehrbuch dienen kann. Dies könnte zur Wahrnehmung verhelfen, dass wir ein gemeinsames Erbe besitzen.

Dieses Fundament an Grundkenntnissen könnte mittels eines computer-gestützten Lernsets an alle schulischen Einrichtungen verteilt werden.

Master-Abschlüsse an die Beherrschung von zwei Fremdsprachen und eine Mobilitätserfahrung in Europa knüpfen:

Hier wurde ganz allgemein die Notwendigkeit unterstrichen, europäische Sprachen ohne Einschränkung, in ihrer breiten Vielfalt, zu lehren.

Kurse zu Europa und zur europäischen Einigung in die Grundausbildung und Fortbildung von LehrerInnen aufnehmen. Europa als Querschnittsmaterie betrachten, die in mehreren Fächern der Sekundärstufe gelehrt wird. Einen nationalen Wettbewerb zu Europa organisieren, an dem alle Schulen teilnehmen:

Diese Ausschreibung könnte dem Modell des nationalen Wettbewerbs zur Résistance in Frankreich folgen. Diese Art von Wettbewerb ermöglicht es den LehrerInnen, ihre Klasse für ein gemeinsames Projekt zu mobilisieren.

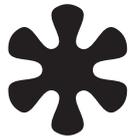
Systematisch Schulpartnerschaften und Schüleraustausch organisieren:

Jede schulische Einrichtung sollte eine Partnerschaft mit einer anderen Schule in Europa eingehen.

EUROPA IN DEN MEDIEN

SIND DIE MEDIEN FÜR DAS DESINTERESSE DER BÜRGER/INNEN VERANTWORTLICH?

Die Schuman-Erklärung ist als Gründungsakt der europäischen Einigung in unseren Geschichtsbüchern präsent. Die alltäglichen Fortschritte der EU hingegen werden in den Tagesnachrichten häufig nicht erwähnt. Europa ist kein Thema, das sich in den Medien gut verkauft. Es gilt als zu institutionell, zu weit weg und findet daher nicht richtig seinen Platz in Medien



Organisation
des Workshops:
Cafébabel.com

In Zusammenarbeit mit:
**ARTE / La Croix /
Dernières Nouvelles
d'Alsace / Euractiv.fr
/ Le Taurillon / Toute
l'Europe.fr**

Diskussionsleitung:
Alexandre Heully
LEITER DES EUROPÄISCHEN
MAGAZINS CAFÉBABEL.COM

Vorsitz:
François Ernenwein
CHEFREDAKTEUR DER
ZEITUNG LA CROIX

Mit:
Für das Fernsehen
Sybille Müller
STRASSBURG-
KORRESPONDENTIN DER ARD

Für das Radio
Corinne Fugler
REDAKTEURIN DER
SENDUNGEN TOUTS EUROPÉENS
UND L'EUROPE AU QUOTIDIEN
BEI RADIO FRANCE

Für die Printmedien
**Anne-Camille
Beckelinck**
REDAKTIONSSEKRETÄRIN UND
VERANTWORTLICHE EUROPA-
BERICHTERSTÄTTERIN BEI
DERNIÈRES NOUVELLES
D'ALSACE

Für das Internet
Claire Poinignon
VERANTWORTLICH FÜR DEN
BEREICH EUROPA BEI ARTE.TV

Emilie Louis
STELLVERTRETENDE
CHEFREDAKTEURIN VON
TOU TELEUROPE.FR

Zusammenfassung:
Katharina Robohm
NOTRE EUROPE

mit hohem Publikumsinteresse. Informationen sind jedoch unerlässlich in einer lebendigen Demokratie. Ist es wirklich so schwierig, Europa in den Medien zu thematisieren? Oder gibt es ein Problem zwischen Europa und den JournalistInnen? Muss vielleicht anders als bislang über Europa gesprochen werden? Könnte die Situation sich durch die Internet-Medien ändern? Ziel des Workshops war es, herauszufinden, warum Europa in der Berichterstattung immer nur an zweiter Stelle steht.

HABEN DIE MEDIEN EINE WICHTIGE VERANTWORTUNG BEI DER MEINUNGSBILDUNG ÜBER DIE EU?

Wenn behauptet wird, die Medien seien dafür verantwortlich, dass die BürgerInnen sich nicht für Europa interessieren, dann ist das zu kurz gegriffen. Man müsste sich vielmehr fragen, was Europa aus seiner Geschichte und den Hoffnungen gemacht hat, die es vor 60 Jahren weckte. Verfügt Europa denn wirklich nicht über die Mittel, aus eigener Initiative heraus eine bessere Kommunikation zu betreiben? Entgegen der Idee, dass die Medien die Wahrnehmung der EU durch die BürgerInnen maßgeblich beeinflussen, hat die Referendumskampagne in Frankreich 2005 gezeigt, dass sie gar keinen so großen Einfluss auf die Lage besitzen. Die Medien machten sich damals für den Verfassungsvertrag stark, erklärten die aktuellen und zukünftigen Errungenschaften und riefen – wider jegliches journalistische Berufsethos – dazu auf, mit „ja“ zu stimmen. Zwar schafften sie es dadurch, die Bewegung zu verbreitern; sie konnten die WählerInnen aber nicht dazu bewegen, für den Vertrag zu stimmen. Die echte Begeisterung der Bevölkerung für die Europa-Frage ist daher gleich nach dem „nein“ erloschen.

ZU GROSSE SCHWIERIGKEITEN ODER FEHLENDER WILLE ZUR AKTUELLEN BERICHTERSTATTUNG ÜBER EUROPA?

Viele europäische Themen betreffen die BürgerInnen direkt in ihrem alltäglichen Leben, sind aber sehr technisch und trocken. Von daher gibt es in der Tat eine der europäischen Einigung eigene Schwierigkeit, von ihrer Tagespolitik zu berichten. Schon die Art, wie die Europäische Gemeinschaft funktioniert, führt zu Schwierigkeiten bei der Berichterstattung: Wann ist eine Richtlinie von tagespolitischer Aktualität: Wenn sie verabschiedet wird oder wenn sie in Kraft tritt? Bei der Behandlung europapolitischer Themen besteht die Schwierigkeit, Informationen so aufzubereiten, dass sie attraktiv und vor allem auch verständlich sind. Dabei entwickelt jede/r seine eigene Strategie, denn ein „Wundermittel“ gibt es nicht. Der eine wird erklären, worum es bei dem Thema geht; die andere wird den Bezug zur nationalen Aktualität herstellen oder auf die Beteiligung einer bestimmten Persönlichkeit hinweisen. Dennoch neigen die Medien in ihrem Bemühen, europäische Fragen weniger komplex zu präsentieren, manchmal dazu, allzu generell über „Europa“ zu sprechen. Dies fördert allerdings

nicht immer das Verständnis des „politisch nicht identifizierten“ Objekts namens EU.

Man sollte die Medien jedoch nicht alle über einen Kamm scheren, wenn es um unzureichende oder unbefriedigende Europa-Berichterstattung geht. Zunächst gibt es in dieser Hinsicht nationale Unterschiede. In Deutschland etwa wird mehr über Europa gesprochen als in Frankreich. Der deutsche Fernsehsender ARD hat beispielsweise KorrespondentInnen in Brüssel und Straßburg, genauso wie die französischen Fernsehsender. Die journalistische Tradition beider Länder ist allerdings im Hinblick auf Europa-Berichterstattung sehr unterschiedlich. Das deutsche Fernsehen behandelt die gesamte Bandbreite institutioneller Angelegenheiten, während das beim französischen Fernsehen viel weniger der Fall ist. Darüber hinaus gibt es auch Unterschiede hinsichtlich der Herangehensweisen und des Raumes, der Europa in den verschiedenen Medien gewährt wird. So gibt es etwa Medien, die sich entschieden haben, Europa zum Thema zu machen (z. B. Euronews oder ARTE). Abgesehen von diesen Medien haben es JournalistInnen oft sehr schwer gegenüber ihren ChefredakteurInnen, wenn diese der Ansicht sind, „Europa verkaufe sich nicht“.

VORSCHLÄGE, AUF ANDERE WEISE ÜBER EUROPÄISCHE TAGESPOLITIK ZU BERICHTEN

- **Europäische Themen sind komplex. Trotzdem sollte die traditionelle Presse „Pädagogik um jeden Preis“ vermeiden und die Komplexität einfach weglassen, wenn sie zum Verständnis nicht unbedingt notwendig ist.**
- **Um stärkere europäische Konvergenz zu erzielen, ist es notwendig, häufiger ein nationales Phänomen mit der Situation in anderen Ländern zu vergleichen.**
- **Es muss den BürgerInnen ermöglicht werden, die Strukturen der EU-Institutionen zu begreifen. Internet-Medien besitzen in dieser Hinsicht eine breitere Innovationsmarge als die traditionelle Presse, weil sie über die Möglichkeit verfügen, einen gewissen Bestand an Informationen ständig bereitzustellen ohne dabei die Tagesberichterstattung zu schwerfällig werden zu lassen.**
- **Von traditionellen Tageszeitungen erwarten die BürgerInnen eher geschichts- und politikbezogene Informationen, während sie im Internet persönliche Stellungnahmen und unterschiedliche Sichtweisen zur EU suchen.**
- **Man sollte auch mal das Wagnis eingehen, nicht alle gleichzeitig ansprechen zu wollen. Das Internet ermöglicht diese Pluralität in der Aufbereitung von Informationen.**
- **Neue online-Instrumente ermöglichen einen direkten Dialog zwischen BürgerInnen und EntscheidungsträgerInnen.**

- Die BürgerInnen besitzen die Möglichkeit, auf Medien zuzugreifen, die sich für Europa-Berichterstattung entschieden haben, wenn sie mit den gewöhnlichen Medien nicht zufrieden sind. Alle neuen und innovativen Formen, europäische Fragen zu behandeln, hängen jedoch vom „Europa-Anspruch“ der BürgerInnen und der Medien ab. Statt eine euroskeptische Haltung zu entwickeln oder das Interesse für die EU zu verlieren, sollten die BürgerInnen vielmehr den europäischen Institutionen gegenüber anspruchsvoller werden.

Unsere DEMOKRATISCHE Verantwortung

Das europäische Projekt hat zur Herausbildung neuer Institutionen für die 500 Millionen BürgerInnen der EU geführt: die Kommission (ernannt), der Rat der Europäischen Union (Versammlung der nationalen MinisterInnen) und das Parlament (seit 1979 in Direktwahl gewählt). Neben Beteiligung der Regierungen der Mitgliedstaaten ist die aktive Teilhabe der BürgerInnen (des Demos) von herausragender Bedeutung. Denn ohne ihre Einbindung kann die immense Baustelle des Zusammenlebens in Europa (dem Kratos) nicht fortschreiten. Jedoch sind die BürgerInnen nicht immer zur Stelle, wenn die EU neue demokratische Verantwortungen schafft, wie die stetig sinkende Stimmbeteiligung bei den Europawahlen zeigt. Die Workshops dieses Themenbereiches haben die demokratischen Herausforderungen der EU analysiert. Diese müssen im Zusammenhang mit der allgemeinen, alle Machtebenen betreffenden Krise der Politik (lokal, regional, national und global) gesehen werden.

BÜRGER/INNEN EUROPAS, BETEILIGT EUCH!

DIE UNION BRAUCHT UNS

„Wir verbünden keine Staaten, wir bringen Menschen zueinander“, erklärte Jean Monnet, auf dessen Anregung hin die Schuman-Erklärung entstand. 60 Jahre nach dem Text des damaligen französischen Außenministers beteiligen sich die BürgerInnen gar nicht oder aber nur sehr wenig am europäischen Projekt, das sie zueinander bringen soll. Nach den überschwenglichen Jahren der Begeisterung für das europäische Projekt sind die europäischen BürgerInnen nun schon seit mehreren Jahrzehnten wesentlich weniger an der europäischen Idee interessiert als vorher. Dabei wachsen die Kompetenzen der EU stetig. Es ist daher angebracht, eine Bilanz zu ziehen und neue Formen von Bürgerbeteiligung zu sondieren.



Organisation
des Workshops:
**Europäischer
Wirtschafts- und
Sozialausschuss**

In Zusammenarbeit mit:
**Sport et Citoyenneté /
CésAgora / Les Jeunes
Européens – France**

Diskussionsleitung
und Schlusswort:

Béatrice Ouin
MITGLIED DES EUROPÄISCHEN
WIRTSCHAFTS- UND
SOZIALAUSSCHUSSES

Mit Beiträgen von:

Sylvain Landa
BEAUFTRAGTER
FÜR ENTWICKLUNG,
SPORT ET CITOYENNETÉ

Pierre-Jean Verrando
JEUNES EUROPÉENS-FRANCE,
ZUM THEMA „INTERNET:
EIN NÜTZLICHES INSTRUMENT
ZUR BÜRGERBETEILIGUNG“

Anne Sander
BERICHTERSTATTERIN
ZUR MEINUNG DER
ZIVILGESELLSCHAFT
AM WIRTSCHAFTS- UND
SOZIALRAT DES ELSASS,
ZUM THEMA „CÉSAGORA,
ERFAHRUNGEN MIT
DER BEFRAGUNG DER
ZIVILGESELLSCHAFT IM
ELSASS“

Schlussfolgerungen:

Béatrice Ouin
ZUM THEMA: „PERSPEKTIVEN,
DIE DER LISSABON-VERTRAG
ERÖFFNET“

Zusammenfassung:

Maxime Calligaro
EUROPÄISCHE BEWEGUNG
FRANKREICH

SPORT – EIN MODELL, UM NEUES INTERESSE AN BETEILIGUNG UND ENGAGEMENT ZU WECKEN?

Sport ist eine Aktivität, bei der ehrenamtliche Tätigkeit allgegenwärtig ist. In Europa gibt es nicht weniger als 10 Millionen Freiwillige, die 86% des Personals in 700.000 Sportvereinen ausmachen. Das Ehrenamt ist damit ein prototypisches Sinnbild von Partizipation und Ausdruck aktiver Staatsbürgerschaft. Nichtsdestotrotz ist es noch ein sehr weiter Weg von der Mitarbeit in einem Verein bis zur Teilhabe an den Angelegenheiten des Gemeinwesens. Auch wenn sportliche Freiwilligenarbeit das Engagement schult, steht sie nur selten im Zusammenhang mit staatsbürgerlicher Beteiligung. Es ist ihr aber trotzdem das Verdienst zuzuschreiben, dass sie den Begriff des allgemeinen Interesses, das Menschen aktiv werden lässt, in den Mittelpunkt rückt.

INTERNET – EIN INSTRUMENT MIT DEM POTENTIAL ZUR BÜRGERBETEILIGUNG

Das Internet zieht immer mehr BürgerInnen an und ist ein machtvolleres Kommunikationsmittel. Der hocheffiziente Internetwahlkampf des Präsidenten Obama hat gezeigt, dass Erfolg im Netz sich ganz konkret in Wahlergebnissen niederschlagen kann. Aktivistenorganisationen nutzen Internet nicht nur als Kommunikationswerkzeug, sondern auch zur aktiven Partizipation, vor allem im Kontakt mit jungen Menschen. Während der französischen Referendumskampagne zum Verfassungsvertrag konnten vor allem die BefürworterInnen des „nein“ Nutzen aus dem Internet ziehen. Auf europäischer Ebene besteht die neue Herausforderung darin, das Internet zu nutzen, um BürgerInnen zu mobilisieren und sie wieder auf den Weg an die Wahlurnen zurückzuführen.

WIE BÜRGER/INNEN AM AUFBAU EINES ÖFFENTLICHEN RAUMES BETEILIGT WERDEN KÖNNEN – ERFahrungen MIT ZIVILGESELLSCHAFTLICHER BEFRAGUNG IM ELSASS

„Bürgerinnen und Bürger am Rhein, beteiligt Euch!“ lautete die Botschaft, als 2008 die Metropolregion Oberrhein gegründet wurde. Ziel war es, die BürgerInnen eng an den neuen gemeinsamen Raum zu binden, der zwischen der Schweiz, Deutschland und Frankreich entstand. Es stellte sich dabei das Problem, eine Zivilgesellschaft zu identifizieren und zu definieren, die verschiedenen Gesetzgebungen, Sprachen und Kulturen unterlag, und sich anschließend auf gemeinsame Werte und Interessen zu konzentrieren. Die drei vom Wirtschafts- und Sozialrat des Elsass formulierten Hauptachsen waren dabei: die BürgerInnen und ihre unterschiedlichen Kulturen verstehen, um das Projekt verständlich und den BürgerInnen Lust zu machen, daran teilzunehmen; gemeinsam mit den BürgerInnen Überlegungen zur Zukunft des gemeinsamen Lebensgebietes anzustellen; Impulse setzen, durch Aktivitäten, die anschließend von den BürgerInnen

aufgegriffen werden können. Der Erfolg dieser Initiative im rheinischen Raum könnte der EU in größerem Maßstab als Modell dienen.

PARTIZIPATIVE DEMOKRATIE – JA, ABER NICHT AUSSCHLIESSLICH

Auch wenn die direkte Verbindung zwischen Volk und politischer Entscheidung als die reinste Form der Demokratie erscheinen mag, ist es dennoch angebracht, auch ihre repräsentative Variante und die zentrale Rolle der gewählten VertreterInnen des Volkes nicht zu vernachlässigen. Die Formen partizipativer Demokratie sind mittlerweile unüberschaubar geworden (Internet, Petitionen, Volksbefragungen etc.). Sie können teilweise aber auch aus dem Ruder laufen, wie die Geschichte, und insbesondere die europäische Geschichte, zeigt. Die Aufgabe der gewählten RepräsentantInnen ist es nicht, der Meinung der BürgerInnen Fesseln anzulegen. Sie sollen sie vielmehr weiterleiten, auch wenn dabei manchmal eine Mäßigung stattfinden muss. Es gibt daher nicht die echte (partizipative) Demokratie, der die abwegige (repräsentative) Demokratie gegenüber steht, sondern vielmehr zwei sich gegenseitig ergänzende Ausdrucksformen, mittels derer das Volk an der Ausübung der Macht teilnimmt. Unser Demokratiemodell muss daher erhalten und um neue Optionen bereichert werden, wie etwa die nunmehr durch den Lissabon-Vertrag ermöglichte Europäische Bürgerinitiative.

VON DER BEDEUTUNG UND KOMPLEXITÄT DER AUFGEWORFENEN FRAGEN

Warum engagiert sich jemand im Sport statt in öffentlichen Angelegenheiten? Wie soll Bürgerinteresse auf europäischer Ebene geweckt werden, wenn es auf nationaler und teilweise auch lokaler Ebene verkümmert? Wie können neue Teilhabeformen organisatorisch umgesetzt werden? Wie können sie mit Formen traditioneller Demokratie in Einklang gebracht werden, die zwar erprobt sind, sich aber im Laufe der Zeit abgenutzt haben? Bei allen im Rahmen dieses Workshops verfolgten Gedankenwegen traten sowohl die Vorzüge als auch die Grenzen partizipativer Staatsbürgerschaft hervor.

WEGE ZUR STÄRKUNG DER TEILHABE DER BÜRGER/INNEN AN DER EUROPÄISCHEN EINIGUNG

- Die Debatten des Europa-Forums sollten fortgeführt und dabei über das Thema der Stimmenthaltung nachgedacht werden, das bei jeder Wahl auftaucht und direkt danach wieder in Vergessenheit gerät.
- Die BürgerInnen sollten bei ihren gewählten VertreterInnen besseres Gehör finden, wenn dies nicht schon der Fall ist.
- Die Rolle und die Bedeutung des Europäischen Parlaments sollte durch ein stärkeres Engagement anlässlich der Europawahlen hervorgehoben werden, denn es handelt sich um eine Institution, die an Bedeutung gewinnt und gegenwärtig die europäische Idee hochhält. Zu diesem Zweck sollten

die großen politischen Familien gemeinsame Programme vorstellen und mit länderübergreifenden Listen antreten.

- BürgerInnen, die immer stärkeren Zugang zu Entscheidungsprozessen fordern, aber zu den dafür vorgesehenen Anlässen wenig aktiv werden, sollten zur Verantwortung gemahnt werden.
- Niemand sollte von der Teilhabe ausgeschlossen werden. Weder die Älteren noch die „unvermuteten“ EuropäerInnen, die vermeintlich aufgrund ihrer sozialen Herkunft nicht an Europa interessiert sind.

HAUPTVORSCHLAG

Zu den Europawahlen sollten europäische Parteien mit länderübergreifenden Programmen antreten.

DER LISSABON-VERTRAG UND DANACH

HIN ZU EINER GESTÄRKTEN UND VERSTÄNDLICHEREN UNION?

Der Vertrag von Lissabon wurde mit großer Mühe verabschiedet, nach drei gescheiterten Volksabstimmungen in Frankreich, den Niederlanden und in Irland zwischen 2005 und 2009. Im Anschluss an diesen Prozess muss eine kritische Bilanz des Lissabon-Vertrages gezogen werden, sowohl im Hinblick auf die sich bietenden Möglichkeiten, als auch auf die Zukunft, die er der EU verspricht.

EIN RELATIV BESCHIEDENER VERTRAG

Der Lissabon-Vertrag reiht sich in die direkte Linie der Gemeinschaftsverträge ein, ist jedoch weniger ambitioniert als der Europäische Verfassungsvertrag (EVV) insofern als die Elemente, die ihn in die Nähe einer klassischen Verfassung rückten, herausgenommen wurden. Er wird die europäische Einigung nicht völlig verändern. In 50 Jahren wird man wahrscheinlich zu der Feststellung kommen, dass er nur eine Etappe darstellte, die aber wichtig war. Der Vertrag verweigert die Antwort auf bestimmte strukturelle Herausforderungen. In der Frage der Verschuldung der Länder der Euro-Zone beispielsweise schlägt er nur eine vage Koordinierung vor. Bei der Wahl zwischen supranationalem und intergouvernementalem Modell verweigert er ebenfalls die Entscheidung. Europa muss sich folglich am Rande des Vertrages weiterentwickeln, so wie es auch bei der Wirtschafts- und Währungsunion der Fall war. Europa steht somit an einem historischen Wendepunkt: Wird es in der Lage sein, den Herausforderungen, die



Organisation
des Workshops:
Sauvons l'Europe
Union Européenne
Fédéralisten (UEF)

Diskussionsleitung:
Gaëtane Ricard-Nihoul
GENERALSEKRETÄRIN
VON NOTRE EUROPE

Mit:
Renaud Dehousse
JEAN-MONNET-PROFESSOR
AM INSTITUT D'ÉTUDES
POLITIQUES VON PARIS

André Landesman
MITGLIED DES VORSTANDS
VON SAUVONS L'EUROPE

Jean-Baptiste Mathieu
MITGLIED DES NATIONALEN
VORSTANDS UND DES COMITÉ
FÉDÉRAL DER UEF

Marta Semplici
JUNGE EUROPÄISCHE
FÉDÉRALISTEN

Zusammenfassung:
Bénédictte Martin
EUROPÄISCHE BEWEGUNG
FRANKREICH

sich ihm stellen, zu begegnen? Angesichts der Unzulänglichkeiten des Lissabon-Vertrages scheint es vielmehr einer neuen Schuman-Erklärung zu bedürfen.

DIE WÜRDIGUNG DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS, HÜTER DER DEMOKRATISCHEN GRUNDRECHTE

Der Vertrag von Lissabon verleiht dem Europäischen Parlament neue Befugnisse. Dadurch verlieren einerseits die intergouvernementalen Elemente des europäischen Institutionengefüges an Gewicht, andererseits wird die Kluft zwischen der EU und ihren BürgerInnen verringert. Das Parlament gewinnt an Glaubwürdigkeit. Die Positionen, die es in den Diskussionen um die Dienstleistungsrichtlinie und die Richtlinie zu chemischen Produkten (REACH-Richtlinie) vertreten hat, haben es politisch gestärkt. Zu seinen Aufgaben gehört auch, jegliche Verletzung der Grundrechte zu verhindern, die von Verordnungen oder Richtlinien der EU-Institutionen oder von Gesetzesinitiativen populistischer Bewegungen ausgehen könnten. Der Vertrag sieht vor, dass das Parlament die Ausbreitung populistischer Parteien in Europa überwachen darf und den Rat über bevorstehende Risiken schwerer Grundrechtsverletzungen durch einen Mitgliedstaat verständigen kann. Es kann auch die Harmonisierung von Maßnahmen zum Schutz von BürgerInnen erwirken, etwa wenn es um die Rechte der Roma in Europa geht.

NEUE IMPULSE SIND NOTWENDIG

Das Inkrafttreten des Lissabon-Vertrages bedeutet nicht, dass die europäische Integration ihren Endpunkt erreicht hätte. Es bleibt noch viel zu tun, vor allem für das Europa der BürgerInnen. Die hohe Stimmenthaltung bei den Europawahlen, vor allem unter jungen WählerInnen, zeigt, dass Europa nicht genug Interesse hervorruft und vor allem nicht ausreichend verstanden wird. Daraus erwächst auch ein schwerwiegendes Legitimitätsproblem für das Europäische Parlament, das dadurch seiner Rolle nicht gerecht werden kann. Das Problem des demokratischen Defizits ist darüber hinaus jedoch von allgemeiner Tragweite, wie z.B. die hohe Stimmenthaltung bei den französischen Kantonalwahlen zeigt, obwohl die Ebene der Départements politisch sehr wichtig ist. Europa nur besser zu erklären wird höchstwahrscheinlich nicht ausreichen. Politik muss verkörpert werden. Die europäische Integration muss vor allem auch über die Stärkung europäischer Wahllisten und politischer Parteien voranschreiten. Auch eine gemeinschaftliche Politik unter der Kontrolle des Europäischen Parlaments auf allen für EuropäerInnen wichtigen Gebieten (Energie, Verteidigung, Umweltschutz etc.) wäre erforderlich. Der Lissabon-Vertrag hat zu wenig Fortschritte im internationalen Bereich bewirkt, mit denen sich die BürgerInnen identifizieren könnten.

DIE ALTERNATIVE: EINE FÖDERALISTISCHE HERANGEHENSWEISE

Die Europäische Union ist keine starke politische Akteurin mehr. Die FöderalistInnen missbilligen das Direktorium der großen Staaten und bedauern die fehlende Teilnahme an den Europawahlen, die sie auf die Schwächung der Europäischen Kommission zurückführen. Die Krise führt die Notwendigkeit einer Wirtschaftsregierung vor Augen, welche vom Lissabon-Vertrag eben nicht ermöglicht wird. Ein föderales Europa wäre von großem Vorteil, um den Herausforderungen der europäischen Einigung erfolgreich zu begegnen. Wenn die Union wirklich demokratisch werden soll, muss das Europäische Parlament auf die gleiche Ebene mit dem Rat gestellt werden. Der Vertrag von Lissabon erlaubt diese Entwicklung momentan nicht, auch wenn gewisse Ansatzpunkte, wie etwa die Schaffung der Europäischen Bürgerinitiative, in die richtige Richtung weisen. Das eigentliche Problem liegt jedoch bei den Mitgliedstaaten und nicht im Vertrag, dessen Ziel weit über den Binnenmarkt hinaus geht und der Handlungsmöglichkeiten enthielte, wenn nur der Wille dazu da wäre. Die Grenzen des Lissabon-Vertrages liegen zweifellos im Bereich der europäischen Steuerung und Regierung. Sicherlich ist es notwendig, mit einer Stimme für Europa zu sprechen. Aber heißt das denn auch, dass wir nur eine Telefonnummer und nur einen Chef brauchen? Europa lebt die Kultur des Kompromisses, und die Vielfalt seiner politischen Organe verhindert niemals zu gemeinsamen Positionen zu gelangen.

ZUR NOTWENDIGKEIT EINER ECHTEN EUROPÄISCHEN IDENTITÄT

Europäische Identität ist kein verschwommener Begriff. Sie wurde von PhilosophInnen klar definiert, ist aber nur der Elite bekannt. Geschichte, so wie sie in den Mitgliedstaaten gelehrt wird, wird häufig von einem nationalistischen Standpunkt aus dargestellt. Daher sollte europäischer Geschichtsunterricht gefördert werden, etwa nach dem Vorbild des deutsch-französischen Geschichtsbuches. Auch andere Länder könnten diesem Beispiel gemeinsam mit ein oder mehreren Nachbarländern folgen. Das Beispiel der *Boston Tea Party* ruft ein Grundprinzip des Parlamentarismus ins Gedächtnis: „*keine Besteuerung ohne Repräsentation*“. Durch die Erhebung einer europäischen Steuer, die eine nationale Steuer ersetzen würde, könnte das Zugehörigkeitsgefühl zu Europa gestärkt werden.

VORSCHLÄGE

- Zu den Europawahlen sollten die Parteien mit länderübergreifenden Listen antreten. Die Wahlzettel sollten eine Spalte mit nationalen Listen und eine mit transnationalen Listen enthalten.
- Das Potential des Vertrages von Lissabon sollte komplett ausgeschöpft werden.

- die WählerInnen, vor allem die jungen, sollten besser informiert werden, indem die Abstimmung verständlicher und interessanter gemacht wird. Damit soll der Stimmenthaltung bei den Europawahlen entgegengetreten werden.
- Die europäischen Programme zur Förderung von Mobilität sollten verstärkt und auf Lehrlinge ausgedehnt werden.

HAUPTVORSCHLAG:

Das Europa-Forum sollte in Form einer Reflexionsgruppe weitergeführt werden, die aus zivilgesellschaftlichen AkteurInnen, politischen Parteien und MedienvertreterInnen besteht. Sie sollte die Arbeit der Europäischen Parlaments unterstützen und schon jetzt darüber nachdenken, wie das Interesse der Öffentlichkeit für die nächsten Europawahlen geweckt werden kann.

DIE UNION KENNT KEINE GRENZEN

EUROPÄISCHE EINIGUNG VOR ORT: ZWISCHEN REGIONALER SOLIDARITÄT UND GRENZÜBERGREIFENDER ZUSAMMENARBEIT

Die großen Grundlagentexte wie die Schuman-Erklärung haben zu den ersten konkreten Projekte beim Aufbau einer Europäischen Gemeinschaft geführt. Über das politische Zusammenwirken auf europäischem Niveau hinaus, wurde die Kooperation auf vielen weiteren Ebenen ausgebaut, auf gemeinschaftlicher, nationaler, regionaler und lokaler Ebene. Entlang des Rheins, wo die nationalen Räume ineinander übergehen, wurden zahlreiche Kooperationsprojekte von anliegenden Gebietskörperschaften auf beiden Seiten des Flusses ins Leben gerufen. Diese Vorhaben verkörpern und veranschaulichen den Anspruch der Erklärung vom 9. Mai 1950: Indem sie Bindungen über konkrete Verwirklichungen schaffen, bringen sie BürgerInnen unterschiedlicher Nationalitäten dazu, gemeinsam zu handeln.

INSTITUTIONELLE INSTRUMENTE, UM DEN ALLTAG GRENZÜBERSCHREITENDER BÜRGER/INNEN ZU VEREINFACHEN

Die Beispiele von Eurodistrikten wie Regio-Pamina oder der kürzlich gegründete Distrikt Straßburg-Ortenau beweisen, wie groß der Beitrag von Gebietskörperschaften zur Einigung der europäischen Völker ist.



Diskussionsleitung:

Patrice Harster
DIREKTOR DES
EURODISTRIKTS
REGIO PAMINA

Mit:

Louis Becker
VIZE-PRÄSIDENT DES
REGIONALRATS NIEDERRHEIN

Nawel Rafik-Elmrini
STELLVERTRETENDE
BÜRGERMEISTERIN VON
STRASSBURG, ZUSTÄNDIG
FÜR INTERNATIONALE UND
EUROPAANGELEGENHEITEN

Gianluca Spinaci
AUSSCHUSS DER REGIONEN

Pascal Mangin
REGIONALRAT ELSSAS

Zusammenfassung:
Katharina Robohm
NOTRE EUROPE

Diese Pilotgebiete der europäischen Einigung kooperieren entlang des Rheins anhand konkreter Projekte im Bereich des alltäglichen Lebens auf einer Reihe von Gebieten, die teilweise, aber nicht immer, in der eigenen Kompetenz dieser Gebietskörperschaften liegen. Dank des Eurodistrikts ist es für einen Franzosen, der in Kehl lebt, mittlerweile möglich, seine Ausweispapiere in Straßburg anfertigen zu lassen statt sich nach München in die Botschaft begeben zu müssen. Das bedeutet, nur 9 km zurücklegen zu müssen statt 360 km. Derartige Initiativen übersteigen jedoch den Kompetenzbereich der teilnehmenden Gebietskörperschaften. Erfolge grenzüberschreitender Zusammenarbeit mit dem Ziel, Erleichterungen für die BürgerInnen zu erwirken, werden dadurch erschwert.

Um dieses Hindernis aus dem Weg zu schaffen, hat sich der Eurodistrikt Straßburg-Ortenau eine neue Satzung gegeben und den Europäischen Verbund für territoriale Zusammenarbeit (EVTZ) gegründet. Der EVTZ stellt ein neues rechtliches Instrument auf europäischer Ebene dar, das den Aufbau und die Verwaltung von Aktivitäten grenzüberschreitender Zusammenarbeit erleichtern soll. Es ermöglicht den Beteiligten, eine rechtliche Einheit zu bilden, die auf gemeinsamen Regeln beruht, um gemeinsame Aktivitäten in mehreren Mitgliedstaaten der EU durchzuführen. Der EVTZ verfügt über eine eigene Rechtspersönlichkeit und ist rechtsfähig. Er kann sich somit eine eigene Struktur und ein eigenes Budget geben.

ANTWORTEN AUF BEDÜRFNISSE UND ERWARTUNGEN DER BÜRGERINNEN FINDEN

Straßburg hat eine langjährige Erfahrung im Bereich der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit. Sie sind aus dem Bedürfnis erwachsen, Frieden mit dem deutschen Feind zu schließen. Heute müssen wir in der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit einen qualitativen Sprung nach vorne machen. Es geht nicht mehr darum, Symbole zu setzen, sondern von Nutzen zu sein. In den Grenzregionen empfinden BürgerInnen stärker als in anderen Regionen die Realität der Grenzen und die Notwendigkeit europäischer Integration. Diese Integration bleibt jedoch eine schwer zu begreifende Vorstellung. Um die BürgerInnen anzusprechen und zu überzeugen, müssen wir Antworten auf konkrete Erwartungen und Bedürfnisse finden. Ein anschauliches Beispiel ist ein europäische Feuerwehrschiß, das Sicherheit auf dem Rhein garantiert. Es wird zur einen Hälfte von der EU und zur anderen von den Anliegerstaaten finanziert. Es hat zwei nationale Boote ersetzt und somit unnötige Doppelstrukturen abgeschafft.

DIE ZIVILGESELLSCHAFT EINBEZIEHEN

Bei der Schaffung neuer Strukturen stellt sich auch die Frage nach ihrer Legitimität. In diesem Zusammenhang ist die Befragung der BürgerInnen und ihre Einbeziehung in die Überlegungen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit sinnvoll. Ein langfristiges Mittel, das die demokratische

Legitimität der grenzüberschreitenden Institutionen erhöhen würde, wäre die Direktwahl des/r PräsidentIn des Eurodistrikts durch alle AnwohnerInnen. Aber auch die Einrichtung von Bürgerarbeitsgruppen und öffentliche Anhörungen auf breiter Ebene wären wünschenswert, denn die aktuellen Anhörungen geben den BürgerInnen eher das Gefühl, von den Institutionen vernachlässigt zu werden. Allerdings ist dies schwierig zu verwirklichen, weil unterschiedliche Rechtssysteme in Deutschland und Frankreich dem entgegen stehen.

VERSUCHSSTATION DER EUROPÄISCHEN EINIGUNG

Oft werden die Grenzregionen als „Testregionen“ oder „Versuchsstationen“ der europäischen Einigung bezeichnet. Durch die grenzüberschreitende Zusammenarbeit erleben wir das Experiment des europäischen Aufbaus im Alltäglichen und auf lokaler Ebene. Auch wenn „Grenzen“ in gewissen Bereichen wie der Sozialversicherung oder dem Familienrecht weiterhin bestehen bleiben, so überschreitet die Zusammenarbeit in den grenzüberschreitenden Regionen im Allgemeinen doch bei Weitem das Niveau der Zusammenarbeit auf europäischer Ebene.

Die EU fördert seit Langem die grenzüberschreitende Zusammenarbeit, indem sie beispielsweise INTERREG-Projekte finanziert. Sie bezuschusst auch Kleinstprojekte, in denen BürgerInnen im Geist der Schuman-Erklärung zu ganz konkreten Aspekten zusammenarbeiten. Diese Kleinstprojekte stellen auch das Hauptinstrument des Eurodistrikts dar, mit dessen Hilfe er BürgerInnen zusammenführen möchte. Allerdings bedarf es dazu der Initiative von BürgerInnen selbst, die dann finanziell unterstützt werden. Auf einige damit verbundene Fragen wurden jedoch bislang noch keine Antworten gefunden: Stellt die grenzüberschreitende Zusammenarbeit einen Zugewinn für Europa dar oder ist Europa von Vorteil für die grenzüberschreitende Zusammenarbeit? Ist das Grenzüberschreitende ein europäisches, lokales oder internationales Thema? Welche Ebene ist die richtige angesichts der Tatsache, dass in der Region Niederrhein eine Zusammenarbeit zwischen drei Staaten stattfindet, von denen einer kein EU-Mitglied ist?

Was in den meisten grenzüberschreitenden Regionen, wie auch in der EU im Allgemeinen, fehlt, ist ein gemeinsamer öffentlicher Raum. Die Grenzregion zwischen Frankreich und Luxemburg stellt hier eine Ausnahme dar, denn es gibt grenzüberschreitende Zeitungen wie die kostenlose „L'essentiel“. Über die Handlungsbereitschaft der EU hinaus besteht in den grenzüberschreitenden Regionen die nächste Etappe des Verfahrens „Experiment europäische Integration“ in Vertragsabschlüssen zwischen diesen Versuchsräumen und den europäischen Institutionen. Verträge mit verbindlichen Ergebnissen könnten dabei für Pilotprojekte mit bestimmten europäischen Prioritäten wie der Strategie Europa 2020 ins Auge gefasst werden.

IGNORIERT DIE UNION GRENZEN?

In Europa bestehen weiterhin Grenzen. Auch die isolierte Lage einiger Regionen und damit verbundene Mobilitätsprobleme können eine Grenze darstellen. Die Charakteristiken grenzüberschreitender Gebiete können auf andere Gebiete übertragen werden, denen noch nicht die gleiche Aufmerksamkeit zukommt: In großen Städten etwa existieren wahre Grenzen zwischen den Stadtteilen. Die Union könnte zu einer Tauschbörse für Fachkenntnisse im Bereich grenzüberschreitender Zusammenarbeit werden, welcher Natur auch immer sie sei.

VORSCHLÄGE

- Grenzüberschreitende Räume sollten vor allem in ihrer politischen, wirtschaftlichen, sozialen und bildungsbezogenen Dimension gestärkt und anerkannt werden.
- Auf die Bedürfnisse und Erwartungen von BürgerInnen antworten, denn darin besteht der einzig wirksame Ansatzpunkt zur Annäherung zwischen räumlichen Einheiten.
- Der Beitrag der BürgerInnen zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit sollte weiterentwickelt werden (z. B. durch die Wahl des/r PräsidentIn des Eurodistrikts von den BewohnerInnen der Region).
- Neben den Gebietskörperschaften sollten die Staaten in die grenzüberschreitende Zusammenarbeit einbezogen werden, vor allem bei der Verwaltung und Finanzierung.
- Die Beziehungen der „Versuchsgebiete“ zu den europäischen Institutionen sollten auf eine vertragliche Basis gestellt werden, damit wirkliche Pilotprojekte anvisiert werden können.
- Es sollten grenzüberschreitende öffentliche Räume entstehen.
- Auf europäischer Ebene sollte ein Austausch von Fachkenntnissen und Erfahrungen im Bereich grenzüberschreitender Zusammenarbeit gefördert werden.



Organisation des Workshops:

Region Elsass
Départementrat
Niederrhein
Eurodistrikt Regio
Pamina
Landesregierung
Rheinland-Pfalz
Landesregierung
Baden-Württemberg

Diskussionsleitung:

Patrice Harster
DIREKTOR DES
EURODISTRIKTS REGIO PAMINA

Mit:

Dr Frank Heuberger
VERANTWORTLICH
FÜR FRAGEN DER
ZIVILGESELLSCHAFT IN
DER STAATSKANZLEI VON
RHEINLAND-PFALZ, ZUM
PROJEKT „BÜRGERFORUM“

Serge Neunlist
DIREKTOR DES ENSCM,
VORSITZENDER VON
ELSSAS TECH, ZUM
KOOPERATIONSBEREICH
„FORSCHUNG“ DES
PROJEKTS EINES
GRENZÜBERSCHREITENDEN
STUDIENABSCHLUSSES
„REGIO CHIMICA“

Philippe Choukroun
DIREKTOR DES REGIONALRATS
FÜR TOURISMUS, ZUM
KOOPERATIONSPROJEKT
„TOURISMUS IM OBEREN
RHEINTAL“

Zusammenfassung:

Véra Nette
REGIONALRAT ELSASS

DIE TRINATIONALE METROPOLREGION OBERRHEIN

EIN MODELL FÜR EUROPA

Mit einer Fläche von 21.518 km², einer Bevölkerung von fast 6 Millionen Personen, davon 2,8 Millionen Erwerbstätigen, und einem BIP von ungefähr 164 Milliarden Euro im Jahr 2007, stellt der deutsch-französisch-schweizerische Raum am Oberrhein eines der dichtesten, aktivsten und

wohlhabendsten Gebiete in Europa dar. Er umfasst das Elsass, Baden, die Südpfalz und den Nordosten der Schweiz und veranschaulicht, wie Europa dank lokaler AkteurInnen in seinen Gebietskörperschaften ganz konkret zur Wirklichkeit wird. Das Gebiet verfügt über zahlreiche Wettbewerbsvorteile, die insbesondere auf seinem wissenschaftlichen, universitären, wirtschaftlichen, ökologischen, kulturellen und touristischen Potential beruhen. Die französischen, deutschen und schweizerischen AkteurInnen der Zusammenarbeit am Oberrhein haben beschlossen, sich als grenzüberschreitende Modellregion unter dem Namen „Europäische Metropolregion Oberrhein“ zu positionieren. Innerhalb dieses Raumes sind mehr als 300 grenzüberschreitende Projekte entstanden. Drei von ihnen wurden im Workshop vorgestellt, und zwar aus den Bereichen Tourismus, Bürgerbefragung und universitäre Bildung.

GEMEINSAME FÖRDERUNG DES FREMDENVERKEHRS

Tourismus Oberrhein ist ein Projekt zur gemeinsamen Förderung des Fremdenverkehrs, das mit europäischen Krediten in Höhe von 900.000 Euro finanziert wird. Die Partner dieses Projekts fanden einen Weg, um die Attraktivität ihres Gebietes und, in der Folge, die Zahl der Übernachtungen zu erhöhen. Sie erkannten den Vorteil, die Vorzüge der verschiedenen Komponenten des rheinischen Raumes (Sterne-Restaurants, Weinanbau, Kultur etc.) auf entfernten Märkten zu bündeln und wählten dazu sechs Zielländer aus. Wunsch der Projektträger ist es, dass jeder Partner nach drei Jahren in der Lage ist, die notwendigen Mittel zur Fortführung der Aktion selbst zu finden.

GRENZÜBERSCHREITENDE BÜRGERBEFRAGUNG

Das Land Rheinland-Pfalz hat ein Projekt zur Bürgerbefragung auf die Beine gestellt. Es organisiert 2010 und 2011 drei grenzüberschreitende Foren, von denen das erste für den 16. Oktober 2010 in Straßburg vorgesehen ist. Dieses Projekt ist bislang einzigartig. Bei der Organisation zeigte sich, dass der Begriff „Zivilgesellschaft“ auf beiden Seiten des Rheins jeweils unterschiedlichen Vorstellungen entspricht. Ziel ist es, die BürgerInnen am Aufbau grenzüberschreitender Strukturen zu beteiligen und konkrete Projekte zu begleiten, die möglicherweise aus diesen Foren hervorgehen werden. Eine Frage bleibt im Hinblick auf den Erfolg dieser Veranstaltung allerdings noch spannend: Wird die Bezeichnung *Trinationale Metropolregion Oberrhein* eine mobilisierende Wirkung entfalten?

EIN DREISPRACHIGES UNIVERSITÄRES DOPPELDIPLOM

Regio Chimica heißt das Projekt eines grenzüberschreitenden Studienabschlusses im Fach Chemie. Durch ihn sollen StudentInnen ein dreisprachiges Doppeldiplom erwerben, nämlich die *Licence* in Chemie der Universität Oberelsass und den *Bachelor of Science* der Universität

Freiburg. Das Vorhaben wird von INTERREG mit 600.000 Euro bezuschusst. Es reagiert auf den Bedarf von Unternehmen an dreisprachigen IngenieurInnen, will gleichzeitig aber auch multikulturelle Kompetenzen während der Ausbildung vermitteln. Aus diesem Grund erscheint es sinnvoll, diese Art von Ausbildung nach einem *bottom up* Ansatz vom ersten Studienjahr bis zum Dokortitel laufen zu lassen.

Die Entwicklung derartiger, schwer zu verwirklichender Vorhaben, zeigt eine Konstante: Die menschlichen Beziehungen zwischen den AnsprechpartnerInnen der drei verschiedenen Länder ist dabei von höchster Bedeutung.

VORSCHLAG

Es wäre wünschenswert, die Erfahrungen mit der Integration verschiedener Gebiete als Modell der Bürgerbeteiligung im Rahmen der europäischen Einigung zu nutzen.

Unsere Verantwortung in der Welt

Die Schuman-Erklärung betrachtete die Schaffung von Frieden auf dem europäischen Kontinent in einer Perspektive des Friedens auf der ganzen Welt. Für die Gründerväter war die europäische Einigung Teil eines wesentlich weitreichenderen Vorhabens über die Mitgliedstaaten hinaus. Die EU ist heute eine politische Einheit mit 493 Millionen BürgerInnen und einem der höchsten durchschnittlichen Pro-Kopf-Wohlstandsniveaus auf der ganzen Welt. Sie ist offen und nimmt an den globalen Angelegenheiten im Bereich des Handels, der Sicherheit, der Entwicklung und dem Klimawandel teil. Die Arbeitsgruppen warfen einen genaueren Blick auf drei zentrale Fragen zum heutigen Handeln der EU außerhalb ihrer Grenzen.

HIN ZU EINER EUROPÄISCHEN ARMEE?

Die Zukunft der Europäischen Union ist mit der Frage der gemeinsamen Verteidigung eng verbunden. Die Idee stand schon im Zentrum der Bestrebungen der europäischen Gründerväter. Da Verteidigung im nationalen Interesse liegt, bleibt sie unter mitgliedstaatlicher Hoheit. Aus diesem Grund müssen wir zwischen zwei Arten von Verteidigung unterscheiden: Dem Europa der Verteidigung und der europäischen Verteidigung. Das Europa der Verteidigung existiert nur kraft der Entscheidung der EU-Mitgliedstaaten. Dabei ist es wichtig, im Auge zu behalten, dass Verteidigung in Europa sich in Partnerschaft mit der NATO entwickelt hat. Beide Konzepte sind eng mit der Rolle der Mitgliedstaaten sowie ihrer Außen- und Verteidigungspolitik verbunden. Die beiden Redner sind daher der Ansicht, dass eine wirkliche gemeinsame Verteidigungspolitik mit einer europäischen Armee nur möglich ist, wenn die EU ihre politische Dimension stärkt.



Organisation des
Workshops:

**Nationale Vereinigung
der jungen HörerInnen
des Instituts für Höhere
Studien zur nationalen
Verteidigung
(ANAJ-IHEDN)**

In Zusammenarbeit mit:
EADS

Diskussionsleitung:

Patricia Golfier
MITGLIED DER ANAJ-IHEDN

Mit:

Alain Coldefy, Admiral
VERTEIDIGUNGSBERATER
DES VORSITZENDEN VON
EADS, VERANTWORTLICH FÜR
FRAGEN DES WELTRAUMS
UND DER ABSCHRECKUNG

Jean-Paul Perruche
EHMALIGER LEITER DES
MILITÄRISCHEN STABS DER EU

Zusammenfassung:

Patricia Golfier
ANAJ-IHEDN

DIE ROLLE DER MITGLIEDSTAATEN BEIM EUROPA DER VERTEIDIGUNG

Das Europa der Verteidigung beinhaltet eine eigenständige Verteidigung der EU, eine supranationale Einheit mit der Kommission an der Spitze. Fragen der Außen- und Verteidigungspolitik werden jedoch vom Europäischen Rat diskutiert. Entscheidungen werden intergouvernemental getroffen. Das nationale Interesse der Mitgliedstaaten hat dabei Priorität, weil Verteidigung ihrer Hoheit unterliegt. Ein Europa der Verteidigung kann daher nicht entstehen, wenn die Mitgliedstaaten der EU es nicht beschließen. Die Kompetenzen des Europas der Verteidigung sind bislang begrenzt. Der neue Vertrag von Lissabon weitet sie im Vergleich zum Vertrag von Nizza nur geringfügig aus. Trotzdem hat die EU sich die notwendigen Kompetenzen zur Krisenbewältigung außerhalb mitgliedstaatlichen Hoheitsgebietes gegeben. Dies betrifft Interventionen zur Konfliktvermeidung, Friedenssicherung und -wiederherstellung. Die konkrete Umsetzung dieser Kompetenzen liegt jedoch weiterhin in der Hand der Mitgliedstaaten, die im gegebenen Fall über die zu mobilisierenden Mittel entscheiden.

Die Obergrenze der von den Mitgliedstaaten zur Verfügung gestellten mobilisierbaren Mittel liegt heute bei 60.000 SoldatInnen. In der Realität ist es aber schwierig, überhaupt mehr als 10.000 SoldatInnen zu mobilisieren. Darin spiegelt sich der Kompromiss zwischen Mitgliedstaaten, die ein Europa mit eigenständiger Verteidigung befürworten und denjenigen, die für europäische Verteidigung in Partnerschaft mit der NATO eintreten. Momentan finden wichtige militärische Eingriffe – bedingt durch die militärische Stärke der USA – unter der Schirmherrschaft der NATO statt. Die Operationen der EU bleiben, sowohl was die Mittel als auch die Ziele betrifft, gewollt begrenzt. Die Europäische Sicherheits- und Verteidigungspolitik (ESVP) – durch den Lissabon-Vertrag zur GASP (Zusammenarbeit) geworden – birgt jedoch, laut General Perruche, noch großes Entwicklungspotential. Die EU führt momentan 24 Operationen auf vier Kontinenten durch, von denen sechs rein militärischer Natur sind. Dies zeigt, dass die Gründung des Europäischen Auswärtigen Dienstes (EAD) die reale Handlungsfähigkeit der EU stärkt.

KEINE MILITÄRISCHE FÜHRUNG OHNE POLITISCHE FÜHRUNG

Eine eigenständige europäische Armee ist nur unter der Bedingung vorstellbar, dass sie von einer wirklich gemeinsamen Verteidigungsstrategie getragen und von einer politisch gestärkten EU unterstützt wird. Die Beurteilung von Bedrohungen und die Wahrnehmung von Risiken sind nämlich prinzipiell Sache der Politik. Letztere legt lebenswichtige und strategische Interessen fest. Dabei müssen Querschnittsrisiken wie Terrorismus und die Verbreitung von Atomwaffen in Betracht gezogen werden, ebenso wie potentielle geopolitische Bedrohungen, etwa beim Zugang zu Ressourcen, zu fossilen Energien, bei Auswirkungen des Klimawandels und der Krisenbewältigung in Ländern mit schwachem Staat (z. B. Afghanistan).

Durch Politiken muss festgelegt werden, wie lebenswichtige Interessen geschützt werden und ob Entscheidungshoheit gewahrt werden soll. Innerhalb der EU bestimmen dies die Mitgliedstaaten. Die EU handelt nur auf Entscheidungen der UNO hin und unter ihrem Mandat, oder aber auf der Grundlage des Artikels 51 des Kapitels VII der Charta der Vereinten Nationen. Welche Politik der militärischen Ausrüstung benötigt die EU nun angesichts dieser europäischen Besonderheiten: eine autonome, eine abhängige oder eine interdependente Politik? Welche Budgets sollten die Mitgliedstaaten für Verteidigung zur Verfügung stellen? Während die USA 1.532 Euro pro Jahr und EinwohnerIn für Verteidigung ausgeben, sind es bei den EU-Mitgliedstaaten 400 Euro pro Jahr und EinwohnerIn, mit Ausnahme von Frankreich, dem Vereinigten Königreich und Griechenland. Das entspricht 1,4 bis 1,5% des BIP. Im Bereich militärischer Forschung und Entwicklung gibt die EU hingegen sechs mal so viel aus wie die USA.

Die Entwicklung einer Verteidigungsstrategie unterliegt dem politischen Willen der Mitgliedstaaten. Dies wird noch dadurch verstärkt, so der Admiral Coldefy, dass es keine Verteidigung ohne Verteidigungsindustrie geben kann. Diese wiederum ist eine staatliche Industrie und unterliegt somit der staatlichen Souveränität. Es besteht daher eine starke Abhängigkeit der EU von den USA, so wie es auch seit 1962 für das Vereinigte Königreich der Fall ist. Die USA haben seit dem Ende des Kalten Krieges riesige Rüstungsindustrien (z. B. Boeing) errichtet, während die EU nur „Zweckbündnisse“ eingegangen ist. Europa müsste geeint handeln und eine engere Partnerschaft mit Russland knüpfen, denn, so Admiral Coldefy, „vereint sind wir unbesiegt“. Dazu müssten die strategischen Interessen der Mitgliedstaaten jedoch konvergieren, sodass eine wirkliche Interoperabilität von Menschen und Material stattfinden kann.

VORSCHLÄGE

- Die EU muss ihre politische Führung ausbauen, damit Europa militärische Führung entwickeln kann.
- Auf EU-Ebene müssten Rüstungs- und militärische Ausrüstungsprogramme entwickelt werden, die eine höhere Interoperabilität und eine Senkung der Kosten ermöglichen.
- Die europäische Militärkultur muss durch die Entwicklung einer gemeinsamen Militärdoktrin, die Standardisierung des Materials und eine Annäherung der militärischen Ausbildungen gestärkt werden (Interoperabilität von Menschen und Material).
- Die Komplementarität der Mitgliedstaaten muss genutzt werden, indem die militärischen Ausbildungszentren miteinander vernetzt und unnötige Doppelungen zwischen den Armeen der Mitgliedstaaten abgeschafft werden.
- Zu einem Europa der Verteidigung ist der Aufbau einer europäischen Verteidigungsindustrie notwendig.

DIE EUROPÄISCHE UNION UND IHRE NACHBARN

NACHBARSCHAFTSPOLITIK – WELCHE POLITIK AN DEN GRENZEN DER EU?

Seit der Schuman-Erklärung stand das europäische Projekt immer „allen Ländern, die daran teilhaben wollen“ offen. Seit der Aufnahme von zehn neuen Ländern im Jahr 2004 scheint die Erweiterung der EU jedoch langsam zum Stillstand zu kommen. Im gleichen Jahr hat die EU eine „Europäische Nachbarschaftspolitik“ (ENP) ins Leben gerufen, die sich an Nachbarländer richtet, für die kein EU-Beitritt vorgesehen ist. Die ENP betrifft momentan 16 Länder, und zwar im südlichen Mittelmeerraum (Algerien, Ägypten, Israel, Jordanien, Libanon, Libyen, Marokko, besetzte palästinensische Gebiete, Syrien, Tunesien) und im Osten der Union (Armenien, Aserbaidzhan, Weißrussland, Georgien, Moldawien, Ukraine). Das ursprüngliche Ziel dieser Politik war es, nach den Erweiterungen von 2004 und 2007 zumindest provisorisch die Grenzen der EU festzulegen und um sie herum einen „Ring des Friedens, der Stabilität und des Wohlstands“ zu schaffen. Dazu wurden den betroffenen Ländern wirtschaftliche Integration und engere politische Bindungen angeboten. Im Gegenzug wurden strukturelle Reformen von ihnen gefordert. Für den damaligen Vorsitzenden der Europäischen Kommission, Romano Prodi, ging es darum, diesen Staaten „alles außer Institutionen“ anzubieten. Die ENP beruht auf zwei Prinzipien:

1. aus einem einheitlichen Rahmen, der darauf abzielt, so viele Gemeinschaftspolitiken wie möglich auf die Nachbarstaaten auszudehnen, um ihre wirtschaftliche und demokratische Entwicklung zu fördern;
2. aus einem differenzierten Vorgehen nach Land, aber auch nach Region (Süden oder Osten), mittels der Unterzeichnung von nationalen Aktionsplänen, die die zu verabschiedenden Reformen detailliert aufführen.

WELCHE GRENZEN FÜR WELCHE ERWEITERUNGEN?

Europa umfasst die EU und, im weiteren Sinne, die 47 Staaten des Europarates. Ihnen gemeinsam ist ein System zum Schutz der Menschenrechte. Es sollte nicht vergessen werden, dass diese Dimension des europäischen Projekts – von Natur aus offen und inklusiv – immer darauf ausgerichtet ist, neue Brüche zu vermeiden. Die geopolitische Aufteilung der Welt nach dem Zweiten Weltkrieg verhinderte zunächst die Ausdehnung des europäischen Projekts. Seit der Öffnung der Berliner Mauer hat es jedoch seine kontinentale Dimension wiedererlangt. Der Europarat hat sich erweitert, von Ungarn (1990) bis zur Ukraine (1995) und nach Russland (1996), bis hin zu den drei Kaukasus-Republiken Georgien, Armenien, Aserbaidzhan

(1999–2001). Diese Staaten haben den Beitritt gleich nach dem Mauerfall und der Auflösung der Sowjetunion akzeptiert, im Gegensatz zu den zentralasiatischen Republiken, die zum gleichen geopolitischen Block gehörten, aber nicht der europäischen Familie zugerechnet wurden. Die kontinentale Dimension des Europarates existierte allerdings schon ab August 1949, als die Türkei beitrug.

Der Europarat ist die einzige Institution, die sich offen die Frage nach ihrer eigenen Reichweite gestellt hat. Russland stufte sie aufgrund seiner Demokratisierungsbestrebungen als europäischen Staat ein, und auch weil der Großteil seiner Bevölkerung auf europäischem Territorium lebt. Den Maghreb betrachtet der Europarat hingegen als Teil eines anderen geographischen Raumes. Zentralasien wurde nicht als europäisch betrachtet, weil es Europa nicht zugewandt ist, während den Kaukasus-Republiken wiederum ihre betonte Öffnung zu einer positiven Bewertung gereichte. Es stellte sich auch die Frage nach der Erweiterungsmethode: Sollte man warten, bis diese Staaten völlig demokratisch geworden waren oder sollte der Europarat als „Entgiftungsschleuse“ für Länder dienen, für die Demokratie und Rechtsstaat noch ein Problem darstellten? Letztendlich wurde die zweite Option gewählt.

Die EU als Hauptakteurin der Strukturierung des Kontinents musste, auch für den großen Nachbarn Russland, eine Politik gegenüber ihren Rändern definieren, insbesondere aber auch gegenüber dem im Europarat organisierten Kontinent. Diese Klärung gestaltete sich aufgrund der Unterschiedlichkeit der wirtschaftlichen Verhältnisse, der Geschichte, der stabilen, nicht gefestigten (Türkei, Balkan) oder unklaren (Ukraine) Grenzen kompliziert. Die Ukraine etwa wird als europäisches Land betrachtet, aber nicht als europäischer Staat. Dadurch werden mögliche Aufnahmeansprüche stark eingeschränkt.

DIE GRENZEN EUROPÄISCHER NACHBARSCHAFTSPOLITIK

Die EU-Erweiterung von 2004 wurde von vielen als Flucht nach vorn wahrgenommen, auch wenn sie als bewusste politische Entscheidung gerechtfertigt war. Im Anschluss daran wurde die mögliche Reichweite von Erweiterungen an sich in Frage gestellt. Man fürchtete, die EU könne durch zu viel Erweiterung geschwächt und ihre grundlegenden Ziele in Frage gestellt werden. Daraus entstand die Überzeugung, dass vor einer neuerlichen Erweiterung eine Vertiefung der EU erfolgen müsse. Die ENP wurde daraufhin ins Leben gerufen um einen Rahmen für verstärkte Nachbarschaftsbeziehungen zu Ländern zu schaffen, mit denen die Union enge Bindungen unterhalten möchte, für die jedoch keine klare Beitrittsperspektive besteht. Manche betrachten das als einen willkürlichen Ausschluss vom europäischen Projekt. Sie kritisieren beispielsweise, dass die Ukraine sich ohne klare Beitrittsperspektive nicht zu einem wirklichen Rechtsstaat hin entwickeln könne.



Partner des Workshops:

Europarat
Robert-Schuman-
Stiftung
Nouvelle Europe

Diskussionsleitung:

Kamila Waciega

POLLIN, ABSOLVENTIN VON
SCIENCES PO UND DER LONDON
SCHOOL OF ECONOMICS,
DOKTORANDIN AM
CERI-SCIENCES PO, MITGLIED
VON NOUVELLE EUROPE

Mit:

Michel Foucher

GEOGRAPH UND DIPLOMAT,
PROFESSOR AN DER ECOLE
NORMALE SUPÉRIEURE,
AUSBILDUNGSLEITER AM
INSTITUT DES HAUTES
ETUDES DE DÉFENSE
NATIONALE, MITGLIED DES
WISSENSCHAFTLICHEN
BEIRATES DER ROBERT-
SCHUMAN-STIFTUNG

Lukas Macek

DIREKTOR DES ZYKLUS
FÜR MITTEL- UND
OSTEUROPASTUDIEN AM
SCIENCES PO IN DIJON

Klaus Schumann

MITGLIED DES
GENERALSEKRETARIATS DES
EUROPARATES (1974–2005),
GENERALDIREKTOR
FÜR POLITISCHE
ANGELEGENHEITEN IM
EUROPARAT (2000–2005)

Zusammenfassung:

Sara Pini

ROBERT-SCHUMAN-STIFTUNG

Vor allem im finanziellen Bereich hat das weitreichende Folgen. Zwischen den Beihilfen, die Beitrittskandidaten erhalten und denen, die für Nachbarschaftsländer zur Verfügung stehen, herrscht eine tiefe Kluft. Neumitglieder können beispielsweise von der Gemeinsamen Agrarpolitik und den Strukturfonds profitieren. Dadurch wird der EU-Beitritt zum ultimativen Ziel der betroffenen Länder, während die ENP als unbefriedigender Ersatz betrachtet wird. Es wird daher manchmal vorgeschlagen, weniger großzügig mit den neuen Mitgliedsländern zu verfahren, die ohnehin manchmal die europäischen Gelder gar nicht vollständig in Anspruch nehmen können. Stattdessen solle man sich gegenüber den Ländern, die diese Mittel momentan dringend benötigen, großzügiger zeigen, wie z.B. Ukraine, Weißrussland, Serbien und Moldawien. Angesichts der Tatsache, dass ein funktionierender Rechtsstaat sowie die Bekämpfung von Kriminalität und Korruption nur im regionalen Kontext verwirklicht werden können, wäre es strategisch wichtig und sinnvoll, diesen Nachbarländern der EU zu helfen.

DIE ÖSTLICHE PARTNERSCHAFT

Die Unzufriedenheit der osteuropäischen Länder mit der ursprünglichen ENP hing damit zusammen, dass nur ein einziges Instrument für eine Reihe von Ländern vorgeschlagen wurde, deren Zukunft in Europa sehr unterschiedlich aussah. Die sogenannte Östliche Partnerschaft ist das Ergebnis einer polnisch-schwedischen Initiative, die von der tschechischen Unionspräsidentschaft unterstützt wurde. Sie basiert auf dem Prinzip der Verständigung zwischen Staaten in Fragen, die direkten Einfluss auf den Alltag ihrer BürgerInnen haben (Straßen, Wasser, Strom etc.). Während diese Partnerschaft innerhalb der Visegrad-Staaten schon praktiziert wird, fehlt sie noch auf dem Balkan. Da sich die östlichen Nachbarländer von der Fokussierung auf die 2008 gegründete Union für das Mittelmeer beruhigt zeigen, wurde mit der Östlichen Partnerschaft ein speziell auf sie ausgerichtetes Instrumentarium geschaffen. Die Schaffung von zwei einander entsprechenden Instrumentarien für zwei getrennte geographische Blöcke schuf Klarheit hinsichtlich der Absichten der EU gegenüber ihren Nachbarländern und beruhigte bestimmte Länder.

VORSCHLÄGE

- **Es wäre wünschenswert, die finanziellen Beihilfen für die Länder der ENP, Beitrittsländer und Neumitglieder der EU in einen besseren Ausgleich miteinander zu bringen. Um die schon gelungenen Fortschritte von Nachbarstaaten weiter zu fördern, müssten vor allem die für Nachbarschaftspolitik zur Verfügung gestellten Gelder im nächsten EU-Budget erhöht werden.**
- **Die EU sollte den Mut finden, ihre Doppelseitigkeit hinsichtlich der Prioritäten in ihrer Nachbarschaft aufzugeben und das Angebot der Europäischen Nachbarschaftspolitik vielseitiger gestalten.**

EUROPA, DER MAGHREB UND AFRIKA

WO BESTEHT EINE ÜBER MIGRATIONS- UND SICHERHEITSFragen HINAUS GEHENDE GEMEINSAME VERANTWORTUNG?

Im Kontext der spanischen EU-Ratspräsidentschaft, ausgeprägter Sicherheitsprobleme in der Sahel-Zone und im Maghreb, dem für Juni 2010 in Barcelona vorgesehenen Gipfel der Mittelmeer-Union (*A.d.R.: dieser Gipfel fand letztendlich nicht statt*) und dem 50-jährigen Jahrestag der Unabhängigkeit vieler afrikanischer Staaten, widmete sich der Workshop folgenden Themen:

1. Stand der Beziehungen zwischen der EU und ihrer südlichen Flanke (Maghreb und Afrika südlich der Sahara)
2. Mittel und Wege einer verstärkten Zusammenarbeit im Bereich Sicherheit und Immigration
3. Gemeinsame Zukunftsproblematiken, in deren Bereich eine verstärkte Zusammenarbeit besonders wünschenswert erscheint.

Die euro-mediterrane Dimension unserer Problematik stand im Mittelpunkt der Debatte, auch wenn einige RednerInnen wiederholt unterstrichen, wie wichtig es sei, auch die Länder südlich der Sahara zu berücksichtigen.

EINE PRIVILEGIERTE PARTNERSCHAFT RUND UM DAS MARE NOSTRUM

Die wechselseitige Abhängigkeit Europas und der Mittelmeerregion ebenso wie „historische, kulturelle, wirtschaftliche und menschliche Bindungen“ zwischen diesen beiden Einheiten bieten eine Erklärung für das Engagement der EuropäerInnen im Maghreb und ihre Unterstützung von Projekten. Die gemeinsamen Herausforderungen des *Mare Nostrum* regen dazu an, einen „demokratischen Frieden“ zu suchen und zu sichern. In Anbetracht dessen, dass das Mandat des Europarats darin besteht, Demokratie, Menschenrechte und den Vorrang des Rechts ins Zentrum seines Handelns zu stellen, sollte er eine viel wichtigere Rolle in diesem Gebiet spielen und seinen Sachverstand in diesen Bereichen in den Dienst der euromediterranen Partnerschaft stellen.

Wo doch die voneinander untrennbaren Zielsetzungen des Friedens, der Sicherheit, der Stabilität, des Vorrangs von Recht und Demokratie in diesem Gebiet Priorität genießen, wäre es notwendig, eine Partnerschaft einzugehen, die die wirtschaftliche und soziale Entwicklung der Mittelmeerregion mit dem Schutz dieser Werte und Grundprinzipien verbindet. Die EU sollte jedoch mit Bedacht handeln bevor sie anderen Lektionen erteilt. Sie sollte sich selbst gegenüber dieselben Maßstäbe anlegen, wenn es um die Anwendung der Menschenrechte und demokratischer Prinzipien geht.



Organisation
des Workshops:
Thomas Moore Institut

In Zusammenarbeit mit:
ARRI

Diskussionsleitung:
Jean-Thomas Lesueur
GENERALBEAUFTRAGTER DES
THOMAS MOORE INSTITUTS

Mit:
Denis Badré
SENATOR DES DÉPARTEMENTS
HAUTS-DE-SEINE,
STELLVERTRETENDER
VORSITZENDER DES
AUSSCHUSSES FÜR
EUROPAANGELEGENHEITEN,
MITGLIED DER
PARLAMENTARISCHEN
VERSAMMLUNG DES
EUROPARATES

Dr Assia Bensalah Alaoui
BOTSCHAFTERIN DES
KÖNIGREICHS MAROKKO
Bernard Ribiollet
MITARBEITER DES
FRANZÖSISCHEN
PRÄSIDENTIALAMTS IM
BEREICH „MITTELMEER-
UNION“, SPEZIALGEBIET
„SICHERHEIT“

Zusammenfassung:
Caroline Ducarme
THOMAS MOORE INSTITUT

DAS VERTRAUEN ZWISCHEN NORDEN UND SÜDEN WIEDER HERSTELLEN, UM GEMEINSAMEN HERAUSFORDERUNGEN ZU BEGEGNEN

Auf dem Gebiet der Zuwanderung beispielsweise ist Marokko ein Transitland für MigrantInnen, die vom Süden der Sahara aus in die EU gelangen wollen. Dieses Phänomen wird sich in den kommenden Jahren noch verschärfen. Was Terrorismus und zunehmenden unerlaubten Handel betrifft, so tragen die Durchlässigkeit der Grenzen und mangelnde Zusammenarbeit dazu bei, aus der Sahelzone und ihren Grenzen zum Maghreb eine potentielle „Chaoszone“ werden zu lassen. Die Sinnhaftigkeit des fast ausschließlich sicherheitsorientierten Umgangs der EU mit diesen Phänomenen ist dabei fraglich.

Die EU, wie auch die USA, scheitert momentan bei der Bekämpfung des Terrorismus, weil sie die vielfältigen Dimensionen dieser Herausforderung außer Acht lässt. So ist vor allem in Europa eine richtiggehende „Kriminalisierung der Einwanderung“ zu beobachten. ImmigrantInnen werden häufig mit den Instrumenten der *hard power* behandelt, wo ein *soft security*-Ansatz oftmals angemessener wäre. Dabei sind die Achtung der Menschenrechte und das Ziel der Entwicklung, ganz im Gegenteil, untrennbar mit der tatsächlichen und wirkungsvollen Berücksichtigung der Probleme verbunden, denen sich die Länder des Maghreb und südlich der Sahara ausgesetzt sehen. Die EU müsste von daher die Ursachen der Immigration bei der Bewältigung und Vorbeugung von Migrationsphänomenen berücksichtigen und ihr damit die ihr eigene menschliche Dimension zurückgeben.

Bei diesem neuen Ansatz zu Hilfe und Partnerschaft zwischen Nord und Süd im Allgemeinen, müssen die EU und die USA mit gutem Beispiel vorangehen, und zwar indem sie zuallererst in ihren Demokratien die Maßnahmen ergreifen, dessen Anwendung sie anderswo einfordern (z. B. in Guantanamo). Wenn die EU ihre Legitimität behaupten und von den Maghreb-Länder weiterhin fordern will, Dinge in Angriff zu nehmen, dann sollte sie auch auf Beschuldigungen reagieren, die ihr im Hinblick auf die Anwendung der Menschenrechte innerhalb der Union entgegengehalten werden. Dabei handelt es sich insbesondere um den Vorwurf, in den Mitgliedstaaten würde ein unterschiedlicher Maßstab gegenüber Menschen afrikanischer Herkunft angewandt. Dieser demokratische Wille zur Gleichbehandlung ohne Wenn und Aber ist ein unverzichtbares Element, damit Hilfsinstrumente von denen angenommen werden, für die sie bestimmt sind, wie z. B. die Africom von den AfrikanerInnen.

Auch Fragen der Nahrungsmittelsicherheit beunruhigen zunehmend den Maghreb. Diese dritte Herausforderung ist ein Anreiz, Ausbildungen für AgroingenieurInnen und UmweltschutzexpertInnen einzurichten. Speziell im Bereich des Klimawandels und seiner Auswirkungen besteht ein hohes Potential zur Zusammenarbeit zwischen der EU und dem Maghreb. Zwar

gibt es schon mehrere Partnerschaften zwischen Universitäten; diese sollten jedoch im Hinblick darauf gestärkt werden, dass Umweltbedrohungen die Region, und potentiell auch ihre Nachbarn, destabilisieren.

HIN ZU EINER BESSEREN EURO-MEDITERRANEN PARTNERSCHAFT

Die gegenseitige Abhängigkeit von Norden und Süden in Fragen der Zuwanderung ist zu einem wichtigen Thema gemeinsamer Entwicklung geworden. Beispiele der Zusammenarbeit existieren schon bei der Bekämpfung des Drogenhandels, der im Maghreb und insbesondere in Marokko sehr präsent ist; oder auch bei den Regulierungsbemühungen im Seetransport. Die gemeinsame Bewältigung dieser Probleme setzt jedoch voraus, dass unterschiedliche Einschätzungen beim Aufbau von Kooperationen in diesen Regionen zur Kenntnis genommen werden. Dies ist beispielsweise der Fall im Bereich des Terrorismus, wo auf beiden Seiten des Mittelmeers und in der südlichen Sahara unterschiedliche Definitionen vorherrschen.

EMPFEHLUNGEN

- **Die EU muss angesichts gemeinsamer Belange in ihren Beziehungen zum Maghreb und zu Afrika neues Engagement zeigen. Die Projekte müssen auf dem Prinzip der gemeinsamen Entwicklung und Koordinierung basieren. Sie müssen den unterschiedlichen Entwicklungsniveaus der Länder Rechnung tragen.**
- **Die EU muss auch die regionale Integration innerhalb des Maghrebs fördern, um die wirtschaftliche Entwicklung der Region zu unterstützen und eine gewisse Stabilität sicher zu stellen.**
- **Die EU sollte sich darüber hinaus bewusst sein, dass die Herausforderungen, mit denen sich der Maghreb konfrontiert sieht, auch sie selbst betreffen. Immigration und Terrorismus sind Belange, die beiden Regionen von nun an gemein sind. Die EU sollte darüber hinaus eine höhere Kohärenz ihrer politischen Agenda unter Beweis stellen, indem sie diese Themen wieder in ihren wirtschaftlichen und sozialen Zusammenhang stellt.**
- **Klimawandel und Umweltprobleme könnten zu großen Dürreperioden im Maghreb und in Afrika führen. Folge davon könnte ein klimabedingter Exodus in Richtung der EU-Länder sein. Europa sollte daher seinen Sachverstand zur Verfügung stellen, um junge AfrikanerInnen in „grünen“ Technologien auszubilden und somit potentiell destabilisierenden Entwicklungen vorzubeugen.**

ABSCHLUSSPLENUM

DAS EUROPÄISCHE PROJEKT ERNEUERN

WELCHE VERANTWORTUNG TRAGEN DIE EUROPÄERINNEN IN EINER KRISENGEBEUTELTEN WELT?



Diskussionsleitung:
Guillaume Klossa
VORSITZENDER VON
EUROPANOVA, INITIATOR
DES EUROPA-FORUMS

Mit:
Isabelle Durant
STELLVERTRETENDE
VORSITZENDE DES
EUROPÄISCHEN
PARLAMENTS, EHEMALIGE
VIZE-PREMIERMINISTERIN
BELGIENS

Marcel Grignard
STELLVERTRETENDER
GENERALSEKRETÄR DER
GEWERKSCHAFT CFDT

Tommaso Padoa-Schioppa
VORSITZENDER VON NOTRE
EUROPE, EHEMALIGER
WIRTSCHAFTS- UND
FINANZMINISTER ITALIENS

Andreas Schwab
DEUTSCHER
EUROPAABGEORDNETER (CDU)

Ulrike Steinhorst
BÜROLEITERIN DES
PRÄSIDENTEN VON EADS,
LOUIS GALLOIS

Zusammenfassung:
Katharina Robohm
NOTRE EUROPE

Vor dem Hintergrund einer Krise bislang ungekannten Ausmaßes, die die globalen Kräfteverhältnisse verändert, stellten die RednerInnen ihre Analysen der zukünftigen Herausforderungen Europas dar und machten Vorschläge, wie die EU vorangebracht werden kann.

Für **Tommaso Padoa-Schioppa** wurde die Union in einem halbfertigen Zustand von der Krise überrascht. Unter normalen Umständen konnte sie in diesem Zustand existieren; in der Krise aber kann sie es sich nicht erlauben. Es ist noch nicht klar, ob Europa daraus gestärkt oder geschwächt hervorgehen wird. Momentan stehen zwei unterschiedliche Strömungen miteinander im Widerstreit. Die eine möchte Europa stärken, und während der französischen Ratspräsidentschaft wurden Bestrebungen in dieser Richtung angestrengt, die jedoch meist scheiterten, da keine gemeinsamen Instrumente als Antwort auf die Krise vorhanden waren. Andererseits gibt es auch Kräfte, die auf einen Zerfall hinsteuern. Das Bankensystem ist tiefer fragmentiert und zieht sich stärker auf die einzelnen Nationalstaaten zurück als vor der Krise. Die großen, von der Krise schwer getroffenen Industriezweige, wie etwa die Automobilindustrie, wurden nicht durch eine europäische Intervention unterstützt, sondern mit nationalen Mitteln. Dies hat auch sie fragmentiert. Auf die Stahlkrise vor 30 Jahren hingegen gab es eine gemeinsame europäische Antwort. Es ist schwer zu sagen, welche der beiden Strömungen sich durchsetzen wird. Die Antworten auf die Griechenland-Krise sind eher ermutigend. Sicher ist jedenfalls, dass Europa nicht in diesem unvollendeten Zustand bleiben kann: Es wird entweder einen Fortschritt oder einen Rückschritt geben. Es ist daher Zeit, dafür zu kämpfen, dass die Europäische Union gestärkt wird. Was wir aber

beobachten, ist eine Wiederentdeckung der Verdienste von protektionistischer nationaler Wirtschaftspolitik. Die Krise führt dazu, dass die Grenzen zwischen dem Wirken der öffentlichen Hand und dem privaten Sektor im Bereich der Wirtschaft neu definiert werden. Die Krise verleiht dem öffentlichen Handeln wieder eine Rolle, etwa in Großprojekten wie der EADS. Dieser Weg kann sich aber für die EU nur als konstruktiv erweisen, wenn es sich dabei um eine aktive europäische Industriepolitik handelt.

Die Mitgliedstaaten halten sich für fähig, Probleme zu lösen, die in Wirklichkeit zu groß für sie sind. Dadurch verschärfen sie die Krise der Demokratie in Europa, denn sie verweigern der EU die zum Handeln notwendigen Machtbefugnisse. Der europäische *Demos* funktioniert jedoch nach einem Prinzip ähnlich dem einer Hausgemeinschaft von WohnungseigentümerInnen: Die HausbewohnerInnen haben sich gegenseitig nicht ausgesucht und mögen sich nicht unbedingt. Sie sind aber gezwungen, Probleme gemeinsam zu lösen und dazu einen *Kratos*, eine gemeinsame Handlungsmacht, zu bilden. Und dies genau aus dem Grund, weil sie sich uneins sind und teilweise sogar feindselig gegenüberstehen. Was für eine solche Wohnungseigentümergeinschaft gilt, gilt auch für Europa und jede andere menschliche Gemeinschaft. Davon auszugehen, man müsse sich mögen, um eine politische Union zu bilden, ist eine völlig falsche Vorstellung: Man muss gemeinsame Probleme haben und erkennen, dass nur eine einzige Form politischer Union, also politischer Macht, diese zu lösen vermag.

Diese europäische Macht müsste nach dem Modell der Wohnungseigentümergeinschaft funktionieren. Jede Einheit basiert auf drei Elementen: gemeinsame Güter; die Fähigkeit, Entscheidungen zu treffen, um sie zu verwirklichen – was die Anwendung des Mehrheitsprinzips und kein Vetorecht voraussetzt; und die notwendigen Ressourcen, um getroffene Entscheidungen umzusetzen. Im Fall der EU sind die gemeinsamen Güter in den Verträgen festgelegt. Dort steht ganz klar, was den *Demos* eint. Es mangelt jedoch an Handlungsfähigkeit, wenn man im Falle der Uneinigkeit nicht in der Lage ist, Entscheidungen zu treffen. Anders gesagt heißt das, dass es dort, wo die Einstimmigkeitsregel gilt, keine Union gibt. Das Paradox jeder Union besteht darin, entscheiden zu können, wenn man uneins ist. Das fehlt der EU jedoch in einigen wesentlichen Bereichen. Aber auch dort, wo diese Entscheidungsfähigkeit vorhanden ist, besitzt die EU oftmals kein ernst zu nehmendes Budget und kann aufgrund mangelnder Ressourcen ihre eigenen Entscheidungen nicht umsetzen. Die Union muss daher vervollständigt werden, und zwar im Bereich der Entscheidungsfähigkeit wie auch der Mittelausstattung. Konkret heißt das, dass wir unsere Aufmerksamkeit auf wirtschaftliche und soziale Investitionen richten müssen. Wir werden nur schwerlich wieder aus der Krise herausfinden, wenn wir beim Wachstum weiterhin auf die

”Wo die Einstimmigkeitsregel gilt, gibt es keine Union”

Produktion und den Verkauf individueller Konsumgüter setzen. Für die Mehrheit der EuropäerInnen besteht der Konsum derartiger Güter heute in der Erneuerung ihres Bestandes, z. B. im Austausch ihres Fernsehers gegen einen neuen. Diese Art des Konsums ist unsicher und darüber hinaus verschwenderisch. Andererseits besteht aber ein hoher Investitionsbedarf bei neuen Energien und Infrastrukturen. Diese Investitionen können jedoch ohne einen verstärkten Eingriff der öffentlichen Hand nicht getätigt werden. Sie bedürfen einer aktiven staatlichen Wirtschaftspolitik, ähnlich der, die Colbert, der Wirtschaftsminister Ludwig XIV., erfolgreich tätigte. Darüber hinaus müssen wir die soziale Solidarität in Europa stärken, um den sozialen Auswirkungen von durch die Krise notwendig gewordenen Umstrukturierungen zu begegnen. Dies kann beispielsweise durch einen sozialen Unterstützungsfonds oder den Ausbau bestehender Fonds erfolgen.

Auch **Marcel Grignard** unterstrich die Bedeutung des Sozialen. Er hob hervor, dass es die Rolle aller überzeugten EuropäerInnen – wie die GewerkschafterInnen es sind – ist, eine Verbindung zwischen den äußerst heterogenen und schwer zu begreifenden sozialen Realitäten einerseits und einem Sinn für die gemeinsame Geschichte andererseits herzustellen. Soziale Harmonisierung in Europa bedeutet für ihn nicht, dass alle sich ähnlich werden. Vielmehr gilt es, ein gemeinsames Interesse zu finden, das der Solidarität unter den Ländern Europas einen Sinn gibt und dafür sorgt, dass aus dem gemeinsamen Wirtschaftsraum auch ein gemeinsamer sozialer Raum wird.

Die europäischen Gewerkschaften und Arbeitgeberverbände haben kürzlich ein Abkommen zur Integration durch Arbeit der am stärksten ausgegrenzten ArbeitnehmerInnen verabschiedet. Im aktuellen Jahr 2010, das zum „Europäischen Jahr der Bekämpfung von Armut und sozialem Ausschluss“ erklärt wurde, zeigen die Sozialpartner ihre Handlungsfähigkeit. Aber es stimmt auch, dass die Gewerkschaften in Europa das Schicksal der europäischen Institutionen und der EU-Mitgliedstaaten teilen: Das bisher angewandte Modell ist am Ende und muss neu erfunden werden. Den Gewerkschaften fällt es, genau wie den anderen Institutionen, schwer, sich eine Zukunft vorzustellen, die nicht einfach in der Verlängerung der Vergangenheit besteht, sondern den neuen Herausforderungen entspricht und wieder Hoffnung gibt.

Europa muss zurück zu seinen Grundwerten finden. Sie bestehen darin, dass so wie nirgendwo anders auf der Welt Wirtschaftliches und Soziales miteinander vereinbart wurden und dass der soziale Faktor in der Gesamtleistung der Unternehmen berücksichtigt wurde. Was für die Unternehmen gilt, muss auch für die Mitgliedstaaten und auf EU-Ebene gelten. Wenn den Menschen die Vorstellung nahe gebracht werden soll, dass Europa unsere Zukunft gestalten kann, dann muss beispielsweise Schluss damit sein, dass ein Arbeitgeber wie ein Vagabund von einem Land zum

anderen streicht, weil er dort einen Steuervorteil findet. Genauso wenig macht Arbeit Sinn, wenn das einzige Ziel des Unternehmens darin besteht, Dividenden an FinanzaktionärInnen zu verteilen, die keine Ahnung vom Leben im Unternehmen selbst haben. Wie es auch einer der im Rahmen des Europa-Forums 2010 entwickelten Vorschläge besagt, muss die Armut von ArbeitnehmerInnen verhindert werden, denn es wird unmöglich sein, Hoffnung in Europa zu entwickeln, wenn diese Realität fortbesteht. Darin besteht ein wichtiges Element für die Qualität des sozialen Umfeldes.

Isabelle Durant bestätigte, dass die Strategie Europa 2020 im aktuellen Zustand hinsichtlich des Umgangs mit der Armut von ArbeitnehmerInnen nicht überzeugend ist. Die Wirtschaftskrise führt zu einem Anstieg von Demagogie und Populismus, weil sie schwerwiegende Auswirkungen auf die Menschen besitzt und diese den Eindruck haben, weder Europa noch ihr eigenes Land reagierten auf die aktuellen Probleme. Populismus gibt es auch im Europäischen Parlament, und er beschränkt sich nicht nur auf Äußerungen wie die von Nigel Farage, der es sich erlaubte, Herman Van Rompuy zu beschimpfen. Auch eine gewisse Ernüchterung und ein kühler Rückzug sind zu spüren. Paradoxe Weise bekommen gerade in dem Moment, in dem das Europäische Parlament mehr Macht erhält und die Hoffnung besteht, dass es sich dieser auch bedienen wird, gegenläufige Kräfte Auftrieb, nämlich Angst und die Versuchung, sich auf eine Ebene zurückzuziehen, die für die Lösung der Probleme letztendlich irrelevant ist. Um den BürgerInnen zufriedenstellende Antworten zu bieten, könnte man sich große Industrieprojekte vorstellen, beispielsweise im Transportwesen. Dort wirken sie in vielerlei Hinsicht Strukturen schaffend, etwa für den Umweltschutz oder die regionale Entwicklung. Die Lebensweise der Familien und die Arbeitszeiten haben sich verändert; also muss entschieden werden, welche Art von Entwicklung wir im Transportwesen begünstigen wollen. Bauen wir neue Eisenbahnlinien? Wollen wir ein europäisches Elektroauto, das eine Teillösung für den Transportbedarf im städtischen Umfeld darstellen könnte? Welche öffentlichen Transportdienstleistungen sind in ländlichen Bereichen nötig, in denen Bahnhöfe geschlossen werden? Wie soll die Sicherheit des maritimen Sektors gewährleistet werden, wo der Status der Seeleute neben anderen Formen des Missbrauchs zu wilden Verklappungen führt? Fragen des Transports stehen im Zentrum des Lebens der EuropäerInnen und sind mit allen Problemen unserer Zeit verflochten. Mobilität muss heute anders betrachtet werden. Es handelt sich dabei um eine außerordentliche industrielle, wirtschaftliche und ökologische Herausforderung. Anstatt einer rein technischen Behandlung bedürfen diese hochpolitischen Fragen eines umfassenden „Transportpaketes“, so wie auch ein „Energiepaket“ definiert wurde.

Wichtig ist, dass wir uns auf vernünftige Technologien einigen, statt solche zu unterstützen, die es nicht sind. Sinnvoll wäre es, Autos gemeinsam

zu nutzen, das Fahrrad oder den Zug zu nehmen. Es stellt sich dabei die Frage, ob wir bereit sind zu erkennen, dass Technologie dazu dienen muss, Systeme einfacher Rechnungsstellung für eine geteilte Mobilität zu entwickeln und Fahrzeuge zu bauen, die nicht mehr den Interessen der Hersteller dienen, sondern dem Umweltschutz und der Sicherheit auf den Straßen. Das gleiche Prinzip gilt für die Industrie. Wir brauchen eine europäische Industrie von hoher Qualität, und EADS ist ein gutes Beispiel dafür. Aber ein Projekt muss auch Sinn machen. Wir müssen heute die Industrie von morgen aufbauen. Sie muss für die kommenden 50 Jahren gut sein und dem Klimawandel Rechnung tragen.

Auch **Ulrike Steinhorst** betont die Rolle der großen Industrieprojekte, unter der Bedingung, dass sie sinnvoll sind. Die Unternehmensgruppe EADS hat unter der Krise gelitten, ist aber wirtschaftlich und finanziell insgesamt gut damit zurecht gekommen. Das Unternehmen wurde vor genau zehn Jahren gegründet, aus dem politischen Willen heraus, drei erstklassige nationale Großunternehmen zusammenzuführen, und zwar die Aérospatiale Matra, Tasa und die spanische Casa. Nach zehn Jahren ist das Ergebnis außerordentlich: Ariane, Airbus, Eurocopter, Verteidigung und Sicherheit. EADS ist ganz klar ein Erfolg. Die Gruppe hat 120.000 Angestellte, vor allem in Frankreich, Deutschland, Spanien und Großbritannien. Sie macht 43 Milliarden Euro Umsatz und kauft für 30 Milliarden im Jahr ein, hauptsächlich in europäischen Ländern. EADS stellt eine enorme Kraft in Europa dar. Sie garantiert die Konkurrenzfähigkeit eines europäischen Spitzenunternehmens in diesem Sektor und die Existenz eines *level playing field* mit den Amerikanern, d. h. gleichzeitig Wettbewerbsfähigkeit und Sicherheit. EADS ist somit ein wichtiger Stabilitätsfaktor.

Die Partnerstaaten der EADS sind Kunden und Aktionäre. Sie neigen jedoch dazu, sich auf nationale Problematiken zurückzuziehen. Bei den momentan stattfindenden Umstrukturierungen beispielsweise wendet man sich nicht an europäische Spitzenunternehmen. In der Schiffbau und Werftenindustrie ist es nicht gelungen, das Gegenstück zu EADS herzustellen. Das hängt natürlich damit zusammen, dass die Kassen der Staaten leer sind und sie es sich daher lange überlegen, bevor sie sich in langfristige angelegte, große Strukturprogramme stürzen. Nichtsdestotrotz ist die Industrie ausschlaggebend für die europäische Wettbewerbsfähigkeit. Wir müssen ihr deshalb günstige Rahmenbedingungen setzen. Die Arbeitsgruppen haben äußerst konstruktive Vorschläge erarbeitet, die zu einer besseren Regulierung und engeren europäischen Zusammenarbeit aufrufen. Keinerlei Maßnahmen sollten getroffen werden, ohne dass vorher geprüft wurde, ob sie zur Stärkung der europäischen Industrie und der Entwicklung kleinerer und mittlerer Unternehmen als Innovationskräfte beitragen.

Wenn wir die heutige Situation mit der von vor 20 Jahren vergleichen, stellen wir fest, dass es mittlerweile grundsätzlich ein sehr starkes Bewusstsein dafür gibt, dass Europa die richtige Ebene ist, um wirtschaftlichem und sozialem Wandel ebenso wie der rapide fortschreitenden Globalisierung zu begegnen. Gerade in der jetzigen Krisenzeit, wo eine Tendenz zur Selbstbezogenheit vorherrscht, besitzen die Industriellen eine besondere Verantwortung: Sie müssen Vertrauen in große Projekte wie EADS und in den technologischen Fortschritt schaffen; und sie müssen die BürgerInnen dafür gewinnen. Um gemeinsam diesen Wandel zu bewältigen, ist ein sozialer Dialog von hoher Qualität unabdinglich. Statt sich zu schützen, sollte man sich nach außen öffnen und Neugier für andere bewahren. Es gilt, einen besonderen europäischen Wert weiterhin zu fördern, nämlich die Fähigkeit, mit unserer Vielfalt, die uns gleichzeitig stört und bereichert, umzugehen.

Andreas Schwab erklärte, dass ganz konkrete Probleme, die sich uns EuropäerInnen stellen, durch die Vereinfachung transnationaler Zusammenarbeit angegangen werden können. Dazu gehört seiner Ansicht nach auch die Besteuerung. Wenn man den Rhein überquert und merkt, dass für einen Kollegen dort ganz andere Regeln gelten, ruft das nicht wirklich ein Gefühl gemeinsamer Zugehörigkeit zu Europa hervor. Eine intensivere grenzübergreifende Zusammenarbeit ermöglicht es, Antworten auf konkrete Problemstellungen zu finden. Dies kann dann wiederum die Gesamtheit der EuropäerInnen davon überzeugen, dass diese Maßnahmen notwendig sind.

Vor einigen Tagen wies der Vorsitzende der Eurogruppe, Jean-Claude Juncker, darauf hin, dass unterschätzt wird, was Europa alles geleistet hat. Es stimmt, dass man hier und da hört, Europa ginge die Luft aus. Wenn wir uns aber die europäischen Wirtschafts- und Gesellschaftsstatistiken der letzten 50 Jahre anschauen, stellen wir fest, dass die BürgerInnen Europas noch nie besser abgesichert waren als heute. Durch die Wirtschaftskrise neigen wir dazu, das zu vergessen. Wir sollten aber immer daran denken, dass Europa und der Euro uns besser schützen als jeder einzelne Mitgliedstaat dies hätte tun können. Dies ist der große Erfolg des vor 60 Jahren begonnenen Projekts.

„Wir unterschätzen die Erfolge Europas“

AKTIVITÄTEN

Parallel zu den Debatten waren den ganzen Tag über weitere Aktivitäten im Angebot: eine Simulation des Europäischen Parlaments, ein Literatur-Café, das Europa-Dorf, kulturelle und sportliche Veranstaltungen usw.



Unter der Leitung von:
**Europäische Bewegung
Frankreich**

Mit:
**Paul Collowald,
Pierre-Jean Verrando,
Philippe Perchoc,
Claire A. Poinsignon,
Cécile Boutelet, Jessica
Chamba, Eric Maulin,
Bernd Hatesuer, Alain
Boos, Denis Badré,
Laurent Hincker, René
Vogel, Pascale Libert,
Christian Philip,
Ivaylo Ditchchev, Florent
Parmentier, Thomas
Bouvier, Amélie
Bon, Cynthia Fleury,
François-Brice Hincker**

DAS LITERATUR-CAFÉ

Im Literatur-Café ergriffen über 20 RednerInnen in sieben Diskussionsrunden vor insgesamt mehr als 300 Personen das Wort.

Das Programm erstreckte sich über den ganzen Tag; persönliche Berichtertattungen und die Präsentation europäischer literarischer Werke wechselten dabei ab. Eine Buchhandlung bot die Möglichkeit, die vorgestellten Werke ebenso wie zahlreiche andere Bücher zu entdecken.

DIE SIMULATION DES EUROPÄISCHEN PARLAMENTS

An der Simulation des Europäischen Parlaments nahmen 40 junge Menschen im Alter von 15 bis 23 Jahren teil.

Ein Ausschuss von zehn Freiwilligen bereitete vorab die Sitzung mit Informationen und Vorschlägen zur Bildung und Beteiligung junger BürgerInnen an der europäischen Einigung vor. Dieser Vorschlag wurde dann während der Simulation zur Debatte gestellt.

Am Tag der Simulation wurden die Teilnehmenden in zwölf im Europäischen Parlament existierende parlamentarische Ausschüsse aufgeteilt und per Los mit einer Staatsbürgerschaft versehen.

Die Teilnehmenden debattierten und schlugen Änderungsanträge vor. Der mit den Änderungen versehene Beschluss wurde den jungen TeilnehmerInnen zur Abstimmung vorgelegt und abends dem Abschlussplenum des Europa-Forums präsentiert.

BESCHLUSS

*An den Europawahlen 2009 nahmen nur 43% der Wahlberechtigten teil.
Welche Maßnahmen sollte die Europäische Union ergreifen,
damit 60 Jahre nach der Schuman-Erklärung die BürgerInnen
von ihren staatsbürgerlichen Rechten Gebrauch machen?*

Die Versammlung

stellt fest, dass die europäische Staatsbürgerschaft, so wie sie durch die Gemeinschaftsverträge definiert ist, im Vergleich zur Staatsbürgerschaft der Mitgliedstaaten begrenzt ist;
konstatiert, dass die europäische Staatsbürgerschaft mehr Rechte als Pflichten der europäischen BürgerInnen festlegt;
stellt fest, dass es schwierig ist, sich in den Massenmedien über das Leben der Europäischen Union zu informieren;
beklagt das wachsende Desinteresse der BürgerInnen für die Europäische Union, dessen alarmierendstes Symptom in der stetig zunehmenden Stimmenenthaltung bei den Europawahlen seit der ersten Abstimmung im Jahr 1979 besteht;
bedauert die mangelnde Sensibilisierung, Erziehung und Bildung hin zur europäischen Staatsbürgerschaft von klein auf und über das ganze Leben hinweg;
vermerkt mit Bedauern, dass das Gefühl der Zugehörigkeit zur Europäischen Union nicht ausreichend geteilt wird;
konstatiert, dass europäischen BürgerInnen ihre Zugehörigkeit zur Europäischen Union bewusster wird, wenn sie Grenzen überqueren;
bedauert die Tatsache, dass nur wenige EuropäerInnen andere europäische Sprachen sprechen als ihre eigene und dass dies die Kommunikation untereinander einschränkt;
stellt mit Bedauern fest, dass die Gründerväter Europas nicht ausreichend als „nationale Helden“ anerkannt werden;
verurteilt den Missbrauch europäischer Entscheidungen durch die Regierungen der Mitgliedstaaten, zur Erklärung nationaler Probleme oder um sich von Verantwortung frei zu sprechen;

BILDUNG

fordert die Einrichtung eines Querschnittsunterrichtsfaches, das europäische Angelegenheiten ab der Sekundarstufe behandelt;
unterstützt staatsbürgerlichen und geschichtlichen Unterricht zur Europäischen Union ab der Grundschule mittels eines „Heftes des europäischen Staatsbürgers“, das folgendes ermöglichen würde:



Organisation:
**Europäisches
Jugendparlament –
Frankreich**

Schirmherrschaft:
Paul Collowald
JOURNALIST UND
EHMALIGER DIREKTOR DES
BEREICHS INFORMATION DER
EUROPÄISCHEN KOMMISSION
UND DES EUROPÄISCHEN
PARLAMENTS

Vorsitz:
Jonas Dreger

Mitglieder der
Vorschlagskommission:
**Dan Beltzung, Caroline
Chetrit, Alexandre
Godon, Emmanuelle
Grivel, Jeanne Mourre**

Mitwirkende:
Marco Di Giusto
VORSITZENDER DES
EUROPÄISCHEN
JUGENDPARLAMENTS
Béatrice Angrand
GENERALSEKRETÄRIN DES
DEUTSCH-FRANZÖSISCHEN
JUGENDWERKS (DFJW)

- ein besseres Verständnis der EU und mit ihr verbundener Themen,
- ein größeres Interesse der BürgerInnen an der EU;

ermutigt eine allen zugängliche Internationalisierung schulischer Einrichtungen durch:

- die Gründung von Fachgruppen in der größtmöglichen Anzahl europäischer Sprachen,
- die Unterrichtung von Fächern in fremder Sprache,
- den Austausch zwischen europäischen Schuleinrichtungen, sei es zwischen SchülerInnen oder dem Lehrpersonal,
- die Anstellung ausländischer LehrerInnen im Sprachenunterricht ab der Vorschule;

fördert zweigleedrige Aktivitäten, die die Kommunikation zwischen StudentInnen unterschiedlicher europäischer Sprachen begünstigen sollen;

ermutigt die Mobilität von jungen Menschen aller sozialen Milieus durch die Ermöglichung vielfältiger Formen des Austauschs, mittels:

- Zuschüssen und Stipendien,
- der allgemeinen Einrichtung von Auslandsämtern;

empfiehlt den Ausbau und eine Auffächerung des Angebots der Europäischen Dokumentationszentren;

EUROPAWAHLEN

fordert die politischen Parteien auf, die KandidatInnenlisten zu den Europawahlen zu veröffentlichen und sicherzustellen, dass diese Informationen den europäischen BürgerInnen früh genug zugänglich sind, um:

- sich über die Wahlprogramme zu informieren,
- an Diskussionsveranstaltungen teilzunehmen, die im Vorhinein angekündigt wurden;

schlägt eine stärkere Mediatisierung der Europawahlen während des offiziellen Wahlkampfs vor, durch:

- Wahlkampfclips der europäischen Parteien,
- öffentliche politische Debatten auf europäischer Ebene;

regt die Aufstellung einer einzigen gemeinsamen KandidatInnenliste für jede europäische Partei bei den Europawahlen an, unter Berücksichtigung der geographischen Vielfalt und der Rechtssysteme;

MEDIEN

macht darauf aufmerksam, dass es wichtig ist, in den verschiedenen Medien jeweils eine Sparte zu Europa ebenso wie einen entsprechenden Radiokanal einzurichten;

begrüßt europäische Vereinsaktivitäten und unterstreicht die Bedeutung ihrer Weiterentwicklung, vor allem in den von den städtischen Zentren am weitesten entfernten Gebieten;

SYMBOLE

ermutigt die Mitgliedstaaten, attraktive europäische Festlichkeiten zu organisieren, um den Austausch und die Entdeckung der verschiedenen europäischen Kulturen zu fördern, wie etwa:

- das Europafest am 9. Mai,
- kulturelle Festivals,
- sportliche Begegnungen;

schlägt die Schaffung eines europäischen Maskottchens vor;

ruft zur Verwendung europäischer Symbole bei sportlichen Wettbewerben auf, wie etwa:

- das Abspielen der Europahymne, wenn sich KonkurrentInnen aus EU-Mitgliedstaaten gegenüber stehen;
- der Europaflagge auf den Trikots;

lädt zum Bedrucken der Personalausweise der Mitgliedstaaten mit einem gemeinsamen europäischen Symbol ein.

KULTURELLE UND SPORTLICHE VERANSTALTUNGEN

Das Publikum konnte sich im Slam üben oder schwedische Gymnastik ausprobieren, Ausstellungen besuchen und Filme wie „Cooking History“ oder „Das Leben im Europa der 27“ anschauen.

Der Poetry Slam basiert auf dem Prinzip des Wortgefechts und ist eine beliebte Ausdrucksform, bei der die PoetInnen miteinander rivalisieren und Bewertungen durch eine zufällig aus dem Publikum zusammengesetzte Jury erhalten.

Das Europa-Forum bot eine für alle offene Einführung in den Slam an, und in der Tat trugen so DichterInnen aller Generationen ihre persönliche Version von Europa vor.

Auch mehrere 15–20minütige Einführungen in die schwedische Gymnastik wurden angeboten. Diese in Schweden außerordentlich beliebte Disziplin (sie zählt dort mehr als 500.000 AnhängerInnen), hielt vor einigen Jahren auch in Frankreich Einzug, wo sie ebenso erfolgreich ist. Die Bewegungen sind einfach und, unabhängig von Alter und Kondition, allen zugänglich.



Unter der Leitung von:
**Europäische Bewegung
Frankreich /
Notre Europe**

Mitwirkende:
**Arte
Evropa film akt
Informationszentrum
der europäischen
Institutionen
Straßburg
Jean-Monnet-Stiftung
für Europa
Maison Robert
Schuman
CFDT
Schwedische
Gymnastik**

Sie werden rhythmisch praktiziert, und diese subtile Verbindung von Musik und sportlicher Betätigung ruft Freude, Wohlbefinden und vor allem Geselligkeit hervor!

Am Samstag, den 17. April, wurden die besten der im Rahmen des Fotowettbewerbs für 14- bis 30-Jährige eingereichten Aufnahmen präsentiert. Gleichzeitig wurden auch die besten Zeichnungen des Malwettbewerbs vorgestellt, welcher vom Informationszentrum der europäischen Institutionen in Straßburg (CIIE) in den Sekundarschulen der Region Niederrhein im Rahmen des Europa-Forums organisiert worden war.

Anhand von Ausstellungen, die das CIIE, die Jean-Monnet-Stiftung für Europa sowie das Robert-Schuman-Haus zur Verfügung stellten, wurden die 27 Mitgliedsländer, die Gründerväter und die Geschichte der europäischen Integration vorgestellt.

Die Gewerkschaft CFDT stellte in Verbindung mit ihrem nächsten Kongress, der Anfang Juni 2010 in Tours stattfand, ihre Kunstaussstellung „Régénération 2010“ vor, welcher die europäische Wiedervereinigung als Inspirationsquelle diente. 20 Jahre nach dem Fall der Berliner Mauer vereinte diese Ausstellung 10 junge KünstlerInnen aus Mittel- und Osteuropa. Sie sind zwischen 20 und 30 Jahre alt und drücken sich mit unterschiedlichen Mitteln aus (Malerei, Skulptur, Foto, Video u. a.). Diese KünstlerInnen stehen für die jungen OsteuropäerInnen, die das kommunistische System kaum oder gar nicht kannten. Sie treffen sich außerhalb ihrer nationalen Grenzen, häufig in Berlin, das zu einem der wichtigsten Zentren der Kultur in Europa geworden ist. Mit einem frischen Blick leisten sie ihren Beitrag zur europäischen Kultur von heute und morgen. Drei von ihnen waren auf dem Europa-Forum anwesend, wo sie als Vorpremiere ein Gemeinschaftswerk schufen und präsentierten, das später Teil der Ausstellung wurde. Es handelt sich um einen Deutschen, Moritz Stumm, einen Polen, Sebastian Lis, und einen Rumänen, Radu Oreian. Die ersten beiden wurden an der Universität der Künste von Berlin ausgebildet, der dritte an der von Bukarest.



Unter der Leitung von:
**Europäische Bewegung
Frankreich**

Mitwirkende:
**Alle Partner des
diesjährigen Europa-
Forums, die auf der
Umschlag-Rückseite
dieser Publikation
aufgeführt sind.**

DAS EUROPA-DORF

Das Europa-Dorf wurde im Laufe des Tages von mehr als 3.000 Personen besucht. Es bestand aus 60 Ständen, an denen sich Vereine, Think Tanks, Medien, Gewerkschaften und Unternehmen präsentierten.

An manchen Ständen wurden Veranstaltungen für Jugendliche angeboten, wie etwa das Spiel Euro-Kultur.

Den ganzen Tag über lief eine Schatzsuche. Die Teilnehmenden mussten bestimmte Informationen über die Stände des Europa-Dorfes und Ausstellungen einholen.

DAS ABENTEUER GEHT WEITER

Die europäischen BürgerInnen wurden am 7.–9. Mai 2010 auf dem Vorplatz des Rathauses von Paris eingeladen, am Stand des Europa-Forums über die am 17. April verabschiedeten Vorschläge abzustimmen und diejenigen auszuwählen, die ihnen am wichtigsten erschienen. Dies geschah im Rahmen einer vom Europahaus in Paris geleiteten Veranstaltung.

Zwei weitere Konferenzen finden im Herbst in der Region Niederrhein (in Haguenau und Sélestat) statt, auf denen dem niederrheinischen Publikum die Ergebnisse des Europa-Forums vorgestellt werden und es eingeladen wird, darüber abzustimmen.

DEUTSCH-FRANZÖSISCHE ERKLÄRUNG

GEMEINSAME ERKLÄRUNG DER VORSITZENDEN DER DEUTSCH – FRANZÖSISCHEN PARLAMANTARIERGRUPPE

Dank der Freundschaft zwischen Deutschland und Frankreich, die General de Gaulle und Bundeskanzler Adenauer so feierlich besiegelten, konnten unsere beiden Länder den Antagonismus überwinden, der die Geschichte Deutschlands, Frankreichs und ganz Europas so schmerzlich geprägt hat.

Dank der Kraft dieser Freundschaft konnte Europa auf den Weg des Friedens und der Einigkeit geführt werden. Ein Weg, der mehr und mehr Völker anzieht, ein Weg, der uns von einer Union der Sechs zu einer Union der Siebenundzwanzig geführt hat.

Dank der Festigkeit dieser Freundschaft in den Schlüsselmomente der europäischen Einigung war es möglich, ein Europa zu bauen, das im Dienste des Wohlstands, der Solidarität und der Freiheitsrechte aller Europäer steht.

Die Kopenhagener Enttäuschung sowie die Untiefen der Debatte über die Hilfeleistungen für Griechenland sind jedoch Zeichen für die Unvollendetheit der Europäischen Union. Zeichen für die Schwierigkeiten der Union, auf der internationalen Bühne einen Platz einzunehmen, der ihrem wirtschaftlichen Gewicht entspricht. Schwierigkeiten, ein Akteur zu werden, dessen Ansichten auf der internationalen Bühne gehört werden.

Die Finanzkrise hat die Mitgliedstaaten der EU der Versuchung ausgeliefert, nationale Interessenpolitik vor die Verfolgung von Gemeinschaftsinteressen zu stellen und so gegenseitiges Unverständnis und Antagonismen geschürt. So wird die Krise in vielerlei Hinsicht eine verpasste Gelegenheit für die EU, und in diesem Rahmen ganz besonders für Deutschland und Frankreich darstellen. Die besondere Verantwortung beider Länder tritt hier mit großer Deutlichkeit hervor.

Genau dies sind die Schlüsselmomente, in denen die Fundamente der deutsch-französischen Freundschaft zum Tragen kommen müssen, um unseren beiden Ländern zu helfen, die

Verfolgung kurzsichtiger Eigeninteressen hinter eine gemeinsame europäische Zukunftsvision zu stellen. Die Lebendigkeit der europäischen Idee hängt davon ab, ob die deutsch-französische Freundschaft ihre historische Mission als Motor der Europäischen Union erfüllen kann.

Nur eine von Deutschland und Frankreich geteilte Zukunftsvision kann Europa voranbringen. Das gegenseitige Verständnis muss verstärkt werden. Denn sonst riskieren wir, dass die guten Absichten der Agenda 2020 ihre Glaubwürdigkeit verlieren, in Momenten, in denen Streitigkeiten über die Bewältigung der Krise, die Suche nach nachhaltigen Wachstumsperspektiven oder die Haushaltsdebatte drohen, uns zu entzweien.

In diesem Klima des gegenseitigen Misstrauens ist es an Deutschland und Frankreich, der auf der Stelle tretenden Union neuen Sinn zu geben und sie auf einen neuen Kurs zu bringen.

Deshalb rufen wir Bürger und Bürgerinnen sowie politische Verantwortliche unserer beiden Länder dazu auf, gemeinsam eine neue Zukunftsvision zu entwickeln. „Europa läßt sich nicht mit einem Schlage herstellen und auch nicht durch eine einfache Zusammenfassung: Es wird durch konkrete Tatsachen entstehen, die zunächst eine Solidarität der Tat schaffen“. So stellte schon Robert Schuman zur Geburtsstunde der Europäischen Union am 9. Mai 1950 in seiner berühmten, von Jean Monet inspirierten Deklaration im Salon de l’Horloge des Quai d’Orsay fest.

Es ist illusorisch zu glauben, dass die Probleme, die sich der Union der 27 stellen, von allen gleichzeitig und in gleicher Weise behandelt werden könnten oder müssten. Es liegt vielmehr in unserer Verantwortung, gemeinsame Interessen ausfindig zu machen, die diejenigen unter uns verbinden, die ein starkes und einiges Europa wollen, das seinen Platz in einer multipolaren Welt findet. Kehren wir der europäischen Machtlosigkeit den Rücken.

Es mangelt nicht an Themen in dieser Phase tiefgreifender Veränderungen, die dem 21. Jahrhundert bevorsteht: Klimawandel, Energieversorgung, nachhaltiges Wachstum, Sicherheit, demografischer Wandel, gesundheits- und ernährungspolitische Herausforderungen etc.

Lassen wir uns den dynamischen politischen Willen wiederfinden, den es braucht, um Europa voran zu bringen.

Versammeln wir um diesen Willen all die, die unsere Zukunftsvision mit uns teilen.

Stellen wir den deutsch-französischen Motor in den Dienst eines Europas, das wieder voranschreitet, damit unsere Werte und Forderungen in unserer globalisierten Welt Gehör finden.

Stellen wir den deutsch–französischen Motor ins Zentrum einer neuen Dynamik, die jedem offen steht, und die das europäische Allgemeininteresse zum größten Nutzen aller Unionsbürger verwirklicht.

Yves Bur und Andreas Schockenhoff, Vorsitzende der deutsch–französischen Freundschaftsgruppe der *Assemblée Nationale* und des Bundestags.
Die Erklärung wurde von Yves Bur und Andreas Schwab am 17. April in Straßburg verlesen.

COLLECTIF EUROPANOVA

EuropaNova wurde 2003 als Zusammenschluss von BürgerInnen gegründet, der es sich zur Aufgabe gemacht hat, ein politisches, machtvoll und großzügiges Europa zu fördern, insbesondere durch die Mobilisierung der jungen Generationen für Europa. EuropaNova wird von aktiven jungen Menschen geleitet, mit dem Ziel, die öffentliche Debatte zu Europa anzuregen, die BürgerInnen über die europäische Einigung zu informieren und durch einfallsreiche und lehrreiche Aktionen ein breites Publikum anzusprechen, um so das europäische Gemeininteresse zu fördern.

(www.europanova.eu).



Mouvement Européen France

Die Europäische Bewegung in Frankreich ist eine pluralistische und demokratische Bewegung, die die europäische Sache verteidigt. Sie ist eine Vereinigung, die jenseits politischer Zugehörigkeiten Männer, Frauen und Verbände eint, die zur Verwirklichung einer politischen Union mit föderalem Charakter beitragen möchten. Sie fühlt sich dazu berufen, innerhalb des französischen Volkes ein europäisches Bewusstsein zu entwickeln.

(www.mouvement-europeen.eu)



Notre Europe ist ein unabhängiger europäischer Think tank der sich der europäischen Einheit widmet. Inspiriert durch die Ideen ihres Gründungsvorsitzenden Jacques Delors hat sie seit 1996 die Ambition die europäische Einheit „vorzudenken“. Notre Europe trägt durch fundierte Analysen und konkrete Umsetzungsvorschläge zu aktuellen europapolitischen Debatten bei. Ihr Ziel ist eine immer stärkere Union der europäischen Völker sowie die Förderung einer aktiven Teilhabe der BürgerInnen und der Zivilgesellschaft am europäischen Aufbauprozess und der Entstehung eines europäischen öffentlichen Raumes.

(www.notre-europe.eu)

DAS DRITTE EUROPA-FORUM WURDE VON EUROPAANOVA, DER EUROPÄISCHEN BEWEGUNG FRANKREICH UND NOTRE EUROPE GEMEINSAM ORGANISIERT, IN ZUSAMMENARBEIT MIT:

DIE KOORDINATION DES DRITTEN EUROPA-FORUMS UNTERLAG:

Sylvie Goulard, Guillaume Klossa, Gaëtane Ricard-Nihoul.

ES WURDE ORGANISIERT VON:

Aymeric Bourdin, Nadège Chambon, Pauline Gessant.

MIT DER WERTVOLLEN HILFE VON:

Stéphanie Baz, Jean-Pierre Bobichon, Sara Cashman, Matthieu Facques, Nicole Fège, Rachel Flavigné, Cynthia Fleury, Ute Guder, Thomas Houdaille, Anna Hodor, Jennifer Hoff, Bénédicte Martin, Katharina Robohm, Dominika Rutkowska, Charles Secret-Mauduit, Alessia Smaniotta, Lorine Toumia, Christelle Vasseur, Vanina Vedel.

WIR BEDANKEN UNS BEI:

DEN MITGLIEDERN DES KOORDINIERUNGSKOMITEES, DIE UNS ÜBER SECHS MONATE HINWEG UNTERSTÜTZT HABEN

Béatrice Demenet (ARTE), Mariano Fandos (CFDT), Thomas Platt and Victor Ferry (Confrontations Europe), François d'Harcourt (EADS), Jean-Marc Barki (MEDEF).

UNSEREN SPONSOREN UND UNTERSTÜTZERN

Arte, EADS, CFDT, Confrontations Europe, MEDEF, Conseil général du Bas-Rhin, Comité économique et social européen, La Maison de Robert Schuman et le Département de la Moselle, Fondation Charles Léopold Mayer, Fondation Entente Franco-Allemande, Fondation Hippocrène, Fondation Jean Monnet pour l'Europe-Lausanne, MACIF, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Programme « L'Europe pour les citoyens », DG Éducation et culture — Commission européenne, Région Alsace, Ville de Strasbourg, Ambassade d'Allemagne à Paris, Représentation en France de la Commission européenne, Bureau d'Information pour la France du Parlement européen.

EBENSO WIE BEI ALLEN ANDEREN PARTNERORGANISATIONEN,

die auf der Umschlagrückseite aufgeführt sind.

LES TROISIÈMES ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'EUROPE ONT ÉTÉ CO-ORGANISÉS PAR
EUROPA NOVA, LE MOUVEMENT EUROPÉEN – FRANCE ET NOTRE EUROPE
DAS DRITTE EUROPA-FORUM WURDE VON EUROPA NOVA, DER EUROPÄISCHEN
BEWEGUNG FRANKREICH UND NOTTE EUROPE GEMEINSAM ORGANISIERT

COMITÉ D'ORGANISATION ORGANISATIONSKOMITEE

ARTE • La CFDT • Confrontations Europe • EADS • Le MEDEF

SPONSORS SPONSOREN

La Région Alsace • Le Conseil Général du Bas Rhin • La Ville de Strasbourg • Le Comité économique et social européen • Le Ministère des Affaires étrangères et européennes • La Fondation Hippocrène • La Fondation Jean Monnet pour l'Europe-Lausanne • La MACIF • Programme « Europe pour les citoyens » de la Commission européenne • La Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme • La Fondation Entente Franco-Allemande • La Maison Robert Schuman et le Département de la Moselle

PARTENAIRES MÉDIAS MEDIENPARTNERSCHAFTEN

ARTE • La Croix • Les Dernières Nouvelles d'Alsace (DNA) • BNN • Euractiv.fr • Touteleurope.fr • Cafebabel.com • Le Taurillon • Eur@dioNantes

ASSOCIATIONS PARTENAIRES PARTNERORGANISATIONEN

L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) • L'Association Nationale des Auditeurs Jeunes de l'IHEDN — L'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (ANAJ-IHEDN) • Association Réalités et Relations Internationales (ARRI) • Comité des Régions • DGB • Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche • La Ligue Européenne de Coopération Économique • Le Conseil de l'Europe • Eurofi • Europe et Société • La Fondation Robert Schuman • Global Management Challenge • L'Institut Européen des Itinéraires Culturels • L'Institut Prospectives et Sécurité en Europe (IPSE) • L'Institut Thomas More • Les Jeunes Agriculteurs • Bund der Deutschen Landjugend • La Maison de l'Europe de Paris • La Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) • Nouvelle Europe • Les Euros du Village • L'Eurodistrict Regio Pamina • ATD Quart Monde • Campagne pour la Démocratie Européenne • Sauvons l'Europe • Sport et Citoyenneté • Synder • Union pour l'Europe Fédérale — UEF France • Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés sanitaires et sociaux (UNIOPSS) • L'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA) • Rheinland-Pfalz • Baden-Württemberg • L'Eurocorps • La Ligue de l'Enseignement • L'Office Franco-Allemand pour la Jeunesse (OFAJ) • Public Sénat • France 3 Alsace • Conseil Économique et Social — Alsace (CESA) • La Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace • Graine d'Europe • Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) • Le Forum Civique Européen • Le Bureau International de Liaison et de Documentation (BILD) • L'École Nationale d'Administration (ENA) • Europe Métropoles • La Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) • Imagine ton futur • La Fonda • Fenêtre sur l'Europe • Le Parlement Européen des Jeunes — France (PEJ-France) • Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) • La Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (SACD) • La Conférence Franco-Germano-Suisse du Rhin Supérieur • Le Réseau Européen des Associations de Lutte Contre la Pauvreté et l'Exclusion Sociale — France (EAPN-France) • La Confédération Étudiante (CÉ) • Euro-Culture • Le Cercle des Européens • Les Jeunes Européens — France (JE-F) • European Alternatives • Europartenaires • La Gym Suédoise • Europe Direct • L'Université Franco-Allemande (UFA) • Le Centre Interdisciplinaire d'études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA) • L'IEP de Strasbourg • Franchement Europe! • L'Atelier Européen • L'Europe à la Une • L'Aide aux Victimes de Violences Psychologiques et de Harcèlement Moral dans la Vie Privée ou Professionnelle (AVIP) • Goethe-Institut Strasbourg • Le Groupe de Sociologie Politique Européenne • Sciences Po Strasbourg • Europe Direct Strasbourg • Fondation Centre Culturel Franco-Allemand Karlsruhe • Netzwerk Europäische Bewegung Deutschland (EBD) • Euractiv.de • Euractiv.com • Europa-Union Deutschland • L'Association Master Politiques Européennes de l'IEP de Strasbourg • L'Association Evropa Film Akt • L'Association Jean Monnet • L'Association Européenne de l'Éducation (AEDE) • Le Carrefour pour une Europe Civique et Sociale (CAFECSS) • Le Mouvement Fédéraliste Français • L'Association des Juristes Européens • Le Centre d'Information sur les Institutions Européennes (CIEE) • L'Académie Européenne • Le MEDEF Alsace • La Confédération Européenne pour la Préservation de la Santé • L'Association de Formation de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit Communautaire et Européen (AFREDH) • Le Centre d'information et de documentation sur l'Allemagne (CIDAL) • Le ME-F Alsace • Cafebabel Strasbourg • L'ENA. LU • Eurodistrict Strasbourg-Ortenau • Le Comité de soutien des « Lieux d'Europe » • MSA Alsace • INFOBEST Kehl/Strasbourg • Le Bureau de Strasbourg du Parlement européen • AFS Vivre Sans Frontières • Forum Carolus • ParisBerlin Magazine

SOUS LE PATRONAGE DE UNTER DER SCHIRMHERRSCHAFT VON

L'Ambassade d'Allemagne à Paris • La Représentation en France de la Commission européenne • Le Bureau d'Information pour la France du Parlement européen